



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUIN 2017

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	02
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	05
Séance du jeudi et vendredi 06 et 07 avril 2017	06
Séance du jeudi et vendredi 18 et 19 mai 2017	40
Séance du lundi et du mardi 26 et 27 juin 2017	210
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	369

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 06 ET 07 AVRIL 2017

N° 17-79-1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PARTIE DE LA SUBVENTION ALLOUÉE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE FÉLIX BOISSON (ACRC 2002-2003) À L'OPÉRATION «TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT URBAIN (PHASE 2)» (ACRC 2014) - VILLE DE SAINT-PIERRE 06

N° 17-93-1 – PORTANT REJET DE LA DEMANDE DE COFINANCEMENT FORMULÉE PAR LA SARL CHOCO POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0003758 « EXTENSION DE LA BLANCHISSERIE INDUSTRIELLE LOCAVET DANS LE CADRE DE SON DÉMÉNAGEMENT À LA ZONE CHOCO À SAINT-JOSEPH» (CONSTRUCTION ET EXTENSION) 08

N° 17-110-1 – PORTANT MANDAT AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR SIGNER LES CONVENTIONS DE MISE EN OEUVRE DES STRATÉGIES LEADER AVEC LES TROIS TERRITOIRES 10

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 18 ET 19 MAI 2017

N° 17-155-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DU JEUDI 9 FEVRIER 2017 40

N° 17-158-1 – PORTANT RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES (INRAP) 42

N° 17-159-1 – PORTANT PARTENARIAT AVEC L'AMARHISFA POUR LE PROJET « LA CATASTROPHE DE 1902 » 44

N° 17-160-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N° 15-1408-1 PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DES MEMBRES D'APPUI AUX RAPATRIÉS ET RÉFUGIÉS (GARR) INVITÉS À PARTICIPER EN MARTINIQUE A UNE MARCHÉ INTITULÉE « SUR LES TRACES DE LUMINA SOPHIE » 46

N° 17-161-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N°15-2200-1 DU 17 NOVEMBRE 2015 48

N° 17-161-2 – PORTANT MODIFICATION DE DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N°15-1896-1 DU 20 OCTOBRE 2015 50

N° 17-164-1 – PORTANT ADOPTION DU SCHEMA TERRITORIAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION (STDEII) 57

N° 17-171-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU CADRE DE L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 125

N° 17-173-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX MODALITÉS DE CALCUL ET AUX DISPOSITIFS D'EXONÉRATION DES COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS NON AGRICOLES EN OUTRE-MER 127

N° 17-174-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA REVALORISATION DU REVENU DE SOLIDARITÉ EN GUADELOUPE, EN GUYANE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, ET DANS LES COLLECTIVITÉS DE SAINT-BARTHÉLÉMY, SAINT-MARTIN ET SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON 129

N° 17-175-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU BAIL RÉEL SOLIDAIRE 131

N° 17-177-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET N° 2017-524 DU 11 AVRIL 2017 RELATIF AUX COMMISSIONS DE RÉFORME DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ 133

N° 17-185-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À CONSTRUCTYS ANTILLES GUYANE POUR LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET DES QUALIFICATIONS DES SALARIÉS DU BTP 135

N° 17-189-1 – PORTANT CRÉATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) 152

N° 17-189-2 – PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) 154

N° 17-190-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU MARCHÉ RELATIF À LA CONCEPTION- RÉALISATION D'UNE INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES À TRÈS HAUT DÉBIT EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'À L'ABONNÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE 157

N° 17-205-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'UNION RÉGIONALE DES ORGANISMES DE SERVICES À LA PERSONNE (UROSAP 972) 159

N° 17-206-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS DU FRANCOIS POUR LA POURSUITE DE SON ACTION «ÉPICERIE SOLIDAIRE FRANCISCAINE » 170

N° 17-218-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL SOLEBAM SYNERGIE MQ0007845 « PROGRAMME AUTOCONSOMMATION 2016-2017 » INSTALLATION DE CENTRALES PHOTOVOLTAÏQUES POUR SIX BÂTIMENTS COMMERCIAUX 172

N° 17-219-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS RHUMS MARTINICAIS SAINT-JAMES POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0006625 «AUGMENTATION DE LA CAPACITÉ DE MISE EN VIEILLESSEMENT DES RHUMS» 188

N° 17-223-1 – PORTANT RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ATTRIBUÉES À LA VILLE DE SAINT-PIERRE DANS LE CADRE DU CONTRAT DE PROGRÈS VERS L'OPÉRATION DE RÉNOVATION DE LA CATHÉDRALE DU MOUILLAGE DE SAINT-PIERRE (PHASE 2) 204

N° 17-224-1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE FRACTION D'UNE SUBVENTION (ACRC 2002-2003) ATTRIBUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE FÉLIX BOISSON VERS UNE OPÉRATION DE RÉNOVATION DE LA CATHÉDRALE DU MOUILLAGE DE SAINT-PIERRE (PHASE 2) 206

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2017

N° 17-225-1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE FRACTION D'UNE SUBVENTION (ACRC 2002-2003) ATTRIBUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE FÉLIX BOISSON VERS UNE OPÉRATION DE RÉNOVATION DE LA CRÈCHE MUNICIPALE 208

SEANCE DU LUNDI ET DU MARDI 26 ET 27 JUIN 2017

N° 17-234-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 6 ET 7 AVRIL 2017 210

N° 17-235-1 – COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2016 212

N° 17-235-2 – COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE L'EXERCICE 2016 215

N° 17-235-3 – AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT EXERCICE 2016 218

N° 17-235-4 – COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE EXERCICE 2016 - AFFECTATION DES RESULTATS 237

N° 17-236-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL CHOCO SYNERGIE MQ0003758 «EXTENSION DE LA BLANCHISSERIE INDUSTRIELLE LOCASET DANS LE CADRE DE SON DÉMÉNAGEMENT À LA ZONE CHOCO SAINT-JOSEPH (CONSTRUCTION ET EXTENSION) 242

N° 17-237-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1793-1 DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ LE FOURNIL DE DIDIER 245

N° 17-238-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ENTREPRISE NATUREL SASU POUR SON PROJET DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS COSMÉTIQUES NATURELS POUR CHEVEUX VALORISANT LA BIODIVERSITÉ ANTILLAISE 255

N° 17-241-1 – PORTANT APPROBATION DU RÈGLEMENT DES TRANSPORTS SCOLAIRES TERRITORIAUX (RTST) 265

N° 17-242-1 – PORTANT CRÉATION DE POSTES SUITE AUX COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES (CAP) ET MISE EN ŒUVRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL CARRIÈRES ET RÉMUNÉRATIONS (PPCR) 288

N° 17-243-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CASE SOCIALE DES OUTRE-MER (CSDOM) 296

N° 17-244-1 – PORTANT MODIFICATION DU DISPOSITIF « ACTION PLURIACTIVITÉ POLY-COMPÉTENCE IMMERSION (APPI) » EN PROJET « ATOUT INCLUSION » 298

N° 17-245-1 – PORTANT HABILITATION TRANSPORT ADAPTATION DE LA CAPACITÉ FINANCIÈRE 300

N° 17-246-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR LA RÉFECTION DE LA VOIE D'ACCÈS AU LYCÉE JOSEPH PERNOCK 303

N° 17-247-1 – PORTANT COMMUNICATION SUR LA LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE CONCERNANT L'OPÉRATION DE DÉSENCLAVEMENT DE LA ZONE HÔTELIÈRE DES TROIS-ÎLETS : LE CARAYOU 305

N° 17-248-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1ER DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE N°CG/36-95 DES 27 ET 28 JUIN 1995 ADOPTANT LA CRÉATION DU SITE DE «TAUPINIÈRE» AU DIAMANT COMME PORT DÉPARTEMENTAL – PROPOSITION DE LE CLASSER EN APIT 307

N° 17-249-1 – PORTANT SUR LE RATTRAPAGE DU VERSEMENT DU COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE EN DISTILLERIES AGRICOLES POUR DEUX PLANTEURS AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2016 309

N° 17-250-1 – PORTANT AUTORISATION À SIGNER UN AVENANT AU BAIL À CONSTRUCTION (AVJT) N°14-1193-1 DU 20 MAI 2014 POUR MODIFICATION D'IDENTITÉ DES PARTIES 311

N° 17-251-1 – PORTANT COMMUNICATION RELATIVE À L'ÉLABORATION DU SCHÉMA TERRITORIAL DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES DE LA MARTINIQUE 315

N° 17-252-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES 317

N° 17-253-1 – PORTANT LEVÉE DE LA DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA SUBVENTION D'ÉQUIPEMENT ATTRIBUÉE PAR LA DÉLIBÉRATION N°11-855-1 AU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA) DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS 319

N° 17-256-1 – PORTANT ABROGATION PARTIELLE DES DÉLIBÉRATIONS N°15-1472-1 DE LA RÉGION MARTINIQUE ET N°CG/62-15 ET DU DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE ET PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU CAPITAL SOCIAL DE LA SPL MARTINIQUE AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT 321

N° 17-257-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION DÉFINISSANT LES CONDITIONS DE TRANSFERT DU DISPOSITIF «NOUVEL ACCOMPAGNEMENT POUR LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE» (NACRE) À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 323

N° 17-258-1 – PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE GESTION DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA MARTINIQUE 346

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 07 – PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS 370



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-79-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-79-1

AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PARTIE DE LA SUBVENTION ALLOUÉE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE FÉLIX BOISSON (ACRC 2002-2003) À L'OPÉRATION « TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT URBAIN (PHASE 2) » (ACRC 2014) - VILLE DE SAINT-PIERRE

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°03-804 du 10 juin 2003 portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2002-2003) ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1529-27 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2014) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-478-1 du 16 décembre 2016 portant mandat au Président du Conseil Exécutif pour lui permettre de lever en Conseil Exécutif la déchéance qui affecte les opérations de l'ex aide régionale aux politiques d'équipement local (ARPEL) de l'aide du Conseil régional aux communes (ACRC) et opérations d'Intérêt Régional (OIR) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de la ville de Saint-Pierre ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture ...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la réaffectation de 14 957,75 € soit 5,64 % de la subvention de 265 000,00 € allouée à la ville de Saint-Pierre par la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1529-27 du 24 septembre 2015, pour « l'aménagement de la Place Félix Boisson » au titre des programmes ACRC 2002 et 2003.

ARTICLE 2 : La subvention réaffectée à l'article 1 est allouée à la ville de Saint-Pierre à titre de subvention complémentaire d'un montant de quatorze mille neuf cent cinquante-sept euros soixante-quinze centimes (14 957,75 €) pour l'opération « aménagement et embellissement urbain phase 2 ».

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-93-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-93-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

PORTANT REJET DE LA DEMANDE DE COFINANCEMENT FORMULÉE PAR LA SARL CHOCO POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0003758 « EXTENSION DE LA BLANCHISSERIE INDUSTRIELLE LOCAVET DANS LE CADRE DE SON DÉMÉNAGEMENT À LA ZONE CHOCO À SAINT-JOSEPH » (CONSTRUCTION ET EXTENSION)

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande de l'entreprise du 26 août 2014 ;

Vu l'avis de l'Instance technique Partenariale du 30 août 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et Technologiques le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis favorable pour un examen de ce dossier par l'Assemblée de Martinique émis par le Conseil Exécutif en date du 16 mars 2017 ;

Considérant l'absence de garanties suffisantes quant au respect, par ce projet, de la réglementation environnementale ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est rejetée la demande en cofinancement formulée par la société SARL CHOCO pour l'opération Synergie MQ0003758 « extension de la blanchisserie industrielle LOCAVET, dans le cadre de son déménagement à la zone CHOCO à Saint-Joseph »,

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR 



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-110-1-DE
Date de télétransmission : 23/05/2017
Date de réception préfecture : 23/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-110-1
AFFICHAGE LE : 23 MAI 2017

**PORTANT MANDAT AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR SIGNER
LES CONVENTIONS DE MISE EN OEUVRE DES STRATÉGIES LEADER
AVEC LES TROIS TERRITOIRES**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique;

Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-2453-1 du 19 novembre 2015 portant validation de la sélection des stratégies LEADER 2014-2020 et attribution des dotations entre les GAL sélectionnés;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour adapter et signer avec les trois communautés d'agglomération retenues (CACEM - CAP NORD - CAESM), les projets de conventions tels joints ayant pour objet la mise en oeuvre des stratégies LEADER.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-110-1



Convention

**Entre
le Groupe d'Action Locale (GAL),
l'Autorité de Gestion (AG)
et l'Organisme Payeur (OP)**

Convention GAL-AG-OP

CONVENTION

Relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Région XXX

Entre

La Région XXX, ci après désignée « autorité de gestion », représentée par le président du Conseil régional XXX

Et

L'Agence de services et de paiement (ASP), ayant son siège social au 2, rue de Maupas – 87040 Limoges cedex, ci-après désignée « organisme payeur », représentée par son président directeur général par intérim, M. et, par délégation, par son/sa/délégué(e) régionale M. Mine XXX

Et

La structure porteuse NOM structure porteuse du Groupe d'Action Locale NOM GAL, ci après désignée « GAL », représentée par NOM représentant légal structure porteuse, en qualité de président du NOM structure porteuse, [assurant la présidence du GAL et] agissant en vertu d'une délibération en date du Date délibération

Et

Le Groupe d'Action Locale NOM GAL, ci après désigné « GAL », représenté par NOM président du GAL, président du GAL et du comité de programmation, agissant en vertu d'une désignation par les membres du comité de programmation

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de cohésion, au Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural, et au Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et de la Pêche ;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (Feader) ;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires ;

Convention GAL-AG-OP

Vu le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu le règlement d'exécution 808/2014 du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement 1305/2013 en ce qui concerne l'élaboration des PDR, la mise en œuvre de certaines mesures et le suivi, l'évaluation et l'établissement des Rapports Annuels de Mise en Œuvre des PDR ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n°908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu l'ordonnance n°2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de services et de paiement et de l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt ;

Vu le code rural de la pêche maritime et notamment ses articles L. 313-1, L313-13 et R. 313-13 et suivants relatifs à l'Agence de Services et de Paiement ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1511-1-1 ; L. 1511-1-2 et L. 4221-5 ;

Vu le décret n°2009-340 du 27 mars 2009 relatif à l'Agence de services et de paiement à l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer et à l'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif au comité national Etat-régions pour les fonds européens structurels et d'investissement et au comité Etat-région régional pour la période 2014-2020

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n° [REDACTED] fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n° XX du XX relatif au dispositif de gestion et de contrôle des programmes opérationnels et des programmes de développement rural (FEDER, FSE, Feader, FEAMP) relevant du cadre stratégique commun (CSC) pris en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014,),

Convention GAL-AG-OP

Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de Services et de Paiement comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;

Vu l'Accord de Partenariat du 8 août 2014 conclu entre la France et la Commission européenne pour la mise en œuvre des Fonds Européens Structurels et d'Investissement sur la période 2014-2020 ;

Vu le Programme de Développement Rural Régional de XXXX, approuvé par la décision de la Commission Européenne (n° XXXX) du XXXX/XXXX/XXXX ;

Vu la délibération ou l'arrêté du JJ/MM/AAAA portant appel à candidatures Leader de la Région XXX ;

Vu la convention du JJ/MM/AAAA relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305 /2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région XXX ;

Vu la délibération du Conseil régional du JJ/MM/AAAA demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil régional ou la décision de sélection du Président du Conseil Régional du JJ/MM/AAAA portant décision de sélection du GAL ;

Vu la délibération / décision du JJ/MM/AAAA du NOM structure porteuse instituant le GAL « Nom du GAL » ;

Vu ... (indiquer les textes régionaux et nationaux de référence) ;

Vu ... (indiquer les visas souhaités par le GAL et notamment les décisions permettant sa mise en place, exemple : règlement intérieur, élection des membres du comité de programmation) ;

Vu les statuts de la structure porteuse du GAL.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le contexte local
Lien avec politiques territoriales et régionales
Conférence aux fonds européens

Article 1 - Objet

Pour la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Feader, la présente convention a pour objet de fixer :

- les obligations respectives des parties ;
- la stratégie de développement local du GAL et le plan d'actions décliné en fiches-actions ;
- le territoire du GAL
- les montants financiers Feader.

La présente convention couvre les sous-mesures suivantes du Programme de Développement Rural de la Région XXXX :

- 19.2 : Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement
- 19.3 : Préparation et mise en œuvre d'activités de coopération du GAL
- 19.4 : Animation générale de fonctionnement

Article 2 - Territoire du GAL

2.1 Territoire du GAL

Le périmètre géographique du GAL couvre un territoire appelé « territoire du GAL », pour la mise en œuvre de la stratégie Leader. Ce territoire est défini par la liste des communes précisée en annexe 1.

2.2 Modification du territoire du GAL

En cas d'évolution de son territoire, au sens d'une modification de la liste des communes précisées en annexe 1, le GAL prend une décision en comité de programmation et propose ces modifications à l'autorité de gestion dans un délai indicatif d'un mois après la tenue du comité de programmation. L'autorité de gestion se prononce au regard de la stratégie approuvée et en cas d'accord sur la modification proposée, un avenant à la présente convention est établi.

Article 3 - Obligations respectives des parties

3.1 Obligations du GAL et de la structure porteuse du GAL

Le GAL s'engage à constituer un comité de programmation dont la composition est jointe en annexe 3.

Le GAL fournit l'organigramme de son équipe technique à l'autorité de gestion du FEADER dans un délai d'un mois après la signature de la présente convention. Il s'engage à informer par écrit l'autorité de gestion de toutes modifications de l'équipe technique. L'équipe technique se définit comme le personnel désigné par le GAL comme dédié à la mise en œuvre de la stratégie Leader.

Le GAL ~~et la structure porteuse du GAL~~ s'engagent à maintenir tout au long de la période de mise en œuvre de la présente convention des moyens humains suffisants, ~~soit un minimum de X FTE~~ dédiés à Leader pour lui permettre de mener à bien sa stratégie et d'assurer les tâches d'animation et de gestion.

Le non-respect de cet engagement peut constituer un motif de résiliation de la présente convention, en application de l'article 11.

Le GAL est tenu d'être représenté ~~au comité de suivi régional interfonds et/ou au comité Leader~~ par une personne désignée au sein du comité de programmation.

En complément des tâches identifiées dans le circuit de gestion de l'annexe 8, le GAL assure les fonctions suivantes :

- communiquer sur les actions soutenues dans le cadre de la démarche Leader en cohérence avec la stratégie de communication mise en place par l'Autorité de gestion pour le Feader et assurer une information transparente auprès des porteurs de projets potentiels sur les possibilités de financement du GAL ;
- animer et suivre la stratégie de développement local en vue de la réalisation du plan d'actions Leader sur le territoire ;
- accompagner les porteurs de projet, le cas échéant, les aider, à monter leur projet et à remplir leurs dossiers de demande d'aides et de paiement ~~ou si nécessaire les orienter vers d'autres fonds européens~~ ;
- vérifier que l'opération présentée s'intègre dans le plan d'actions du GAL défini à l'article 6 ;
- réunir, le cas échéant, un comité technique des co-financeurs ou tout autre comité jugé opportun ;
- préparer les comités de programmation mentionnés à l'article 5 et en transmettre le compte-rendu à l'autorité de gestion ;

Convention GAL-AG-OP

- utiliser les modèles de documents fournis par l'autorité de gestion à chacune des étapes de la procédure et appliquer l'ensemble des règles et procédures fournis par l'autorité de gestion au GAL; ~~et de mener les procédures émanant de l'AG dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du GAL;~~
- assurer la traçabilité des informations et des actions réalisées liées aux tâches qui lui incombent ;
- répondre à toute demande d'information ou de documents des services de l'autorité de gestion ou de l'organisme payeur dans les délais requis ;
- se soumettre aux opérations de contrôles des corps d'audit externe, de l'organisme payeur et de l'autorité de gestion notamment dans le cadre de la supervision des missions déléguées ;
- mettre en œuvre les éventuelles recommandations issues des contrôles des corps d'audit externe, de l'organisme payeur et de l'autorité de gestion notamment dans le cadre de la supervision des missions déléguées ;
- participer et contribuer aux actions mises en place par l'autorité de gestion et les réseaux ruraux régional et national ;
- échanger les pièces et informations nécessaires à l'instruction et au suivi des dossiers avec la ~~DRAP/PPD/IV/AG;~~
- Contribuer au plan d'évaluation du PDR 2014-2020.

La répartition des tâches au sein du GAL entre Président, Comité de programmation et services techniques est précisée dans le règlement intérieur du GAL (Annexe 4).

3.2 Obligations de l'autorité de gestion

En complément des tâches identifiées dans l'annexe 8, l'autorité de gestion :

- veille au respect par le GAL du Programme de Développement Rural de la Région ~~XXXX~~ des textes de l'Union européenne et nationaux applicables à la gestion du FEADER ;
- assure l'appui technique et réglementaire auprès du GAL nécessaire à la bonne mise en œuvre de leurs missions par la rédaction et la diffusion de documents types, de règles et de procédures ;
- suit l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan de développement du GAL ;
- pilote l'organisation administrative nécessaire à la mise en œuvre de Leader (harmonisation des procédures, formation...);
- veille à l'existence et à la mise en œuvre de la piste d'audit et des procédures internes au GAL
- s'assure de la fluidité des procédures et assure un suivi des différentes étapes de traitement des dossiers mentionnés dans la présente convention (annexe 8) ;
- organise toutes les formations nécessaires auprès du GAL sur les questions de gestion ;
- assiste aux comités de programmation du GAL, sans voix délibérative ;
- ~~assure un suivi et une coordination des projets de coopération (transnationale et interterritoriale) du GAL;~~
- informe régulièrement le GAL sur l'ensemble de la programmation du Feader ;
- réalise des contrôles sur les tâches déléguées au GAL ;
- échange avec le GAL les pièces et informations nécessaires à l'instruction et au suivi des dossiers ;
- donne un avis sur la contrôlabilité des fiches-actions.

~~L'organisation de l'Autorité de gestion pour la mise en œuvre de Leader est présentée en annexe 9.~~

3.3. Obligations de l'organisme payeur

En complément des tâches identifiées dans l'annexe 8, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), organisme payeur :

- donne un avis sur la contrôlabilité des fiches-actions jointes à la présente convention ;
- assiste au comité de programmation en tant que de besoin sur invitation de l'AG ou du GAL, sans voix délibérative.

3.4. Circuit de gestion des dossiers

L'annexe 8 fixe les tâches incombant aux différentes parties dans le cadre du circuit de gestion des dossiers de demande Feader applicables à Leader.

Article 4- Montants financiers Feader et gestion financière

4.1 Montant total de la maquette financière de Feader

Le montant total de la maquette financière de Feader allouée au GAL sur la période 2014 – 2023 s'élève à ~~xx € (à libeller en chiffre et en lettre)~~

~~Une enveloppe réservataire incluse / non incluse dans le montant total de la maquette financière allouée au GAL / pourra être maintenue / allouée le cas échéant.~~

4.2 Maquette financière

La maquette financière figure en annexe 2.

Elle se compose d'une maquette pluriannuelle des paiements prévus par fiche-action indiquant la part totale des aides publiques et la part Feader, ainsi que ~~un profil annuel minimum d'engagements cumulés à respecter~~ et d'un profil annuel minimum de paiements cumulés à respecter pour le Feader.

4.3 Modalités d'intervention du Feader

Le Feader intervient en co-financement d'aides publiques nationales. Seules des dépenses publiques admissibles au titre du Programme de Développement Rural peuvent faire l'objet d'un co-financement du Feader.

La participation du Feader est de ~~80%~~ par rapport au montant total de la dépense publique cofinancée (part nationale cofinancée et communautaire).

4.4 Modifications de la maquette financière de Feader et de son montant total

4.4.1 Modifications de la maquette financière et de son montant total sur décision de l'autorité de gestion

4.4.1.1 Non-atteinte ou dépassement du profil annuel minimum d'engagements ou de paiements Feader cumulés

Le GAL s'engage à respecter le profil annuel minimum ~~d'engagements juridiques et de paiements Feader~~ cumulés tel que précisé au point 2.2 de l'annexe 2 mais peut avoir un niveau ~~d'engagements et de paiement~~ supérieur.

Si au 31/12 de l'année n, le cumul ~~des engagements ou~~ des paiements du GAL depuis le début du programme ne correspond pas au profil minimum ~~d'engagements ou~~ de paiements Feader cumulés attendu pour l'année n, l'autorité de gestion peut décider de modifier le montant total de la maquette financière du GAL comme précisé ci-après.

En cas de non atteinte du profil annuel minimum, une diminution du montant total de la maquette financière du montant équivalent à la différence entre le montant du profil annuel attendu le montant cumulé des paiements effectués peut être mise en œuvre. Cette modalité est mise en application à partir du ~~1er janvier 2019~~ sur la base du cumul des paiements constatés jusqu'au ~~31 décembre 2018~~.

En cas de dépassement du profil annuel minimum, une augmentation du montant total de la maquette financière équivalent à la différence entre le montant du profil annuel attendu et le montant cumulé des paiements effectués peut être mise en œuvre. Cette modalité est mise en application à partir du ~~1er janvier~~

Convention GAL-AG-OP

sur la base du cumul des paiements constatés ~~ou des engagements constatés~~ jusqu'au ~~31 décembre 2017~~.

Par ailleurs, en cas de dégagement d'office portant sur le Programme de Développement Rural de la Région ~~xx~~ en année n, il est vérifié que les paiements effectués par GAL sont conformes au montant minimum de paiements cumulés attendu, dans les conditions exposées dans le paragraphe ci-dessus. Lorsque le profil annuel minimum de paiements Feader cumulés n'est pas respecté, le montant total de la maquette financière du GAL peut être diminué au prorata du dégagement d'office réalisé sur le Programme de Développement Rural.

4.4.1.2. Apurement

L'autorité de gestion est responsable de la gestion et de la mise en œuvre par le GAL des tâches qui lui sont déléguées. Néanmoins, la responsabilité du GAL peut être engagée en cas de non-respect de l'une de ses obligations issues de la présente convention, notamment en cas de correction financière imputable au GAL.

4.4.1.3 Autres causes de modifications possibles

L'autorité de gestion peut décider d'abonder le montant total de la maquette financière de Feader précisée au 4.1 en fonction de l'enveloppe globale Feader disponible.

~~Au contraire, si le GAL ne consomme pas ses crédits, son enveloppe peut être réduite par l'autorité de gestion.~~

4.4.1.4. Modifications du profil annuel minimum ~~d'engagement~~ et de paiement cumulé à respecter

Le profil annuel minimum ~~d'engagement~~ de paiements cumulés ne peut être modifié qu'à l'initiative de l'autorité de gestion.

4.4.1.5. Non-atteinte du cadre de performance

~~En cas d'échec dans l'atteinte des valeurs inscrites dans le cadre de performance du PDR de la Région xx et de non-attribution par la Commission européenne de la réserve de performance d'un montant correspondant à xx % de l'enveloppe totale attribuée pour la mise en œuvre du Programme de Développement Rural, l'autorité de gestion vérifie l'atteinte des objectifs sur justification par le GAL au 31 décembre 2018 de xx % de crédits payés sur la base des dossiers soldés.~~

~~En cas de non-atteinte de l'objectif précédemment évoqué, le montant total de la maquette financière du GAL peut être diminué au prorata de la part de la réserve de performance non attribuée à l'autorité de gestion par la Commission européenne.~~

4.4.2 Modifications de la maquette financière sur proposition du GAL

Le GAL peut effectuer des transferts entre fiches-actions.

S'il s'agit d'un transfert entre fiches-actions entraînant une variation inférieure ou égale à 30 % du montant total de la maquette financière Feader du GAL, la modification fait l'objet d'une notification, dans les conditions prévues à l'article 10. La notification reprend la maquette pluriannuelle des paiements par fiche-action, prévue au 2.1 de l'annexe 2.

S'il s'agit d'un transfert entre fiches-actions entraînant une variation supérieure à 30 % du montant total de la maquette financière Feader du GAL, la modification doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention. L'avenant est établi par ~~l'autorité de gestion / le GAL~~ sur la base d'une proposition du comité de programmation du GAL. L'avenant reprend la maquette pluriannuelle des paiements par fiche-action, prévue au 2.1 de l'annexe 2. Le comité régional de suivi en est informé.

Convention GAL-AG-OP

Le calcul de la variation de 30 % doit se faire à partir de la maquette financière contenu dans la présente convention ou le cas échéant, à partir du dernier avenant à la présente convention qui impacte les éléments financiers. Il s'effectue en ajoutant l'ensemble des transferts effectués entre les fiches-actions dont le montant est réduit. Le transfert entre ces fiches-actions se calcule en soustrayant le nouveau montant de la fiche-action au montant initial de cette même fiche-action.

4.5 Suivi des enveloppes d'autorisation d'engagement

Le GAL s'engage à fournir à l'autorité de gestion ses besoins en autorisations d'engagement pour l'année N, avant le 31 décembre de l'année N-1.

En retour, l'autorité de gestion précise au GAL le montant de l'enveloppe d'autorisations d'engagement qui lui est allouée pour l'année N et les intègre dans le logiciel informatique Osiris.

Si, en cours d'année, le montant de l'enveloppe d'autorisations d'engagement allouée au GAL s'avère insuffisant, une demande supplémentaire peut être adressée à l'autorité de gestion, qui apporte une réponse en fonction de ses contraintes budgétaires.

4.6 Délais limites d'engagement et de paiement

L'autorité de gestion / la DDT(M) / le GAL s'engage à effectuer les derniers engagements juridiques avant le 31 décembre 2020. Le GAL s'engage à transmettre toutes les informations nécessaires aux derniers engagements comptables et juridiques avant le 1^{er} octobre 2020.

Le GAL s'engage à transmettre à l'autorité de gestion / DDT(M) / DRAAF toutes les informations nécessaires pour effectuer les derniers paiements avant le 30 avril 2023. Toutefois, pour les dépenses relatives à la sous-mesure 19-4, le GAL s'engage à transmettre à au service instructeur toutes les informations nécessaires pour effectuer les derniers paiements avant le 1^{er} octobre 2023.

L'autorité de gestion / le GAL / la DDT(M) / la DRAAF s'engage à transmettre toutes les informations nécessaires pour effectuer les derniers paiements à l'organisme payeur avant le 30 septembre 2023. Toutefois, pour les dépenses relatives à la sous-mesure 19-4, le service instructeur s'engage à transmettre toutes les informations nécessaires pour effectuer les derniers paiements à l'organisme payeur avant le 1^{er} décembre 2023.

Article 5 – Modalités de programmation des projets par le GAL

5.1 Composition du comité de programmation du GAL et règlement intérieur

Dans la composition du comité de programmation, les autorités publiques ou un groupement d'intérêt ne peuvent représenter plus de 49 % des droits de vote.

Le comité de programmation du GAL adopte un règlement intérieur dans un délai de 2 mois après la signature de la présente convention. Ce règlement intérieur comprend au minimum les rubriques décrites en annexe 4. Le GAL le transmet à l'autorité de gestion pour validation dans un délai de deux mois après la tenue du comité de programmation qui a adopté règlement intérieur.

Toute modification de la composition du comité de programmation ou du règlement intérieur doit faire l'objet d'une information auprès de l'autorité de gestion.

La modification de la composition du comité de programmation ou du règlement intérieur peut faire l'objet d'une notification, dans les conditions prévues à l'article 10.

Toute modification de la composition du comité de programmation ne peut en aucun cas se traduire par un pourcentage de votant relevant des autorités publiques supérieur à 49 %.

5.2 Modalité de programmation des projets du GAL

5.2.1 : Quorum

Le comité de programmation ne peut délibérer que si au moins la moitié des membres votants du comité de programmation est présente et si au moins la moitié des voix à exprimer lors du vote relève du collège privé.

5.2.2 : Elaboration préalable d'une procédure de sélection

Le comité de programmation élabore une procédure de sélection transparente et non discriminatoire des opérations soutenues. Le comité de programmation établit des critères de sélection objectifs qui permettent d'évaluer la contribution du projet à la réalisation des objectifs et des valeurs cibles de la stratégie de développement local. Il autorise la sélection par procédure écrite selon les conditions précisées dans le règlement intérieur.

5.2.3 Examen et sélection des projets

Le comité de programmation du GAL se réunit selon les modalités précisées dans son règlement intérieur.

Il examine ; classe le cas échéant et sélectionne les opérations présentées au regard des critères de sélection et détermine le montants de l'aide.

Le comité de programmation du GAL ne peut sélectionner les dossiers que s'ils sont éligibles.

Après chaque comité de programmation, le GAL s'engage à établir les comptes-rendus des débats signés du président du GAL et à les diffuser à l'autorité de gestion dans un délai indicatif d'un mois.

5.2.4 Mise en œuvre des décisions du comité de programmation

Le président du GAL est responsable de la bonne mise en œuvre des décisions du comité de programmation relatives aux opérations aidées, en conformité avec le plan d'actions du GAL décrit à l'annexe 6. Il s'engage à respecter les obligations communautaires relatives à la sélection des opérations. Par ailleurs, il est le garant pour éviter tout conflit d'intérêt au moment de la prise de décision.

Article 6 – Plan d'actions du GAL

6.1 Composition et respect du plan d'action

Le plan d'actions du GAL se compose :

- d'éléments de stratégie présentés en annexe 5 ;
- d'éléments financiers présentés en annexe 2 ;
- d'un ensemble de fiches-actions présenté en annexe 6.

Le GAL s'engage à respecter ce plan sur la période de la convention.

6.2 Modification des fiches-action

La modification d'une fiche-action existante peut faire l'objet d'une notification, dans les conditions prévues à l'article 10, sauf lorsque les modifications concernent les rubriques relatives aux :

- bénéficiaires éligibles ;
- type et description des opérations
- type de soutien ;
- dépenses éligibles ;
- conditions d'admissibilité ;
- montants et taux d'aide.

Toutefois, lorsque la modification porte sur la rubrique relative aux montants et taux d'aide et qu'elle ne fait que modifier la valeur d'un critère déjà existant, le recours à la notification selon les conditions de l'article 10 est possible. Il en est de même dans le cas de la suppression d'un critère au sein des 6 rubriques listées ci-dessus.

Convention GAL-AG-OP

La procédure de notification ne s'applique pas à l'ajout ou au retrait d'une fiche-action.

Article 7 : Application informatique

Les parties s'engagent à utiliser le logiciel informatique Osiris à toutes les étapes de gestion. Chaque membre des équipes techniques du GAL ou agent de la DDT(M) / DRAAF / l'autorité de gestion est destinataire pour les missions le concernant, déterminées dans l'annexe 8 relative au circuit de gestion, des habilitations *ad hoc*. L'autorité de gestion gère les habilitations du GAL et du GUSI.

L'ASP intègre dans son plan de formation « Osiris » les formations à apporter aux GAL en ce qui concerne ce logiciel informatique.

Article 8 : Suivi-évaluation

La mise en œuvre de la mesure 19 « Leader » par le GAL est suivie dans le cadre de l'évaluation *in itinere*, de l'évaluation finale et de l'élaboration du rapport annuel de mise en œuvre (RAMO) du Programme de développement Rural Régional. Une évaluation spécifique peut/ doit être conduite à l'initiative du GAL ou de l'autorité de gestion. Le GAL conduisant une évaluation de sa stratégie locale de développement, utilise les moyens prévus au titre de la mesure 19.4 « animation et frais de fonctionnement ».

Article 9 : Contrôles

9.1 Contrôles de l'organisme payeur

En tant qu'organisme payeur du Feader, l'ASP est responsable de la légalité et de la régularité des transactions impliquant ce fonds et les fonds nationaux mobilisés en contrepartie.

A ce titre, l'ASP met en place des contrôles administratifs visant à s'assurer de la qualité de l'instruction réalisée par le service instructeur.

Par ailleurs, l'Agence comptable de l'ASP réalise des contrôles sur les demandes de paiement ordonnancées qui lui sont transmises.

Enfin, conformément à l'article 59 §2 du règlement (UE) n°1306/2013, en tant qu'autorité responsable des contrôles, l'ASP effectue des contrôles sur place auprès des bénéficiaires.

9.2 Contrôles de délégation de l'autorité de gestion au GAL

Les modalités de délégation de l'autorité de gestion au GAL portent sur :
- l'organisation et les procédures mises en place par le GAL ainsi que les documents types associés pour assurer les missions déléguées ;
- les réponses aux contrôles et la mise en œuvre des recommandations ;

Article 10 : Avenant et notification

Toute modification de la présente convention et de ses annexes doit faire l'objet d'un avenant.

Cependant, une procédure de notification peut être mise en œuvre dans les cas spécifiés aux articles 4.4.2, 5.1 et 6.2 de la présente convention.

La notification est établie sur la base d'une décision du comité de programmation du GAL. Elle est transmise concomitamment à l'autorité de gestion et l'ASP dans un délai d'un mois à compter de la décision du comité de programmation et avec le compte-rendu de celui-ci.

Convention GAL-AG-OP

Article 11 - Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrit dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée par la partie lésée dans ses droits à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant les engagements non-tenus. Cet envoi doit être adressé concomitamment à l'ensemble des parties.

En cas de résiliation, les dossiers ayant déjà fait l'objet d'un engagement juridique seront gérés jusqu'à leur terme selon les modalités de la présente convention.

Un bilan de la convention est dressé conjointement par l'ensemble des parties à la date de résiliation.

Article 12 - Durée de la convention

La convention prend effet à compter du ~~XX/XX/201X~~ correspondant à la date de décision de sélection du GAL ou à compter de la dernière signature de la présente convention et prend fin à la clôture du Programme de Développement Rural de la Région ~~XXX~~.

Article 13 - Litiges

En cas de litige, le Tribunal administratif de la circonscription du ~~siège de la structure porteuse du GAL~~ du ~~siège de la Région~~ est compétent.

Fait à

le

Le président de la structure porteuse du GAL

Le Président du Conseil régional

Le Président directeur général par intérim de l'ASP
et par délégation
la déléguée régionale ~~XXX~~

~~Le Président du GAL (s'il n'est pas président de la structure porteuse)~~

Convention GAL-AG-OP

Annexes :

- Annexe 1 : Liste des communes constitutives du GAL
- Annexe 2 : Eléments financiers
- Annexe 3 : Composition du comité de programmation
- Annexe 4 : Clauses minimales du règlement intérieur du GAL
- Annexe 5 : Stratégie du GAL
- Annexe 6 : Fiches-actions mobilisées par le GAL
- Annexe 7 : Contenu minimum de la délibération de la structure porteuse et de ses statuts en cas de modification de la structure
- Annexe 8 : Circuit de gestion Leader
- Annexe 9 : Organisation des services de l'autorité de gestion

2.1 Maquette financière

Montants des paiements prévus par fiche-action du GAL sur la période 2014-2023.

[illegible]

	2014-2017	2015-2018	2016-2019	2017-2020	2018-2021	2019-2022	2020-2023
Tranches de paiements	10%	11%	22%	14%	13%	14%	16%

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Minimum des paiements cumulés attendus	10%	21%	43%	57%	70%	84%	100%

Les années indiquées sont des années civiles (1^{er} janvier au 31 décembre).

	2014-2017	2015-2018	2016-2019	2017-2020	2018-2021	2019-2022	2020-2023
Tranches de paiements	10%	11%	22%	14%	13%	14%	16%

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Minimum des paiements cumulés attendus	10%	21%	43%	57%	70%	84%	100%

Les années indiquées sont des années civiles (1^{er} janvier au 31 décembre).

ANNEXE 3 : COMPOSITION DU COMITE DE PROGRAMMATION

[illegible]

Convention GAL-AG-OP

ANNEXE 4 : CLAUSES MINIMALES DU REGLEMENT INTERIEUR DU GAL

Cette annexe à la convention est une trame pour permettre au GAL de rédiger son règlement intérieur. Elle contient les clauses minimales. Le règlement intérieur du GAL ne doit pas être annexé.

1. Les membres du Comité de programmation

Le Comité de programmation délibère valablement lorsque le principe du double quorum suivant est respecté :

- au moins 50% des membres du Comité de programmation ayant voix délibérante sont présents au moment de la séance ;
- au moins 50% des membres votant lors de la séance du Comité de Programmation appartiennent au collège privé présenté dans la liste mentionnée en annexe 3.

Le GAL invite systématiquement à assister à son Comité de programmation, sans voix délibérative, le Président du Conseil Régional *nom de la Région* ou son représentant au titre de la fonction d'Autorité de gestion.

Il peut également inviter l'organisme payeur à assister à son comité de programmation.

Le Comité de programmation désigne le Président du comité de programmation.

Le GAL peut préciser ici les modalités de renouvellement des membres du Comité de programmation, les éventuels engagements en termes de présence (limitation du nombre d'absence en comités pour un membre...).

2. Responsabilité du président de la structure porteuse du GAL et du président du GAL s'ils sont différents

Le président de la structure porteuse du GAL est responsable du portage juridique, administratif et financier du GAL. Il est autorisé par son organe délibérant à signer les actes juridiques, administratifs et financiers qui se rapportent au GAL. Il peut déléguer sa signature au président du GAL pour tout ou partie de ces actes.

Cette délégation peut ne porter que sur les actes relatifs au fonctionnement du comité de programmation (invitations et compte-rendus) puisque le président du GAL assure la présidence de ce comité.

Le rôle du Président du GAL, en tant que président du Comité de programmation, est d'animer le Comité de programmation, de veiller au respect du règlement intérieur, signer le cas échéant s'il en a délégation, les invitations et les comptes rendus.

3. Fréquence des Comités de programmation

Indiquer les fréquences de réunions du comité.

4. Les tâches du Comité de programmation

Le Comité de programmation doit notamment :

- avoir l'initiative des propositions de programmation des projets Leader ;
- élaborer une procédure de sélection transparente (portée à la connaissance des demandeurs d'aide) et non discriminatoire et des critères de sélection des opérations en amont de la sélection des opérations ;
- garantir lors du vote des opérations présentées l'absence de conflits d'intérêt ;

Convention GAL-AG-OP

- assurer, lors de la sélection des opérations, la cohérence entre celles-ci et la stratégie de développement local en classant les opérations en fonction de leur contribution à la réalisation des objectifs et valeurs cibles de la stratégie ;
- se voir présenter les avis techniques recueillis par le GAL sur les projets à financer au titre de Leader et statuer sur chacun des projets (programmation, report ou rejet) ;
- évaluer périodiquement les progrès réalisés pour atteindre les objectifs spécifiques de l'intervention et préparer les éléments nécessaires à une évaluation du programme ;
- établir et acter les propositions de modifications de la maquette financière ou du plan de développement / stratégie ;
- examiner les résultats de la mise en œuvre, notamment la réalisation des objectifs fixés pour les différentes fiches-actions, ainsi que l'évaluation à mi-parcours ;
- examiner le suivi financier ;
- *(reprendre la liste des fonctions citées à l'article 5.2.3 de la présente convention)*

5. Préparation des réunions du Comité de programmation

Indiquer les modalités de préparation du comité de programmation (délais d'envoi des documents, comités techniques amont le cas échéant...)

6. Consultation écrite du Comité de programmation

Définir les modalités suivant lesquelles le GAL peut, à l'initiative de son Président, consulter les membres du Comité de programmation par écrit.

7. Secrétariat du Comité de programmation

Préciser comment est organisé le secrétariat (qui l'assume, ses tâches).

8. Le dossier du Comité de programmation

Préciser la nature du dossier à préparer (par exemple : relevé de décisions du précédent Comité de programmation, une liste descriptive des projets qui seront soumis en Comité accompagnée des grilles de sélection, présentation de l'avancement financier du programme...).

9. Les décisions du Comité de programmation

Cet article définit les modalités de prise de décision, consensus ou majorité.

Prévoir les dispositions nécessaires afin d'éviter les éventuelles prises d'intérêt entre les membres du Comité et les maîtres d'ouvrage des opérations proposées à la programmation. Prévoir également les modalités de notification des décisions prises en indiquant qu'en cas de présence du titulaire et du suppléant, seul le titulaire peut voter et qu'un titulaire ne peut donner pouvoir à un autre titulaire, ni à un autre suppléant que le sien s'il est absent.

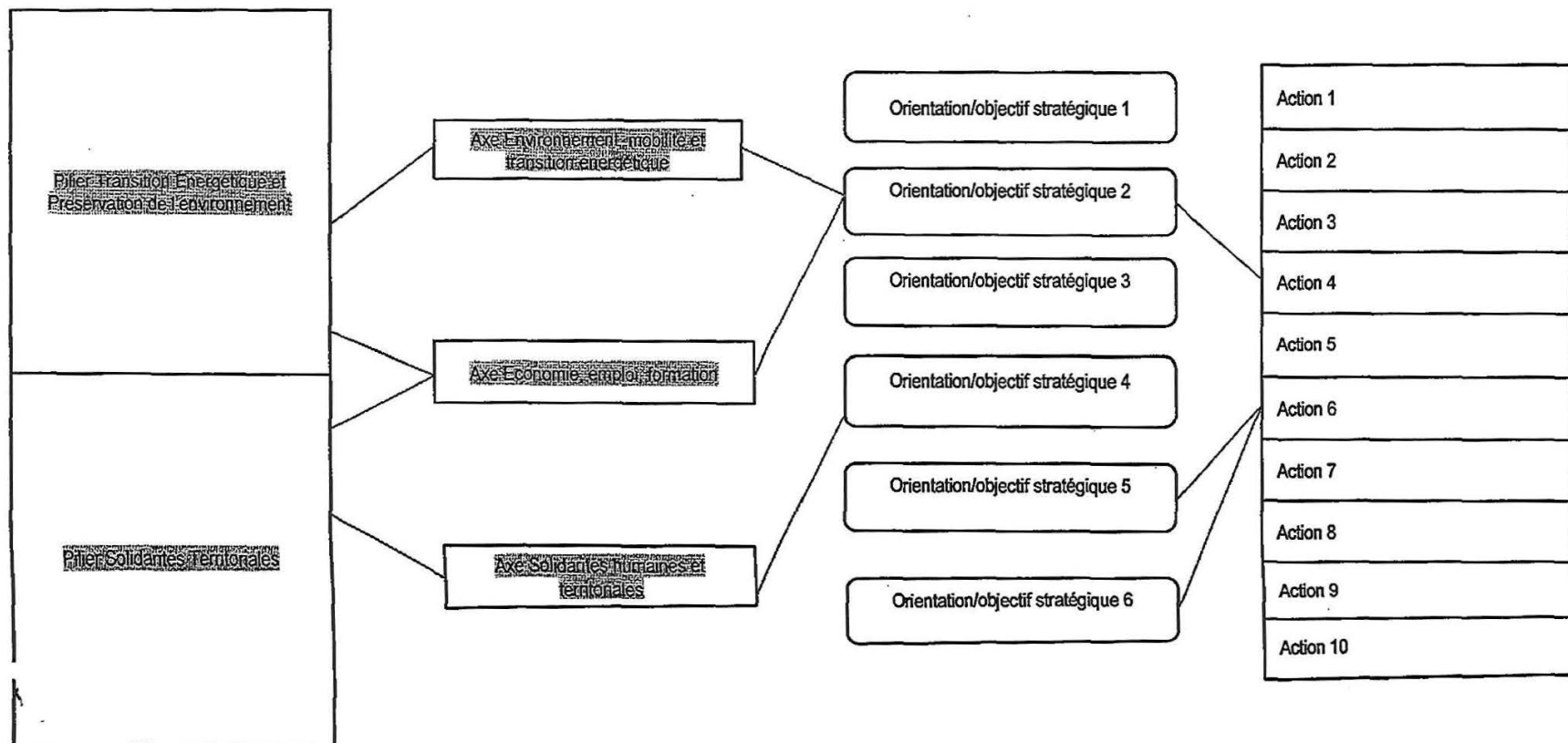
Convention GAL-AG-OP

ANNEXE 5 : STRATEGIE DU GAL

I- Exposé de la stratégie

Chaque Région détermine la façon dont est exposée la stratégie. Le logigramme/diagramme d'objectifs est facultatif (le logigramme ci-dessous n'est qu'un exemple, à titre illustratif).

II- Logigramme établissant le lien entre les 2 piliers de l'approche territoriale, les 3 axes des contrats territoriaux, les orientations/objectifs stratégiques du GAL et les fiches action



Convention GAL-AG-OP

ANNEXE 6 : FICHES-ACTIONS MOBILISEES PAR LE GAL

Les fiches-actions déclinées dans cette annexe contiennent au moins les rubriques suivantes :

- Nom du GAL ;
- Identification et intitulé de la fiche-action ;
- Sous-mesure 19 de rattachement ;
- Type et description des opérations ;
- Type de soutien ;
- Liens avec d'autres réglementations ;
- Bénéficiaires ;
- Dépenses éligibles (coûts admissibles) ;
- Conditions d'admissibilité ;
- Eléments concernant la sélection des opérations ;
- Montants et taux d'aide applicable.

Fiche-action 1 : Titre

LEADER 2014-2020	Nom du GAL	
ACTION	N°	Intitulé
SOUS-MESURE	<p><u>A choisir parmi :</u></p> <p>19.2 - Aide à la mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie de développement local menée par les acteurs locaux</p> <p>19.3 - Préparation et mise en œuvre des activités de coopération du groupe d'action locale</p> <p>19.4 - soutien pour les frais de fonctionnement et d'animation</p>	
DATE D'EFFET	Date de signature de la présente convention et/ou de l'avenant ou notification	
1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION		
El champs en option suivant les orientations stratégiques choisies par LEADER dans chaque AG		
<p><u>Exemple PAYS de la LOIRE :</u> <u>Elle a choisi Environnement et Solidarités territoriales</u></p> <p><u>Orientation ou objectif stratégique 1 (défini à l'issue du diagnostic) A renseigner (exemple) :</u> <u>Développement de services de proximité de qualité</u></p> <p><u>Exemple AUVERGNE :</u> Références aux objectifs du cadre stratégique commun et aux priorités de l'UE pour le développement rural <u>A choisir parmi les suivantes, suivant les objectifs et les types d'action soutenus par la fchp (en retenir un nombre limité pas d'intérêt si section identique dans toutes les FA de votre plan d'action) :</u></p> <p><u>Objectifs du RDR (exemple) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Garantir la gestion durable des ressources naturelles et la mise en œuvre de mesures visant à préserver le climat ■ Assurer le développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales, notamment la création et la préservation des emplois existants <p><u>Priorités du RDR (exemple) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Améliorer la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture en promouvant les technologies agricoles innovantes et la gestion durable des forêts 		

Convention GAL-AG-OP

<p>Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation de produits agricoles, le bien-être des animaux ainsi que la gestion des risques dans le secteur agricole</p> <p>Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie</p>
<p>b) Objectifs stratégiques et opérationnels</p> <p>Objectifs stratégiques</p> <p>Objectifs opérationnels</p>
<p>c) Effets attendus</p>
<p>2) TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS</p>
<p>3) TYPE DE SOUTIEN</p>
<p>4) LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS</p>
<p>5) BENEFICIAIRES</p>
<p>6) COÛTS ADMISSIBLES</p>
<p>7) CONDITIONS D'ADMISSIBILITE</p>
<p>8) ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS</p>
<p>9) MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES</p> <p>Taux de cofinancement du LEADER: 80%</p> <p>Taux maximum d'aide publique: []</p> <p>Autres modalités de financement, le cas échéant (plafonds, planchers): []</p>
<p>10) INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE ACTION</p> <p>SUIVI</p> <p>Modalités d'évaluation spécifiques à la mesure: []</p> <p>Questions évaluatives: []</p> <p>Indicateurs: []</p>

Convention GAL-AG-OP

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Nombre de dossiers programmés	
Réalisation	Montant moyen de subvention attribué par dossier	
Réalisation	Montant moyen de dépense publique par dossier	
Résultats	Nombre d'emplois créés/maintenus	

Fiche-action 2 : *titre*

...

Convention GAL-AG-OP

ANNEXE 7 : CONTENU MINIMUM DE LA DELIBERATION DE LA STRUCTURE PORTEUSE ET DE SES STATUTS EN CAS DE MODIFICATION DE LA STRUCTURE

Cette trame est à annexer à la convention, il ne s'agit pas d'annexer la délibération de la structure porteuse en elle-même.

A) Changement de structure porteuse :

En cas de changement de structure porteuse du GAL, la délibération de la nouvelle entité devra préciser à minima les points suivants :

- le nom de la nouvelle structure et sa forme juridique ;
- son adresse ;
- le nom du président ;
- la date de la délibération et la date de prise d'effet du changement de structure porteuse ;
- l'autorisation ou le mandat permettant au président de la structure porteuse ou son délégataire, pour négocier et signer tout document relatif à la mise en œuvre de stratégie de développement local Leader, dont la présente convention GAL/AG/OP ;
- l'approbation de la composition du comité de programmation LEADER (à annexer à la délibération) ;
- la délégation au comité de programmation du GAL, le pouvoir de délibération sur les propositions d'opération qui lui sont soumises, ainsi que sur l'ensemble des modifications de la stratégie du GAL que la convention GAL/AG/OP autorise (évolution de la composition du CP, des fiches actions, de la maquette financière, etc...) ;
- une mention explicite indiquant que l'ensemble des droits et obligations relatif au groupe d'action local existant (préciser son nom) sont repris par la nouvelle structure. Cette mention a pour objectif de permettre la continuité de la démarche Leader engagée sur le territoire selon les modalités établis dans la convention GAL/AG/OP en vigueur et de ces éventuels avenants.

Les nouveaux statuts sont à annexer à la délibération.

B) Modification ou changement des statuts de la structure porteuse

En cas de changement ou de modification importante des statuts de la structure porteuse du GAL, le nouveau statut doit contenir un objet indiquant son rôle de structure porteuse de GAL pour mettre en œuvre une stratégie de développement local.

ANNEXE 81 CIRCUIT DE GESTION LEADER			
Dossiers non déposés par la structure porteuse du GAL			
Étape	Responsable	Condition	Statut
Définition des fiches mesures dans le plan d'actions	GAL selon les orientations d'AG	Non ⇒ GAL	
Information des demandeurs	AG / GAL	Non ⇒ GAL	
Remise du dossier de demande d'aide	GAL	Non ⇒ GAL	
Dépôt de la demande d'aide	demandeur		
Réception de la demande d'aide (AG de dépôt de dossier)	GAL(*) ou GUSI	Non ⇒ GAL	Non ⇒ GAL
Contrôle administratif (instruction réglementaire) :			
- Vérification de la complétude du dossier de demande d'aide et le cas échéant, envoi du courrier de demande de pièces	GAL(*) ou GUSI		
Contrôle administratif (instruction réglementaire) :			
- Émission AR de dossier complet	GAL(*) ou GUSI		
Contrôle administratif (instruction réglementaire) :			
- Vérification de la conformité des pièces justificatives			
- Vérification des critères d'éligibilité du demandeur et du projet			
- Vérification des autres points de contrôle administratif (dont les contrôles croisés)	GAL(*) ou GUSI		
- Calcul du montant prévisionnel de l'aide (y compris la répartition entre financeurs)			
- Conclusion, transmission du rapport			
Information de l'AG et des financeurs potentiels (inscription en comité)	GAL(*) ou GUSI		
Analyse de la demande au regard des critères de sélection	GAL(*) ou GUSI		
Détermination et proposition du montant de l'aide	GAL	Non ⇒ GAL	
Sélection - Programmation			
- Réception : du rapport de synthèse de l'instruction / d'une liste des dossiers	GAL	Non ⇒ GAL	
- Passage en comité			
- Communication des résultats au GUSI			
Information des demandeurs non sélectionnés	GAL	Non ⇒ GAL	Non ⇒ GAL
Information des demandeurs sélectionnés	GAL(*) ou GUSI	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG
Réservation des autorisations d'engagement (AE)	AG	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG
Décision d'attribution de l'aide Etat	Préfet		
Décision d'attribution de l'aide FEADER	AG	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG
Décision d'attribution de l'aide des autres financeurs	Autres fin.		
Transmission de la(les) décision(s) attributive(s) signée(s) au bénéficiaire	AG ou GUSI ou GAL(*)		
Remise du dossier de demande de paiement	GAL(*) ou GUSI	Non ⇒ AG ou GAL	
Dépôt de la demande de paiement	demandeur		
Réception de la demande de paiement	GAL(*) ou GUSI	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG ou GAL
Contrôle administratif de la demande de paiement (vérification du service fait) :			
- Vérification de la complétude du dossier de demande de paiement et le cas échéant, envoi du courrier de demande de pièces	GAL(*) ou GUSI	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG ou GAL
Contrôle administratif de la demande de paiement (vérification du service fait) :			
- Visite sur place	GAL(*) ou GUSI	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG ou GAL
Contrôle administratif de la demande de paiement (vérification du service fait) :			
- Vérification de la conformité des pièces justificatives			
- Vérification des points de contrôle administratif (dont contrôles croisés)	GAL(*) ou GUSI	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG
- Calcul du montant de l'aide (y compris la répartition entre financeurs)			
- Conclusion			
Demande de paiement à l'ASP	GUSI	Non ⇒ AG ou GAL	
Contrôle administratif avant paiement	ASP		
Vérification de la liquidation de l'aide à verser	ASP		
Paiement et envoi d'un avis de paiement au bénéficiaire	ASP		
Contrôles par l'Agence Comptable et contrôle de conformité	ASP		
Contrôle sur place :	ASP		
- Échantillonnage aléatoire et suivant analyse de risque	ASP		
- Sélection orientée éventuelle	AG et sur proposition GUSI ou ASP		
- Validation de la sélection	ASP		
- Réalisation, calcul des suites et envoi du rapport de contrôle/synthèse au service instructeur + proposition des suites à donner	ASP		
Phase contradictoire et demande éventuelle de modification de la suite à l'ASP	GUSI	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG
Arbitrage éventuel	AG		
Détermination des montants à rembourser	AG	Non ⇒ AG ou GAL	
Décision de décharge partielle ou totale	AG	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG
Émission et envoi d'un des ordres de recouvrer (Feader et paiement assésé)	ASP		
Émission et envoi d'un des ordres de recouvrer dissésé	financeur concerné		
Mise en recouvrement des sommes dues (Feader et paiement assésé)	ASP		
Avantant	AG	Non ⇒ AG ou GAL	Non ⇒ AG
Désengagement des crédits en cas de sous-réalisation	GUSI	Non ⇒ AG ou GAL	
Archivage - Conservation des pièces	ASP ou DOTIM		

Réponse aux recours administratifs	OUI ou AG	Non ou AG	Non ou AG
Réponse aux recours contentieux	AG	Non ou AG	Non ou AG

Convention GAL-AG-OP

ANNEXE 9 : ORGANISATION DES SERVICES DE L'AUTORITE DE GESTION
--

Le service instructeur

L'autorité de gestion a en charge l'instruction des dossiers. Un service instructeur est dédié en son sein à l'instruction des dossiers.

En complément des tâches identifiées dans l'annexe 8, le service instructeur assume les fonctions suivantes :

- il est l'interlocuteur privilégié des GAL ;
- Il a une vision globale de l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan de développement du GAL ;
- s'assure de la fluidité des procédures et assure un suivi des différentes étapes de traitement des dossiers mentionnés dans la présente convention (annexe 8) ;
- il participe au comité de programmation ;
- il transmet toutes les informations utiles au service coordinateur ;
- réalise des contrôles sur les tâches déléguées au GAL ;
- échange avec les GAL sur les pièces et informations nécessaires à l'instruction et au suivi des dossiers.

Le service coordonnateur régional

Le service coordonnateur régional :

- assure un suivi global de l'avancement de la mesure LEADER en Région au regard des objectifs de consommation et de l'avancement des GAL ;
- suit l'évolution éventuelle de la maquette financière du programme en Région ;
- assure le suivi, l'instruction et la coordination des projets de coopération (transnationale et interterritoriale) des GAL en région, en lien avec les services concernés ;
- organise, en lien avec le service instructeur, toutes les formations nécessaires auprès des GAL sur les questions de gestion ;
- pilote « l'organisation administrative » nécessaire à la mise en œuvre de LEADER (harmonisation des procédures, formation...) ;
- Informe régulièrement les GAL sur l'ensemble de la programmation du FEADER en région ;
- participe à une réunion par an du GAL ou du comité de programmation.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-155-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N°17-155-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DU JEUDI 9 FEVRIER 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

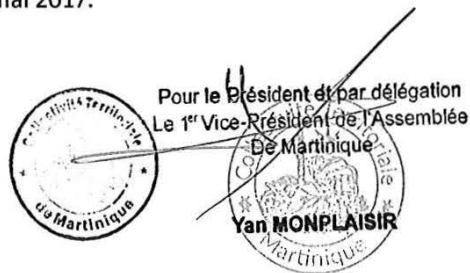
ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique du jeudi 9 février 2017, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 2 absences, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-158-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-158-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

PORTANT RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES (INRAP)

L'An deux mille dix sept, le dix huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à Catherine CONCONNE), Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-France TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-claude DUVERGER), Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la convention cv15 07 14 – 00438 passée entre le Département de la Martinique / Musée Départemental d'Archéologie et de Préhistoire et l'institut National de Recherches Archéologiques Préventives – (INRAP) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 15 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est validée l'évaluation de la convention de partenariat culturel CV 15 07 14 – 000438 passée entre le Département de la Martinique / Musée Départemental d'Archéologie et de Préhistoire et l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

ARTICLE 2 : Est autorisée la poursuite de la collaboration dans le cadre d'un renouvellement du partenariat culturel.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-159-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-159-1
AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

**PORTANT PARTENARIAT AVEC L'AMARHISFA POUR LE PROJET
« LA CATASTROPHE DE 1902 »**

L'An deux mille dix sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à Catherine CONCONNE), Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-France TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-claude DUVERGER), Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutif en charge de la culture et du patrimoine ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le projet de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'AMARHISFA pour la réalisation d'une manifestation le 8 mai 2017 à Saint-Pierre, l'édition d'une brochure sur les disparus de la catastrophe de 1902, et la valorisation en ligne des données produites par l'AMARHISFA.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique apportera en 2017 une participation financière d'un montant de cinq mille quatre cent soixante-neuf euros (5 469 €) pour la prise en charge du coût de l'installation de chapiteaux, de la sonorisation de la conférence du 8 mai, de l'impression des panneaux et d'une brochure, qui sera imputée sur le chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle apportera également une aide technique pour la conception graphique et la préparation des données à la publication en ligne.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour exonérer l'AMARHISFA de la redevance d'utilisation de documents photographiques des collections du Musée d'histoire, d'une valeur de cinq cent quatre vingt deux euros (582 €). Cette exonération est limitée à la conférence, aux panneaux d'exposition et à la brochure.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour passer avec l'AMARHISFA une convention définissant les conditions de cession des droits de l'AMARHISFA sur les dépouillements et les recherches, ainsi que les modalités de valorisation des données par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-160-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N°17-160-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N° 15-1408-1 PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DES MEMBRES D'APPUI AUX RAPATRIÉS ET RÉFUGIÉS (GARR) INVITÉS À PARTICIPER EN MARTINIQUE A UNE MARCHÉ INTITULÉE « SUR LES TRACES DE LUMINA SOPHIE »

L'An deux mille dix sept, le dix huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à Catherine CONCONNE), Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-France TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-claude DUVERGER), Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'ordonnance 2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1408-01 du 08 septembre 2015 portant prise en charge des frais de transport aérien des membres du groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge de la culture et du patrimoine ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1408-1 du 8 septembre 2015 est modifié comme suit :

« La Collectivité Territoriale de Martinique prend en charge les titres de transport aérien Haïti – Fort-de-France et retour de Mesdames et membres du groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR), invitées à participer en Martinique à une marche intitulée « sur les traces de Lumina Sophie, résistance et solidarité avec les expulsé(e)s haïtien(ne)s et apatrides de la Dominique Républicaine » et à la conférence organisée en septembre 2015 par l'association Culture Egalité ».

ARTICLE 2 : L'article 2 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1408-1 du 8 septembre 2015 est modifié comme suit :

« La dépense d'un montant de deux mille quatre-vingt-huit euros trente deux centimes (2 088,32 €) sera versée à la Compagnie Aérienne AIR CARAIBES et imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ».

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-161-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N°17-161-1

PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N°15-2200-1 DU 17 NOVEMBRE 2015

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à Catherine CONCONNE), Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-France TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-claude DUVERGER), Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 14-1721-1 du 13 novembre 2014 portant mise en place de critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la correspondance de l'association Passions Partagées en date du 29 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge de la culture et du patrimoine ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-2200-1 portant octroi d'une aide financière à l'association Passions Partagées pour l'organisation d'un colloque universitaire international dans le cadre du centenaire de la naissance de Joseph Zobel est annulée.

ARTICLE 2 : Un titre de recettes de quatre mille huit cents euros (4 800 €) en remboursement du premier acompte sera émis à l'encontre de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-161-2-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-161-2
AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

**PORTANT MODIFICATION DE DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE
N°15-1896-1 DU 20 OCTOBRE 2015**

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDÀ.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à Catherine CONCONNE), Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-France TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-claude DUVERGER), Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 14-1721-1 du 13 novembre 2014 portant mise en place de critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-1896-1 du 20 octobre 2015 portant octroi de bourses à la formation culturelle et artistique au titre de l'année scolaire 2015/2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge de la culture et du patrimoine ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La subvention globale de cent mille euros (100 000 €) allouée par la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-1896-1 du 20 octobre 2015 susvisée, au titre de la formation culturelle et artistique pour l'année scolaire 2015/2016, est ramenée à quatre vingt douze mille cinq cents euros (92 500 €).

ARTICLE 2 : Le tableau annexé à la délibération n°15-1896-1 est remplacé par le tableau joint à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-161-2



CONSEIL REGIONAL

Service de l'Action culturelle,
de la Diffusion et de l'Aménagement du territoire
SACDAT/GL/CC

**TABLEAU RECAPITULATIF DE DEMANDES DE BOURSES
ANNE SCOLAIRE 2015/2016**

Identité du demandeur	Organisme de formation	Formation recherchée	Durée des études	Budget prévisionnel	Bourse sollicitée	Avis du Comité Consultatif	Avis du service social	Avis de la Commission Culture et Patrimoine du 05/10/2015
THEATRE								
1-	Conservatoire du 12ème arrondissement (Paris)	comédienne	Reste une année 2015/2016 sur 5 ans	15 000 € dont formation : 900 €		favorable	60 % 4 500 €	4 500 €
DANSE								
2-	Studio de danse MRG (Paris)	Professeur de danse	2 ans	10 700 € dont formation : 4 500	7 500 €	favorable	100 % 7 500	7 500 €

Identité du demandeur	Organisme de formation	Formation recherchée	Durée des études	Budget prévisionnel	Bourse sollicitée	Avis du Comité Consultatif	Avis du service social	Avis de la Commission Culture et Patrimoine du 05/10/2015
DANSE (suite)								
3 -	Juste Debout School (Paris)	Danseur interprète professionnel en hip hop	3 ans	16 270 € dont formation : 4 800 €		favorable	100 %	7 500 €
MUSIQUE								
4 -	CFMI (Poitiers)	Diplôme universitaire de musiciens intervenants	4 ans	7 737,10 € Dont formation : 437,10 €	7 500 €	favorable	100 %	7 500 €
ARTS VISUELS								
5 -	Sup de pub		4 ans	Formation : 8 100 €	Admise en 3 ^{ème} année	Défavorable Ecole non diplômante	60 % 4 500 €	4 500 €
6 -	Ecole supérieure de design (Troyes)	Directrice de projet ou design publicitaire	5 ans	15 900 € dont formation : 6 000 €	7 500 €	Défavorable Ecole non diplômante	80 % 6 000 €	Non éligible
7 -	Montaigne 3 Bordeaux	Professeur D'arts plastiques		7 800 €	7 500 € Demande hors délai			Non éligible (demande hors délai)
8 -	Ecole de design Bellecour (Lyon)	BTS desgin d'espace et master et direction artistique de marque	5 ans	18 135 € Dont formation : 6 270 €	7 500 €	Défavorable	100 %	7 500 € (design d'espace n'existe pas en Martinique)
9 -	Lim' Art (Toulouse)	Bachelor design graphique	4 ans	19 408 € dont formation : 6 000 €		Défavorable Ecole non diplômante	100 %	Non éligible (formation existant en Martinique)

Identité du demandeur	Organisme de formation	Formation recherchée	Durée des études	Budget prévisionnel	Bourse sollicitée	Avis du Comité Consultatif	Avis du service social	Avis de la Commission Culture et Patrimoine du 05/10/2015
ARTS VISUELS (suite)								
10 -	Université Libre de Bruxelles	Architecture option art et design	6 ans 2015/2016 : 4 ^{ème} année	11 448 € sur 12 mois		Ne se prononce pas	100 % (7 500 €)	Non éligible (formation dispensée en France)
11 -	Institut Français de formation en design et communication (Rennes)	Architecte d'intérieur	3 ans	14 344 dont formation : 7 994,50 €	7 500 €	Défavorable	100 %	Non éligible
12 -	LISAA (Paris)	Architecte designer environnement	3 ans	12 320 € dont formation : 8 690 €	9 920 €	Défavorable Ecole non diplômante	100 %	7 500 €
13 -	ISART Digital (Paris)		5 ans	18 190 € dont formation : 7 190 €		Défavorable Ecole non diplômante	100 %	7 500 €

Identité du demandeur	Organisme de formation	Formation recherchée	Durée des études	Budget prévisionnel	Bourse sollicitée	Avis du Comité Consultatif	Avis du service social	Avis de la Commission Culture et Patrimoine du 05/10/2015
ARTS VISUELS (suite)								
14 -	Ecole Human Academy (Angoulême)	Mangaka – illustratrice – films d'animation	3 ans	Formation : 7 000 €		Défavorable Ecole non diplômante	100 %	7 500 €
15 -	Ecole supérieure des métiers artistiques (Montpellier)	Master animation 3 D	4 ans	16 126 € dont formation : 6450 €	Demande hors délai		100 %	Non éligible (formation dispensée en Martinique)
AUDIOVISUEL								
16 -	EICAR (La Plaine Saint Denis)	BTS audiovisuel Option montage et post production	2 ans	Formation : 7 850 €		Défavorable	100 % (7 500 €)	7 500 €
17 -	ESRA (Paris)	réalisateur	4 ans	Formation : 7 000 €		Favorable	100 % (7 500 €)	7 500 €
18 -	EICAR	Réalisation son		20 200 € dont formation : 7 500 €				Non éligible (demande hors délai)
19 -	ESMA (Montpellier)	Concepteur /réalisateur en cinéma d'animation 3 D	4 ans	13 388 € dont formation : 6 450 €	7 500	Défavorable Ecole non diplômante	100 %	Non éligible (formation dispensée en Martinique)

Identité du demandeur	Organisme de formation	Formation recherchée	Durée des études	Budget prévisionnel	Bourse sollicitée	Avis du Comité Consultatif	Avis du service social	Avis de la Commission Culture et Patrimoine du 05/10/2015
AUDIOVISUEL (suite)								
20 -	ESMA (Montpellier)	Concepteur /réalisateur en cinéma d'animation 3 D	5 ans	12 088 € dont formation : 4 950 €	7 500 €	Défavorable Ecole non diplômante	100 %	Non éligible (formation dispensée en Martinique)
21 -	AFCA (Montpellier)	Technicien du son /sound designer	2 ans	11 265 € dont formation : 6500 €		Défavorable Ecole non diplômante	100 %	4 500 €
PARALLEL 14								
22 -	Parallel 14	Monteur truquiste,infographiste...	5 ans	Formation : 6 800 €		En attente	100 %	3 500 €
23-	Parallel 14	Graphiste 3D	4 ans	Formation : 6 800 € + frais de dossier : 280 €			100 %	3 500 €
HORS DISPOSITIF								
MODE								
24 -	Ecole de Condé (Nancy)	BTS desgin de mode	2 ans	Formation : 6 800 €	7 000 €		60 % 4 500 €	4 500 €

TOTAL DES PROPOSITIONS : 92 500 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-164-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 6 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-164-1

PORTANT ADOPTION DU SCHÉMA TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION (STDEII)

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (pouvoir donné à Lucien RANGON), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Maryse PLANTIN), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Vu l'avis favorable de la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) en date du 23 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement (CCEE) le 15 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique Social Environnemental Régional de Martinique (CESER) le 16 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 9 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 11 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 11 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission infrastructures, équipements et développement numérique le 12 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 15 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 15 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 16 mai 2017 ;
Considérant la nécessité partenariale, conformément à la Loi Notre, d'élaborer de manière concertée le Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique adopte les orientations stratégiques contenues dans le Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII) tel annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Le Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation mentionné à l'article 1 sera décliné en plans d'actions/fiches actions qui seront soumis à la validation de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 17 abstentions, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation,
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-164-1



SCHEMA DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION (STDEII)

Résumé

VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE

La Martinique se caractérise par un certain nombre de fractures :

- une fracture sociale avec au Nord, les bassins où l'on trouve les niveaux de revenu les bas, les taux d'illettrisme et de décrochage scolaire les plus importants
- qui se double d'une fracture territoriale : c'est également dans ces zones que le dynamisme économique est le plus faible.
- une fracture économique avec une structuration qui reste inachevée. La Martinique exporte prioritairement des produits agricoles à l'état brut, sur un marché européen protégé, qui cohabitent avec des produits de biens et services à partir de biens importés.
- cette dichotomie économique crée un déficit économique et écologique structurel.

La Martinique doit donc relever un double défi : trouver une réponse à la fracture sociale et territoriale qui alimente le cercle vicieux de la pauvreté (pauvreté-illettrisme-exclusion-absence de développement économique-pauvreté) tout en se donnant les moyens de mieux structurer son appareil de production pour réduire son déficit économique et son déficit écologique.

Ces défis sont à relever dans un contexte de libéralisation commerciale (qui remet en cause le principe de dérogation), où la révolution numérique fait évoluer les organisations de travail, et où la transition écologique impose des nouvelles façons de produire et de consommer.

Trois grandes orientations stratégiques ont été retenues pour tendre vers un nouveau modèle économique qui devra s'articuler entre l'ancrage durable des activités sur le territoire, et l'inscription à l'international, sur des marchés de moins en moins protégés.

➤ **orienter le financement vers la structuration en filières :**

- dans un contexte financier public contraint, il «faut faire mieux avec moins», et **améliorer l'efficacité des financements publics**. L'accompagnement des entreprises se poursuivra, en insistant davantage sur la performance globale de l'entreprise (investissements, management, environnement). Mais la vraie rupture dans l'écosystème d'accompagnement sera la place désormais accordée aux outils collectifs ou collaboratifs tels que les aides aux grappes d'entreprises, aux pépinières thématiques, aux pôles d'innovation, ces outils constituant de véritables catalyseurs en recherche de financements. A partir d'une évaluation et d'une redéfinition des outils existants, des appels à projets seront lancés pour identifier les projets cohérents avec les nouvelles orientations stratégiques.
- Porté par des valeurs éthiques et visant prioritairement le réinvestissement des bénéfices pour assurer des emplois durables et non délocalisables, **l'Economie Sociale et Solidaire** correspond bien aux dynamiques sociétales et environnementales envisagées. Ce nouveau mode d'entreprendre continuera à appuyer la structuration de filières classiques (action sociale, lutte contre les exclusions...), mais fera dorénavant une place déterminante à la structuration des activités innovantes de cohésion territoriale, de développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale, de transition énergétique ou de solidarité internationale.
- une **stratégie offensive de conquête à l'international** sera déployée pour susciter l'investissement international sur des activités à forte valeur ajoutée, et à partir d'activités pivots traditionnelles arrivées à maturité (agriculture, pêche...), développer de nouvelles activités motrices structurantes (agro-transformation, énergie marine, biotechnologie, métiers de l'environnement....).

• Innover dans l'organisation territoriale de la production

- en intégrant systématiquement la **donnée numérique** et l'**innovation** pour requalifier les Zones d'Activités Economiques en véritables Bassins Economiques. Il s'agit à la fois d'apporter une réponse à la contrainte foncière et offrir aux acteurs économiques des outils collectifs pour gagner, par la densification et la mutualisation, en performance et en rentabilité.

La requalification devrait permettre de créer un environnement pour l'ancrage d'activités compétitives classiques comme l'agro-alimentaire ou l'artisanat, et désormais dans des thématiques innovantes comme l'énergie durable, la gestion des risques, la sylver-économie, l'économie bleue, l'agro-transformation...

- tout en développant des activités et des services de proximité dans les centres-bourgs, ces espaces ayant un rôle central à jouer au regard des problématiques liées au vieillissement et à la désocialisation d'une partie de la jeunesse.

• Améliorer la performance globale et l'employabilité des acteurs

- Dans un monde en constante mutation, où les formes d'organisation de travail évoluent, le développement de l'employabilité c'est-à-dire de l'aptitude de chacun à trouver un emploi, mais aussi à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de sa vie professionnelle, est une donnée prioritaire.

Un partenariat renforcé entre les acteurs et une utilisation plus effective des dispositifs, aujourd'hui sous-utilisés, tels que les Contrats d'Etudes Prospective (CEP) ou la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences permettra d'anticiper, pour les formations à mettre en place, sur l'évolution des filières et les mutations du marché.

- Mais l'orientation majeure retenue est la mobilisation simultanée des différents acteurs (Education Nationale, Familles, entreprises économiques et entreprises sociales, accompagnateurs sociaux et économiques), autour d'une Plateforme pour l'emploi pour le renforcement de la connaissance des missions respectives, le mélange des compétences, le transfert de données... Adossé à un dispositif de veille juridique, sociétale et technologique, elle optimisera l'efficacité des nombreux outils mis en œuvre.

Elle devra intégrer la problématique de la migration et de la mobilité, et en lien avec la Diaspora, garantir le rééquilibrage de la structure par âge et cibler les métiers en tension identifiés comme non pourvus à l'horizon 2025-2030

- L'amélioration de l'**employabilité** des jeunes non qualifiés se poursuivra, mais on innovera par le développement de partenariats entre entreprises sociales et commerciales et un meilleur maillage des réseaux d'accompagnement économique et social, ces partenariats pouvant être déterminants pour la réduction des inégalités des accès à l'emploi, pour assurer un lien entre insertion et développement économique, et pour garantir, par la prise en compte des qualifications, mais aussi des talents et des compétences, une meilleure intégration des jeunes aujourd'hui éloignés du marché de l'emploi.

Ces trois grandes orientations devraient permettre progressivement d'ancrer des activités sur le territoire en leur donnant une visibilité sur le marché international.

Sur ce marché international, se sont développées de nouvelles logiques où les concepts de protection ou de dérogation sont de plus en plus proscrits, alors que les notions de qualité, de bien être, d'authenticité offrent à la Martinique l'opportunité de caractériser autrement son positionnement à l'extérieur.

Le patrimoine naturel, l'authenticité socio-culturelle, le patrimoine culturel bâti et vivant a été identifié comme valeur de différenciation et de diversification. Leur place primordiale dans la déclinaison de la stratégie oblige à une démarche permanente de protection.

C'est cette démarche de protection et de valorisation du patrimoine qui accompagnera les trois autres dimensions (filières, bassins de production et métiers) qui sous-tendra le nouveau modèle.

Ces quatre orientations stratégiques seront déclinées pour exploiter tout le potentiel de la Martinique sur des filières jugées en dynamique.

➤ **Valoriser l'agroenvironnement**

L'agriculture martiniquaise se caractérise par une spécialisation de biens primaires, exportées à l'état brut sur un marché européen protégé, alors que les tentatives de diversification et de structuration sont restées marginales.

Dans un monde marqué, sous la pression de l'Organisation Mondiale du Commerce, par la libéralisation des échanges, il est urgent de s'engager vers un nouveau positionnement en assurant une meilleure articulation entre activités primaires et valorisation.

Mais dans un contexte de diminution constante de la surface agricole utile, il faut au préalable mettre en œuvre une **politique offensive de préservation du foncier agricole**. Parallèlement, la tendance à utiliser des méthodes alternatives pour soutenir une **agriculture raisonnée qui tienne compte des mutations agro-écologiques** devra être confortée.

Profitant de l'expertise déjà acquise en matière d'agro-alimentaire, la Martinique doit pouvoir conforter cette orientation en développant de nouvelles filières autour de l'agro-transformation. Cette spécialisation, sera soutenue par des outils collectifs type **pépinière d'agro-transformation**, grappes d'entreprises ou pôles d'innovation pour accompagner la nouvelle spécialisation en produits cosmétiques et pharmacopée, biotechnologies, valorisation de plantes énergétiques et de déchets.... Elle permettra d'ouvrir ainsi des perspectives en matière d'exportations de produits « typés », à haute valeur ajoutée.

Ces initiatives qui supposent une densification de la production s'appuieront sur une nouvelle forme d'organisation en **bassins de production**, avec la mise en place de plateformes –relais offrant aux exploitants agricoles des moyens de collecte, stockage, de conditionnement, et destinés à l'approvisionnement d'une plateforme logistique territoriale.

Cette nouvelle forme d'organisation, en dehors de la mise en place de circuits courts de distribution pour la population, devrait parallèlement permettre de contenir les coûts, pour mieux contenir les importations.

Il sera développé parallèlement, une véritable **ingénierie de la formation** qui offrira une image revalorisée et diversifiée des métiers liés à l'agriculture, en lien avec la nouvelle organisation en filières et en bassins.

» **Se tourner vers la mer**

La mer est un espace insuffisamment exploité (la Martinique c'est 1080km² et 47 000 d'espace maritime). Alors que la pêche reste exclusivement côtière, les activités liées à l'économie de la mer peinent à émerger. La Mer offre donc des opportunités indéniables en termes de diversification économique qu'il convient d'exploiter.

La nécessité de mettre en place une politique volontariste de protection s'impose si l'on veut véritablement s'inscrire dans une diversification durable. Dans cette perspective, la préservation des écosystèmes marins constituera une priorité. De même seront mises en œuvre de nouvelles pratiques de pêche pour mieux garantir la préservation de la ressource.

Aujourd'hui la pêche quasi-exclusivement artisanale qui épuise la ressource côtière, ne rapporte qu'1/8 de la consommation, alors que dans le même temps, la capacité des segments au large n'est exploitée qu'à 43%. Le déploiement de la pêche au large sur des navires du futur à efficacité énergétique permettra de réduire le déficit écologique qui caractérise la filière.

On veillera à une bonne articulation entre les activités traditionnelles de la pêche et de l'aquaculture, les nouvelles spécialisations liées au tourisme ou à l'environnement, à la **valorisation halieutique, aux activités induites par le développement des activités de commerce et de plaisance (logistique, construction et déconstruction navale...), au développement énergétique ou à la gestion des effluents.**

Toutes ces activités seront ordonnancées par le Schéma Directeur Portuaire qui rationalisera la gestion des espaces, l'objectif étant **de faire de ces zones portuaires (ports de pêche, ports de commerce, port de plaisance) de véritables espaces économiques.**

Il conviendra d'identifier et d'anticiper l'émergence des **métiers** découlant nécessairement du développement de l'économie de la Mer, et de redéfinir le **référentiel de formation** pour attirer les nouvelles générations.

» **Dynamiser le tourisme**

La Martinique propose aujourd'hui, dans un contexte de vive concurrence, un produit touristique arrivé à maturité, et qui face à des destinations jugées plus agressives, n'arrive pas à se démarquer. L'enjeu fondamental aujourd'hui est celui du repositionnement stratégique de la Destination sur des créneaux porteurs, en tenant compte des mutations des marchés cibles (croissance de la part des seniors et de la classe moyenne), des attentes de la clientèle (recherche d'authenticité, retour à la nature, hébergements insolites), des pratiques de commercialisation, des conditions environnementales.

Cette ambition suppose que la Martinique se différencie par la définition d'une marque, de ce qui fait l'Identité Martinique. Son patrimoine naturel, culturel et artistique, architectural, gastronomique, ses savoir-faire traditionnels et innovants doivent être valorisés pour permettre à la Martinique de s'inscrire **dans un tourisme durable.**

Des outils financiers spécifiques, des dispositifs collectifs pour les fonctions support des entreprises (groupements d'employeurs, commercialisation, logistique...), une démarche qualité dans le cadre d'une politique de labélisation, et une politique pour garantir une meilleure accessibilité accompagneront la politique de structuration **de 6 grands pôles**

d'excellence d'ores et déjà identifiés : bien-être nature ; saveurs, gastronomie, spiritourisme ; Affaires ; Culture et Sport ; Plaisance et Nautisme ; Croisière.

Ces différentes activités seront mises en valeur par une **stratégie de commercialisation numérique offensive**.

Les **Espaces d'Aménagement Touristiques (E.A.T)**, zones touristiques dédiées pour l'établissement de nouvelles structures d'hébergement, d'animation et de services, seront complétées par des **Zones de Mouillage Organisées**. Valorisés par la dynamique que devrait déclencher le Label Montagne Pelée Unesco, ces Espaces ont vocation à équilibrer l'activité touristique sur l'ensemble du territoire.

L'actualisation du Contrat d'Etudes Prospectives, la Gestion Prévisionnelle des Compétences et la définition en conséquence d'un **programme de formation et professionnalisation du personnel** devront permettre de répondre progressivement aux objectifs de qualité et de labellisation souhaitée.

Conclusion

C'est donc autour de la dualité entre l'ancrage des activités sur le territoire d'une part et l'inscription à l'international d'autre part, que doit se construire le nouveau modèle de développement économique de la Martinique.

La recherche de l'équilibre entre les différentes dimensions environnement, économique, territoire et emploi permet d'intégrer les critères fondamentaux que sont la prise en considération de toutes les franges de la population, la valorisation encadrée de la richesse environnementale, dans le cadre d'un aménagement équilibré.

Ce modèle devrait permettre d'évoluer vers un développement plus solidaire et plus durable.

Durable parce qu'il oblige la Martinique à une démarche permanente de protection et de valorisation de son patrimoine naturel, de son authenticité socio-culturelle, sa richesse architecturale, ses valeurs traditionnelles, garantie par un label ; parce qu'il permet, en s'adossant aux notions de bassins de production, de zones portuaires, d'espaces d'aménagement touristiques, de garantir par la mutualisation numérique et la mise en cohérence des moyens humains, financiers, logistiques et d'innovation, de mieux garantir des activités viables à long terme ; parce qu'en privilégiant l'intégration des filières articulant activités primaires et activités de transformation, il permet à la Martinique de contenir les importations et de réduire son déficit écologique.

Progressivement, ces éléments synonymes de meilleure attractivité territoriale, devraient permettre de susciter les investisseurs martiniquais et internationaux.

Solidaire, parce qu'en déployant des activités dans les bassins économiques, ce modèle engage la Martinique à la création d'emplois sur l'ensemble du territoire et permet d'envisager à terme la diminution de la fracture territoriale ; parce qu'en privilégiant le développement de filières autour de la valorisation encadrée du patrimoine, il génère des possibilités d'emplois pour toutes les strates de qualification ; parce en améliorant l'employabilité des qualifiés et des moins qualifiés, il peut tendre progressivement à une diminution des inégalités de revenus et à une répartition plus équitable des retombées socio-économiques.

Progressivement l'ancrage des filières dans des bassins économiques, alimentés par l'innovation et le numérique, permettront de tendre vers la diminution, voire la disparition de la fracture territoriale et de la fracture sociale.

LE NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE DE LA MARTINIQUE





SCHEMA DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, D'INNOVATION ET
D'INTERNATIONALISATION

(STDEII)

LE SCHEMA TERRITORIAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE,
D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION
(STDEII)

SOMMAIRE

Une élaboration et une mise en œuvre partenariale.....	1
Une méthode innovante pour définir le contenu.....	4
La nécessaire articulation avec les autres schémas.....	6
I OU EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?	
1.1 Au niveau international, d'importantes mutations qui remettent en cause les règles classiques de l'organisation mondiale.....	7
1.1.1 La financiarisation de l'économie internationale.....	7
1.1.2 Les modifications des règles du commerce international.....	7
1.1.3 Le Monde en urgence écologique	7
1.1.4 La réorganisation du monde du travail.....	7
1.2 En Martinique, un modèle en panne, source de fractures.....	8
1.2.1 Une fracture sociale persistante.....	10
1.2.2 Une fracture territoriale préoccupante.....	11
1.2.3 Une transformation économique inachevée	11
1.2.4 Un pays en mutation écologique.....	15
1.3 La nécessité d'évoluer vers un nouveau modèle.....	16
2 LA NECESSAIRE RESTRUCTURATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION.....	19
2.1 <i>Mettre en place une ingénierie financière innovante pour structurer les filières.....</i>	<i>19</i>
2.1.2 Améliorer l'efficacité des financements publics	20
2.1.2 Accompagner l'essor de l'Economie Sociale et Solidaire	20
2.1.3 Déployer une stratégie de conquête à l'international	20
2.2 Innover dans l'organisation territoriale de la production.....	21
2.2.1 Intégrer systématiquement la donnée numérique.....	21
2.2.2 Conduire la dynamique de changement par l'innovation.....	21
2.2.4 Organiser la production autour de Bassins Economiques.....	22
2.2.5 Redynamiser les centre-bourgs.....	22
2.3 Elever le niveau global de performance des acteurs.....	19
2.3.1 Améliorer l'employabilité globale.....	23
2.3.2 Créer une Plateforme pour l'emploi.....	23
2.3.3 Améliore l'employabilité des personnes éloignées du marché de l'emploi.....	23

3 VERS UNE NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE ET ECONOMIQUE DE LA MARTINIQUE...	28
3.1 Exploiter tout le potentiel de l'agroenvironnement.....	29
Eléments de bilan.....	29
Une diminution constante du foncier	
Une faible organisation de la production	
Une industrie agro-alimentaire dépendante de l'extérieur	
Un faible niveau de qualification	
3.1.1 Protéger et aménager le foncier.....	32
3.1.1.1 Eviter la déprise foncière et requalifier la terre	
3.1.1.2 Soutenir un programme d'aménagement des terres agricoles	
3.1.1.3 Développer des méthodes alternatives de production	
3.1.3 Favoriser le développement de bassins de production.....	32
3.1.3.1 Mutualiser pour gagner en rentabilité	
3.1.3.2 Créer des plateformes –relais	
3.1.3.3 Créer une Plateforme Logistique Territoriale	
3.1.3.4 Accompagner les évolutions technologiques	
3.1.2 Structurer autour de nouvelles filières.....	34
3.1.2.1 Assurer le positionnement des filières traditionnelles sur les marchés extérieurs	
3.1.2.2 Créer des nouveaux outils : le Pôle Innovation, la pépinière d'agro-transformation	
3.1.2.2 Développer une recherche adaptée aux besoins du territoire	
3.1.4 Valoriser les métiers de l'agroenvironnement.....	35
3.1.4.1 Développer un plan de formation pour le développement de métiers et des compétences	
3.1.4.2 Mettre en place un plan d'accompagnement, de parrainage, de transmission pour les jeunes	
3.2 Se tourner vers la Mer.....	36
Eléments de bilan	36
Des espaces et des espèces menacées	
Des filières à fort potentiel	
Une organisation portuaire à rationaliser	
Une faible lisibilité des métiers	
3.2.1 Réunir les conditions d'une croissance bleue durable.....	40
3.2.1.1 Garantir la qualité de l'environnement maritime	
3.2.1.2 Favoriser le développement durable des activités de pêche	
3.2.2 Structurer les filières de l'économie bleue.....	41
3.2.2.1 Rationaliser l'effort de pêche	
3.2.2.2 Assurer l'avenir de l'aquaculture	
3.2.2.3 Développer les métiers du tourisme bleu	
3.2.2.4 Favoriser le développement des activités de valorisation et de transformation halieutique	
3.2.2.5 Développer l'énergie marine	
3.2.2.6 Développer les activités de logistique et de réparation navale	
3.2.3 Optimiser les espaces portuaires	42
3.2.3.1 Elaborer un Schéma Directeur portuaire	
3.2.3.2 Rationaliser les équipements des Ports de Pêche	
3.2.3.3 Valoriser le port de commerce et les routes maritimes	
3.2.3.6 Faire de la Martinique un haut lieu de Plaisance et de Nautisme	
3.2.4 Assurer l'attractivité des métiers de la mer.....	42
3.2.4.1 Accompagner la professionnalisation et le transfert de compétences	
3.2.4.2 Assurer l'attractivité des métiers de la Mer	

3.3 Adosser le tourisme au patrimoine.....	47
Eléments de bilan	
Une hôtellerie faiblement performante	
Une faible articulation avec le reste de l'économie	
L'absence d'attractivité territoriale	
Un faible niveau de lisibilité des métiers	
3.3.1 Protéger et valoriser la richesse patrimoniale.....	47
3.3.1.1 Préserver l'intégrité physique du patrimoine environnemental	
3.3.1.1 Valoriser le patrimoine, bâti, immatériel, architectural	
3.3.1.3 Anticiper les menaces environnementales	
3.3.2 Garantir des activités viables à long terme.....	48
3.3.2.1 Renforcer la visibilité sur les marchés extérieurs par un label durable	
3.3.2.1 Garantir une meilleure accessibilité	
3.3.2.2 Relever le niveau de performance des acteurs	
3.3.2.3 Faire du numérique un atout stratégique de commercialisation	
3.3.2.4 Garantir une meilleure accessibilité	
3.3.3 Structurer autour de filières d'excellence.....	50
3.3.3.1 Organiser les la filière Bien-Être	
3.3.3.2 Faire de la gastronomie et des saveurs les marqueurs de la destination	
3.3.3.2 Faire de la Martinique un Pôle d'excellence Tourisme	
3.3.3.3 Conforter l'expansion de la croisière	
3.3.3.4 Valoriser la culture et le Sport	
3.3.3.5 Dynamiser le tourisme d'affaire	
3.3.4 Améliorer l'attractivité territoriale.....	52
3.3.4.1 Favoriser l'émergence de pôles d'activité touristique	
3.3.4.2 Lancer les Grands Chantiers Patrimoniaux	
3.3.5 Accompagner l'émergence de talents et de compétences.....	53
3.3.5.1 Faire évoluer les compétences	
3.3.5.2 Accompagner la mutation des secteurs	
3.3.5.3 Favoriser l'intégration progressive de l'informel par des démarches qualité	
CONCLUSION GENERALE	54

PREAMBULE

UNE ELABORATION ET UNE MISE EN ŒUVRE PARTENARIALE ET INFRA-TERRITORIALE

Partageant avec la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) des compétences en matière de développement économique et d'accompagnement des entreprises, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, les Chambres Consulaires, les Organisations socio-professionnelles, les Services de l'Etat, ont participé à l'élaboration du Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (S.T.D.E.I.I.).

L'élaboration partenariale de ce schéma présente de fait un double intérêt : admettre d'emblée le caractère prescriptif des actions, arrêtées de manière consensuelle ; et garantir, lors de la mise en œuvre, la complémentarité et la mise en cohérence de ces actions.

UNE METHODE INNOVANTE POUR DEFINIR LE CONTENU

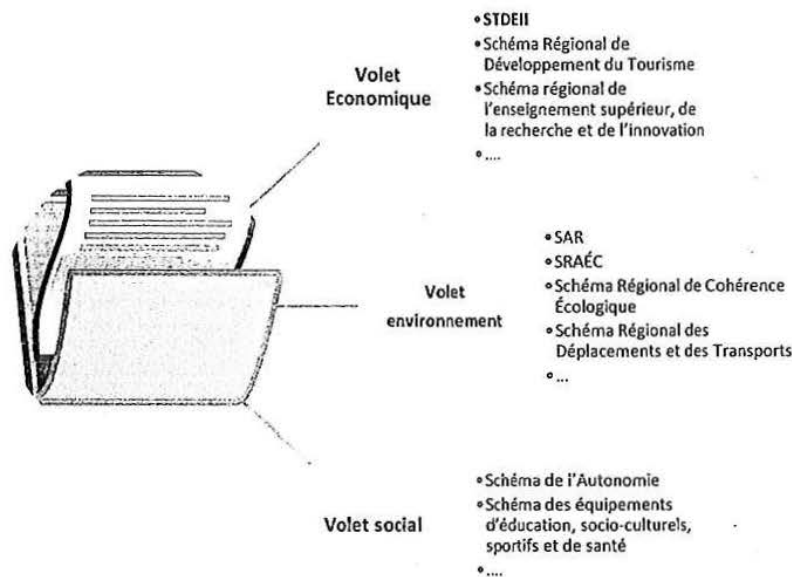
L'Etat, la CTM, les trois Communautés d'Agglomération et les communes, mettent en œuvre, souvent de manière non concertée des outils et des politiques.

Il faut aujourd'hui sortir de cette logique pour faire émerger, en cohérence, des politiques qui intègrent les projections démographiques et les mutations économiques, sociologiques, technologiques et environnementales.

Dans cette perspective, et tenant compte de l'évolution institutionnelle majeure que constitue l'avènement de la Collectivité Territoriale de la Martinique, la nouvelle équipe souhaite élaborer un document stratégique unique, à dimension prospective, qui s'approprie l'ensemble de ces enjeux : le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Martinique (PADDMA)

Mettant à profit la mise en synergie des politiques que doit nécessairement induire la nouvelle organisation politico-administrative, ce document devrait rassembler et rechercher la meilleure articulation possible entre les différents schémas prévus par la Loi.

Aussi, saisissant l'opportunité offerte par la Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi Notre), la Collectivité Territoriale de Martinique, identifiée comme chef de file en matière de développement économique, a décidé de faire du Schéma Territorial de Développement Economique, de l'Innovation et de l'Internationalisation (STDEII), le volet économique du PADDMA.



Conformément à la Loi, le STDEII comporte des informations relatives « aux aides aux entreprises, au soutien à l'internationalisation, aux aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises, aux orientations relatives à l'attractivité du territoire, aux orientations en matière de développement de l'économie sociale et solidaire, et aux actions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ».

Le STDEII s'est également saisi « des domaines facultatifs prévus par la loi tels que les aspects économiques en termes de coopération régionale, les orientations en matière d'aides au développement des activités agricoles, artisanales et industrielles ».

Mais le STDEII se veut être plus qu'un recueil de dispositifs d'aides. En effet, plutôt qu'une déclinaison linéaire, il a été retenu une approche croisée permettant d'appréhender, de mettre en perspective les secteurs (tourisme, agriculture, pêche) avec des enjeux transversaux (tels que la transition démographique, la transition financière, l'aménagement et l'attractivité du territoire, la transition numérique ou technologique, la transition écologique et énergétique, l'ouverture internationale).

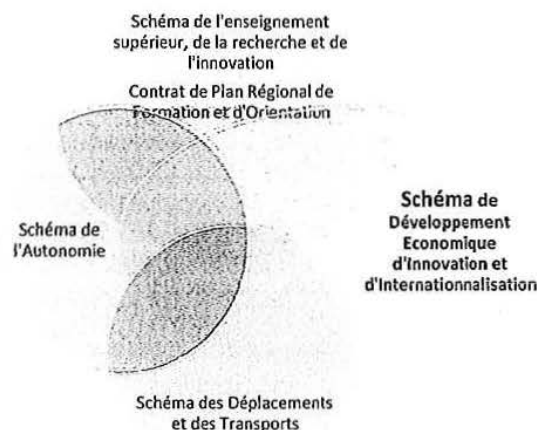
Cette approche innovante a permis de mieux identifier les leviers et les nouvelles logiques à mettre en œuvre pour appréhender, sur toutes ses facettes, et de manière transversale, le développement économique de la Martinique.

LA NECESSAIRE ARTICULATION AVEC LES AUTRES SCHEMAS

C'est pourquoi, le STDEII est conçu en articulation avec les actuels ou futurs schémas¹. Les zonages identifiés pour des déclinaisons touristiques, agricoles ou maritimes ont été mis en perspective avec les connexions maritimes et terrestres envisagées et la meilleure prise en compte des enjeux environnementaux.

Il propose des passerelles, s'agissant du volet social², notamment avec le Schéma de l'Autonomie, l'enjeu étant de créer la meilleure jonction possible entre les bassins d'emplois et de production identifiés par le STDEII et les nécessaires infrastructures artistiques, culturelles, sportives pour ancrer les populations autour de bassins de vie.

Le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) et le Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP) en cours de révision, devront pour leur part, anticiper la déclinaison de formations et de métiers en adéquation avec les orientations retenues par le STDEII.



Partant de ces principes, le STDEII a été élaboré, sur la base I) d'un diagnostic faisant ressortir les grandes tendances perçues aussi bien en interne qu'à l'international, comme un Schéma II) permettant d'identifier les leviers transversaux à actionner pour un nouveau modèle de développement et III) en proposant une nouvelle organisation économique et territoriale de la production.

¹ Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVV) ; le Schéma du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE), le Schéma de Cohérence écologique, le Plan de Gestion des Déchets, le Schéma de l'Intermodalité, le Schéma des Déplacements et des Transports.

² Le Schéma départemental de développement des enseignements artistiques, de la musique, de la danse et de l'art dramatique ; le Schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale

I. OU EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?

I.1 Au niveau international, d'importantes mutations remettent en cause les règles classiques de l'organisation économique mondiale

I.1.1 La financiarisation de l'économie internationale....

La finance et la spéculation boursière se sont imposées graduellement et ont subtilement diminué le rôle de l'Etat comme régulateur dans le développement de l'investissement sur le long terme ou dans les relations avec le monde du travail.

Dans les trois dernières décennies, ce mode de fonctionnement s'est généralisé dans une interdépendance mondiale avec d'importantes dérives. La pression des banques et des agences de notation sur les Etats, s'est traduite par la crise financière en 2008.

Aujourd'hui, se pose clairement la question des alternatives à la finance internationale par une finance de proximité ou de mutualité.

I.1.2...et des modifications des règles du commerce et de la production internationales...

La libéralisation des échanges dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce a progressivement obligé à l'élargissement et à la restructuration de l'Union Européenne. Cette réorganisation s'est accompagnée par la dilution, dans les faits, des régimes dérogatoires en général, et du concept de l'ultrapériphérie, en particulier.

Dans le même temps se sont imposées les exigences de Lisbonne, c'est-à-dire une orientation obligatoire pour les pays intégrés au marché européen, y compris les moins développés, vers une logique de compétitivité et vers l'économie de la connaissance.

I.1.3....se sont superposées à la crise écologique avec les risques environnementaux d'envergure planétaire, le réchauffement accéléré de la planète, la menace qui pèse sur la biodiversité et les diverses formes de pollution. Ces risques sont singulièrement amplifiés dans les pays insulaires à dimension réduite.

I.1.4....avec des implications sur les modalités et l'organisation du monde du travail. De nouveaux modes d'organisation voient le jour pour répondre à l'accélération du temps de production. Ces nouvelles tendances, fortement relayées par la démocratisation des outils numériques, privilégient la logique de réseau, et offrent de nouvelles opportunités de positionnement pour les petits pays.

1.2 En Martinique, un modèle en panne, source de fractures

Ces mutations internationales, insuffisamment anticipées ou mises à profit ont renforcé ou généré de nombreux dysfonctionnements sociaux, économiques et territoriaux qui persistent depuis la crise internationale de 2008, puis la crise sociale de 2009.

1.2.1 Une fracture sociale persistante

Des disparités importantes de revenus freinent le développement....

Les statistiques disponibles concernant les revenus fiscaux montrent que les 10% des ménages les plus riches gagnent, en moyenne, près de 70 fois plus que les 10% des ménages les plus pauvres (cet écart est dix fois plus faible au niveau national, soit 6,4). Une mesure plus large réduit l'intensité des inégalités, sans pour autant les effacer : les 25% des ménages les plus aisés gagnent 4,4 fois plus que les 25% des ménages les plus pauvres (cet écart est de 2,6 au niveau national).³

De nombreux travaux ont démontré que les inégalités de revenu constituent un frein au développement et que les pays et territoires les plus inégalitaires sont aussi ceux dont les performances éducatives, sanitaires et sociales sont les plus médiocres.

....Et malgré une élévation générale du niveau d'éducation...

Le niveau de qualification de la population martiniquaise s'est nettement amélioré (30 % des 25-34 ans détiennent le baccalauréat ou un diplôme supérieur, contre 7 % des plus de 60 ans). Cette amélioration s'est accompagnée par l'implantation d'organismes de formation spécialisés pour les adultes et les professionnels. Un enseignement supérieur de bon niveau s'est développé autour d'une Université, des Ecoles de Commerce et d'Informatique reconnues, des formations tournées vers le Monde de l'Entreprise (classes Préparatoires, BTS Commerce, Bâtiment, Informatique, IUT spécialisés...)

...des indicateurs sociaux se dégradent, notamment pour les jeunes

La Martinique présente néanmoins des indicateurs de formation qui restent très en retrait de la moyenne française. En effet, près de 38% des martiniquais n'ont aucun diplôme (contre 16%) et la part de ceux ayant le baccalauréat ou plus n'est que de 25% (contre 36,5%).

Le taux de décrochage scolaire, bien qu'en nette diminution ces dernières années (11% des élèves sortent du système scolaire sans diplôme) est souvent couplé avec le phénomène de chômage, qui condamne d'abord ceux qui n'ont aucune qualification. Ainsi, il atteint 25,6 % pour les actifs sans diplôme, 11,9 % pour les titulaires d'un premier cycle universitaire et 7,8 % pour les titulaires d'un deuxième cycle.

Même si une tendance à la diminution s'est fait sentir depuis 2014 (-2,3%), en 2015, le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élevait à 29 400 et le taux de chômage ressortait à 18,9 % (contre 10,0 % pour la France).

³ Olivier SUDRIE, Conférence pour l'emploi, Octobre 2016

Cette situation touche plus particulièrement les plus jeunes. Ainsi, en 2015, le taux de chômage des actifs âgés entre 15 et 24 ans s'établissait à 50,6 %, alors que celui des actifs entre 25 et 49 ans, se situait à 21,6 %. Celui des seniors s'élevait à 10,9 %.

Taux de chômage par tranche d'âge, Martinique

Tranches d'âge	15 et +	15-64 ans	15-24 ans	25-49 ans	50-64 ans
Taux de chômage (%)	19,4	19,6	50,6	21,6	10,9

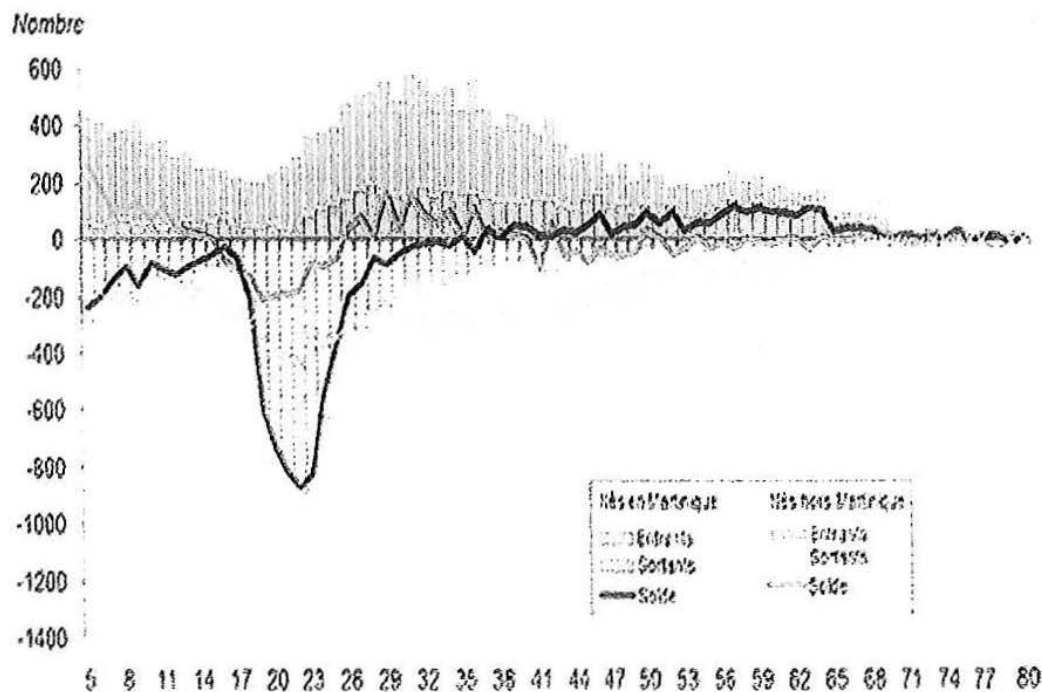
Insee, 2015

...alors que la Martinique perd ses jeunes...

La Martinique a perdu en moyenne 4500 habitants par an entre 2008 et 2013, sous le seul effet des mouvements migratoires, l'essentiel du déficit migratoire s'expliquant par le départ des jeunes résidents.

Selon l'Insee, un pic est atteint entre 18 et 28 ans, classe d'âges qui concentre 52 % des sorties du territoire (12 % de leurs entrées). La moitié des jeunes adultes nés en Martinique et émigrant vers une autre région française sont élèves ou étudiants et habitent en Île-de-France.

Migrations résidentielles 2003-2008 de la Martinique avec la France par âge et selon le lieu de naissance (en nombre)



Insee, 2014

...et les chefs d'entreprises seniors

La part de la population âgée de moins de 20 ans et des 20-59 ans diminue respectivement de - 3,8 point et de -2,1 points, alors que parallèlement la part des personnes âgées de plus de 60 ans s'est accrue de 5,9 points.

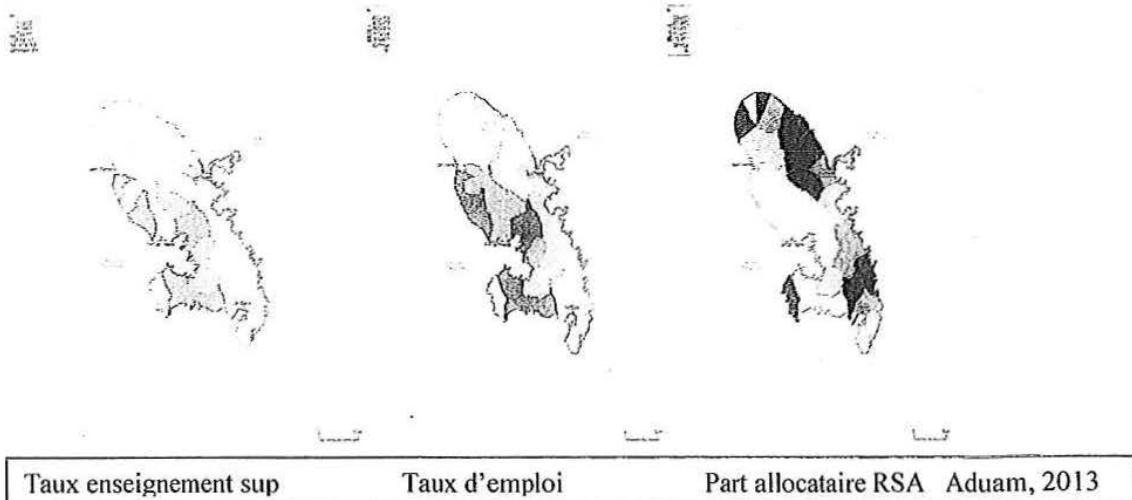
Cela explique pourquoi, dans les prochaines années, 1 chef d'entreprise sur deux va transmettre son entreprise.

1.2.2 ...qui se traduit en fracture territoriale préoccupante

Une spirale qui entretient le cercle vicieux pauvreté-illettrisme-exclusion-déclin économique

Le faible niveau de revenus constitue un frein à l'accès à l'emploi.

C'est dans les bassins d'emplois du Nord où l'on trouve les plus bas revenus que l'on recense les taux d'illettrisme et de décrochage scolaire les plus importants et que l'on recense les plus faibles taux d'emplois.

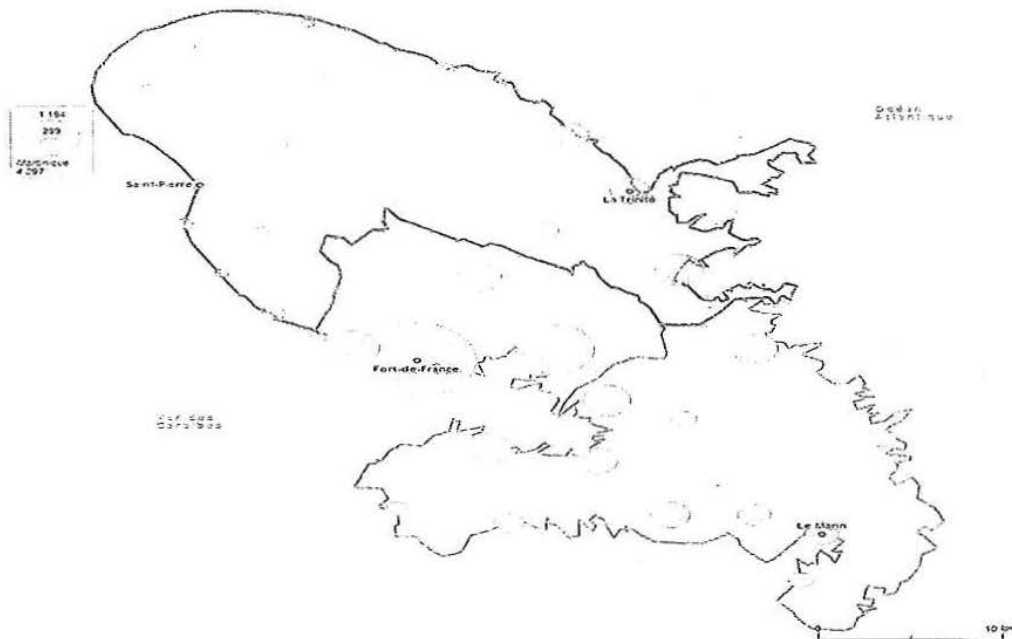


Si le taux moyen de l'illettrisme est en moyenne de 13% en Martinique, il est de 10% au centre, alors qu'il avoisine les 20% dans le Nord Caraïbe et les 23% dans le Nord Atlantique.

C'est également dans ces zones que le taux de création d'entreprises est le plus faible. En 2013⁴, les quatre communes de la CACEM créaient 48,6 des entreprises, les 12 communes de l'Espace Sud créaient 31,7% alors que les 18 communes de Cap Nord ne créaient que 19.2% des entreprises.

⁴ Les derniers chiffres disponibles sur l'Observatoire Territorial de l'ADUAM datent de 2013

Création d'établissements en 2013,



Source : Aduam, 2013

C'est encore dans ces zones que le déclin démographique se fait le plus ressentir. La Martinique a perdu en moyenne 3,1% de ses habitants quand Cap Nord en perdait 4,8%, sur la période 2008-2011.

...de plus en plus prise en compte par les relais territoriaux

Cette situation est cependant de plus en plus prise en compte par les communautés d'agglomération, en lien avec les Missions Locales et par le biais des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE). Ces institutions ont fait du développement économique et de l'insertion des populations fragilisées un axe majeur de leur politique. Avec une implication notamment pour la promotion économique du territoire et le développement de l'entrepreneuriat, elles se positionnent comme des relais pour participer à l'amélioration de l'attractivité et à la réduction des inégalités sur leur territoire respectif.

1.2.3 Une transformation économique inachevée et qui connaît une fracture depuis 2008

La Martinique a connu des mutations considérables....

La Martinique est passée d'une société essentiellement agricole dans les années 1960 (l'agriculture représentait 30% du PIB dans les années 1960), à une société tertiaire (portée à 84% par les services en 2015).

Cette profonde mutation, a été notamment soutenue par un investissement public conséquent dans les grands chantiers (Port, Aéroport, infrastructures routières, équipement scolaires et sanitaires), et par une défiscalisation qui a dopé la commande privée dans l'hôtellerie, l'environnement (traitement des déchets, gestion de l'eau...), les Technologies de l'Information et de la Communication (tic), les services aux entreprises et à la personne...

....qui ont généré des productions peu structurantes et de faible niveau de compétitivité....

Intégrée au marché européen, la Martinique a profité de mesures dérogatoires qui ont favorisé le maintien, sur ce marché, de productions primaires ne répondant pas forcément aux exigences de compétitivité.

En 2015, la Martinique présente encore la caractéristique d'une économie dominée par la production d'un seul produit primaire exporté à l'état brut. La banane compte pour 46% des exportations.

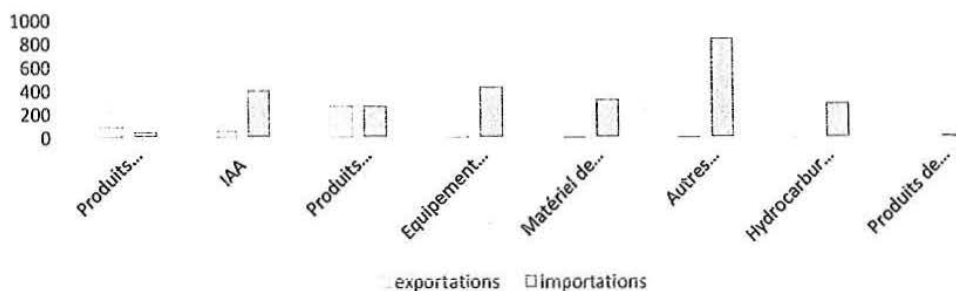
La canne à sucre, seul produit qui bénéficie d'une bonne intégration (canne-sucre-rhum), compte pour près de 29,2% des exportations

A côté de ses deux productions majeures, se sont juxtaposées de nombreuses petites productions portées par de Très Petites Entreprises (80% du tissu économique) produisant majoritairement biens et services produits à partir de biens importés.

Mais ces activités bénéficiant peu, du fait de la distance, des effets normalement induits par l'intégration au marché européen, se sont développées elles aussi dans des conditions de faible compétitivité.

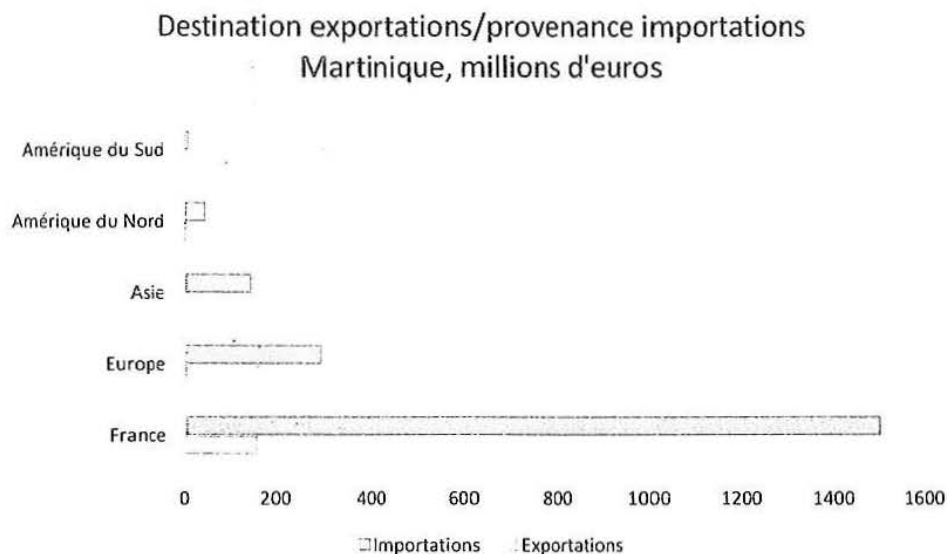
Cette organisation dichotomique fait que les exportations à faible valeur ajoutée et peu compétitives ne couvrent que 26 % (France 95%) du large éventail d'importations de biens et de services que le marché interne peut difficilement concurrencer.

Exportations/importations de la Martinique millions d'euros, 2015



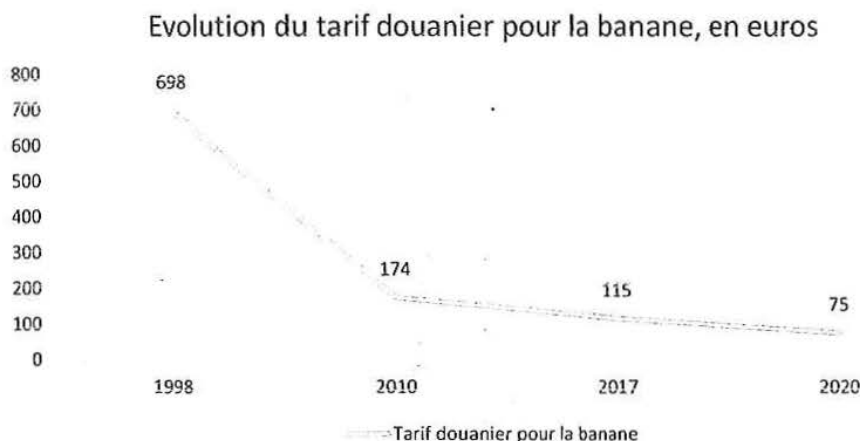
Iedom, Rapport 2015

...qui expliquent un déficit commercial structurel qui s'est doublé d'un déficit écologique
Cette situation fait que la Martinique exporte tout ce qu'elle produit et importe tout ce qu'elle consomme, ce qui crée un déficit économique et un déficit écologique structurel.



De nouvelles règles imposées de l'organisation du commerce international imposent de nouveaux modes de produire dans des conditions non encore optimales...

Dans ce contexte où la structuration économique est inachevée, la Martinique doit faire à de nouvelles logiques commerciales, avec une baisse tendancielle des protections jusque-là acquises.



Source : diverses sources INSEE, IEDOM 2015

Elle doit en même temps financer de front équipements de base structurants et innovation numérique et technologique, économie de la connaissance alors même que les conditions favorables pour accompagner cet objectif ne sont pas réunies.

Les Technologies de l'Information et de la Communication en plein essor, bénéficient progressivement d'une bonne appropriation par les acteurs privés et publics.

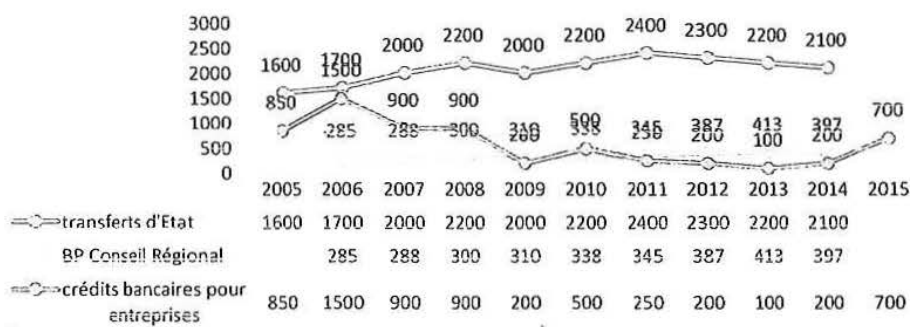
Cependant la recherche- développement, en l'absence globale d'une politique d'anticipation se caractérise par une politique au « coup par coup ». Elle répond aux orientations stratégiques de centres de recherches, en rupture avec les réalités du pays, quand bien même des efforts pour inverser cette tendance sont réalisés. Cette situation se traduit par le développement d'un système fragmenté, où Université, organismes de recherches, centres techniques et entreprises cohabitent en entretenant des relations occasionnelles, contexte peu propice pour une recherche valorisante et valorisée.

....et que les traditionnelles sources de financement public et privés se tarissent...

La réforme des fonds structurels 2014-2020 a confirmé les orientations déjà retenues par la stratégie de Lisbonne, en renforçant le fléchage des priorités définies au niveau européen et national. Cette concentration thématique induit un moindre engagement de l'Union Européenne sur les équipements d'une part (60% des dotations devant nécessairement être affectés aux éléments liés à la compétitivité).

Dans le même temps, les transferts globaux de l'Etat qui avaient connu une légère hausse depuis 2005, diminuent depuis 2011, tandis que financements des collectivités locales se tassent et que les financements bancaires liés à l'investissement des entreprises ont connu une nette tendance à la baisse depuis 2007.

Evolution des financements publics et privés, M€

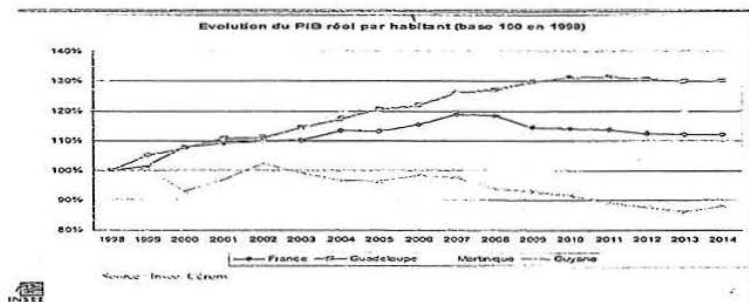


Sources : Calcul DME, données INSEE, IEDOM

...cette tendance expliquant la fracture économique depuis une décennie.

Le produit intérieur brut, qui avait augmenté en moyenne d'un peu plus de 3% par an (hors inflation) entre 1994 et 2007, ne croît plus qu'au rythme de 1% en moyenne depuis le début de la décennie 2010.

Le PIB réel par Martiniquais a cessé sa progression depuis 2007



1.2.4 Un pays en mutation écologique

Les menaces environnementales et les diverses formes de pollutions sont démultipliées dans les pays insulaires de petite dimension comme la Martinique.

La menace sur le foncier...

En dépit des faibles perspectives de croissance démographique, l'urbanisation croissante remet en question les équilibres nécessaires entre activités économiques, besoins en logement, espaces agricoles et naturels, sur un territoire déjà réduit et fragilisé.

...et sur les écosystèmes

Les pressions importantes sur les masses d'eau, terrestres et côtières, provenant des rejets industriels, agricoles ou domestiques s'exercent tant les activités agricoles que maritimes.

Les espaces naturels du littoral en régression constante du fait de l'urbanisation ou encore affectés par les pollutions, bien qu'abritant une forte activité économique (pêche, tourisme...), sont ainsi menacés.

Près 10% des milieux humides dans les mangroves ont disparu depuis 40 ans. Plus généralement, les récifs coralliens ont régressé depuis cinquante ans d'environ 50 à 80% sur la côte caraïbe, les récifs de la côte atlantique accusent également un taux de dégradation de 20 à 40%, accentuant la mise en difficulté de la pêche.

...sont néanmoins prises en compte avec des techniques agricoles plus respectueuses de l'environnement

Une prise de conscience collective conduit à remplacer les systèmes de culture polluants par des systèmes de production écologiques, ces nouvelles techniques innovatrices permettant à la fois d'améliorer les rendements tout en réduisant fortement l'emploi des phytosanitaires.

Cette tendance est marquée pour la banane, avec un modèle de développement agro-écologique qui a permis de réduire de 70% les pesticides utilisés en bananeraies. De même, avec des initiatives telles que le plan régional "enseigner à produire autrement", l'Enseignement Agricole transmet les moyens de faire évoluer les pratiques professionnelles et des savoirs vers de modèles de productions agro-écologiques.

....et avec des outils pour protéger la ressource halieutique, la qualité des eaux et des écosystèmes marins

Face à la dégradation de la ressource sur les zones côtières, le Comité Régional des Pêches Maritimes et d'Elevages marins a créé quatre cantonnements visant au maintien durable de l'activité de la ressource halieutique. Dans ces zones, toute forme de prélèvements est interdite aux pêcheurs de loisirs comme aux pêcheurs professionnels.

D'autres actions sont menées pour sensibiliser le plus grand nombre et dès le plus jeune âge à la spécificité et à la préservation de l'espace maritime, afin de contribuer à une plus grande connaissance du patrimoine naturel (embouchures de rivières, mangroves, herbiers, récifs).

Ces initiatives devraient être confortées dans le cadre du Parc Naturel Marin.

Conclusion : la nécessité de tendre vers un nouveau modèle.

La Martinique se caractérise par des fractures qui sont renforcées dans un contexte international en constante mutation.

Une fracture sociale avec de profondes inégalités de revenus aggravées, dans un contexte de vieillissement, par une marginalisation croissante d'une frange de la jeunesse alors qu'une autre partie qualifiée émigre. Cette situation ampute la Martinique de ses principales forces vives.

Une fracture territoriale, car c'est dans les régions que l'on trouve les plus forts taux de désocialisation que l'on rencontre le moins de dynamisme économique.

Une fracture économique, avec une structuration économique inachevée. La Martinique est spécialisée dans la production de biens primaires se maintenant sur le marché européen grâce à des mesures dérogatoires. Dans le même temps se sont juxtaposées nombreuses activités de biens et services, qui profitant peu, du fait de la distance, des bénéfices de l'intégration à un grand marché, répondent peu, elles aussi, aux critères de compétitivité.

Une fracture écologique, la Martinique exportant et important de loin la quasi-totalité des biens et services.

La Martinique se trouve donc face à un double défi : trouver une réponse à la fracture sociale et territoriale qui alimente le cercle vicieux de la pauvreté (pauvreté-illettrisme-exclusion et absence de développement économique-pauvreté), tout en se donnant les moyens de mieux organiser son appareil de production pour réduire la fracture économique, synonyme de fracture écologique.

La construction d'un nouveau modèle impose, en même temps, de trouver des outils pour ancrer des activités sur le territoire, tout en favorisant à partir de la valorisation sur place des richesses naturelles l'émergence de filières à haute valeur ajoutée, pour mieux s'inscrire à l'international

II LA NECESSAIRE RESTRUCTURATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION

Le nouveau modèle de développement doit donc se construire autour de deux logiques :
l'ancrage durable des productions sur le territoire et l'inscription à l'international.

Les deux logiques du nouveau modèle de développement

- Fracture sociale
- Fracture territoriale

ANCERER DES
ACTIVITES POUR
AMENAGER
DURABLEMENT
LE TERRITOIRE

- Fracture économique
- Fracture écologique

STRUCTURER DES
FILIERES A FORT
VALEUR AJOUTEE
POUR S'INSCRIRE
A
L'INTERNATIONAL

Rappelons que ce nouveau modèle doit se développer dans un nouveau contexte international caractérisé par, outre les nouvelles logiques de financement, les nouvelles façons produire et de consommer, les nouvelles modalités d'organisation du travail, de nouvelles règles commerciales qui impacteront nécessairement l'actuel mode d'investir en Martinique.

Le nouveau modèle doit donc intégrer la nouvelle organisation du commerce international qui remet en cause les anciens schémas dérogatoires. Ce contexte, en rupture complète avec l'ancien système où la Martinique bénéficiait de protections, avait permis le maintien de ses productions, peu compétitives, sur le marché européen. Aujourd'hui, la libéralisation du marché mondial désormais marqué par la suppression progressive de ces protections, oblige à produire biens et services compétitifs.

L'obligation de compétitivité se fait cependant dans un contexte où les modes de consommer, telles que la quête de bien-être, de l'authenticité, de la qualité, ouvrent des perspectives de positionnement qualitatif sur le marché mondial.

Pour mettre à profit cette opportunité, la Martinique devra décliner une stratégie d'inscription à l'international à partir d'une carte d'identité, une différenciation forte, qui en même temps qu'elle la caractérise en interne, lui donne une lisibilité sur l'échiquier international.

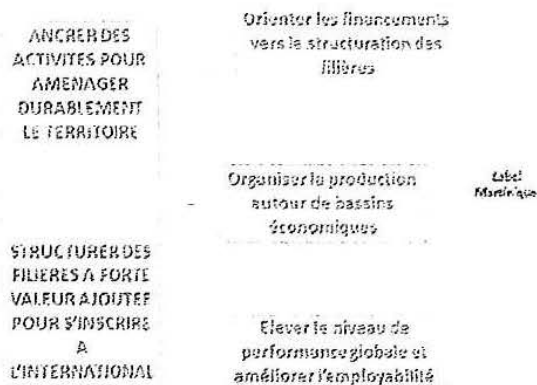
Le patrimoine naturel et environnemental (Terre, Mer, Environnement) avec ses développements possibles dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche ; ses potentialités en termes de valorisation agro-alimentaire et halieutique, agro-environnementale, énergétique ; le patrimoine bâti et architectural, l'authenticité socio-culturelle et ses déclinaisons possibles en

matière touristique (gastronomie, plaisance, croisière, agritourisme...) se sont imposés à la fois comme valeur de différenciation et de diversification.

L'exigence est donc, tenant compte de ces éléments, tout en évitant les ruptures, de trouver les nécessaires équilibres pour accompagner la transition et passer progressivement :

- d'un modèle tiré par la production de biens primaires et services et prioritairement financé par des leviers publics à un modèle où les financements publics contribuent de manière plus efficace à lever des fonds privés pour faire émerger des **filières à haute valeur ajoutée** articulées autour de l'exploitation, sur place, du patrimoine, et favorisant à terme une meilleure **cohésion économique**.
- d'un modèle centré sur l'Agglomération Centre vers un modèle organisé autour de **bassins de production**, synonyme de **cohésion territoriale**.
- d'un modèle où la répartition des richesses est inégalement répartie et où la population active est amputée d'une partie importante de ses forces vives à un modèle s'appuyant sur la participation optimale de toutes les strates de la population et sur une répartition plus équilibrée des rémunérations, synonyme de **cohésion sociale**.

L'enjeu est donc, 1) d'identifier de nouveaux leviers de financement pour favoriser l'émergence de nouvelles filières 2) d'innover dans l'organisation territoriale de la production pour assurer une certaine attractivité territoriale, 3) d'améliorer la performance globale et l'employabilité des acteurs pour tendre vers une répartition plus équitable des rémunérations.



VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT

II.1 Il s'agira donc d'abord de trouver un équilibre pour passer d'un modèle principalement dopé par les pouvoirs publics, de METTRE EN PLACE UNE INGENIERIE FINANCIERE INNOVANTE pour faire des financements publics un levier plus efficace de nouvelles formes d'investissement privé.

L'enjeu consiste à être plus lisible sur le marché interne comme à l'international et attirer des investisseurs sur des filières correspondant aux nouvelles logiques de production et de consommation tout en veillant à encourager des modes d'investir qui intègrent les dynamiques sociétales et environnementales souhaitées.

II.1.1. L'exigence première consistera à améliorer l'efficacité des financements publics

Le dispositif de soutien aux entreprises se caractérise par une large palette d'outils qui cohabitent, se chevauchent, voire se neutralisent. Il y a donc en tout premier lieu, matière à évaluer les dispositifs existants pour, en fonction des nouvelles orientations, élaborer des outils plus efficaces pour accompagner les nouvelles orientations arrêtées.

Un nouveau système d'accompagnement des entreprises sera désormais nourri par des appels à projets pour sortir de la seule logique au « fil de l'eau », et mieux identifier les projets en cohérence avec la stratégie.

Toujours pour gagner en lisibilité, un réseau d'accompagnateurs publics, s'appuyant à des cabinets labellisés, et dans le cadre d'un partenariat renforcé avec les EPCI et les chambres consulaires, sera adossé à une Conférence de co-financeurs permettra de veiller à l'adhérence des projets avec les nouvelles dynamiques ambitionnées.

Des outils individuels continueront à être prodigués pour accompagner l'entreprise tout au long de sa vie, de la création à la transmission en passant par l'anticipation des difficultés, le développement ou l'ouverture à l'international.

Mais l'accompagnement de la performance globale de l'entreprise, c'est-à-dire à la prise en compte simultanée de toutes les facettes de l'entreprise (investissement, organisation managériale, approche environnementale...) sera priorisé.

La vraie rupture dans le nouvel écosystème d'accompagnement sera portée par la place désormais accordée aux outils collectifs ou collaboratifs tels que les aides aux grappes d'entreprises, aux pépinières thématiques, au groupements d'entreprises.

Cette dynamique sera confortée par les pôles d'innovation. Outils assurant la mise en synergie, dans le cadre de filières identifiées, des acteurs du monde de l'entreprise, du monde de la recherche-innovation et de l'Université, ces « clusters » ont vocation à assurer, plus aisément, le transfert de travaux de recherche vers les entreprises.

Associés à des dispositifs spécifiques pour accompagner tout le parcours de l'innovation (études de faisabilité, développement, mise en marché...), ces pôles d'innovation devraient permettre d'impulser les partenariats pour la recherche de financements et être les véritables catalyseurs pour l'émergence de projets collaboratifs et structurants pour les filières concernées.

Ils jetteront par ailleurs les bases d'une nouvelle dynamique « d'innovation ouverte » pour inciter les entreprises à rechercher, en dehors de leur propre sphère, des moyens permettant d'accroître l'efficacité de leurs processus d'innovation, allant jusqu'à engager des collaborations même avec des « concurrents ».

II.1.2 Une attention particulière sera accordée, dans cette nouvelle organisation, à l'essor de l'Economie Sociale et Solidaire.

Alors que l'on assiste à la baisse tendancielle des financements classiques, un nouveau mode d'entreprendre gagne du terrain. Basé sur des principes de solidarité et d'utilité sociale, et porté par des valeurs éthiques propres visant prioritairement au réinvestissement des bénéfices pour assurer des emplois durables et non délocalisables, il correspond bien aux dynamiques économiques et sociétales souhaitées.

Ce mode d'entreprendre qui permet d'expérimenter de nouvelles formes d'investissement s'est surtout développé aujourd'hui dans le domaine de l'action sociale ou de préservation de l'environnement.

La nouveauté consistera désormais à appuyer la structuration des filières classiques (action sociale, lutte contre les exclusions, éducation à la citoyenneté...), mais aussi les filières innovantes en matière de préservation et renforcement de la cohésion territoriale, de développement durable dans toutes ses dimensions (économique, sociale, environnementale et participative), de transition énergétique ou de solidarité internationale.

C'est ainsi qu'en même temps que des dispositifs de financement (SCOOP, SCIC...), pour renforcer la fonction économique des établissements sociaux, des outils financiers devraient aider à la mutualisation des moyens et des compétences.

De même, on favorisera la consolidation ou l'émergence des Pactes Territoriaux de Développement Economique pour accompagner les logiques de coopération entre acteurs publics, organisations socio- professionnelles, acteurs économiques, autour de filières dédiées.

II.1.3 Il faudra également déployer une stratégie de conquête à l'international et trouver des nouveaux leviers pour, à partir d'activités pivots traditionnelles (agriculture, pêche-aquaculture...), arrivées à maturité, financer des activités innovantes à forte valeur ajoutée (agro-transformation, énergie marine, sécurité marine, biotechnologie, tourisme de santé, tourisme d'affaires...) et assurer dans le même temps une meilleure structuration économique.

Si l'on veut tendre vers ce nouveau positionnement, il est indispensable de créer un environnement plus attractif à destination des investisseurs privés. En partenariat avec les structures financières de la place (AFD, CDC, BPI...) un outil de capital développement servira de levier aux fonds privés internationaux.

Ces fonds pourront être mobilisés dans le cadre d'appels à projets à l'international, qui sur la base d'un guide d'investissements donneront une meilleure visibilité aux potentiels investisseurs.

Toutes ces actions ont vocation à intégrer la stratégie de conquête commerciale qui sera menée par le Comité Régional Stratégique de Promotion. Cet outil partenarial assurera une promotion

positive de la Martinique, et s'appuiera sur le label « Martinique », identifiant en interne le produit et service martiniquais, et reconnu au niveau international

Progressivement, cette nouvelle ingénierie financière permettra de mieux orienter fonds publics et fonds privés vers une meilleure structuration en filières.

II.2. Le deuxième enjeu est d'INNOVER DANS L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA PRODUCTION pour passer d'un modèle basé sur la concentration économique à un modèle porté par une diversification économique adossé au territoire et s'appuyant sur les richesses patrimoniales.

Il s'agit en tenant compte de la petite taille des entreprises, de tendre vers la mutualisation des expertises et des compétences, d'encourager le fonctionnement collaboratif, l'objectif étant tout en rationalisant les coûts, de réorganiser spatialement la production et créer de nouvelles zones de production, de nouveaux bassins économiques.

II.2.1 Il faut pour ce faire, intégrer systématiquement la donnée numérique pour faire émerger de nouvelles organisations, de nouveaux modèles d'affaires, des nouveaux modes de conception et de commercialisation, en accompagnant la transformation numérique des entreprises.

Un fond spécialisé d'amorçage et de croissance pour accompagner les entreprises numériques dans leur parcours ainsi que des actions collectives pour les associations d'entreprises numériques (Tiers-lieux d'incubation, mutualisation de moyens...), l'accompagnement des évolutions de formes de travail sont autant d'actions qui devraient faciliter cette transformation, ouvrant ainsi la porte aux entreprises à une meilleure organisation managériale, commerciale et à terme un meilleur positionnement à l'international.

L'aménagement numérique des territoires associée à la Plateforme territoriale Open Data qui mettra à disposition les données produites par l'ensemble de la puissance publique, font partie des outils identifiés pour accompagner cet objectif.

Ces outils devraient permettre, en plus de favoriser l'éclosion de nouvelles entreprises du Futur, d'assurer progressivement le développement de quartiers numériques, de communes ou d'agglomérations Intelligentes.

II.2.2 Parallèlement, sera conduite une dynamique du changement par l'innovation, notamment en accompagnant les innovations managériales, en soutenant les efforts d'innovation entrepreneuriale à forte valeur ajoutée, et en aidant à la maturation technologique et économique des démarches d'innovation.

L'objectif final est de favoriser l'éclosion et la mise en œuvre de projets innovants collaboratifs.

Différentes modalités d'intervention sont prévus pour accompagner le parcours des entreprises depuis les études de faisabilité jusqu'à la structuration par grappes.

Mais le rôle primordial sera joué par les pôles d'innovation, véritable fédérateur des acteurs du monde de l'entreprise, du monde de la recherche-innovation et de l'Université, facilitateur des transferts de travaux de recherche vers les entreprises, et catalyseur pour la recherche de financements pour l'émergence de projets collaboratifs et structurants.

II.2.3 Le numérique et l'innovation constitueront de vrais accélérateurs de développement pour la requalification des Zones d'Activités Economiques en Bassins Economiques.,

Anciennes et dégradées pour la plupart, ces zones sont handicapées par des implantations d'activité en inadéquation avec les besoins du territoire.

La requalification devrait permettre de créer un environnement qui assure l'ancrage des activités compétitives dans des thématiques classiques comme l'agro-alimentaire ou l'artisanat, mais aussi dans des thématiques d'avenir comme l'énergie, les risques, la sylver-économie, l'économie de la mer...

Sur la base de l'actualisation de l'étude diagnostic des ZAE publiques et la mise en place d'un plan de déplacements inter-entreprises, un programme de requalification des zones sera envisagé, en fonction des spécialisations ou re-spécialisations identifiées.

Les IPHE, (Incubateurs, Pépinières, Hôtels d'entreprises) présentes ou à venir, pourraient préparer un vivier d'entreprises souhaitant s'installer à terme dans ces zones.

II.2.4 Dans le même temps, le développement d'activités et des services de proximité pour redynamiser les centres bourgs ruraux sera encouragé.

Il importe en effet de contrer les retours inverses du développement des zones d'activité sur les centres – bourg des communes, déjà en perte de vitalité. Les bourgs, espaces de vie et d'animation ont en effet un rôle central à jouer au regard des problématiques liées au vieillissement de la population et de la marginalisation des jeunes.

Des actions plus spécifiques seront menées sur les territoires en difficulté qui témoignent d'une faible attractivité pour les entreprises. Que ce soit dans le mode d'accompagnement ou dans des dispositifs plus dédiés, l'objectif sera d'accompagner à la redynamisation économique, notamment dans les bourgs ruraux.

L'ensemble de ces innovations territoriales devrait permettre à terme d'ancrer des activités dopées par le numérique et l'innovation et dans le cadre de mutualisations dans des bourgs redynamisés et des ZAE requalifiées. Plus rentables et plus compétitives, elles devraient assurer un meilleur positionnement sur le marché interne et une meilleure lisibilité à l'international.

II.3. Le troisième enjeu concerne l'ELEVATION DU NIVEAU GLOBAL DE PERFORMANCE DES ACTEURS pour mettre en œuvre des politiques permettant de tenir compte du triple défi démographique (vieillesse des chefs d'entreprise, éloignement d'une frange importante de la jeunesse du marché du travail, et émigration des jeunes qualifiés) en visant à terme une meilleure intégration de toutes les forces vives. L'objectif est de mobiliser de manière optimale le capital humain et d'offrir à chacun les moyens de trouver un emploi correspondant à ses connaissances, ses qualifications, ses talents, et donc de tendre à terme vers une meilleure répartition des rémunérations.

Le parti pris est d'améliorer l'efficacité des nombreux outils déjà mis en œuvre par les différents acteurs outils pour améliorer l'employabilité des populations.

Employabilité s'entend ici comme l'aptitude de chacun à trouver un emploi, mais aussi à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de sa vie professionnelle.

Dans un monde en constante mutation, où les formes d'organisation de travail évoluent avec les modes de production, ce concept qui concerne ici qualifiés et moins qualifiés, met l'accent sur la nécessaire évolution des qualifications et des formations à systématiser en lien avec l'évolution des métiers.

Il suppose anticipation, prise en compte des qualifications, mais aussi des talents et des compétences.

II.3.1 Le premier enjeu sera de conforter les dispositifs classiques pour améliorer l'employabilité globale.

La faible anticipation de l'évolution des secteurs, la faible appréciation du marché international expliquent en partie pourquoi le chômage touche qualifiés et moins qualifiés.

Lors de l'élaboration des cartes de formations secondaires et universitaires et des formations tout au long de la vie, la collaboration déjà effective entre monde de l'Education, de la Formation, des entreprises et des administrations publiques, sera amplifiée. Elle permettra d'assurer une meilleure prise en compte des évolutions futures envisagées par ceux qui créent l'emploi.

Les données recueillies nourriront les outils spécifiques tels que les Contrat D'Etudes Prospectives, (CEP) ou la Gestion Territoriale Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPECT), aujourd'hui sous-utilisés.

Cela permettra de faire évoluer le panel des formations en fonction des évolutions des métiers, assurant ainsi une meilleure employabilité de tous.

II.3.2 Mais l'orientation majeure retenue est de mobiliser simultanément les différents acteurs, autour d'une Plateforme pour l'emploi.

Aujourd'hui les acteurs de l'Education (Education Nationale, Familles, Associations), les acteurs de l'Emploi (Pôle Emploi, Organismes de formation, AGEFMA, LADOM), les acteurs économiques (Entreprises sociales et entreprises commerciales), les acteurs de l'accompagnement (accompagnement social, accompagnement de l'entreprise) fonctionnent de

manière non concertée non seulement dans leurs cercles respectifs, mais ont développé peu de relations entre cercles. Cela crée chevauchement, inefficience, voire neutralisation.

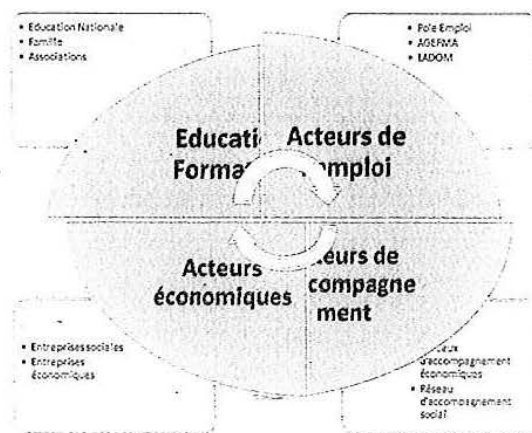
La volonté est de créer une Plateforme pour l'Emploi, avec pour objectif le renforcement de la connaissance sur les missions respectives, le mélange des compétences, l'optimisation des ressources, le transfert de données, et in fine, l'optimisation collective des outils jusque-là mis en œuvre de manière séparée.

Cette plateforme sera adossée à un dispositif de veille couvrant la veille sociétale pour renseigner sur les évolutions des mœurs, des mentalités, des comportements qui pourraient affecter les types d'emploi et les formations. La veille sera également technologique, pour mieux évaluer les opportunités de formation et d'emploi en perspective à envisager.

Elle intégrera nécessairement la problématique de la migration et de la mobilité, notamment des jeunes diplômés.

Compte tenu des menaces annoncées en termes de déséquilibre démographique à l'horizon 2030, il importe en effet d'identifier les outils permettant de garantir le rééquilibrage de la structure par âge. La Plateforme, en réseau avec le site « Diaspora Martinique » permettra d'identifier les martiniquais installés à l'étranger et candidats au retour et ayant des compétences sur les métiers identifiés comme en tensions et non pourvus à l'horizon 2025-2030.

Cette Plateforme assurera donc aussi bien une bonne appréhension des évolutions internationales qu'une meilleure identification, par l'international, des données du marché martiniquais de l'emploi, de l'offre de formation, des besoins des entreprises. Elle constituera de ce fait *un véritable outil de communication pour la politique de l'emploi.*



II.3.3 Elle permettra de mettre en place des outils dédiés pour améliorer l'employabilité des publics en insertion et des jeunes éloignés des marchés de l'emploi

Les initiatives classiques des acteurs de l'éducation et de la formation (Education Nationale, Familles, accompagnateurs sociaux...) pour accompagner, les publics en difficulté en développant des offres spécifiques de mise à niveau, renforcer l'acquisition des savoirs et des compétences de base ...seront multipliées. Ces actions devront privilégier les supports numériques et pourront mettre à profit l'expérience des seniors.

Mais l'innovation résidera dans la mise en place pour les publics fragilisés, des outils spécifiques dans le cadre de partenariats entre les entreprises économiques et les entreprises sociales et en créant un meilleur maillage entre réseaux d'accompagnement pour acteurs sociaux et réseaux d'accompagnement pour acteurs économiques.

Trop souvent ces deux mondes fonctionnent de manière séparée, enfermant les publics fragilisés dans un cercle vicieux de l'insertion-faible qualification-insertion.

Désormais, la notion d'employabilité qui intègre les concepts d'évolution, de compétences, de talents ouvrent la porte à des actions de développement des capacités, développement des aptitudes.

Aussi, en même temps qu'ils ouvrent aux *entreprises sociales, aux structures associatives* de nouvelles opportunités pour réaliser leur mission, ces partenariats, peuvent être déterminants pour les publics fragilisés concernés, quant à l'impact sur la réduction des inégalités d'accès à l'emploi.

L'expérience a en effet démontré que l'immersion dans des situations réelles de travail constitue un puissant vecteur de levée de freins à l'emploi.

Les *entreprises commerciales* y trouveront également un bénéfice en se rapprochant des publics qu'elles n'ont pas vocation à naturellement rencontrer : jeunes non qualifiés offrant potentiel dans les métiers traditionnels comme dans les métiers innovants ; acteurs culturels ou sportifs pouvant faire de leurs champs de compétences des leviers d'intégration, talents non encore reconnus ou assumés....

Seront ainsi déployés dans ce cadre des outils pour favoriser l'immersion des jeunes en entreprises, l'accompagnement des femmes chefs de famille monoparentales, le développement de démarches de socialisation par l'accès à la culture des personnes en difficulté....

En faisant de l'entreprise le premier lieu d'application des connaissances, le lieu où se déroule le passage de la connaissance à la mise en pratique, on déplace désormais le curseur insertion-formation-insertion vers un curseur insertion-formation-emploi.

Des mesures d'accompagnement spécifiques devront être négociées dans le cadre de l'évaluation et la reconfiguration des aides⁵ pour conforter l'entreprise dans son rôle en alternance et en apprentissage, avec notamment un statut spécifique pour le tutorat.

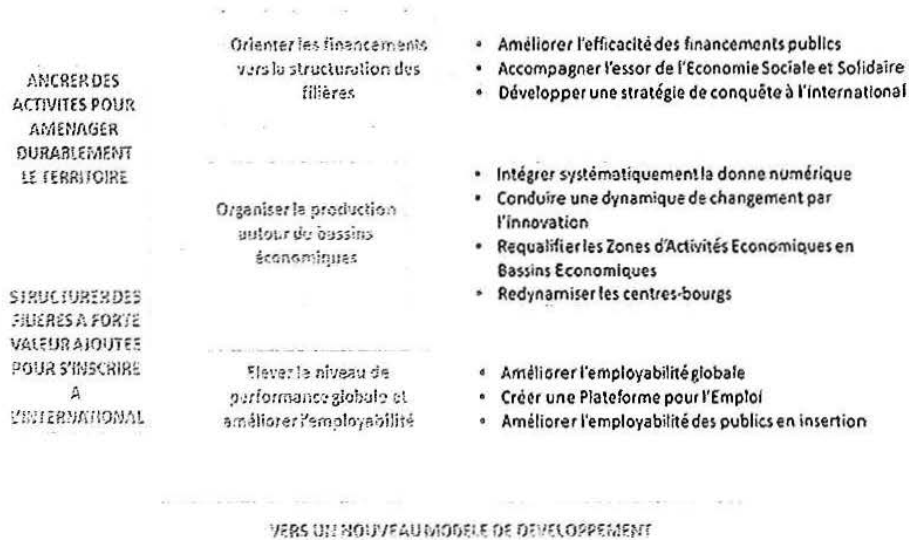
⁵ cf II.1.1 Efficacité des financements publics

De la même manière, l'articulation entre réseaux d'accompagnement, en créant une meilleure synergie entre les deux types de publics, permettra, de manière plus systématique, de faire évoluer les projets d'insertion vers des projets d'entreprise.

Ces différentes mesures ont vocation à créer une meilleure complémentarité entre insertion et développement économique et à rapprocher le public en insertion du marché de l'emploi.

En conclusion, le nouveau modèle s'appuiera sur :

- des innovations financières, dans un contexte financier public contraint, qui tout en accompagnant l'essor de l'entrepreneuriat social, permettront d'identifier de nouveaux leviers de financement international pour accompagner l'émergence et la structuration des filières, gages de meilleure compétitivité.
- des innovations territoriales autour du numérique et de l'innovation, pour favoriser l'émergence Bassins de Production permettant d'accueillir des entreprises, dans un contexte de contrainte foncière, avec des logiques de mutualisation et de densification, synonyme de meilleure rentabilité.
- des innovations sociales pour améliorer l'employabilité et offrir à chacun et à chacune, la capacité de trouver un emploi correspondant à ses talents, ses connaissances, ses qualifications, signe de meilleure performance globale.



L'ensemble de ces innovations qui ciblent à la fois les Hommes, les Entreprises et le Territoire devraient permettre à terme de structurer l'appareil de production autour de filières réparties spatialement, offrant ainsi une panoplie plus large de métiers sur l'ensemble du territoire, et ayant donc vocation à une répartition plus équitable des rémunérations.

Ces filières organisées dans le cadre de bassins de production adossées à des pôles d'innovation relayés par un label garantiront une meilleure attractivité et une meilleure lisibilité à l'international.

Ce sont ces outils qui seront déclinés dans les différentes filières.

III VERS UNE NOUVELLE ORGANISATION ECONOMIQUE ET TERRITORIALE DE LA PRODUCTION

Il faut rappeler que le nouveau modèle doit se construire dans un nouveau contexte international caractérisé par de nouvelles logiques qui bousculent les anciens schémas, et où les concepts de protection et de dérogation commerciales sont de plus en plus proscrits.

Dans ce contexte, les notions de qualité, de bien-être, d'authenticité, sont des données qui offrent à la Martinique l'opportunité de caractériser autrement son positionnement sur l'échiquier international.

C'est en ce sens que le patrimoine naturel, bâti, immatériel et culturel a été identifié comme valeur de différenciation et de diversification.

Ce nouveau modèle implique donc d'intégrer dans le nouveau modèle une **dimension protection et valorisation**. La singularité de la nouvelle démarche est en effet de considérer le patrimoine naturel, bâti, immatériel et culturel comme vecteur d'opportunités, pouvant constituer un véritable outil de valorisation et de diversification.

La place primordiale du patrimoine dans la déclinaison de la stratégie oblige en conséquence à une vigilance et une démarche permanente de protection.

C'est cette démarche de valorisation encadrée du patrimoine (décliné ici sous le vocable environnement), qui sous-tendra le nouveau modèle.

Cette dimension sera agrégée aux trois autres leviers déjà identifiés : la dimension filière, la dimension bassin de production, et la dimension emploi.

Ce sont ces quatre leviers qui, articulés simultanément, devraient permettre de mieux exploiter tout le potentiel de la Martinique en 1) s'adossant à l'agroenvironnement, 2) se tournant vers la mer ; 3) et en bâtissant un tourisme soutenu par le patrimoine naturel et culturel.



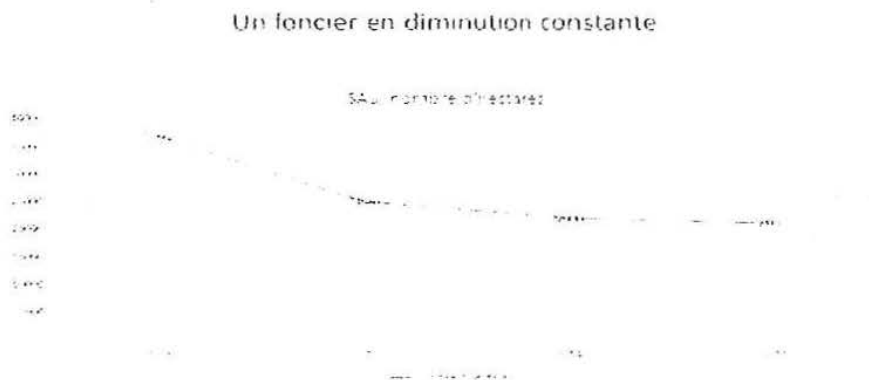
EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE LA MARTINIQUE

III.1 S'adosser à l'agroenvironnement

L'agriculture martiniquaise doit faire face un certain nombre de contraintes qui freinent sa progression. La faible attractivité du secteur, la déprise foncière constante, le défaut d'organisation et à une faible structuration des filières expliquent la crise que connaît le secteur depuis plusieurs décennies.

Une diminution sévère du foncier, et notamment des petites exploitations...

La Surface Agricole Utile (S.A.U) a diminué de 36% au cours des trois dernières décennies et ne couvre en 2015 que 21 698 ha contre près de 40 000 à la fin des années 1990.



Plus de 500 ha par an sortent de la destination agricole pour se convertir en grande partie en jachères. Cette situation concerne principalement les petites exploitations de moins de 5 ha. Plus nombreuses, (71% des exploitations font moins de 5 ha)⁶, ce sont celles qui sont le plus souvent abandonnées ou vouées à la construction. De fait, 2000 à 2010⁷, le nombre d'exploitations de moins de 5 ha a diminué alors que celui de plus de 10 ha augmentait (il passe à 36,4% contre 22% dix ans plus tôt).

⁶ Les structures de plus de 20 ha concernent 6,4% des exploitations et occupent 50 % de la S.A.U.

⁷ Les derniers comptes établis par l'INSEE date de 2010

Une faible organisation de la production

Part de la production en OP (tonnes, %), 2013

Produits	Quantité en OP	%
Ananas	548	98%
Banane créole	1114	21%
Légumes	10 957	42%
Tubercules et racines	2031	19%
Autres fruits	2449	63%
TOTAL	17 099	43%

Ainsi, alors que la part des organisations des producteurs (OP) dans la distribution de fruits et légumes frais et de vivrier est passée de 68% en 2011 à 43% en 2013, le taux d'approvisionnement sur le marché est passé de 47% en 2010 à 39,5% en 2012, à 38,5% en 2014.

En 2014, la part de l'igname produite en Organisation de Producteurs (OP) est 19%. Ce produit est, en dehors des pommes, le premier légume importé (1400 tonnes) après les oranges (4300 tonnes) et les carottes (1900 tonnes).

Quel que soit la filière (vivrière, maraîchère, animale), le déficit de confiance dans les structures collectives est entretenu par leur faible capacité à offrir un soutien technique, organisationnel et financier aux exploitants agricoles.

Même dans le cadre de ces structures, le niveau de formation reste insuffisant, les outils de gestion collectifs sont presque inexistant, ceci se traduisant par des modes de gestion obsolet et une incapacité corrélative à offrir en quantité et en qualité, des approvisionnements réguliers.

La part des productions intégrées à des organisations de producteurs (OP), réduite et en diminution, explique en grande partie, la forte pénétration des importations.

En effet, si la vente directe procure aux producteurs des recettes rapides, elle génère des efforts supplémentaires (conditionnement, transport...) pour des capacités d'écoulement réduites. L'exploitant agricole a dans ces conditions des difficultés à contenir les coûts et les prix.

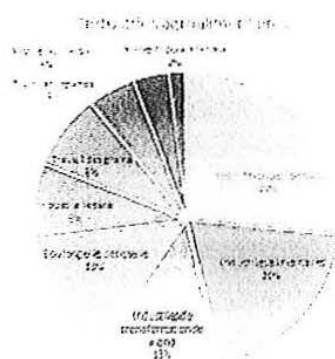
Une industrie agro-alimentaire dépendante de l'extérieur

L'agriculture martiniquaise a été pendant de longues années, vouée exclusivement à l'exportation passant, après le déclin du sucre à la fin des années 1960, de la filière ananas à celle de la banane. Les protections commerciales obtenues sur le marché européen, n'ont pas incité à la valorisation sur place de ces productions.

Seule la canne fortement intégrée autour de la filière canne-sucre-rhum bénéficie d'une valorisation complète, avec le rhum qui jouit d'un bon positionnement à la fois sur le marché intérieur et sur les marchés extérieurs.

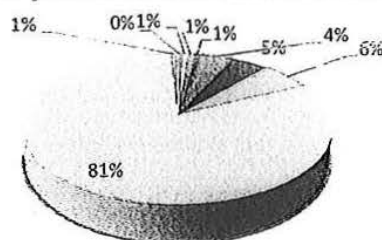
La transformation de fruits et légumes ne compte que pour 5% de l'industrie agro-alimentaire, loin derrière la fabrication de boissons ou de produits alimentaires à partir de produits importés (23% et 17%). Les initiatives en matière de transformation plus élaborée de produits restent donc marginales.

Une industrie alimentaire fortement dépendante de l'extérieur



A l'exception de la goyave, qui profite d'une bonne intégration, depuis la production jusqu'à la transformation industrielle. Elle domine largement le marché de la transformation et a réussi à s'imposer face à l'importation de purée.

Panel des produits transformés en 2012



□ Citrons limes □ Fruit à pain □ Patate douce □ Dachine □ Prune □ Giraumon □ Christophine □ Goyave □ Autres

Un faible niveau de qualification

L'offre de formation est insuffisante quantitativement et qualitativement même s'il existe un dispositif dense de formation initiale (LEGTA, CFAA...) des exploitants et des salariés agricoles.

Le niveau de formation initiale des chefs d'exploitation ou co exploitants est globalement faible : en 2014, 9% ont fait des études de niveau supérieur ; 53% d'entre eux n'ont aucun diplôme.

Seulement 17,22% des exploitants ont une formation élémentaire et complète en agriculture. Pour autant, on observe un taux de recours à la formation continue très faible (pour les petits exploitants mais aussi les encadrants). Il en va de même pour la formation par alternance.

Malgré l'existence d'un réseau d'enseignement agricole public et privé, on déplore l'absence de lien entre les programmes développés et les besoins et problématiques de terrain. L'offre de formation est de plus encore peu ajustée aux objectifs des stratégies locales de développement économique

Les femmes constituent un public fragilisé : elles représentent seulement 11,7% de la population active dans l'agriculture en 2014. 41% des femmes chefs d'exploitation ou co exploitantes travaillent à moins de ¾ de temps complet, 45% n'ont aucun diplôme, et les trois quart n'ont suivi aucune formation agricole.

Le parti pris est donc désormais d'offrir une nouvelle forme d'organisation collective pour à la fois maîtriser les prix et résister à l'importation et s'engager dans une politique de valorisation. Cette politique sera accompagnée par un plan de formation en adéquation avec les nouveaux métiers induits par la nouvelle stratégie.

III.1.1 Il faut pour se faire prioritairement restituer à la terre sa dimension environnementale (entretien, aménagement de l'espace, préservation de la biodiversité...). Dans un contexte de diminution continue de la surface agricole et d'augmentation des terres en friches, il est indispensable de mettre en œuvre une politique offensive de préservation du foncier agricole par la création des Zones d'Aménagement Protégées et Aménagées. Cette politique devrait nécessairement s'accompagner d'opérations d'aménagement (désenclavement, irrigation, drainage,) pour tendre vers une meilleure rationalisation des exploitations.

Parallèlement, des initiatives seront multipliées pour développer une agriculture plus respectueuse de l'environnement, et accompagner la tendance déjà en cours à utiliser des méthodes alternatives de production pour une agriculture raisonnée.

III.1.2 Une nouvelle forme d'organisation en bassins de production sera fortement encouragée. Il s'agit de répondre aux exigences de rentabilité des exploitations en encourageant les démarches de mutualisation des fonctions administratives et comptables, mais surtout de permettre aux producteurs de bénéficier d'espaces dédiés de proximité pour le stockage et le conditionnement

Des plateformes-relais, support d'une organisation collective, devraient permettre de fédérer la gestion de la main d'œuvre (groupements d'employeurs), de matériels, d'intrants et de faciliter la mise en place de Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles (CUMA).
Évitant par ailleurs les multiples déplacements aux petits exploitants, il correspond bien aux logiques environnementales souhaitées.

Sur ces plateformes, des outils seront mis à disposition pour permettre un accès plus direct aux informations, notamment sur la recherche-développement.

Dans cette optique, on renforcera l'organisation du Service d'Expérimentations en Agro-écologie (SEA) pour en faire un vrai Pôle Territorial d'expérimentation dédié, assurant un service de proximité aux agriculteurs, et garantissant une meilleure adéquation entre les travaux d'appui technique et de recherche et les besoins exprimés par le terrain. L'objectif est également de permettre une meilleure appropriation des fiches techniques par les petits exploitants.

Ce Pôle Territorial d'Expérimentation, actuellement localisé dans le Sud pourra judicieusement être dupliqué dans le Nord.

Des programmes collectifs d'encadrement et de formation (sous forme de pépinières d'entreprises par exemple) seront mis en place pour accompagner toute la dynamique.

L'organisation de ces plateformes-relais sera renforcée par le développement des infrastructures et des usages numériques dans les zones blanches.

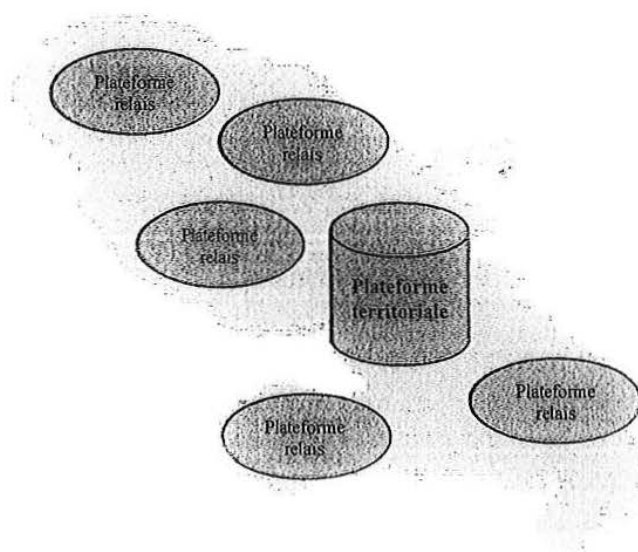
Ces plateformes-relais serviront de support au développement de circuits courts de proximité pour approvisionner les bourgs au sein de ces bassins et rendre ainsi accessibles à tous les martiniquais, les produits agricoles locaux, en quantité et en qualité.

Elles permettront parallèlement d'appuyer la structuration de l'offre groupée en direction de la grande distribution.

Ces plateformes ont également vocation à alimenter une plateforme logistique territoriale qui offrira des installations logistiques et fonctionnelles permettant de regrouper les grossistes, les importateurs, les acteurs de la grande distribution et de la petite transformation.

Accueillant aussi des prestataires divers (maintenance, logistique...) la Plateforme sera adossée au Laboratoire Territorial d'Analyses, associée à cette démarche pour vérifier la traçabilité des produits, et à un Observatoire des prix et des produits pour garantir une pratique cohérente des prix.

Dans le contexte ambiant de méfiance face aux coopératives, la création de plateformes-relais et de plateforme logistique territoriale constitue une réponse pour l'organisation des producteurs, indispensable pour garantir une meilleure lisibilité et compétitivité des produits martiniquais sur le marché intérieur et contenir ainsi le niveau des importations. Elle permet également de densifier la production, indispensable pour entrer dans une logique de valorisation.



III.1.3 Cette nouvelle organisation devrait permettre en effet de décliner un programme de valorisation et de structuration de la production agricole.

Au moment où la banane est en perte de vitesse sur le marché européen, la Martinique doit résolument tendre progressivement vers un nouveau positionnement. Tout en continuant à accompagner l'amélioration de la compétitivité des productions traditionnelles, elle devra tout mettre en œuvre pour conforter les filières classiques de diversification et de valorisation (agro-alimentaire), et favoriser également l'émergence de filières innovantes (agro-transformation, biotechnologie, développement énergétique...).

Les exemples démontrent, ici (rhum, goyave) et ailleurs, que la logique d'intégration de structuration en filières est incontournable, pour gagner en compétitivité et s'imposer sur son propre marché et/ou de se positionner sur des marchés extérieurs.

Il faut en conséquence rompre avec l'ancien schéma consistant à fonctionner en silos, pour désormais travailler en transversalité et en complémentarité autour du Pôle Innovation qui sera créé à cet effet. Le partenariat déjà en place entre le Pôle Agro-alimentaire Régional de la Martinique (PARM) et la Technopole sera renforcé pour consolider les liens avec les instituts de recherche et l'Université des Antilles, les experts concernés, le monde bancaire. L'objectif de ce cluster agroenvironnement est, en lien avec les dispositifs mis en place pour financer l'innovation, de révéler puis d'accompagner les projets individuels ou collaboratifs, en complémentarité et en cohérence, sur l'ensemble de la filière.

Pour conforter cette spécialisation pour laquelle la Martinique a déjà une expertise, une pépinière d'agro-transformation offrira des services administratifs mutualisés mais surtout des

services spécifiques pour répondre à la variété de process à accueillir des projets allant de l'agro-alimentaire aux éco-matériaux en passant par le cosmétique, la valorisation des plantes médicinales, la gestion des déchets agricoles.

Des activités de recherche devront dorénavant être plus connectées au terrain, pour, à partir des filières animales et végétales, explorer toutes les potentialités classiques de l'agriculture comme les potentialités innovantes de l'agro-reproduction : agro-énergie, biotechnologie, pharmacopée...

III.1.4 Un programme de formation qui tienne compte de la panoplie des métiers induits par cette nouvelle organisation et susceptibles d'attirer les jeunes générations devra être mis en place en anticipation.

En lien avec la Plateforme pour l'Emploi, une véritable ingénierie de la formation associant tous les acteurs (Enseignement secondaire et supérieur, Chambre d'Agriculture, Centres de formations d'adultes, Centre d'Apprentissage...), et envisager une large panoplie d'emplois permettra d'offrir une image revalorisée des métiers liés à l'agriculture. Cela nécessitera l'actualisation du Contrat d'Etudes Prospectives pour tenir compte des nouveaux métiers induits par la structuration des filières ou l'organisation des bassins de productions.

Un Plan de formation spécifique couplé avec un plan d'accompagnement et de parrainage sera élaboré en conséquence pour assurer la mise en lien des générations et accompagner les transmissions d'exploitation/l'installation des jeunes.

Toute cette organisation aura à terme un triple intérêt :

- inciter les exploitants à s'organiser pour mieux résister aux importations
- structurer la production autour de filières pour diminuer le niveau des importations et s'engager dans une politique d'agro-transformation.
- susciter l'émergence de nouveaux métiers et redynamiser ainsi les territoires ruraux

III.2 Se tourner vers la mer

La Mer reste un espace insuffisamment exploité : La Martinique, c'est 1080 km² de superficie terrestre et47 000 km² d'espace maritime.

Au-delà de l'aspect nourricier, la Mer est une mine de ressources : transport maritime, tourisme, loisirs, énergie, développement des biotechnologies, exploitation des sous-sols marins...

La grande biodiversité et la richesse des écosystèmes marins en font un « laboratoire » intéressant pour la recherche sur la connaissance et la gestion durable de la ressource.

Espace privilégié pour l'ouverture sur le monde, la Mer met également la Martinique au carrefour des grandes routes maritimes et au cœur des problématiques mondiales que sont la sécurité internationale, l'immigration, le changement climatique et la montée des eaux.

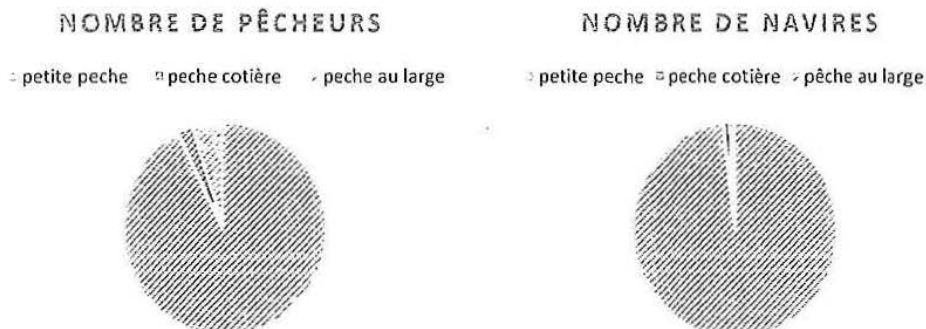
La Mer offre donc des opportunités indéniables en termes de diversification économique qui peinent à être valoriser. En cause, un certain nombre de difficultés liées à l'exploitation non durable de la ressource, des filières à potentiel mais non encore structurées, une organisation portuaire peu rationalisée et une diversité de métiers encore peu lisibles.

Des espaces et des espèces menacés

L'espace maritime est menacé tant par les activités humaines (pratiques destructrices de l'environnement, pollutions venant du littoral...) que par des phénomènes naturels (changement climatique qui menace les populations et les rivages).

Les pratiques de pêche menées aujourd'hui accentuent cette fragilisation.

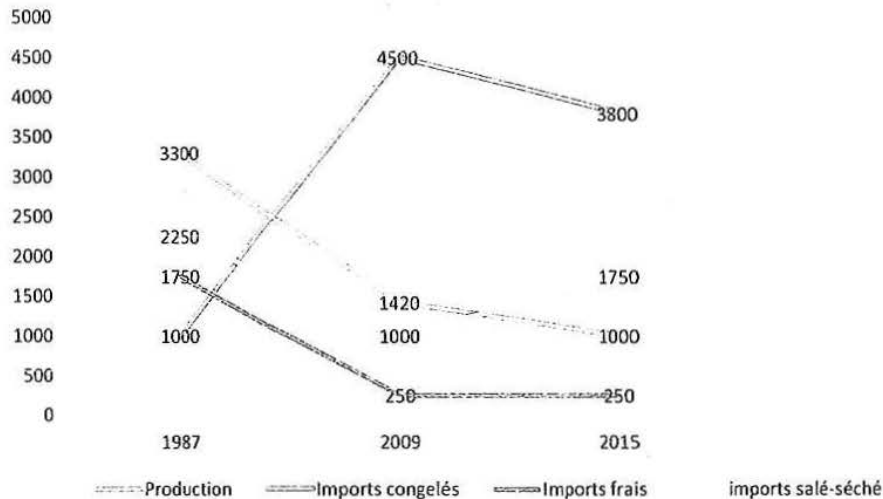
En 2015, on comptait 1050 marins-pêcheurs qui pratiquaient pour 93% d'entre eux la pêche côtière.



Direction de la Mer, 2015

Cette pêche artisanale ne produit que 1000 tonnes de poissons quand la Martinique importe plus de 7000 tonnes, créant un **déficit écologique structurel**. Cette situation est d'autant plus consternante que la capacité de la flotte sur les deux segments (navires de moins de 12m et navires de plus de 12 m) reste très largement en dessous des plafonds communautaires autorisés (76% et 43% du potentiel respectivement)

Evolution de la production et des importations de poissons



Par ailleurs, les pêcheurs doivent faire face à des difficultés croissantes due à une diminution de leur rentabilité : les volumes débarqués sont en constante diminution : la production a baissé de plus de 57% en passant de 3300T en 1987 à 1420 T en 2009 et 1000 T en 2015). Sur la même période, le prix du carburant a été multiplié par 5, et représente 20% du chiffre d'affaires (contre 10% en 2001) sans que ce cout ne soit répercuté sur le prix de vente du poisson.⁸

Le niveau de rentabilité des bateaux se trouve donc fortement dépendant de l'efficacité énergétique des bateaux.

Des filières à fort potentiel

Le secteur maritime représente 450 entreprises, soit environ 12 ETP et 12% de l'emploi⁹.

Outre la pêche professionnelle et l'aquaculture, le secteur maritime regroupe un certain nombre d'autres filières.

Les infrastructures portuaires et de transport maritime du Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM) (13^e sur 43 port recensés en France) est une infrastructure capitale de la Martinique. Il est en effet au carrefour entre un hub de transbordement de terminaux de croisière, un pôle de réparation naval autour du Bassin de Radoub, et le centre névralgique d'approvisionnement énergétique de toute la zone Antilles-Guyane.

Avec Panama, le GPLM ouvre, grâce aux nouvelles routes maritimes, la Martinique au Monde. Le secteur maritime c'est aussi le tourisme de croisière qui connaît une bonne ascension considérable. Les compagnies maritimes majeures ont transporté en 2015 près de 650 000 croisiéristes avec 197 escales soit 3269 croisiéristes.

⁸ IFREMER, la flotte de pêche martiniquaise, octobre 2016, p.14

⁹ Cluster Maritime Martinique, Baromètre de notre économie maritime, 2017

C'est aussi le nautisme et la plaisance avec 13800 navires immatriculés dont 13% de voiliers et 87% de vedettes à moteurs, 5 marinas avec une capacité d'accueil de 2950 places, 15 000 bateaux de plaisance en escale par an, 42000 touristes plaisanciers par an, 300 voiliers et vedettes disponibles à la location, 150 vedettes immatriculées.

L'augmentation du nombre de navires de plaisance immatriculés témoigne du potentiel de ce secteur. Ce potentiel est d'autant plus important que la Martinique, selon une étude menée par l'Agence de Développement du Tourisme dans la Caraïbe, a été classée 1ère destination sur 28, et « destination la plus sûre de la Caraïbe ».

C'est aussi la construction navale/réparation navale, implantée sur 2 pôles majeurs et complémentaires de la réparation navale : petite et grande plaisance au Marin et grande plaisance, navires de commerce, navires militaires à Fort de France.

Il est organisé autour d'un bassin de radoub, unique dans les Petites Antilles, un aire de carénage au Marin avec un portique de 440 tonnes et traitement des eaux usées.

5 chantiers construisent des vedettes de plus de 16m en composite

Avec 1598 navires de commerce en escale par an et des infrastructures majeures à Fort de France et au Marin, le secteur de la réparation navale a un fort potentiel de développement.

La Mer c'est aussi des loisirs nautiques, aquatiques et subaquatiques avec 21 sites de plongée, 30 clubs de plongée, 153 manifestations nautiques par an, 14 spots de surf recommandés, 120 plages de linéaires de 50km avec une qualité des eaux vérifiée par l'ARS, 50 vedettes en pesca tourisme.

Ces pratiques de plongée sous-marine et de sports de glisse sont en constante augmentation

La Mer c'est aussi de l'énergie marine renouvelable.

Le projet NEMO, en cours de développement permettra de produire 16MW, correspondant à 6% des besoins en Martinique. Le potentiel en matière de houle, d'énergie thermique, d'éolien marin, et de courants reste à évaluer.

La Mer c'est aussi un patrimoine maritime à valoriser avec 3 forts (Fort St Louis, Monument historique, Fort de l'Îlet Ramier, Fort de la Pointe du Bout), 4 phares maritimes dont 3 classés Monument Historique, plus de 70 épaves répertoriés, des sculptures sous-marines, les yoles rondes, le Rocher du Diamant et la Perle du Prêcheur

La Mer c'est aussi un environnement marin, un territoire placé au cœur de l'un des hotspots mondiaux de biodiversité, avec 2215 ha de mangroves dont 85% en mangrove boisée, 4975 ha d'herbiers sous-marin (53% de la superficie est dégradé), plus de 200 espèces d'algues et 6 espèces d'herbiers marins (sur une cinquantaine dans le monde), 80 espèces d'éponges, 350 espèces de mollusques, 30 espèces d'échinodermes, 47 espèces de coraux (dont 80% en santé préoccupante), 5 espèces de tortues marines (sur 8 recensés dans le monde), 26 espèces de mammifères marins et plus de 300 espèces de poissons.

Des projets d'envergure (Parc Naturel Marin, Centre Caribéen de la Mer) devraient permettre de mettre en valeur la richesse biologique et culturelle du territoire et encourager la recherche et l'éducation en environnement.

La Mer c'est aussi la Défense et la Sécurité Maritime avec la Direction de la Mer qui a établi près de 1500 visites de sécurités et près de 45 inspections sur navires de commerce en escale ; le CROSS avec 1051 opérations coordonnées dont 690 opérations de sauvetage, et plus de 2000 personnes impliquées dans ces opérations, le SNSM avec 50 bénévoles répartis sur 5 stations et 155 opérations de sauvetage entre 2015 et 2016, la Marine Nationale avec 1 base navale, 2

frégates de surveillance, 1 pôle d'entretien des navires, les Douanes avec 1 vedette garde-corps, 2 intercepteurs, 2 avions et 2 hélicoptères.

Une organisation portuaire à rationaliser

Le paysage portuaire martiniquais se caractérise par la multiplicité et la disparité des Autorités : l'Etat en matière de sécurité maritime, /le Grand Port Maritime compétent sur l'ensemble des espaces à l'exception des ports départementaux, des ports de plaisance et des zones maritimes déclarées d'intérêt communautaire ; la CTM responsable de l'aménagement et l'équipement des ports de pêche et de la gestion et de la conservation des ressources biologiques, les communes pour les Ports de Plaisance.

Un certain nombre de documents comme le Schéma Régional (SAR), le Schéma de mise en valeur de la mer (SMVM), les schémas de Cohésion Territoriale (SCOT), le Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine (SRDAM) ou le Schéma Directeur et d'Aménagement des Eaux (SDAGE) permettent d'accompagner la politique d'aménagement territorial.

Mais il n'existe aucun document prescriptif permettant de rationaliser le maillage portuaire et interportuaire sur des espaces partagés.

Cette situation crée des conflits d'usage entre les activités en terre et en mer générées par les ports de pêche, les ports de plaisance, les ports de commerce.

Une faible lisibilité des métiers

Compte tenu de la faible valorisation et lisibilité des métiers relevant de la Mer, peu de données sont disponibles sur les métiers liés à la Mer.

Les statistiques sont disponibles pour la pêche et démontrent que 92% des marins se répartissent sur les catégories 3 à 6, sur une échelle de 1 à 20 (contre 52% en moyenne nationale). Cela correspond à une moindre technicité ou à l'absence de qualification, mais est aussi lié au type de pêche principalement pratiqué, à savoir la petite pêche.

Les différentes problématiques ci-dessus énoncées imposent que ce soit une nouvelle stratégie pour :

- traiter de manière plus efficace les questions liées aux questions environnementales,
- conforter la structuration économique, dans une logique de filière, en veillant à une bonne articulation entre les activités traditionnelles de la pêche et de l'aquaculture, et les spécialisations émergentes
- rationaliser les zones portuaires, pour en faire des zones d'activités économiques
- mettre en place une politique prospective pour faire émerger une large panoplie de métiers correspondant aux nouvelles dynamiques envisagées

III.2.1 La nécessité de mettre en place une politique volontariste pour la protéger ou organiser les espaces marins et côtiers s'impose si l'on veut véritablement s'inscrire dans une diversification durable.

Dans cette perspective, la priorité sera d'assurer la gestion durable des espèces et des espaces. L'objectif est tout en améliorant la connaissance et la sensibilisation sur le bon état écologique des eaux marines, de favoriser le développement durable de nouvelles activités ou de nouveaux métiers liés à la protection ou à la valorisation des écosystèmes.

La menace portée sur les écosystèmes littoraux, les pollutions diffuses ou ponctuelles, l'urbanisation, la récurrence de phénomènes naturels menaçant la qualité des milieux... obligent à développer la connaissance et la recherche sur la compréhension des interactions entre les écosystèmes et les activités d'origine anthropique, la prévision de ces phénomènes et le cas échéant, leur valorisation.

Par ailleurs, les zones côtières, sont aujourd'hui menacées du fait des effets du changement climatique qui accentuent vulnérabilité et pression foncière. Cette situation qui expose les populations locales et touristiques, et réduit sensiblement les possibilités d'aménagement, impose que soit mise en place une politique préventive et prospective de protection des zones naturelles à dimension touristique.

Il y a également matière à s'orienter résolument vers un nouveau type d'organisation de la pêche correspondant mieux aux exigences écologiques et assurant une exploitation durable de la ressource.

La zone côtière doit continuer à être préservée en poursuivant notamment la politique de cantonnement et la mise en place de récifs coralliens.

Parallèlement, et dans un contexte de pollution par le chlordécone, il faut envisager le déploiement de la pêche au large en finançant le développement de pratiques de pêche respectueuses de l'environnement.

Dans cette optique, l'acquisition de navires du futur (navires consommant moins de carburant et ou exploitant l'énergie solaire) permettant aux pêcheurs d'exercer leurs activités dans des conditions de sécurité et répondant aux exigences écologique et énergétique sera priorisée.

Cette orientation nécessite une négociation argumentée et chiffrée avec les instances européennes pour autoriser le financement de navires pontés de plus de 12 mètres qui pratiquent (au nombre de 8 aujourd'hui), et réduire de manière concomitante la capacité des yoles de moins de 10 mètres. Les investissements qui resteraient adaptées à une pêche artisanale permettraient néanmoins d'augmenter le nombre des équipages, assurant ainsi une meilleure rentabilité aux entreprises concernées.

Cette proposition permet d'augmenter la capacité de production, tout en respectant les plafonds communautaires autorisés sur les deux segments, et répond donc aux exigences de durabilité imposés.

III.2.2 Assurer la structuration des filières traditionnelles et des filières émergentes.

L'espace marin martiniquais traditionnellement exploité pour ses ressources naturelles (pêche, aquaculture) offre aujourd'hui des opportunités dans les activités plurielles telles la valorisation et la transformation halieutique ; le développement énergétique ou la gestion des effluents, ou les activités de logistique et de services, de construction/déconstruction navale.

Il est important aujourd'hui de veiller à la bonne articulation entre les filières classiques et les nouvelles tendances, dans un contexte juridique adapté et dans le respect des règles de concurrence.

La volonté est d'assurer la consolidation des entreprises individuelles, tout en dimensionnant des outils collectifs pour garantir la structuration des filières.

Les initiatives pour créer une interprofession seront encouragées en finançant des actions collectives et interprofessionnelles.

Le Cluster Maritime de la Martinique (CMM), en tant que coordinateur ou accélérateur de développement de projets individuels ou collaboratifs sera accompagné à une bonne mise en synergie des activités classiques et des activités innovantes.

La pêche continuera à être soutenue par la mise en place d'outils techniques pour structurer la filière et assurer une meilleure rentabilité des activités de production : centre de gestion, mise en place de services comptables et juridiques, groupements d'employeurs, équipements collectifs.

L'objectif est à terme, en consolidant la filière en aval, de créer une chaîne complète allant du stockage à la valorisation des produits de la mer en passant par la commercialisation, et par le biais d'une organisation intégrée, de contenir les prix pour mieux résister aux importations, sur les différents créneaux (première/deuxième transformation)

S'agissant plus particulièrement de l'aquaculture, un Centre Technique Aquacole devra intégrer les fonctions de gestion, de pépinière d'entreprise, et de formation, pour soutenir la professionnalisation des acteurs.

Le potentiel de recherche sera renforcé pour introduire notamment de nouvelles espèces autochtones à haute valeur ajoutée (algues, crustacées, mollusques...)

Cette action sera confortée par le développement d'outils de financement spécifiques, pour fournir une meilleure visibilité de la profession auprès du monde bancaire.

Pour les métiers émergents autour du tourisme ou de l'environnement, la réflexion en cours sur l'encadrement National sera poursuivie pour trouver des mesures d'évolution réglementaire du « Pesca-tourisme », en vue d'une utilisation optimale du dispositif.

Les activités de réparation/déconstruction/reconstruction navale (réparation de barges, de vraquiers, de bateaux de marchandises, ...) et de nouvelles activités de logistique et de services sont implantés sur 2 pôles majeurs et complémentaires de la réparation navale : petite et grande plaisance au Marin et grande plaisance, navires de commerce, navires militaires à Fort de France.

La mise en place d'actions collectives pour ces deux pôles permettra de structurer cette filière, qui avec 1598 navires de commerce en escale par an, possède un fort potentiel.

L'énergie marine reste pour l'instant balbutiante, avec un projet à l'étude sur l'énergie thermique des mers pour la réalisation d'une centrale flottante d'une puissance de 11 Mégawatts de production net (qui alimentera 35 000 foyers en électricité).

Des études sur le potentiel des autres sources (courants marins, offshore éolien...) seront développées.

III.2.3 Pour accompagner l'émergence de toutes ces nouvelles activités, il est indispensable de rationaliser la gestion des multiples espaces portuaires (ports de pêche, ports de plaisance, port de commerce)

Le développement des ports et des activités ne peut en effet s'envisager sans une vision globale de l'aménagement du territoire et sans la définition d'un cadre pour des relations interportuaires.

Un Schéma Directeur Portuaire permettra d'identifier les orientations stratégiques et prospectives pour rationaliser les espaces portuaires et tendre vers une organisation spatiale bien pensée des activités de la mer.

Ce Schéma explorera les pistes pour l'exercice cohérent de toutes les compétences, parfois sur des espaces communs pouvant être mutualisés pour des usages différents.

Dans ce cadre, les initiatives en faveur d'un fonctionnement optimisé des ports et de leurs espaces contiguës seront soutenues pour créer par exemple des conseils interportuaires, en mettant en place une programmation interportuaire des investissements ou en mutualisant des services (comme des capitaineries).

Dans le même ordre d'idée, il conviendra de déterminer le meilleur mode de gestion et d'exploitation des équipements publics et privés sur les zones littorales.

L'objectif est d'organiser les différents espaces portuaires pour créer des véritables zones économiques en tirant le meilleur profit de l'effet d'entraînement des Ports de plaisance et de nautisme, des espaces dédiées aux loisirs nautiques, aquatiques et subaquatiques, des sites touristiques valorisés dans le cadre du Pesca tourisme.

Une politique volontariste accompagnera, la modernisation des Ports Territoriaux de Pêche et des Aménagements Portuaires d'intérêt Territorial, avec la possibilité que des centres de stockage et des plateformes de commercialisation, voire de transformation y soient installés.

Il s'agit à terme, d'organiser des espaces portuaires de pêche autour d'un port principal qui sera équipé avec des structures d'avitaillement (glace, carburant, matériel) et de maintenance, des équipements de prise en charge des débarquements (potences, chambre froide, équipements de pesée, étals de vente...), et des équipements d'accueil des navires (quais, pontons, corps mort, cales de halage...) et du matériel (abris, halles de ramendage, ...)

Les sites de débarquement seront dotés d'équipements de prise en charge des débarquements, ainsi que d'équipements d'accueil des navires et du matériel des pêcheurs locaux.

Les havres de pêche seront équipés pour accueillir les navires et matériel de pêcheurs locaux

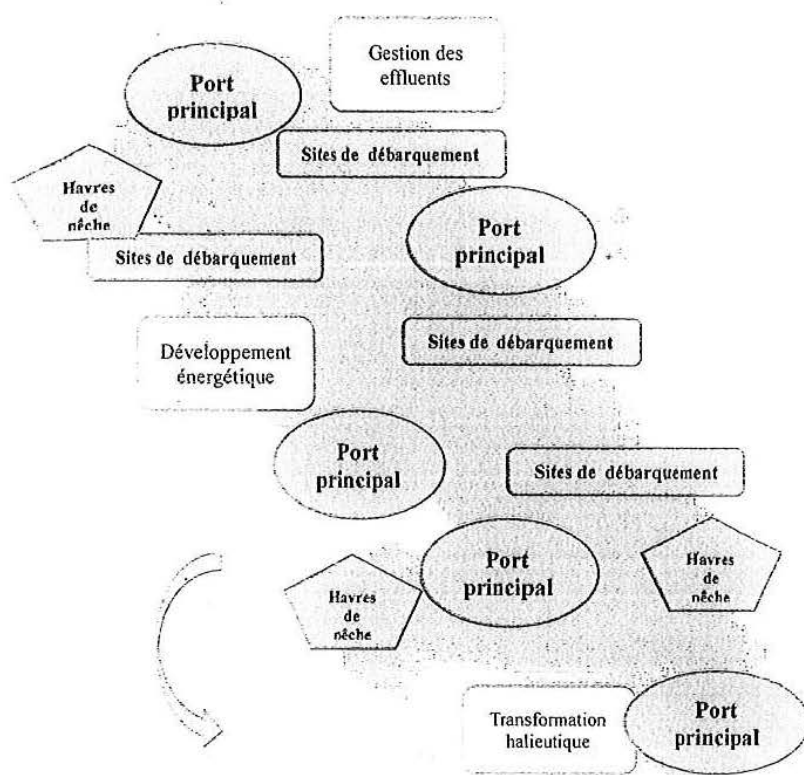
Cette opération de rationalisation permettra d'offrir les meilleures conditions de travail à tous, tout en créant autour des ports principaux, de véritables bassins de production et de vie économique.

III.2.4. En lien avec la Plateforme pour l'emploi la réactualisation du Contrat d'Etudes Prospectives permettra de redéfinir le référentiel de formation et d'anticiper l'émergence des métiers découlant nécessairement du développement de l'économie de la Mer.

Cela s'organisera sur la base d'un partenariat consolidé entre les structures de formation (UA, Ecole Maritime, Ecole de la 2^e chance, RSMA).

Il faut envisager une vraie refonte des dispositifs de formation pour à la fois intégrer les nouvelles dynamiques des métiers classiques comme la pêche ou l'aquaculture, et conforter l'accès à toutes les formations qualifiantes correspondant à l'ensemble des métiers recensés, et attirer ainsi les nouvelles générations.

Cette réorganisation aura l'avantage de donner un véritable coup de modernité à la mer et à l'économie martiniquaise. Tout en permettant de redynamiser certains bourgs en créant de véritables espaces de vie dans les ports principaux et les sites de débarquement, elle offre l'opportunité de déployer des activités de production et transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, réduisant d'autant le rapport consommation/importation et le déficit écologique. Elle permet également une inscription évidente de la Martinique à l'international en exploitant les opportunités liées à l'ouverture des routes maritimes, la spécialisation dans des programmes de recherche d'envergure planétaire ou le développement de nouvelles spécialisations stratégiques telles que le développement énergétique.



Routes maritimes

III.3 Adosser le tourisme au patrimoine

La Martinique propose aujourd'hui, dans un contexte de vive concurrence, une offre touristique arrivée à maturité. Face à des destinations, y compris ses voisines, jugées plus agressives, elle n'arrive pas suffisamment à se démarquer.

Avec un parc hôtelier vieilli et des produits touristiques d'une originalité moyenne, les politiques mises en œuvre n'ont pas permis de juguler durablement la crise qui frappe le secteur depuis plusieurs décennies maintenant.

Les questions de la saisonnalité et de la desserte aérienne souvent évoquées sont à appréhender et à traiter dans une approche globale incluant l'ensemble des paramètres.

Le secteur est en effet fragilisé par un déficit de performance, entraînant une faible attractivité économique pour investisseurs et compagnies aériennes. En l'absence de pôles touristiques majeurs, et d'une faible structuration des filières, la destination Martinique souffre d'une faible lisibilité sur le marché international.

Une hôtellerie faiblement performante

Le poids de la masse salariale grève la rentabilité des établissements hôteliers.

Ainsi une femme de chambre à Sainte-Lucie, en République Dominicaine ou à la Barbade a un salaire mensuel qui oscille entre 150 et 350 € / mois [Source : Rapport KPMG].

A cela s'ajoute la rigidité de la législation du travail, la lourdeur de la fiscalité, et une parité euro/dollar défavorable.



Source : Rapport KPMG pour GHIDOM, 2013

La quasi-totalité de la grande hôtellerie est déficitaire. Elle présente une situation financière dégradée et des performances hôtelières inférieures à celles des pays voisins.

Les écarts de performances constatés entre la Martinique et les destinations voisines ne cessent de s'accroître.

Ainsi s'agissant du taux d'occupation en Martinique, l'écart de 10 points par rapport à la Caraïbe en 2011 (62% en Caraïbe contre 52% en Martinique) a doublé en 2015 (69% contre 49%)

De même, s'agissant du chiffre d'affaires l'écart de 25€ (74€ en Caraïbes contre 49 € en Martinique) a presque triplé (119€ contre 48€) entre 2011 et 2015.

Indicateurs de performance dans l'hôtellerie caraïbe/Martinique

	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'occupation					
Caraïbes	62%	66%	67%	68%	69%
Martinique	52%	47%	54%	52%	49%
CA par chambre louée					
Caraïbes	120€	137€	140€	147€	172€
Martinique	94€	96€	94€	94€	99€
CA par chambre disponible					
Caraïbes	74€	91€	94€	100€	119€
Martinique	49€	45€	51€	49€	48€

Sources : CTO, Ziléa

Cela explique le peu d'engouement des grandes enseignes et marques internationales (en dehors des gros porteurs Club Med et Pierre et Vacances) pour la Martinique et la fermeture depuis 2008 de six grands hôtels 3 étoiles et 4 étoiles (Leyritz, Kalenda, Anchorage, Anse Caritan, Domaine de Sainte Marie, Diamond Rock) correspondant à la suppression de 1 000 chambres et 600 emplois directs.

Une faible structuration avec le reste de l'économie

Les filières touristiques faiblement structurées, exposent les très petites entreprises à une concurrence grandissante des places étrangères, (notamment sur des secteurs ouverts comme la plaisance ou la croisière), où à la concurrence de l'activité informelle pour des secteurs « fermés ».

Il s'ensuit que le tourisme profite de manière marginale à l'économie martiniquaise, cette situation étant amplifiée par le faible maillage avec les autres secteurs de l'économie (agriculture, pêche).

Le tourisme participe à 9% (Part directe et indirecte) du PIB martiniquais (contre 30 à 70% dans certains pays de la Caraïbe). Son effet d'entraînement ne cesse de diminuer. Ainsi, la Branche hôtellerie – restauration passe de 2,1 % de la valeur ajoutée totale (soit 150,2 millions d'euros) en 2010 à 1,9% (soit 139 millions d'euros, en 2015).

Et les effectifs salariés ne représentaient qu'à 4,3% du total des salariés, 6,4% des entreprises et 7,6% des créations d'entreprises en 2015.

L'absence d'attractivité territoriale

Un certain nombre pôles touristique ont été prévus dans le Schéma d'Aménagement Régional (SAR). Ces sites prévus pour accueillir des infrastructures touristiques, ou pour aménager des espaces ayant vocation à rester naturels ou à installer des équipements de loisirs n'ont pas à ce jour vu le jour.

Un faible niveau de qualification

En effet, même si le nombre de jeunes diplômés a augmenté ces dernières années, on note cependant une faible intégration dans l'emploi touristique de ces jeunes diplômés.

Alors même que le tourisme, compte tenu des nouvelles tendances et des nouveaux comportements du touriste, reste encore une vraie voie d'intégration professionnelle.

Ces problématiques deviennent d'autant plus prégnantes que le tourisme martiniquais doit faire face aujourd'hui à un certain nombre de mutations : de nouveaux marchés cibles avec la croissance de la part des seniors, de la classe moyenne dans la clientèle touristique ; de nouvelles destinations plus compétitives qui émergent ; de nouvelles attentes des clientèles et de nouvelles tendances (recherche d'authenticité, retour à la nature, hébergements insolites...) ; des mutations environnementales et de nouveaux enjeux notamment sur les zones côtières ; l'émergence d'usages numériques avec de nouvelles formes de consommation de voyages....

L'enjeu fondamental aujourd'hui est donc celui du positionnement stratégique de la destination Martinique sur des créneaux porteurs, l'objectif étant de se différencier par une offre diversifiée et structurée autour de filières d'excellence pour garantir une meilleure attractivité du territoire.

Aussi, s'inspirant de la définition du tourisme durable¹⁰, et s'appuyant sur les leviers définis pour le nouveau modèle, la déclinaison du tourisme durable martiniquais reposera sur les orientations stratégiques fondamentales suivantes :

- Préserver et protéger la richesse environnementale, l'authenticité socio-culturelle, la richesse architecturale, les valeurs traditionnelles pour en faire des éléments pérennes de différenciation du tourisme martiniquais ;
- Garantir des activités viables à long terme, gage de meilleure rentabilité
- Structurer autour de filières d'excellence, gage de compétitivité
- Veiller à une répartition équitable des aménagements sur l'ensemble du territoire, gage d'attractivité territoriale
- Offrir à tous les acteurs des opportunités d'emploi et de revenus stables qui garantissent des retombées socio-économiques équitablement réparties, gage de meilleure cohésion sociale

III.3.1 Protéger et valoriser la richesse patrimoniale, l'authenticité socio-culturelle, la richesse architecturale, les valeurs traditionnelles.

L'action prioritaire consistera en la protection et la mise en valeur patrimoine naturel, bâti, mobilier, immatériel et culturel

La préservation de l'intégrité physique et du caractère attrayant des paysages, la valorisation des sites terrestres et marins devra être assurée, dans le cadre d'un partenariat étroit avec le Parc Naturel de la Martinique (PNM) et toutes autres instances en charge de la protection de l'environnement.

¹⁰¹⁰ Définition du tourisme durable prônée par l'Organisation Mondiale du Tourisme : « faire un usage optimal des ressources environnementales...élément clé du développement du tourisme, en préservant les processus écologiques essentiels et en contribuant à la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité. »...et « respectant l'authenticité socioculturelle des communautés d'accueil, conserver leur patrimoine culturel bâti et vivant, ainsi que leurs valeurs traditionnelles... »...et en « garantissant des activités économiques viables à long terme en apportant à tous les acteurs des retombées socio-économiques équitablement réparties, notamment des possibilités d'emploi et de revenus stables ... »

En lien avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique et en cohérence avec l'objectif de la structuration de la filière « Bien-être – Nature », un plan d'action privilégiera l'équipement et l'aménagement de sites naturels et de sentiers pour assurer l'accueil du public, la préservation, restauration et valorisation de la biodiversité et des paysages, dans le respect des équilibres écologiques

Respecter et mettre en valeur le patrimoine historique, les cultures authentiques, les traditions culturelles, les arts et l'artisanat et autres activités créatives constituera également une priorité. Un travail de recensement et de classement de ce patrimoine immatériel soutenue par une démarche de mise en cohérence des différentes labellisations (« Ville et pays d'Art et d'Histoire », « Jardins Remarquables », Maisons des Illustres ») et alimenté par un appel à candidatures permettra de construire ou de découvrir des originalités touristiques.

Les menaces environnementales (effets du changement climatique, comme l'élévation des niveaux des mers, l'augmentation de la fréquence et de la violence des marées et des tempêtes, l'érosion des plages et la réduction des possibilités d'aménagement en zones côtières, le blanchissement du corail), fragilisent les atouts naturels qui faisaient jusque-là la notoriété de la Martinique.

Elles doivent être anticipées, notamment dans le cadre la gestion intégrée des zones côtières (GIZC), démarche réunissant tous les acteurs de l'aménagement, de la gestion et de l'exploitation des côtes, et facilitant ainsi la gestion des problématiques. Sont notamment prévues l'élaboration des outils de connaissance, d'évaluation et de modélisation de l'évolution du trait de côte, des outils pour l'amélioration de la qualité des eaux de baignade ou de requalification de l'état écologique de l'eau.

III.3.2 Garantir des activités viables à long terme

Le tourisme pourrait être l'un des moteurs de la croissance économique de la Martinique.

Mais une image standardisée, orientée principalement sur le balnéaire, se traduit par une saisonnalité marquée de la Destination qui fragilise les structures touristiques.

Un rapport qualité-prix défavorable, un régime fiscal inadapté, impacte négativement le niveau de compétitivité, diminuant l'attractivité économique pour les potentiels investisseurs et les compagnies aériennes.

La Martinique reste encore par ailleurs très en retrait par rapport aux marchés concurrents, s'agissant de l'utilisation du numérique dans sa stratégie de commercialisation.

L'objectif est aujourd'hui, au regard des nouvelles tendances et des nouveaux comportements de consommation touristique, de requalifier économiquement le tourisme martiniquais pour le positionner durablement sur le marché international.

L'action prioritaire consistera en la déclinaison du Label Martinique reflétant la différenciation du produit Martinique, soit en s'adossant à une marque dont la notoriété n'est plus à faire (UNESCO, Villes et pays d'histoire, Grandes Randonnées...) soit en conceptualisant une marque ombrelle cohérente qui définisse l'Identité Martinique,

L'objectif est de décliner *une image positive et cohérente* qui fasse concorder la nature et la

qualité des prestations offertes et l'image proposée. L'attrait de l'environnement naturel et culturel, le niveau de bien-être garanti par un bon niveau de sûreté et de sécurité, l'assurance d'un art de vivre et d'une qualité de vie devront être des éléments clés de cette différenciation.

Pour relever le niveau de performance des structures touristiques et améliorer le niveau d'attractivité économique, plusieurs dispositifs sont envisagés :

L'évaluation des outils existants (subventions, exonérations fiscales et sociale, CICE....) permettra de mieux vérifier leur pertinence et de trouver les bases argumentaires pour négocier avec les instances nationales et européennes les dispositifs les plus adéquats.

Mais d'ores et déjà, un certain nombre d'outils seront reconfigurés pour mieux accompagner l'entreprise touristique.

L'accent sera mis sur *un nouvel accompagnement des entreprises en difficulté*, sur la base d'un audit circonstancié permettant de bien identifier les sources de la difficulté et d'accompagner l'entreprise par un plan de restructuration adapté. Sera également privilégié l'accompagnement *à la structuration par grappes*, permettant aux entreprises de mutualiser les moyens, assurant ainsi un meilleur niveau de rentabilité. Des dispositifs collectifs pour les fonctions support des entreprises, type groupements d'employeurs, plateformes d'approvisionnement seront privilégiés.

Une attention marquée sera portée à la branche de l'hôtellerie avec la création *d'une foncière tourisme*.

Cet outil dédié, doté d'une capacité financière évolutive en fonction des opérations devra être capitalisé par des investisseurs institutionnels (BPI, CDC...), qui auront pour mission première de rechercher des investisseurs suivant des modalités d'équilibre et de rentabilité.

Il sera couplé avec un *dispositif de labellisation des infrastructures touristiques* s'appuyant sur des démarches qualité pour les hébergements touristiques sous forme de package (investissement, formation, commercialisation, communication, environnement), avec le cas échéant et, en lien avec l'AFD, l'étalement du remboursement de la dette fiscale et sociale.

Il faudra aussi, pour garantir la viabilité et la compétitivité des destinations et des entreprises du tourisme, mieux comprendre l'environnement économique. *Un Observatoire* permettra de mieux d'identifier les marchés rentables à long terme, d'identifier les attentes des clients potentiels, de s'adapter aux tendances et à l'évolution des habitudes et des goûts des clients.

L'ambition par la mise en place de ces différents outils, est dans tous les cas, et selon les principes de la durabilité, de rompre avec la culture de dépendance à l'égard des aides financières et de donner progressivement aux entreprises à terme une autonomie financière.

Pour faire du numérique un atout stratégique de commercialisation, des initiatives fortes seront prises pour prendre en compte les nouvelles formes de consommation des voyages et faire émerger des nouveaux services aux visiteurs.

Les espaces numériques seront enrichies par un site internet d'envergure internet avec des espaces thématiques dédiés créés en fonction des spécificités des cibles.

Les moyens numériques (réseaux sociaux et mobiles) seront priorisés sur l'ensemble du parcours du touriste, et les supports numériques optimisés

Pour garantir ces différents outils aux très petites entreprises individuelles, le principe d'un partenariat sera acté avec le Comité Martiniquais du Tourisme

Garantir une meilleure accessibilité par l'ouverture du ciel martiniquais

La priorité reste au marché français qu'il conviendra de renforcer, avec pour *la Province*, un test de programmation permettra de lancer des liaisons directes saisonnière à partir de certaines villes (Marseille, Bordeaux...).

S'agissant de l'Europe, l'objectif est de développer une liaison directe même saisonnière entre la Martinique et les marchés émetteurs. On ciblera les marchés Européens à fort potentiel (Allemagne, Grande Bretagne, Europe du Nord) en mettant plus particulièrement en exergue le contexte géopolitique favorable au développement de la destination Martinique considérée comme sûre.

En ce qui concerne les USA, il s'agira de pérenniser les dessertes actuelles et de mettre en place une programmation annuelle sur les liaisons saisonnières, tout en développant des dessertes au départ de nouvelles villes, et en intégrant une offre low cost à l'offre des compagnies régulières. Les liaisons aériennes directes saisonnières entre New York, Boston et Washington développées par Norwegian et qui participent déjà à l'amélioration de la notoriété de la destination seront privilégiées.

Pour l'Amérique du sud, l'objectif est d'améliorer la connectivité entre la Martinique et les pays émetteurs d'Amérique du Sud ayant du potentiel et notamment l'Argentine, le Chili, et le Brésil.

Les actions prioritaires pour la Caraïbe devraient permettre d'intensifier les flux entre la Martinique et les autres îles, de favoriser les contrats multi-destinations, d'identifier les alliances possibles entre opérateurs. Il conviendra par ailleurs de mettre à profit les nouvelles opportunités telles que la recherche, par les transporteurs caribéens, de nouveaux modèles pour pérenniser leurs activités. Le développement, dans ce cadre, de la croisière tête de ligne au départ de la Martinique constitue un moteur de mobilité intra-caribéenne à privilégier.

Ce volontarisme sera décliné sur les destinations identifiées en étroite collaboration avec la SAMAC et le Comité Martiniquais du Tourisme. Il sera conforté par une réflexion pour développer le concept de contrats multi-destinations et pour identifier, dans cette perspective, les alliances possibles entre opérateurs permettant d'alléger et d'harmoniser le cadre réglementaire (droits de trafic).

III.3.3 Structurer les filières est indispensable pour renforcer la contribution du tourisme à l'économie martiniquaise

Il est prévu à cet effet l'accompagnement à la constitution de grappes de tourisme et au financement de projets collaboratifs ou collectifs, source d'amélioration de la compétitivité.

Plusieurs filières ont d'ores et déjà clairement identifiés par les professionnels : « Bien-être Nature » ; « Saveurs, Gastronomie et Spiritourisme » ; « Croisière » ; « Plaisance » ; « Culture, Cinéma et Musique » ; « Affaires »

La filière Bien-Être Nature à consolider

La Martinique bénéficie de sites terrestres et marins d'une beauté exceptionnelle dont la valorisation peut contribuer à améliorer sa notoriété et sa visibilité à l'international.

L'objectif est de tirer parti de ce potentiel par la mise en place d'une stratégie offensive de protection et de valorisation.

Dans le cadre de la structuration de la filière « Bien-être – Nature », un plan d'action d'équipement et d'aménagement de sites naturels et de sentiers pour assurer l'accueil du public dans le respect des équilibres écologiques. Cette action sera parallèlement accompagnée d'opérations de restauration et de valorisation de la biodiversité et des paysages, et de préservation, notamment des zones côtières.

La filière Saveurs : Valoriser la Gastronomie, le spiritourisme

Les savoir-faire artisanaux et industriels (chocolat, rhum AOC, produits agro-alimentaires, etc.), ont un potentiel touristique non encore pleinement exploité.

Ces saveurs seront désormais les marqueurs de la Destination, avec une touche spécifique sur le Spiritourisme, le rhum et son label AOC

Cette action pourra s'appuyer sur la « Route des Saveurs, Paysages et des Savoirs-faire Maritime » déjà développée dans le cadre du programme Odyssée porté par la Communauté de l'Espace Sud, et ayant pour but de faire des produits issus de savoirs-faire uniques, des ambassadeurs de la Martinique.

La filière Croisière : une carte à jouer

Compte de la tendance à l'augmentation du nombre de croisiéristes, *la capacité d'accueil des infrastructures portuaires devra nécessairement augmenter* pour toucher de nouveaux segments de clientèle et renforcer l'attractivité.

Les conditions d'accueil des croisiéristes en optimisant l'offre de produits de découverte à partir des ports de plaisance ou des zones de mouillage organisés pour faire découvrir la Martinique sur des thématiques variées (culture, gastronomie, identité...) et se fera en lien *le projet Odyssée dans toutes ses dimensions avec les 5 thématiques d'escales* pour favoriser l'itinérance culturelle, gastronomique, artisanale, patrimoniale, et mer& Terre.

La filière Plaisance : un potentiel à exploiter

La priorité consistera en la mise en place ou la pérennisation d'outils partagés en faveur du développement et de la structuration de la filière : une commission « nautisme » réunissant les acteurs publics et privés, un schéma du développement du nautisme comprenant notamment un plan de développement des ports (y compris à sec) et un plan « gestion des mouillages », un observatoire, une bourse de l'emploi, des solutions de formation...

Les initiatives publiques et privées seront soutenues pour améliorer l'attractivité et la qualité des ports de plaisance, ou des mouillages de la Martinique.

Des outils pour améliorer la compétitivité du secteur (fiscalité des carburants, fiscalité des matériels, régime de TVA...) seront négociés en utilisant tous les leviers disponibles (réglementaires, législatives...)

La pratique d'activités nautiques sera encouragée en même temps que seront développées des

passerelles, en termes de pratique et de formation, entre la voile traditionnelle et la plaisance ainsi qu'avec l'ensemble des activités nautiques.

Des manifestations d'envergure internationale autour de rendez-vous incontournables seront organisées pour faire de la Martinique une Destination Voile incontournable.

Filière Culture et Sport : des valeurs littéraires, artistiques, architecturales, des manifestations sportives et culturellesà exploiter

L'expression culturelle martiniquaise (musicale, danse, arts visuels, théâtre, ...), littéraire (Césaire, Fanon, Glissant...) et sportive (Course des Yoles, Grand Raid, Pêche sportive, Régates....) est indéniablement vive et multiple

Une véritable politique stratégique permettra des mettre en valeur ces différentes valeurs pour en faire des vecteurs de notre image à l'extérieur.

Cette politique sera nécessairement établie en partenariat étroit avec l'ensemble des structures culturelles (Conservatoire, Médiathèque, salles de spectacles), les ligues et organisations sportives, les compagnies aériennes (pour la formulation de pack-vacances thématiques par exemple) et les médias (pour des émissions culturelles pour promouvoir les manifestations à l'extérieur)

Le Tourisme d'Affaires, une filière à consolider à partir des autres filières

L'ensemble de cette structuration pourra être mise à profit du tourisme d'affaires, déclinaison du tourisme naturel, culturel, architectural, gastronomique...

III.3.4 L'aménagement de zones dédiées au tourisme est capital pour la durabilité du tourisme car permet de respecter l'orientation voulue pour le développement du tourisme, de limiter d'autres formes de développement qui pourraient être préjudiciables à la viabilité économique du tourisme à court ou long terme, et surtout de créer de vrais pôles d'attractivité. Ces aménagements seront réalisés et prescrits suivant les critères déjà définis par le Schéma d'Aménagement Régional (SAR)/ Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM).

Dans ces zones, l'incitation au regroupement d'entreprises de tourisme et d'activités connexes facilitera la création souhaitée de plateformes de mutualisation ou de groupements d'employeurs.

La création et l'équipement des espaces d'aménagement touristiques nouveaux, ont vocation à accueillir des infrastructures développées autour ou à partir d'un équipement hôtelier structurant correspondant au concept de station touristique pour les sites suivants : Pointe Faula et Macabou pour la commune du Vauclin ; Grande Anse pour la commune des Anses d'Arlet

Les espaces ludiques liés à la mer, c'est-à-dire des espaces ayant vocation à rester naturels pourront parfois faire l'objet d'aménagements plus lourds pour favoriser la pratique d'activités nautiques et ludiques. Les sites ayant vocation à recevoir des installations de loisirs liés à la mer sont : l'Arrière plage des Salines et Pointe du Marin sur la commune de Sainte Anne, le littoral de Grande Anse sur la commune des Anses d'Arlet ; le littoral de Spoutourne pour la commune de Trinité

La restructuration des zones touristiques anciennes est également envisagée. Ces zones concernent les stations touristiques traditionnelles de Pointe la Cherry sur la commune du Diamant ; Anse à l'Ane et la Pointe du Bout sur la commune des Trois Ilets ; Pointe du Marin sur la commune de Sainte-Anne.

La réhabilitation des joyaux territoriaux par les « Grands Chantiers Touristiques »

Une vingtaine de sites touristiques ou de bâti à vocation touristique font partie du patrimoine de la CTM, dont La Pagerie, le Golf, le Fonds St Jacques, le CDST, l'Hippodrome de Carrère... Ces sites territoriaux présentent un potentiel de développement important en raison de la qualité de leur site et de leur environnement. Ils pourront faire l'objet de grands chantiers d'insertion territoriaux.

III.3.5 Pourvoir pour chacun et chacune des opportunités d'activités et d'emploi assurant des retombées économiques.

Pour rendre lisible toutes ces évolutions, une politique offensive de sensibilisation, de qualification et de professionnalisation sera déployée pour mieux faire connaître l'ensemble des métiers du tourisme et la diversité des parcours potentiels dans ce secteur.

En lien avec l'Education Nationale et les acteurs de la formation, l'adaptation des programmes d'éducation et de formation devraient permettre les nouvelles disciplines en lien avec les métiers identifiés.

Sur la base de l'actualisation du Contrat d'Etudes Prospectives et de l'élaboration d'une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales, le plan de formation et de professionnalisation des acteurs devra décliner une approche métiers et une approche transverse (pratique des langues, services à la clientèle, e-tourisme...).

Une attention particulière sera apportée au développement de la formation des jeunes et des demandeurs d'emplois pour la découverte des métiers du tourisme par les immersions en entreprise et en expérimentant de nouvelles formes d'alternance.

Ces différentes actions seront dynamisées par un outil permettant d'assurer le renouvellement des générations dans les meilleures conditions : l'Engagement Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC).

Des partenariats forts devront être tissés avec le Rectorat et l'Université des Antilles pour conforter la spécialisation « tourisme » dans les programmes de formation secondaire et universitaire et mettre en place des formations continues diplômantes et parvenir à un cursus complet délivrant des qualifications allant du Bac pro au master du tourisme.

Cette action devra nécessairement se mettre en place par le biais de la Plateforme pour l'emploi, créée pour assurer une meilleure synergie entre ceux qui créent l'emploi et ceux qui forment.

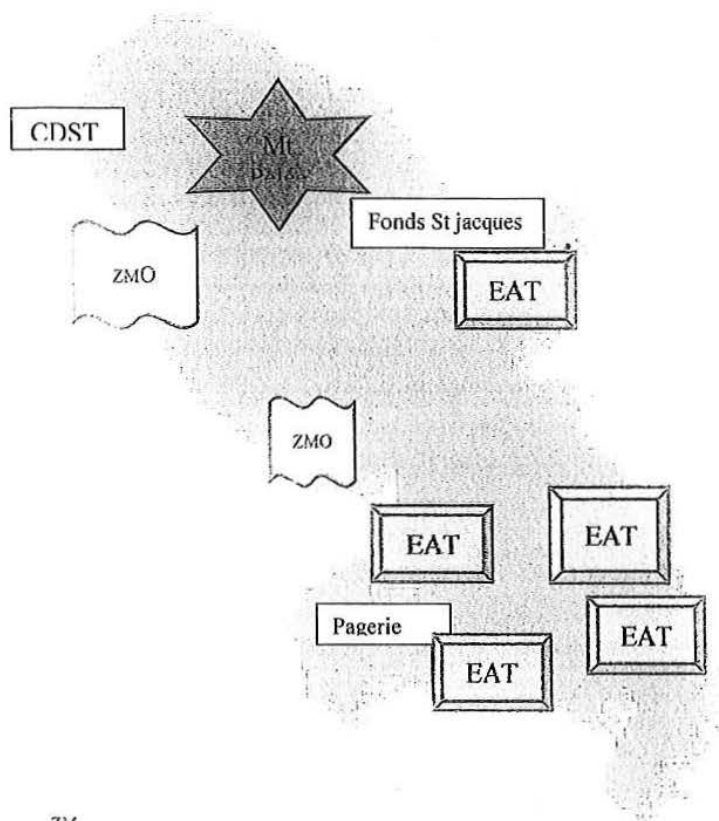
Pour tendre vers une plus grande équité sociale, et assurer des retombées économiques à tous, des actions seront initiées pour associer plus directement les plus défavorisés à la fourniture de biens et services, en encourageant les entreprises de tourisme à prêter davantage attention à la nature de leurs intrants.

La mise en place de flux d'approvisionnement, en lien avec les relais logistiques régionaux et les bassins portuaires, les pôles artisanaux prévus pour accompagner les exploitants agricoles et les marins-pêcheurs et les artisans à approvisionner en produits, en quantité et en qualité, devrait faciliter la mise en œuvre de cette mesure.

Pour tendre vers une intégration progressive des activités informelles, on développera les actions de développement des capacités, d'intégration à des démarches qualité, tout type d'action permettant potentiellement de rendre plus visibles des talents.

Elles pourront être couplées avec des incitatifs pour encourager la création de petites entreprises de tourisme individuelles ou collectives, ou découler de partenariats envisagés entre entreprises sociales et entreprises classiques

L'objectif est de rechercher une répartition large et juste des bénéfices économiques et sociaux du tourisme dans l'ensemble de la population, en améliorant les opportunités d'emploi, les revenus et les services proposés à la fois aux personnes qualifiées et aux populations les plus fragilisées.



Cette nouvelle organisation portée par un label durable différenciant, donne une cohérence d'action. Elle permet d'optimiser le foncier et de réaménager le tourisme de manière équitable, autour d'activités traditionnelles et innovantes. Pensée autour de filières et suivant des logiques de mutualisation et de rationalisation, cette stratégie permet d'améliorer la rentabilité globale des activités et devrait assurer une meilleure attractivité territoriale pour les touristes et les investisseurs martiniquais comme pour les touristes et investisseurs étrangers.

CONCLUSION GENERALE

C'est donc autour de la dualité entre l'ancrage des activités sur le territoire d'une part et l'inscription à l'international d'autre part, que doit se construire le nouveau modèle de développement économique de la Martinique.

La recherche de l'équilibre entre les différentes dimensions environnement, économique, territoire et emploi permet d'intégrer les critères fondamentaux que sont la prise en considération de toutes les franges de la population, la valorisation encadrée de la richesse environnementale, dans le cadre d'un aménagement équilibré.

Ce modèle devrait donc permettre d'évoluer vers un développement plus solidaire et plus durable.

Durable parce qu'il oblige la Martinique à une démarche permanente de protection et de valorisation de son patrimoine naturel, de son authenticité socio-culturelle, sa richesse architecturale, ses valeurs traditionnelles, garantie par un label.

Durable parce qu'il permet, en s'adossant aux notions de bassins de production, de zones portuaires, d'espaces d'aménagement touristiques, de garantir par la mutualisation numérique et la mise en cohérence des moyens humains, financiers, logistiques et d'innovation, de mieux garantir des activités viables à long terme.

Durable parce qu'en privilégiant l'intégration des filières articulant activités primaires et activités de transformation, il permet à la Martinique de contenir les importations et de réduire son déficit écologique.

Progressivement, ces éléments synonymes de meilleure attractivité territoriale, devraient permettre de susciter les investisseurs martiniquais et internationaux.

Solidaire, parce qu'en déployant des activités dans les bassins économiques, ce modèle engage la Martinique à la création d'emplois sur l'ensemble du territoire et permet d'envisager à terme la diminution de la fracture territoriale.

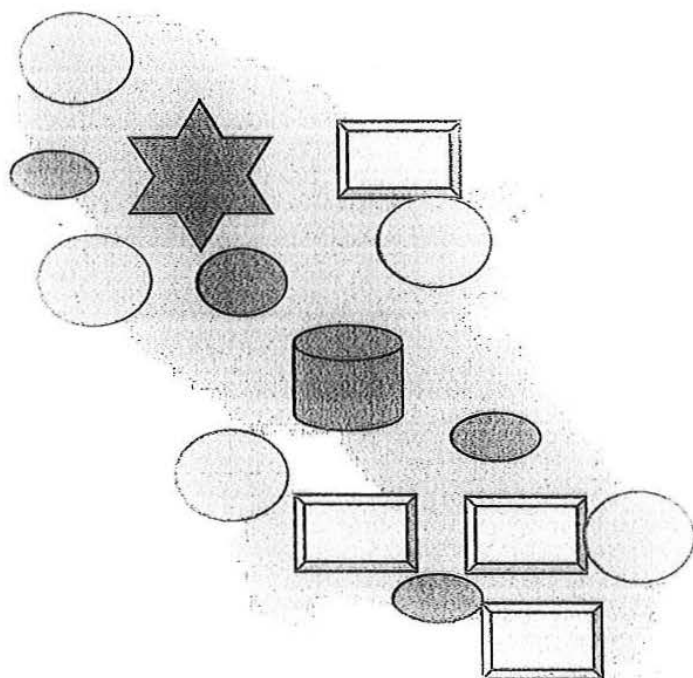
Solidaire, parce qu'en privilégiant le développement de filières autour de la valorisation encadrée du patrimoine, il génère des possibilités d'emplois pour toutes les strates de qualification.

Solidaire parce en améliorant l'employabilité des qualifiés et des moins qualifiés, il peut tendre progressivement à une diminution des inégalités de revenus et à une répartition plus équitable des retombées socio-économiques.

Progressivement l'ancrage des filières dans des bassins économiques, alimentés par l'innovation et le numérique, permettront de tendre vers la diminution, voire la disparition de la fracture territoriale et de la fracture sociale.

Les politiques pour garantir la mise en œuvre de ce nouveau modèle de développement durable et solidaire, pour être pertinentes et efficaces devront nécessairement s'appuyer sur les relais territoriaux institutionnels et professionnels, en maximisant toute mutualisation des moyens humains, financiers et logistiques, l'objectif étant d'améliorer l'impact social, économique et territorial des grandes orientations stratégiques retenues.

La dimension partenariale et infra-territoriale, source de proximité et de meilleure accessibilité, devrait se traduire par une mise en œuvre de meilleure qualité.



LE NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE DE LA MARTINIQUE

ANCERER DES
ACTIVITES POUR
AMENAGER
DURABLEMENT
LE TERRITOIRE

Orienter les financements
vers la structuration des
filieres

Valoriser
l'environnement

- Direction environnement
- Direction EPR
- Direction des sites et paysages
- Direction mer

Organiser autour de
bassins de production

La
Martinique

Se tourner
vers la mer

- Direction environnement
- Direction filière
- Direction zone portuaire
- Direction aéroport

STRUCTURER DES
FILIERES A FORTE
VALEUR AJOUTEE
POUR S'INSCRIRE
A
L'INTERNATIONAL

Elever le niveau de
performance globale et
améliorer l'employabilité

Adresser le
tourisme au
patrimoine

- Direction développement
- Direction EPR
- Direction Epave-Tourisme
- Direction culture

EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE LA MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-171-1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2017
Date de réception préfecture : 30/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-171-1

AFFICHAGE LE : - 3 JUL. 2017

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU CADRE DE L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (pouvoir donné à Lucien RANGON), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Maryse PLANTIN), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;



ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret relatif au cadre de l'action extérieure des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-173-1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2017
Date de réception préfecture : 30/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-173-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 JUIL. 2017

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX MODALITÉS DE CALCUL ET AUX DISPOSITIFS D'EXONÉRATION DES COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS NON AGRICOLES EN OUTRE-MER

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (pouvoir donné à Lucien RANGON), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Maryse PLANTIN), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis défavorable sur le projet de décret relatif aux modalités de calcul et aux dispositifs d'exonération des cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants non agricoles en outre-mer.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-174-1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2017
Date de réception préfecture : 30/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **- 3 JUL. 2017**

DÉLIBÉRATION N°17-174-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA REVALORISATION DU REVENU DE SOLIDARITÉ EN GUADELOUPE, EN GUYANE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, ET DANS LES COLLECTIVITÉS DE SAINT-BARTHÉLÉMY, SAINT-MARTIN ET SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (pouvoir donné à Lucien RANGON), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Maryse PLANTIN), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2017-569 du 19 avril 2017 pris en application de l'article L. 322-10-1 du code de l'énergie ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 9 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

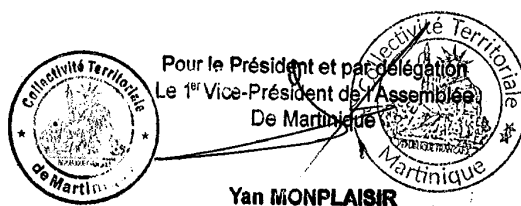
ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret relatif à la revalorisation du revenu de solidarité en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, et dans les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017. /


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-175-1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2017
Date de réception préfecture : 30/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-175-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 JUIL. 2017

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU BAIL RÉEL SOLIDAIRE

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michèle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (pouvoir donné à Lucien RANGON), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Maryse PLANTIN), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 12 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

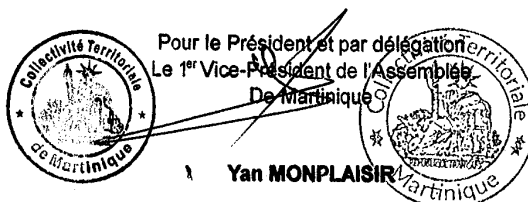
ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret relatif au bail réel solidaire.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-177-1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2017
Date de réception préfecture : 30/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-177-1

AFFICHAGE LE :

– 3 JUL. 2017

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET N° 2017-524 DU 11 AVRIL 2017 RELATIF AUX COMMISSIONS DE RÉFORME DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Maïeulle CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (pouvoir donné à Lucien RANGON), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Maryse PLANTIN), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

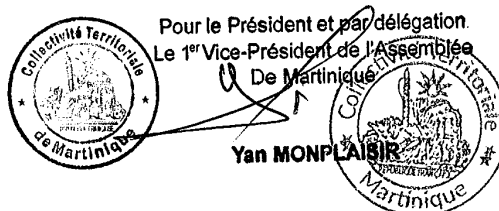
ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret n° 2017-524 du 11 avril 2017 relatif aux commissions de réforme des pensions militaires d'invalidité.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation.
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-185-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N°17-185-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À CONSTRUCTYS ANTILLES GUYANE POUR LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET DES QUALIFICATIONS DES SALARIÉS DU BTP

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail et notamment sa 6^{ème} partie « la formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 214-12 ;

Vu les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n°94-153 du 16 février 1994 relatif au transfert de compétences aux régions en matière de formation professionnelle ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis du Conseil d'Administration de CONSTRUCTYS Antilles Guyane portant sur la nécessité d'accroître l'effort de formation de la branche pour favoriser le développement des compétences des salariés, l'employabilité des jeunes et des demandeurs d'emploi et l'attractivité des entreprises de la branche ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 11 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP et réseaux numériques le 12 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent cinq mille sept cent quatre-vingt-un euros quatre-vingt six centimes (105 781,86 €) est accordée à CONSTRUCTYS ANTILLES-GUYANE, l'organisme paritaire agréé de la construction, pour le cofinancement du « projet de développement des compétences et des qualifications des salariés du BTP » conformément au tableau ci-dessous :

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	ANNÉE
105 781,86 €	63 469,11 €	2017
	42 312,75 €	2018

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier mentionné à l'article 1, et est versée à l'attributaire selon les modalités prévues par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



Annexe à la délibération n°17-185-1



**CONVENTION CADRE PROFESSION DU BTP EN MARTINIQUE POUR LE
DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION POUR L'ENRICHISSEMENT DES
COMPETENCES DES SALARIES ET LA MODERNISATION DES ENTREPRISES
DU BTP**

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 6e partie «La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu le Code de l'Education, notamment son article L. 214-12 ;

Vu les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la loi du 13 août 2004 n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le décret n° 83.804 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;

Vu la délibération n°16-418-1 des 15 et 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu l'avis du Conseil d'Administration de CONSTRUCTYS Antilles Guyane du xxxxxx portant sur la nécessité d'accroître l'effort de formation de la branche pour favoriser le développement des compétences des salariés, l'employabilité des jeunes et des demandeurs d'emploi et l'attractivité des entreprises de la branche,

Vu le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013 ;

ENTRE LES SOUSSIGNES

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 50601, 97261 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité » d'une part,

Et

CONSTRUCTYS ANTILLES-GUYANE, sis ZI la Lézarde voie n°1, Immeuble Les Amandiers, 97232 LE LAMENTIN

Représenté par Monsieur _____, Président et Monsieur _____ Vice Président, d'autre part,

A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

PREAMBULE

Le secteur du BTP est un secteur clé de l'économie martiniquaise pesant environ 7% de l'emploi total. Pour autant il est fragilisé car il subit des tensions budgétaires de la part des maitres d'ouvrage de Martinique. D'autres problématiques structurelles (travail illégal, raréfaction du foncier...) viennent aggraver la situation économique du secteur.

Toutefois, les mutations démographiques, socio-économiques, réglementaires et technologiques devront permettre aux professionnels de s'adapter, de se professionnaliser rapidement pour faire face aux marchés qui compte tenu des exigences nouvelles sont de plus en plus pointus.

De surcroît, le secteur du BTP bénéficie de nombreuses opportunités et compte tenu de son poids économique au niveau du territoire, il est urgent de travailler sur des enjeux importants en matière de formation et d'emploi afin de rendre performantes les entreprises.

Les entreprises doivent plus que jamais s'inscrire dans une démarche de progrès visant à systématiquement travailler sur des axes de gestion de ressources humaines pour accompagner toutes ces mutations et rester compétitives.

La réforme de la formation professionnelle issue de la loi du 5 mars 2014 introduit un changement de paradigme, supprimant l'obligation fiscale et renforçant l'obligation sociale des entreprises. Cependant et notamment pour les entreprises à l'échelle de la Martinique, les PME, cela a eu pour conséquence la mise en place d'une stratégie visant à réduire les possibilités de mise en œuvre des actions de formation relevant du développement des compétences et en adaptant les plans de formations uniquement sur des actions d'adaptation au poste de travail.

L'OPCA CONSTRUCTYS Antilles Guyane, partenaire formation des entreprises associé aux effets de la réforme doit ainsi œuvrer pour maintenir un effort formation suffisant pour les entreprises en co investissant les projets formation avec elles. L'offre de services déployée par CONSTRUCTYS Antilles Guyane inclut des services non financiers en matière de gestion des ressources humaines mais aussi des services financiers se traduisant par le versement de contributions volontaires et la recherche de financements extérieurs.

Fort des éléments précités, il est convenu ce qui suit :

1. Considérant que :

- Le Contrat d'études prospectives réalisé en 2012 avait mis en évidence la nécessité d'adapter les compétences des salariés à l'évolution de l'emploi et de l'organisation des entreprises du secteur
- Les organisations professionnelles et syndicales du secteur voudraient renforcer le niveau de qualification et des compétences des salariés afin de permettre aux entreprises d'accroître leur performance et leur compétitivité.

2. Considérant que :

Les entreprises du BTP sont nombreuses à être des TPE/PME confrontées à une évolution rapide des techniques, de la réglementation, des normes et des exigences de la clientèle donc très diverses dans leurs activités. Elles doivent constamment s'adapter pour faire face aux contraintes et répondre à la demande du marché.

Les exigences nouvelles du marché du BTP et les difficultés économiques et sociales de notre région accélèrent les mutations au sein de la branche, au sein des entreprises et imposent de nouvelles compétences.

Considérant que

Les besoins de travaux et de services touchent des domaines variés de la construction, de l'environnement ,de l'équipement, de l'aménagement, de la décoration, de la maintenance et de l'entretien, de la mise aux normes, de la rénovation et de la réhabilitation qui nécessitent des compétences et des qualifications adaptées.

Les entreprises doivent modifier et moderniser leur organisation de travail pour être efficaces et compétitives.

Les signataires la présente convention cadre considèrent :

- Qu'un effort global de formation doit être engagé afin de mieux structurer l'offre de services de la Profession.
- Que les niveaux de compétences et de qualification des salariés doivent être enrichis pour favoriser leur autonomie et leur polyvalence dans l'exécution des tâches.
- Que la qualité des ouvrages et des services est garante par le mieux-être des salariés dans l'acte de construire et la production de services.

- Que les exigences de qualité intègrent la prise en compte de la sécurité des personnes dans l'entreprise et sur les chantiers.
- Qu'un appui technique et professionnel doit être apporté à l'appareil de formation professionnelle centré sur les métiers du BTP pour favoriser l'adéquation de l'offre de formation par rapport aux besoins d'évolution des métiers et des compétences.
- Que la formation professionnelle doit favoriser la mobilité professionnelle des salariés.

La Collectivité Territoriale de Martinique et CONSTRUCTYS Antilles Guyane définissent par la présente convention cadre et pour la période de 2017 à 2018, les objectifs et le plan d'actions qui permettent de structurer la volonté commune d'élever le niveau de qualification des salariés des entreprises qui relèvent du secteur du BTP.

ARTICLE I- OBJECTIFS

Elever le niveau général de qualification des salariés

La taille des chantiers de plus en plus réduite, la diversité des tâches, la technicité des travaux, l'évolution des normes exigent une main d'œuvre de plus en plus qualifiée. Les personnes ayant acquis une réelle expérience sont de plus en plus touchées par l'évolution de la pyramide des âges ou par les transformations socio-économiques que connaît le secteur.

Par conséquent, il convient de compenser ces pertes ou ces déficits en savoir-faire par la professionnalisation des salariés, en augmentant leurs capacités professionnelles.

Adapter la main d'œuvre à l'évolution de l'environnement professionnel

L'environnement professionnel doit intégrer de nombreuses contraintes normatives et réglementaires et aussi des exigences de plus en plus importantes de la clientèle. Les personnels appelés à exécuter les tâches contribuant à la réalisation de la mission de l'entreprise doivent pouvoir mesurer et prendre en compte l'impact de ces contraintes et de ces exigences sur leurs tâches.

Par conséquent, il convient de favoriser l'implication des salariés actifs et potentiels par le développement des connaissances et la prise en compte des éléments majeurs de l'environnement professionnel (règles de l'art, respect des normes, sécurité, relations professionnelle).

Permettre la polyvalence et l'autonomie

L'adaptation aux évolutions de la demande des clients et aux impératifs du marché exigent des entreprises une certaine efficacité et une certaine performance qui peuvent être acquises par une organisation de travail basée sur la polyvalence et l'autonomie des salariés.

Par conséquent, il convient de favoriser l'acquisition de compétences nouvelles par la formation des salariés et la promotion à de nouvelles responsabilités.

Faciliter l'accès des salariés à des fonctions d'encadrement et de maîtrise des chantiers

Le sous encadrement est l'un des dysfonctionnements majeurs des entreprises. La configuration actuelle des chantiers exige une certaine flexibilité et une certaine efficacité organisationnelle, qui reposent sur la qualité de l'encadrement de l'entreprise. Outre la conduite des travaux, le management de chantier nécessite des compétences en matière de gestion, de communication, de fiscalités, de négociation et de transmission de savoirs.

Les entreprises doivent se structurer ou se renforcer en favorisant la promotion des salariés hautement qualifiés à des fonctions supports de maîtrise et d'encadrement de chantier.

Par conséquent, il convient de faire évoluer les fonctions d'encadrement et de maîtrise de chantier par des actions de formations qualifiantes et par l'insertion professionnelle de jeunes maîtrisant les outils de gestion et de conduite des chantiers.

Adapter les salariés aux mutations économiques et sociales régionales et globales

L'étroitesse du marché domestique et l'ouverture sur l'environnement extérieur obligent les entreprises à envisager de nouvelles pistes de marché ou de développement et les salariés doivent s'adapter aux mutations technologiques et environnementales pour faire évoluer leur emploi.

Par conséquent, il convient de faciliter la mobilité des salariés et des entreprises par la formation aux langues étrangères et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Permettre la reconstruction du tissu local et le développement des entreprises

La crise qui perdure depuis quelques années se traduit par la disparition de nombreuses entreprises et par voie de conséquence la destruction du tissu local. Les tensions sur le marché du travail amènent certains salariés privés d'emploi à se réorienter vers la reprise ou la création d'activité.

Le métier de dirigeant de TPE-PME recouvre des compétences techniques, commerciales, de gestion et de management qui sont insuffisamment maîtrisées sauf à mettre en place des formations adaptées au public.

Par conséquent, il convient de faciliter l'exercice de responsabilités managériales au sein des entreprises par des formations adaptées au public cible.

Intégrer les jeunes salariés

La profession doit faciliter l'accès des jeunes aux emplois du BTP. Les contrats en alternance (contrat de professionnalisation et contrat d'apprentissage), les emplois d'avenir, peuvent faciliter l'intégration progressive des jeunes dans les entreprises et dans les métiers du BTP.

Par conséquent il convient de développer la fonction tutorale au sein des entreprises pour, favoriser la professionnalisation des jeunes, mieux organiser la relation entreprises-organismes de formation, permettre aux formateurs de prendre en compte les conditions d'exercice et les situations professionnelles afin d'adapter les programmes pédagogiques et enfin faire de la fonction tutorale un outil managérial au sein des entreprises.

Favoriser la formation à de nouveaux emplois types ou à des métiers à forte valeur ajoutée

Avec l'évolution des techniques de construction industrielle, certains métiers peuvent connaître des déficits en main d'œuvre.

Aujourd'hui des besoins s'expriment en termes de compétences et d'emploi. Certaines activités telles que la gestion des fluides dans les bâtiments, les problèmes d'isolation (thermique, phonique, étanchéité) et autre pathologie nouvelles génèrent des besoins de compétences qui pourraient donner lieu à de nouveaux emplois types pour répondre à la demande de professionnalisation dans ces domaines.

Afin de répondre à ce dernier objectif, il convient de :

- mettre en place les actions qualifiantes susceptibles de générer une vraie valeur ajoutée en matière de formation professionnelles,
- Sensibiliser les entreprises sur la nécessité d'être à jour de leurs cotisations sociales et fiscales,
- Sensibiliser les écoles, les entreprises, les formateurs, les responsables de l'orientation sur les besoins de la filière et les différents métiers.

Les salariés pourront utiliser leur Compte Personnel Formation dans le respect des critères afin que l'OPCA intervienne dans le cadre de leur projet en co investissement.

Les futurs entrants dans la profession pourront bénéficier d'un programme de formation adapté aux réalités et aux besoins des acteurs économiques.

ARTICLE II-CHAMP D'APPLICATION

Le champ d'application

Les dispositions de la présente convention cadre sont applicables sur le territoire de la Martinique à toutes les entreprises du BTP à jour de leur cotisation formation professionnelle continue auprès de CONSTRUCTYS Antilles Guyane. A ce titre, sont éligibles tous les projets de formation via l'ensemble des dispositifs créés par la réforme qui sont compatibles en totalité ou à titre principal avec les objectifs du présent accord.

Une attention particulière sera portée aux projets émanant des TPE/PME qui constituent une part importante des entreprises implantées sur le territoire de la Martinique et pour lesquelles l'effectif est inférieur à 299 salariés.

Les Formations

Les formations doivent répondre à des critères de modernisation des entreprises et à des critères de développement de compétences et de qualification des salariés. Elles répondront aux objectifs d'adaptation au poste de travail voire de maintien dans l'emploi mais aussi aux objectif de déploiement de qualification.

Au titre des actions de modernisation (adaptation et maintien dans l'emploi), on retiendra en priorité les formations suivantes :

- Gestion des relations sociales et professionnelles au sein des entreprises et de la branche
- Maîtrise des technologies de l'information et de la communication
- La sécurité dans l'entreprise
- L'apprentissage de logiciels informatiques
- Les formations de réactualisation des connaissances dans des thèmes relatifs à l'organisation de l'entreprise (Ressources humaines, Management, gestion financière, fiscale et sociale, environnement juridique, réglementaire...)
- Les formations visant à une qualification des salariés
- Les formations permettant une promotion des salariés

- Les formations visant à une adaptation des emplois aux besoins réels et stratégiques de l'entreprise.
- Qualité et organisation du travail
- Evolutions des règles de l'art et des obligations en matière de construction des travaux
- Certifications ou aptitude professionnelle relative à l'exercice d'une fonction

Au titre des actions de développement des compétences et de qualification, on retiendra en priorité les formations suivantes :

- Les formations visant l'apprentissage de nouvelles normes
- Les formations visant à l'obtention de diplômes ou d'un titre homologué
- Les formations permettant d'assurer une plus grande polyvalence sur des postes de travail et permettant l'apprentissage d'un métier
- Les formations d'apprentissage de langues
- Les savoirs de base
- Les compétences-clés
- Les formations permettant l'obtention d'une qualification reconnue par la profession
- Les formations relatives à l'encadrement, à la maîtrise et à la conduite de chantier

Chacune des formations devra entrer dans les champs du plan de formation des entreprises, du compte personnel formation des salariés, des formations dispensées dans le cadre de la professionnalisation des emplois d'avenir.

La convention cadre intègre la formation dans le cadre d'une Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective qui permet à douze demandeurs d'emploi de suivre une formation « Technicien Gestionnaire des Eaux de l'Habitat. Cette action s'inscrit dans un projet plus large de partenariat entre institutions qui ont l'objectif commun de favoriser la qualification de candidats et faciliter ainsi leur réinsertion professionnelle.

ARTICLE III- MISE EN ŒUVRE

Engagement des entreprises

Les entreprises s'engagent à souscrire auprès de CONSTRUCTYS Antilles Guyane à toutes leurs obligations légales en matière de formation professionnelle. Les entreprises auront préalablement opté pour l'option d'accompagnement de CONSTRUCTYS Antilles Guyane.

Les entreprises s'engagent à élaborer un plan de formation et à instruire auprès de CONSTRUCTYS Antilles Guyane leurs projets de formation. Le plan de formation devra être soumis à l'approbation du Comité d'entreprise ou à défaut des délégués du personnel. En l'absence d'Instances Représentatives du Personnel et pour les entreprises qui disposent de l'effectif adéquat, il sera établi un procès-verbal de carence.

De surcroît, les entreprises qui souhaitent adhérer aux actions collectives mises en place par CONSTRUCTYS Antilles Guyane, s'engagent à faciliter la participation de leurs salariés aux stages pendant toute la durée de la formation.

Engagement des Organisations professionnelles et syndicales

Les organisations syndicales et professionnelles s'engagent à informer leurs adhérents des dispositions de l'accord cadre et à participer à la mise en œuvre de l'accord cadre notamment en participant aux réunions fixées par CONSTRUCTYS intitulées « Commissions paritaires des engagements de formation ».

Engagement de CONSTRUCTYS Antilles Guyane

CONSTRUCTYS Antilles Guyane s'engage à :

- Assurer la promotion du dispositif et des objectifs de l'accord cadre auprès des entreprises du BTP
- Assister les entreprises dans la mise en place de leur plan de formation et ou des projets d'actions
- Instruire les demandes de financement des entreprises adhérentes
- Mettre en place des actions collectives pour aider les entreprises à s'inscrire dans les objectifs de l'accord cadre
- Organiser des réunions d'information collectives à destination des entreprises et des organisations professionnelles et syndicales sur l'évolution des dispositifs de formation
- Assurer le pilotage et la gestion financière du dispositif et le suivi des actions selon les dispositions conventionnelles
- Cofinancer les actions de formation au titre de la contribution légale et des contributions volontaires que verseront les entreprises adhérentes.

Participation du Conseil Régional de la Martinique

Le Conseil Régional de la Martinique s'engage à apporter une contribution financière aux actions de formation élaborées et réalisées dans le cadre du présent accord cadre dans la limite des dotations votées à cette fin par la collectivité.

La contribution financière du Conseil Régional de la Martinique est affectée :

- ↳ au financement de formations mises en œuvre par les entreprises et CONSTRUCTYS Antilles Guyane dans le cadre du présent accord cadre au titre des coûts pédagogiques. Les frais de rémunération, de transport et d'hébergement pourront également faire l'objet d'une participation financière lorsque l'entreprise fera une demande motivée et à titre exceptionnel.

Evaluation

Au terme de chaque année civile, les parties signataires par l'intermédiaire de CONSTRUCTYS Antilles Guyane s'engagent à réaliser une évaluation quantitative et qualitative de la convention. Les modalités de mise en œuvre de cette évaluation seront définies dans la convention qui sera signée entre CONSTRUCTYS Antilles Guyane et la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE IV- ACCOMPAGNEMENT

Le succès de la convention cadre repose sur la qualité de la promotion qui en sera faite et sur le soutien apporté aux entreprises pour définir leur besoins et instruire et financer leurs demandes.

Le dispositif d'accompagnement est organisé comme suit :

- I- La promotion de l'engagement de développement de la formation auprès des entreprises est réalisée par CONSTRUCTYS Antilles Guyane avec l'appui des organisations professionnelles et syndicales.
- II- Un concours pourra être apporté aux entreprises dans la définition de leurs besoins et la mise en place de leur plan de formation. Ce soutien prendra la forme essentiellement d'un service de proximité de qualité réalisé par le Conseiller en Formation de CONSTRUCTYS Antilles Guyane. Il peut aussi prendre la forme d'un diagnostic court réalisé par un organisme de conseil. Les conclusions de ces travaux pourront enrichir les statistiques de l'observatoire des métiers du BTP.
- III- Le traitement des demandes de financement des entreprises est réalisé par les équipes de CONSTRUCTYS Antilles Guyane selon les modalités fixées dans le règlement intérieur de la structure.
- IV- Dès que cela sera possible, CONSTRUCTYS Antilles Guyane veillera à mettre en place des actions collectives répondant à des objectifs de marché.

- V- Les actions ayant bénéficié du concours financier e la Collectivité Territoriale de Martinique feront l'objet d'un suivi particulier et d'une évaluation systématique coordonnée par CONSTRUCTYS Antilles Guyane.

ARTICLE V- OBLIGATIONS DE CONSTRUCTYS ANTILLES GUYANE

CONSTRUCTYS OPCA de la construction Antilles Guyane s'engage :

- à assurer le montage pédagogique par convention, avec les organismes de formation déclarés et reconnus par la profession, sur la base d'une bonne adéquation qualité/coût et qui s'engageront au respect d'un cahier des charges.
- à choisir les salariés auprès de l'entreprise, répondant à la demande de l'employeur, en matière de qualifications, de compétences en fonction des potentialités et de la situation professionnelle du salarié.

ARTICLE VI- DISPOSITIONS FINANCIERES

Financement de la collectivité Territoriale de Martinique

Au titre de l'exercice 2017, la collectivité s'engage à verser à CONSTRUCTYS OPCA de la construction Antilles-Guyane, une subvention d'un montant de cent cinq mille sept cent quatre-vingt-un euros et quatre-vingt-six cents (105 781,86 €), pour la mise en place du projet de développement des compétences et des qualifications des salariés du BTP correspondant à sa participation au paiement :

- des coûts des actions de formation au profit des salariés,

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 sous-chapitre 25 article 6568 du budget régional.

Modalités financières

La subvention de 105 781,86 € sera versée selon les modalités suivantes :

- 40% soit 42 312,74 € sur production des conventions signées entre CONSTRUCTYS OPCA de la construction Antilles Guyane, et les centres de formation retenus ;
- 30% soit 21 156,37 € sur présentation d'un bilan intermédiaire des actions de formation réalisées en 2017 ;
- le solde, sur présentation :
d'un rapport d'exécution final certifié par le Commissaire aux Comptes.

La Collectivité Territoriale de Martinique ne financera que les actions effectivement réalisées et pourra demander le reversement des sommes dans le cas où il y aurait un trop perçu.

Le versement de ces participations financières est effectué sur le compte établi au nom de la Paierie de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'ensemble des montants adressé par la Collectivité est non révisable en cas de réévaluation du coût des actions et ce, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel.

La présente allocation est incessible. A ce titre, CONSTRUCTYS OPCA de la construction Antilles Guyane, ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser, tout ou partie de la présente allocation à un tiers.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de CONSTRUCTYS OPCA de la construction Antilles Guyane à la XXXXXXXXXXXXXXXX selon les procédures comptable en vigueur:

- IBAN : XXXXXX
- Code Banque : XXXXXX
- Code Guichet : XXXXX
- Numéro de compte : XXXXXX
- Clé : XX

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif

Le comptable assignataire est le Trésorier Payeur.

ARTICLE VII : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et CONSTRUCTYS OPCA de la construction Antilles Guyane.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

ARTICLE VIII-DISPOSITIONS DIVERSES

Durée de la convention cadre

La présente convention cadre prend effet à compter du 1^{er} janvier 2017.

Compte rendu pédagogique et financier

Les bilans pédagogique et financier doivent être fournis dans les six mois, à compter du terme de la présente convention cadre.

Passé ce délai, la convention sera soldée sur la base des derniers justificatifs jugés conformes par la Collectivité.

ARTICLE IX : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution de la présente convention entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que CONSTRUCTYS OPCA de la construction Antilles Guyane ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-189-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-189-1

PORTANT CRÉATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3, et les articles L. 1413-1 et suivants;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :


ARTICLE 1 : Est créée au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), conformément aux dispositions de l'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-189-2-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-189-2

AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3, et les articles L. 1413-1 et suivants;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-189-1 du 19 mai 2017 portant création de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Collectivité Territoriale de Martinique est composée des membres suivants :

Collège des élus ayant voix délibérative :

Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou son représentant,

Pour le groupe GRAN SANBLÉ POU BA PAY A AN CHANS :

Les titulaires

Monsieur Richard BARTHELERY
Monsieur Georges CLEON
Monsieur Belfort BIROTA
Monsieur Michel BRANCHI

Les suppléants

Madame Christiane BAURAS
Monsieur Lucien ADENET
Madame Louise TELLE.

Pour le groupe ENSEMBLE POUR UNE MARTINIQUE NOUVELLE

Les titulaires

Monsieur Daniel ROBIN
Madame Sandra VALENTIN
Monsieur Félix CATHERINE

Le suppléant

Monsieur David ZOBDA.

Collège des Associations ayant voix consultative :

- 1 représentant d'associations de consommateurs de la Martinique
- 1 représentant d'association représentative en matière économique
- 1 représentant d'association représentative en matière agricole
- 1 représentant d'association représentative en matière de pêche
- 1 représentant d'association représentative en matière environnementale
- 1 représentant d'association représentative des personnes âgées
- 1 représentant d'association représentative de personnes à mobilité réduite
- 1 représentant d'association représentative en matière de transports de passagers
- 1 représentant d'association représentative en matière sportive
- 1 représentant d'association représentative en matière culturelle
- 1 représentant d'association représentative en matière d'éducation

- 1 représentant d'association représentative en matière de formation
- 1 représentant d'association représentative en matière sanitaire et sociale.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à fixer par arrêté la désignation des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Collectivité Territoriale de Martinique, autres que les représentants de la collectivité.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour saisir la CCSPL des projets relevant de sa compétence, en vertu de l'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique in the center, surrounded by the text "Collectivité Territoriale de Martinique".



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-190-1-DE
Date de télétransmission : 19/07/2017
Date de réception préfecture : 19/07/2017

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-190-1

**PORTANT PRÉSENTATION DU MARCHÉ RELATIF À LA CONCEPTION – RÉALISATION D'UNE
INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES À TRÈS HAUT DÉBIT EN FIBRE
OPTIQUE JUSQU'À L'ABONNÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation portant sur le marché relatif à la « Conception-réalisation d'une infrastructure de communications électroniques à très haut débit (FTTH) sur le territoire de la Martinique ».

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-205-1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2017
Date de réception préfecture : 30/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-205-1

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **3 JUIL. 2017**

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'UNION RÉGIONALE DES ORGANISMES DE SERVICES À LA PERSONNE (UROSAP 972)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 12 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Union Régionale des Organismes de Services à la Personne de Martinique (UROSAP 972) une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt-cinq mille euros (25 000) pour le renforcement de la structuration du secteur des services à la personne, la poursuite des actions entreprises notamment dans le domaine de la communication et le recrutement d'un chargé de mission.




ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR


Annexe à la délibération n°17-205-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

Et

**L'UNION REGIONALE DES ORGANISMES DE SERVICES À LA
PERSONNE DE MARTINIQUE (UROSAP 972)**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité de Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 1er décembre 2016 présentée par l'union régionale des organismes de services à la personne de Martinique, au titre de l'exercice 2017;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017-..... portant attribution d'une subvention d'un montant de à l'union régionale des organismes de services à la personne de Martinique (UROSAP 972).*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'Union Régionale des Organismes de Services à la Personne de la Martinique (UROSAP 972),

Domicilié au 12 rue Frantz FERJUL, 97231 Le Robert
Représentée par Madame , sa Présidente, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,
Dénommé ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE

Les missions de l'UROSAP s'inscrivent dans la lignée des engagements pris par le Conseil général depuis 2009 à travers son schéma gérontologique. Le Département a défini dans ses orientations prioritaires, l'amélioration du cadre de vie des personnes âgées et la reconnaissance des métiers du maintien à domicile. L'objectif visé étant la structuration des services d'aide à domicile principalement par l'amélioration de la qualité de service, et la formation des personnels.

Cette position a été renforcée par la contractualisation d'un accord cadre en 2013 avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie(CNSA), visant à moderniser et professionnaliser les services d'aide à domicile, notamment en les équipant de logiciels métiers ou en formant leurs cadres intermédiaires.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Union Régionale des organismes de services à la personne de Martinique (UROSAP 972).

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget prévisionnel de l'Association s'élève à 54.500,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer l'UROSAP 972, une subvention d'un montant , au titre de l'exercice 2017.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de €.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de € en deux fois.

- Le premier acompte, 40 % à la signature de la convention.
- Le solde sur présentation :
 - du planning de réalisation ;

- du coût global des actions ;
- des factures d'achats s'il y a lieu.

ARTICLE 7 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses

documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un

titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-206-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2017
Date de réception préfecture : 29/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-206-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS DU FRANÇOIS POUR LA POURSUITE DE SON ACTION « ÉPICERIE SOLIDAIRE FRANCISCAINE »

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 9 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 12 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association des Consommateurs du François une subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) pour la poursuite de l'action « Epicerie solidaire franciscaine ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 9344 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.


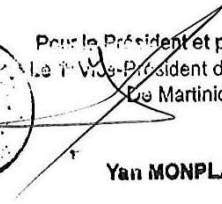

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies dans une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association des Consommateurs du François.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique

Yan MONPLAISIR




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-218-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-218-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL SOLEBAM SYNERGIE MQ0007845 « PROGRAMME AUTOCONSOMMATION 2016-2017 » INSTALLATION DE CENTRALES PHOTOVOLTAÏQUES POUR SIX BÂTIMENTS COMMERCIAUX

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER / FSE par la Commission Européenne le 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à 7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la demande de l'entreprise du 12 août 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 15 mars 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Vu l'avis de la commission affaires européennes et coopération le 16 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million deux cent mille euros (1 200 000,00 €), est attribuée la SARL SOLEBAM, pour l'opération « Synergie MQ0007845 : Programme Autoconsommation 2016-2017 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à six millions six cent quarante-quatre mille deux cent vingt-deux euros (6 644 222,00 €). Le coût total admissible de l'opération, base de calcul de la subvention, est de six millions deux cent soixante-quatorze mille neuf cent huit euros (6 274 908,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense mentionnée à l'article 1 est imputée comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à un million d'euros (1 000 000,00 €) soit 15,9 % du coût total prévisionnel admissible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part territoriale, s'élevant à deux cent mille euros (200 000,00€) soit 3,2 % du coût total prévisionnel admissible, au chapitre 907 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 60 % en crédit de paiement 2017,
- 40 % en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

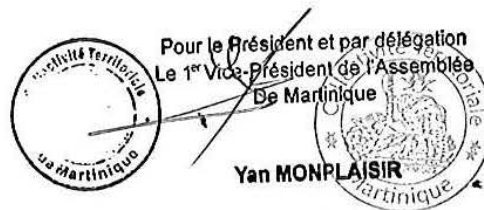
ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



PO FEDER/FSE 2014-2020 Région Martinique
Convention attributive d'une aide européenne FEDER ou FSE

N° Année - Axe – mes –sous-mes
Dossier N°MQ 000...

Bénéficiaire :
SIRET :
Adresse complète :
Nom et Qualité du signataire :
Intitulé de l'opération :
N° Synergie

Axe prioritaire	
Mesure	
Sous-Mesure	
Assiette éligible :	
Montant de l'aide UE:	Euros
Imputation budgétaire :	
Montant de l'aide CTM:	Euros
Imputation budgétaire :	
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)
Comptable assignataire	PAYEUR REGIONAL
Service :	

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Pour le FEDER Vu le règlement (UE) n° «1301/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;

OU

- Pour le FSE Vu le règlement (UE) n° «1304/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds social européen » » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;
- Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général ;
- Vu Règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis ;
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480 du 3 mars 2014 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu la décision de la Commission du 19 décembre 2013 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics.
- Vu la décision n° C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel «FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;
- Vu l'accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;
- Vu le régime d'aide d'Etat notifié/exempté n° « ... » du « date » ;
- Vu le code des marchés publics ;

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 portant création de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre de programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu les « méthodes et critères de sélection » et le « document de mise en œuvre » fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 », validés par les instances régionales compétentes ;
- Vu la demande d'aide européenne de l'opération « intitulé » présentée par le bénéficiaire le « date » ;
- Vu l'acte juridique passé entre le bénéficiaire chef de file « intitulé », et les partenaires signé le « date ».
- Vu l'avis du *Comité Technique Régional* du « date »,
- Vu la décision du *le Comité de Programmation Stratégique* du « date »
- Vu la délibération n° 16-86-1 du 25 avril 2016 de l'Assemblée de Martinique portant résiliation de délégation de tâches ou de gestion au Groupement d'Intérêt Public Martinique Europe Performance et donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour diverses mesures liées ;

Entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), représentée par son Président, Monsieur Alfred Marie-Jeanne,

Et le bénéficiaire, représenté(e) par < Nom, fonction >, bénéficiaire de l'aide < fonds européen concerné> et du cofinancement CTM.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le Service instructeur <Intitulé du service instructeur> qui transmet, le cas échéant, les informations aux autres services concernés. Il est situé <adresse et coordonnées exactes> pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée <intitulé de l'opération >, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une aide du < fonds européen concerné > dans les conditions fixées par la présente convention et conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique, pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre :

- Axe :
- Priorité d'investissement :
- Objectif stratégique :
- Mesure :
- Sous-mesure :

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et dans l'annexe technique et financière, *précisant l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations, les indicateurs de réalisation*, qui complète la convention et constitue une pièce contractuelle.

ARTICLE 2 - Période d'exécution de l'opération

La réalisation de l'opération doit s'inscrire dans la période du < Date de démarrage de l'opération > au < Date de fin de l'opération >, conformément à l'échéancier de réalisation précisé dans l'annexe technique et financière.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» du commencement d'exécution de l'opération. Le bénéficiaire devra apporter la preuve du début d'exécution de l'opération par tout document. Ces éléments seront préalablement examinés puis le cas échéant validés par le service instructeur.

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été commencée à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de sa notification, sauf autorisation donnée par la «CTM», sur demande justifiée et écrite du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» de la fin de l'exécution de l'opération. Il transmet à cet effet au service instructeur une déclaration de fin de travaux.

Il s'engage par ailleurs à transmettre dans un délai de 2 mois maximum à partir de la «date de fin d'éligibilité des dépenses.» son bilan final d'exécution accompagné des pièces comptables et non comptables.

L'opération doit être réalisée avant la date prévue, soit le < Date de fin de l'opération > sauf prorogation accordée par la «CTM» par voie d'avenant, sur demande écrite justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

ARTICLE 3 – Eligibilité des dépenses

Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses :

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen, et par le programme s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération, qu'elles soient financées sur fonds européens ou sur fonds nationaux publics ou privés.

Ne seront retenues dans l'assiette éligible que des dépenses conformes aux dispositions réglementaires, et répondant aux critères définis dans le programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, aux critères de sélection et au document de mise en œuvre.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déjà déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme, par un autre programme européen ou par toute autre aide publique.

Période d'éligibilité et justification des dépenses :

Les dépenses sont éligibles si elles sont réalisées par le bénéficiaire, payées et acquittées à compter du « date de début d'éligibilité des dépenses » « date de la demande » et jusqu'au « date de fin d'éligibilité des dépenses. », qui correspond à la date de fin de la période de conventionnement.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées (mention portée sur chaque facture par le fournisseur) et/ou par la production de pièces de valeur probante équivalente à savoir :

- pour les opérateurs publics, copie des factures certifiées accompagnées d'une attestation de paiement délivrée par leur comptable public ;
- pour les opérateurs privés, les factures certifiées payées, mention portée, sur chaque facture ou sur un état récapitulatif, par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable ou accompagnées de relevés de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

Option de coûts simplifiés (Spécifique FSE)

Conformément à l'article 14 du règlement FSE le recours aux coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations dont le soutien public ne dépasse pas 50 000,00 €. Il sera mis en œuvre de la manière suivante :

- ☐ coûts unitaires dont l'unité est le nombre de participant au terme de l'opération
- ☐ taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel pour le calcul des autres coûts

Dans ce cas le bénéficiaire devra fournir tout justificatif probant de la réalisation physique de l'opération. Aucune pièce justificative comptable n'est requise.

***Nota Bene :** En cas de dépenses qui ont fait l'objet d'une procédure de coûts simplifiés, les pièces justificatives comptables des dépenses concernées ne sont pas requises. Il est nécessaire de préciser la forme, la référence juridique applicable, et la méthode (ex : taux forfaitaires applicables, barème standard de coûts unitaires dont l'unité choisie, montant forfaitaire, etc...) utilisée.*

***Nota Bene :** En cas de dépenses indirectes il est nécessaire d'indiquer la clé de proratisation retenue*

***Nota Bene :** La convention doit être ajustée en prenant en compte certains types de dépenses (ex : crédit-bail, contribution en nature, sous-traitance, etc...)*

***Nota Bene :** La convention doit être ajustée en cas de dépenses acquittées par un tiers, ou de dépenses supportées par des partenaires dans le cadre d'une opération collaborative*

Nota Bene : Il peut être envisagé d'indiquer dans la convention que le libellé de la facture mentionne explicitement l'intitulé de l'opération.

Nota Bene : La période d'éligibilité des dépenses doit être cohérente par rapport à la période d'exécution de l'opération.

ARTICLE 4 - Montant de l'aide européenne

Le coût total prévisionnel éligible de l'opération est de : < montant en chiffres> euros, montant en lettres < HT **OU** TTC >.

Le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

- Le montant maximum prévisionnel de la **participation du FEDER** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût total prévisionnel éligible.
- Le montant maximum prévisionnel de la **participation CTM** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût total prévisionnel éligible.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer la CTM, dès qu'il en a connaissance et dans tous les cas avant la fin de l'opération, ce qui fera procéder au réexamen du dossier par les instances de programmation. En cas de manquement de cette obligation, la CTM pourra exiger du bénéficiaire le remboursement total ou partiel des montants payés.

L'aide européenne pourra dans ce cas être revue à la baisse afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

ARTICLE 5 – Modalités de paiement de l'aide européenne

Sous réserve de disponibilités des crédits correspondants, les modalités de paiement des aides s'établissent comme suit :

- Au titre d'une **avance** d'un montant maximal de 20% du montant de l'aide prévisionnelle, à la signature de la convention, sur demande expresse dûment motivée du bénéficiaire et présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération, sous réserve de disponibilité de crédits et après avis du service instructeur ;
- Au titre d'**acompte(s)**, au prorata des dépenses réalisées et justifiées dans la limite de 80 % du montant maximum des aides en cofinancement accordées, déduction faite de l'avance versée le cas échéant ; le bénéficiaire s'engage à déposer à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes un état récapitulatif détaillé de ses dépenses réalisées accompagné des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées conformément au programme retenu, payées par le bénéficiaire et acquittées.
- Au titre de versement du **solde** : de 20% calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel du cofinancement, déduction faite de l'avance et des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire, dans le délai prévu à l'article 2 d'un compte-rendu d'exécution final de l'opération, de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles, de la production des décisions des co-financeurs (délibérations des organismes publics) si elles n'ont pas encore été produites et d'un état des cofinancements publics réellement encaissés (origine et montant à la date de la demande du solde).

En cas de désaccord entre le service instructeur et le bénéficiaire sur le montant justifié retenu, un délai de 30 jours est accordé au porteur de projet pour transmettre les éléments complémentaires susceptibles de réviser la position du service instructeur.

Au-delà de cette date, le service instructeur informe, par courrier, le porteur de projet de sa décision définitive.

Les voies et délais de recours seront mentionnés sur ce courrier de décision.

Le comptable assignataire procède au versement de l'aide sur le compte du bénéficiaire selon les coordonnées suivantes :

< Etablissement bancaire >

N° IBAN : < ... >
Code BIC : <....>

ARTICLE 6 - Conditions de versement de l'aide européenne

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide publique de <taux max d'aide publique % - **A préciser uniquement si inférieur à 100%.**
- de la réalisation effective des dépenses éligibles réparties par postes de dépenses vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur et en fonction des conclusions du rapport de contrôle de service fait (certification des dépenses réalisées, payées et acquittées sur la base de justificatifs) effectué par le service instructeur.
- de la disponibilité des crédits européens.

Et, notamment **au moment du paiement du solde de l'aide, sous réserve :**

- du renseignement des indicateurs de réalisation et de la justification des écarts éventuellement constatés.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la réalisation d'une visite sur place obligatoire pour tous les projets dont le coût total est supérieur à 500 000 € ainsi que les projets identifiés dans le cadre de la méthode d'échantillonnage représentatif du programme.

Le versement de l'aide européenne pourra être interrompu ou suspendu par la «CTM» dans le cas où une enquête est lancée en rapport avec une éventuelle irrégularité affectant la dépense concernée ou d'une défaillance dans le système de gestion et de contrôle du programme.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation de l'opération

Suivi de l'exécution de la convention

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement le service instructeur de l'avancement de l'opération. A cet effet, il s'engage à respecter le calendrier indiqué dans l'annexe technique et financière et à transmettre les pièces justificatives comptables des dépenses et non comptables permettant de justifier la réalisation de l'opération.

Dans le cas d'investissements publics générateurs de recettes, le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement un état certifié des recettes perçues.

Suivi des indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au service instructeur les données sur l'avancement des indicateurs de réalisation et/ou de résultat afférents à l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les engagements pris dans l'atteinte des cibles fixées des indicateurs de réalisation et/ou de résultat. En cas de différence observée entre les valeurs prévues et les réalisations/résultats effectifs, le bénéficiaire s'engage à fournir une note explicative détaillée.

Evaluation

La «CTM» pourra solliciter le bénéficiaire pour les besoins des évaluations qui seront menées dans le cadre du programme.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à répondre à ces sollicitations.

Echanges de données électroniques

Le bénéficiaire s'engage à saisir et à transmettre les informations requises et fiables à «CTM» dans le cadre du portail de dématérialisation des échanges de données. Ces informations permettent au service

instructeur d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire. Il s'engage également à informer la «CTM» des modifications apportées dans le portail de dématérialisation.

ARTICLE 8 – Contrôles/Audits

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'autorité de gestion et par toute autorité commissionnée par l'Etat ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux ou européens (Commission européenne, OLAF, Cour des comptes européenne).

Il s'engage à présenter aux contrôleurs/auditeurs tous les documents de l'opération et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses réalisées et payées par le bénéficiaire jusqu'au délai prévu à l'article 12 de la présente convention.

La «CTM» pourra également réaliser des contrôles sur pièces et sur place, sur la base d'un échantillonnage représentatif du programme. Ces vérifications donnent lieu à un rapport signé et daté par le contrôleur et à une procédure contradictoire.

Afin de détecter des risques potentiels de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, la «CTM» pourra avoir recours à un outil dénommé ARACHNE mis à disposition par la Commission européenne. Dans ce cadre, les données prévues à l'annexe III du règlement délégué n°480/2014 du 3 mars 2014 peuvent être transmises à la Commission européenne pour traitement. La «CTM» pourra consulter les résultats de ce traitement et prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union européenne et ceux de la CTM le cas échéant.

Les bénéficiaires personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification de leurs données et l'autorité de gestion informe ceux-ci des éventuels recours juridiques.

ARTICLE 9 – Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à tenir soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le FEDER et en accord avec la «CTM», un système extra-comptable par enlèvement des pièces justificatives peut être retenu.

La comptabilité du bénéficiaire doit permettre une réconciliation des dépenses et des ressources déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives comptables.

ARTICLE 10 – Modification ou abandon de l'opération

Modification de l'opération :

Toute modification de l'opération doit être notifiée par le bénéficiaire au service instructeur, dès qu'il en a connaissance, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

Après examen, le service instructeur prend les dispositions nécessaires et le cas échéant établit un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans la zone géographique couverte par le programme. Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante dans les 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- *un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme;*
- *un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;*
- *un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.*

Il revient à la «CTM» de décider si l'opération a été modifiée ou non au regard des informations communiquées par le bénéficiaire, du contexte et de la réglementation applicable.

Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées par la «CTM» au prorata de la période pendant laquelle les exigences n'ont pas été satisfaites.

Abandon de l'opération :

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par écrit la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération. Le service instructeur définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 11 – Publicité et respect des politiques européennes et nationales

Publicité :

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne au financement de son opération, selon les dispositions prévues par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et les règlements délégués et d'exécution le cas échéant. Il s'engage notamment à mentionner dans tous les documents ayant trait à l'opération la participation de l'Union européenne via le <fonds>. Le public concerné par les actions devra également être informé des cofinancements publics (européens, nationaux).

La mention suivante devra obligatoirement être utilisée : « [intitulé de l'opération] est cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du < programme / fonds > » et s'accompagne de l'emblème de l'Union européenne.

Le bénéficiaire est informé que la liste de l'ensemble des bénéficiaires d'aides communautaires sera publiée sur internet.

Le contrôle du respect de ces obligations s'effectuera :

- à l'occasion de la demande de versement du solde de la subvention, le bénéficiaire étant tenu de produire tous les justificatifs de mise en œuvre de ces obligations (photos, documents publiés,...)
- à l'occasion de visites de contrôles sur sites.

Par ailleurs, ce non-respect entraînera l'annulation de ladite subvention et une demande de reversement des acomptes déjà versés par l'émission d'un titre de recettes.

Respect des politiques européennes :

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes (qui lui sont opposables) et notamment les :

- Règles sectorielles : règles de concurrence, d'aide d'Etat, de l'environnement et de la commande publique,
- Principes horizontaux : principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination, de développement durable.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Il s'engage à respecter le cas échéant la réglementation concernant les investissements générateurs de recettes.

ARTICLE 12 - Archivage et durée de conservation des documents

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver *dans un lieu unique* le dossier technique, financier et administratif de l'opération.

En application de l'article 140 du règlement 1303/2013 du 17 décembre 2013, tous les documents doivent être accessibles pendant la durée de conservation suivante :

- Pour les opérations inférieures à 1 000 000 € en dépenses éligibles, une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.
- Pour les autres opérations : la durée de conservation des pièces justificatives est de 2 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.

Les pièces justificatives à conserver concernent, en accord avec l'article 25 du Règlement délégué (UE) n°480/2014 :

- les dépenses acquittées dans le cadre de la réalisation du projet,
- les données relatives aux réalisations et aux résultats du projet, et celles permettant de rapprocher ces éléments avec les indicateurs du programme,
- le cas échéant les documents sur la base desquels les coûts forfaitaires ont été calculés, ainsi que les coûts éligibles auxquels s'appliquent ces taux,
- le paiement de la contribution publique,
- le cahier des charges (CCTP) des maîtres d'ouvrage publics et le plan de financement, ainsi que les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports du bénéficiaire et les rapports relatifs aux vérifications et aux audits réalisés,
- les contrôles de gestion et d'audit réalisés sur l'opération.

ARTICLE 13 - Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

La CTM et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Propriété et utilisation des résultats :

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à la «CTM» le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Article 14 – Assurance

Le bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires afin de garantir sa responsabilité civile. Tout au long de la durée d'exécution de la présente convention, il fera son affaire personnelle du paiement des primes et cotisations afférentes à l'opération précitée, sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause.

ARTICLE 15 - Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

ARTICLE 16 : Résiliation et reversement

La CTM se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés, en cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération ;
- de la modification du plan de financement de l'opération sans autorisation préalable et acceptation formelle ;
- d'une modification importante de l'opération affectant sa pérennité prévue à l'article 10 ;
- de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
- d'un conflit d'intérêt ou d'une fraude/corruption avérée,
- du refus de se soumettre aux contrôles réglementaires.

Cette résiliation est effectuée par courrier avec accusé réception.

La résiliation de la convention peut être sollicitée également par le bénéficiaire qui en informe la « CTM » par courrier avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la « CTM » les ultimes pièces justificatives manquantes du dossier et à les conserver sur une période déterminée.

En cas de sommes indûment perçues, le bénéficiaire s'engage à reverser celles-ci dans les plus brefs délais et dans leur intégralité.

ARTICLE 16 : Contentieux et recours

En cas de litige, le bénéficiaire dispose de la possibilité de présenter un recours gracieux auprès des financeurs et signataires qui peut s'exercer dans un délai de 2 mois.

En outre, les décisions de la « CTM » prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par le bénéficiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente dans le cas d'un recours gracieux.

ARTICLE 17 : Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la convention sont :

- le présent document ;
- l'annexe 1 : la notification de décision
- l'annexe 2 : Fiche synthétique technique de l'opération incluant le calendrier de réalisation
- l'annexe 3 : Plan de financement / poste de dépenses et ressources
- l'annexe 4 : Justifications des co-financeurs (arrêté délibération)
- l'annexe 5 : Relevé d'Identité Bancaire (si pertinent)
- l'annexe 6 : Indicateurs de réalisation

Fait à _____, le _____

En 3 exemplaires :

Le bénéficiaire, (nom et qualité du signataire)

Le Président du Conseil Exécutif de la
CTM (nom et qualité du signataire)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-219-1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2017
Date de réception préfecture : 30/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-219-1

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : ~ 3 JUL. 2017

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS RHUMS MARTINICAIS SAINT-JAMES POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0006625 « AUGMENTATION DE LA CAPACITÉ DE MISE EN VIEILLISSEMENT DES RHUMS »

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER / FSE par la Commission Européenne le 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à 7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la demande du bénéficiaire, enregistrée le 29 juin 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 21 février 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Vu l'avis de la commission affaires européennes et coopération le 16 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million cent vingt mille soixante-seize euros (1 120 076 €) est attribuée à la SAS RHUMS MARTINICAIS SAINT-JAMES, pour l'opération MQ0006625 « augmentation de la capacité de mise en vieillissement des rhums ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à trois millions sept cent trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-huit euros (3 733 588 € HT).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense mentionnée à l'article 1 est imputée comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à neuf cent trente-trois mille trois cent quatre-vingt-dix-sept euros (933 397 €) soit 25% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part territoriale, s'élevant à cent quatre-vingt-six mille six cent soixante-dix-neuf euros (186 679 €) soit 5% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en crédit de paiement 2017,
- 50% en crédit de paiement 2018.



ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR


PO FEDER/FSE 2014-2020 Région Martinique
Convention attributive d'une aide européenne FEDER ou FSE
N° Année - Axe – mes – sous-mes
Dossier N°MQ 000...

Bénéficiaire :
SIRET :
Adresse complète :
Nom et Qualité du signataire :
Intitulé de l'opération :
N° Synergie

Axe prioritaire	
Mesure	
Sous-Mesure	
Assiette éligible :	
Montant de l'aide UE:	€uros
Imputation budgétaire :	
Montant de l'aide CTM:	€uros
Imputation budgétaire :	
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)
Comptable assignataire	PAYEUR REGIONAL
Service :	

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Pour le *FEDER* Vu le règlement (UE) n° «1301/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « *Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi »* » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;

OU

- Pour le *FSE* Vu le règlement (UE) n° «1304/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds social européen » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;
- Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général ;
- Vu Règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis ;
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480 du 3 mars 2014 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu la décision de la Commission du 19 décembre 2013 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics.
- Vu la décision n° C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel «FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;
- Vu l'accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;
- Vu le régime d'aide d'Etat notifié/exempté n° « ... » du « date » ;
- Vu le code des marchés publics ;

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 portant création de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre de programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu les « méthodes et critères de sélection » et le « document de mise en œuvre » fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 », validés par les instances régionales compétentes ;
- Vu la demande d'aide européenne de l'opération « intitulé » présentée par le bénéficiaire le « date » ;
- Vu l'acte juridique passé entre le bénéficiaire chef de file « intitulé », et les partenaires signé le « date ».
- Vu l'avis du *Comité Technique Régional* du « date »,
- Vu la décision du *le Comité de Programmation Stratégique* du « date »
- Vu la délibération n° 16-86-1 du 25 avril 2016 de l'Assemblée de Martinique portant résiliation de délégation de tâches ou de gestion au Groupement d'Intérêt Public Martinique Europe Performance et donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour diverses mesures liées ;

Entre la **Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)**, représentée par son Président, Monsieur Alfred Marie-Jeanne,

Et le **bénéficiaire**, représenté(e) par < Nom, fonction >, bénéficiaire de l'aide < fonds européen concerné > et du cofinancement CTM.

Il est convenu ce qui suit :

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston Defferre CS 30137 | 97261 Fort-de-France, Martinique
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10.

PREAMBULE

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le Service instructeur <Intitulé du service instructeur> qui transmet, le cas échéant, les informations aux autres services concernés. Il est situé <adresse et coordonnées exactes> pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée <intitulé de l'opération >, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une aide du < fonds européen concerné > dans les conditions fixées par la présente convention et conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique, pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre :

- Axe :
- Priorité d'investissement :
- Objectif stratégique :
- Mesure :
- Sous-mesure :

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et dans l'annexe technique et financière, *précisant l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations, les indicateurs de réalisation*, qui complète la convention et constitue une pièce contractuelle.

ARTICLE 2 - Période d'exécution de l'opération

La réalisation de l'opération doit s'inscrire dans la période du < Date de démarrage de l'opération > au < Date de fin de l'opération >, conformément à l'échéancier de réalisation précisé dans l'annexe technique et financière.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» du commencement d'exécution de l'opération. Le bénéficiaire devra apporter la preuve du début d'exécution de l'opération par tout document. Ces éléments seront préalablement examinés puis le cas échéant validés par le service instructeur.

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été commencée à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de sa notification, sauf autorisation donnée par la «CTM», sur demande justifiée et écrite du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» de la fin de l'exécution de l'opération. Il transmet à cet effet au service instructeur une déclaration de fin de travaux.

Il s'engage par ailleurs à transmettre dans un délai de 2 mois maximum à partir de la «date de fin d'éligibilité des dépenses. » son bilan final d'exécution accompagné des pièces comptables et non comptables.

L'opération doit être réalisée avant la date prévue, soit le < Date de fin de l'opération > sauf prorogation accordée par la « CTM » par voie d'avenant, sur demande écrite justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

ARTICLE 3 – Eligibilité des dépenses

Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses :

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen, et par le programme s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération, qu'elles soient financées sur fonds européens ou sur fonds nationaux publics ou privés.

Ne seront retenues dans l'assiette éligible que des dépenses conformes aux dispositions réglementaires, et répondant aux critères définis dans le programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, aux critères de sélection et au document de mise en œuvre.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déjà déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme, par un autre programme européen ou par toute autre aide publique.

Période d'éligibilité et justification des dépenses :

Les dépenses sont éligibles si elles sont réalisées par le bénéficiaire, payées et acquittées à compter du « date de début d'éligibilité des dépenses » « date de la demande » et jusqu'au « date de fin d'éligibilité des dépenses. », qui correspond à la date de fin de la période de conventionnement.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées (mention portée sur chaque facture par le fournisseur) et/ou par la production de pièces de valeur probante équivalente à savoir :

- pour les opérateurs publics, copie des factures certifiées accompagnées d'une attestation de paiement délivrée par leur comptable public ;
- pour les opérateurs privés, les factures certifiées payées, mention portée, sur chaque facture ou sur un état récapitulatif, par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable ou accompagnées de relevés de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

Option de coûts simplifiés (Spécifique FSE)

Conformément à l'article 14 du règlement FSE le recours aux coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations dont le soutien public ne dépasse pas 50 000,00 €. Il sera mis en œuvre de la manière suivante :

- ☐ coûts unitaires dont l'unité est le nombre de participant au terme de l'opération
- ☐ taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel pour le calcul des autres coûts

Dans ce cas le bénéficiaire devra fournir tout justificatif probant de la réalisation physique de l'opération. Aucune pièce justificative comptable n'est requise.

Nota Bene : En cas de dépenses qui ont fait l'objet d'une procédure de coûts simplifiés, les pièces justificatives comptables des dépenses concernées ne sont pas requises. Il est nécessaire de préciser la forme, la référence juridique applicable, et la méthode (ex : taux forfaitaires applicables, barème standard de coûts unitaires dont l'unité choisie, montant forfaitaire, etc...) utilisée.

Nota Bene : En cas de dépenses indirectes il est nécessaire d'indiquer la clé de proratisation retenue

Nota Bene : La convention doit être ajustée en prenant en compte certains types de dépenses (ex : crédit-bail, contribution en nature, sous-traitance, etc...)

Nota Bene : La convention doit être ajustée en cas de dépenses acquittées par un tiers, ou de dépenses supportées par des partenaires dans le cadre d'une opération collaborative

Nota Bene : Il peut être envisagé d'indiquer dans la convention que le libellé de la facture mentionne explicitement l'intitulé de l'opération.

Nota Bene : La période d'éligibilité des dépenses doit être cohérente par rapport à la période d'exécution de l'opération.

ARTICLE 4 - Montant de l'aide européenne

Le coût total prévisionnel éligible de l'opération est de : < montant en chiffres> euros, montant en lettres < HT **OU** TTC >.

Le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

- Le montant maximum prévisionnel de la **participation du FEDER** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût total prévisionnel éligible.
- Le montant maximum prévisionnel de la **participation CTM** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût prévisionnel éligible.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer la CTM, dès qu'il en a connaissance et dans tous les cas avant la fin de l'opération, ce qui fera procéder au réexamen du dossier par les instances de programmation. En cas de manquement de cette obligation, la CTM pourra exiger du bénéficiaire le remboursement total ou partiel des montants payés.

L'aide européenne pourra dans ce cas être revue à la baisse afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

ARTICLE 5 – Modalités de paiement de l'aide européenne

Sous réserve de disponibilités des crédits correspondants, les modalités de paiement des aides s'établissent comme suit :

- Au titre d'une **avance** d'un montant maximal de 20% du montant de l'aide prévisionnelle, à la signature de la convention, sur demande expresse dûment motivée du bénéficiaire et présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération, sous réserve de disponibilité de crédits et après avis du service instructeur ;
- Au titre d'**acompte(s)**, au prorata des dépenses réalisées et justifiées dans la limite de 80 % du montant maximum des aides en cofinancement accordées, déduction faite de l'avance versée le cas échéant ; le bénéficiaire s'engage à déposer à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes un état récapitulatif détaillé de ses dépenses réalisées accompagné des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées conformément au programme retenu, payées par le bénéficiaire et acquittées.
- Au titre de versement du **solde** : de 20% calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel du cofinancement, déduction faite de l'avance et des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire, dans le délai prévu à l'article 2 d'un compte-rendu d'exécution final de l'opération, de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles, de la production des décisions des co-financeurs (délibérations des organismes publics) si elles n'ont pas encore été produites et d'un état des cofinancements publics réellement encaissés (origine et montant à la date de la demande du solde).

En cas de désaccord entre le service instructeur et le bénéficiaire sur le montant justifié retenu, un délai de 30 jours est accordé au porteur de projet pour transmettre les éléments complémentaires susceptibles de réviser la position du service instructeur.

Au-delà de cette date, le service instructeur informe, par courrier, le porteur de projet de sa décision définitive.

Les voies et délais de recours seront mentionnés sur ce courrier de décision.

Le comptable assignataire procède au versement de l'aide sur le compte du bénéficiaire selon les coordonnées suivantes :

< Etablissement bancaire >

N° IBAN : < ... >
Code BIC : <....>

ARTICLE 6 - Conditions de versement de l'aide européenne

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide publique de <taux max d'aide publique % - **A préciser uniquement si inférieur à 100%.**
- de la réalisation effective des dépenses éligibles réparties par postes de dépenses vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur et en fonction des conclusions du rapport de contrôle de service fait (certification des dépenses réalisées, payées et acquittées sur la base de justificatifs) effectué par le service instructeur.
- de la disponibilité des crédits européens.

Et, notamment *au moment du paiement du solde de l'aide, sous réserve* :

- du renseignement des indicateurs de réalisation et de la justification des écarts éventuellement constatés.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la réalisation d'une visite sur place obligatoire pour tous les projets dont le coût total est supérieur à 500 000 € ainsi que les projets identifiés dans le cadre de la méthode d'échantillonnage représentatif du programme.

Le versement de l'aide européenne pourra être interrompu ou suspendu par la «CTM» dans le cas où une enquête est lancée en rapport avec une éventuelle irrégularité affectant la dépense concernée ou d'une défaillance dans le système de gestion et de contrôle du programme.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation de l'opération

Suivi de l'exécution de la convention

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement le service instructeur de l'avancement de l'opération. A cet effet, il s'engage à respecter le calendrier indiqué dans l'annexe technique et financière et à transmettre les pièces justificatives comptables des dépenses et non comptables permettant de justifier la réalisation de l'opération.

Dans le cas d'investissements publics générateurs de recettes, le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement un état certifié des recettes perçues.

Suivi des indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au service instructeur les données sur l'avancement des indicateurs de réalisation et/ou de résultat afférents à l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les engagements pris dans l'atteinte des cibles fixées des indicateurs de réalisation et/ou de résultat. En cas de différence observée entre les valeurs prévues et les réalisations/résultats effectifs, le bénéficiaire s'engage à fournir une note explicative détaillée.

Evaluation

La «CTM» pourra solliciter le bénéficiaire pour les besoins des évaluations qui seront menées dans le cadre du programme.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à répondre à ces sollicitations.

Echanges de données électroniques

Le bénéficiaire s'engage à saisir et à transmettre les informations requises et fiables à «CTM» dans le cadre du portail de dématérialisation des échanges de données. Ces informations permettent au service

instructeur d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire. Il s'engage également à informer la «CTM» des modifications apportées dans le portail de dématérialisation.

ARTICLE 8 – Contrôles/Audits

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'autorité de gestion et par toute autorité commissionnée par l'Etat ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux ou européens (Commission européenne, OLAF, Cour des comptes européenne).

Il s'engage à présenter aux contrôleurs/auditeurs tous les documents de l'opération et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses réalisées et payées par le bénéficiaire jusqu'au délai prévu à l'article 12 de la présente convention.

La «CTM» pourra également réaliser des contrôles sur pièces et sur place, sur la base d'un échantillonnage représentatif du programme. Ces vérifications donnent lieu à un rapport signé et daté par le contrôleur et à une procédure contradictoire.

Afin de détecter des risques potentiels de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, la «CTM» pourra avoir recours à un outil dénommé ARACHNE mis à disposition par la Commission européenne. Dans ce cadre, les données prévues à l'annexe III du règlement délégué n°480/2014 du 3 mars 2014 peuvent être transmises à la Commission européenne pour traitement.

La «CTM» pourra consulter les résultats de ce traitement et prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union européenne et ceux de la CTM le cas échéant.

Les bénéficiaires personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification de leurs données et l'autorité de gestion informe ceux-ci des éventuels recours juridiques.

ARTICLE 9 – Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à tenir soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le FEDER et en accord avec la «CTM», un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives peut être retenu.

La comptabilité du bénéficiaire doit permettre une réconciliation des dépenses et des ressources déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives comptables.

ARTICLE 10 – Modification ou abandon de l'opération

Modification de l'opération :

Toute modification de l'opération doit être notifiée par le bénéficiaire au service instructeur, dès qu'il en a connaissance, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

Après examen, le service instructeur prend les dispositions nécessaires et le cas échéant établit un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans la zone géographique couverte par le programme. Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante dans les 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- *un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme;*
- *un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;*
- *un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.*

Il revient à la «CTM» de décider si l'opération a été modifiée ou non au regard des informations communiquées par le bénéficiaire, du contexte et de la réglementation applicable.

Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées par la «CTM» au prorata de la période pendant laquelle les exigences n'ont pas été satisfaites.

Abandon de l'opération :

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par écrit la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération. Le service instructeur définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 11 – Publicité et respect des politiques européennes et nationales

Publicité :

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne au financement de son opération, selon les dispositions prévues par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et les règlements délégués et d'exécution le cas échéant. Il s'engage notamment à mentionner dans tous les documents ayant trait à l'opération la participation de l'Union européenne via le <fonds>. Le public concerné par les actions devra également être informé des cofinancements publics (européens, nationaux).

La mention suivante devra obligatoirement être utilisée : « [intitulé de l'opération] est cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du < programme / fonds > » et s'accompagne de l'emblème de l'Union européenne.

Le bénéficiaire est informé que la liste de l'ensemble des bénéficiaires d'aides communautaires sera publiée sur internet.

Le contrôle du respect de ces obligations s'effectuera :

- à l'occasion de la demande de versement du solde de la subvention, le bénéficiaire étant tenu de produire tous les justificatifs de mise en œuvre de ces obligations (photos, documents publiés,...)
- à l'occasion de visites de contrôles sur sites.

Par ailleurs, ce non-respect entraînera l'annulation de ladite subvention et une demande de reversement des acomptes déjà versés par l'émission d'un titre de recettes.

Respect des politiques européennes :

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes (qui lui sont opposables) et notamment les :

- Règles sectorielles : règles de concurrence, d'aide d'Etat, de l'environnement et de la commande publique,
- Principes horizontaux : principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination, de développement durable.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Il s'engage à respecter le cas échéant la réglementation concernant les investissements générateurs de recettes.

ARTICLE 12 - Archivage et durée de conservation des documents

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver *dans un lieu unique* le dossier technique, financier et administratif de l'opération.

En application de l'article 140 du règlement 1303/2013 du 17 décembre 2013, tous les documents doivent être accessibles pendant la durée de conservation suivante :

- Pour les opérations inférieures à 1 000 000 € en dépenses éligibles, une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.
- Pour les autres opérations : la durée de conservation des pièces justificatives est de 2 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.

Les pièces justificatives à conserver concernent, en accord avec l'article 25 du Règlement délégué (UE) n°480/2014 :

- les dépenses acquittées dans le cadre de la réalisation du projet,
- les données relatives aux réalisations et aux résultats du projet, et celles permettant de rapprocher ces éléments avec les indicateurs du programme,
- le cas échéant les documents sur la base desquels les coûts forfaitaires ont été calculés, ainsi que les coûts éligibles auxquels s'appliquent ces taux,
- le paiement de la contribution publique,
- le cahier des charges (CCTP) des maîtres d'ouvrage publics et le plan de financement, ainsi que les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports du bénéficiaire et les rapports relatifs aux vérifications et aux audits réalisés,
- les contrôles de gestion et d'audit réalisés sur l'opération.

ARTICLE 13 - Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

La CTM et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Propriété et utilisation des résultats :

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à la «CTM» le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Article 14 – Assurance

Le bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires afin de garantir sa responsabilité civile. Tout au long de la durée d'exécution de la présente convention, il fera son affaire personnelle du paiement des primes et cotisations afférentes à l'opération précitée, sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause.

ARTICLE 15 - Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

ARTICLE 16 : Résiliation et reversement

La CTM se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés, en cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération ;
- de la modification du plan de financement de l'opération sans autorisation préalable et acceptation formelle ;
- d'une modification importante de l'opération affectant sa pérennité prévue à l'article 10 ;
- de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
- d'un conflit d'intérêt ou d'une fraude/corruption avérée,
- du refus de se soumettre aux contrôles réglementaires.

Cette résiliation est effectuée par courrier avec accusé réception.

La résiliation de la convention peut être sollicitée également par le bénéficiaire qui en informe la « CTM » par courrier avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la «CTM » les ultimes pièces justificatives manquantes du dossier et à les conserver sur une période déterminée.

En cas de sommes indûment perçues, le bénéficiaire s'engage à reverser celles-ci dans les plus brefs délais et dans leur intégralité.

ARTICLE 16 : Contentieux et recours

En cas de litige, le bénéficiaire dispose de la possibilité de présenter un recours gracieux auprès des financeurs et signataires qui peut s'exercer dans un délai de 2 mois.

En outre, les décisions de la « CTM » prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par le bénéficiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente dans le cas d'un recours gracieux.

ARTICLE 17 : Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la convention sont :

- le présent document ;
- l'annexe 1 : la notification de décision
- l'annexe 2 : Fiche synthétique technique de l'opération incluant le calendrier de réalisation
- l'annexe 3 : Plan de financement / poste de dépenses et ressources
- l'annexe 4 : Justifications des co-financeurs (arrêté délibération)
- l'annexe 5 : Relevé d'Identité Bancaire (si pertinent)
- l'annexe 6 : Indicateurs de réalisation

Fait à _____, le _____

En 3 exemplaires :

Le bénéficiaire, (nom et qualité du signataire)

Le Président du Conseil Exécutif de la
CTM (nom et qualité du signataire)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-223-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-223-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

PORTANT RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ATTRIBUÉES À LA VILLE DE SAINT-PIERRE DANS LE CADRE DU CONTRAT DE PROGRÈS VERS L'OPÉRATION DE RÉNOVATION DE LA CATHÉDRALE DU MOUILLAGE DE SAINT-PIERRE (PHASE 2)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1311-1 du 23 juillet 2015 portant octroi de subventions à la ville de Saint-Pierre dans le cadre du contrat de progrès ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de

Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande de la ville de Saint-Pierre ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), les transports et les sports ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 12 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la réaffectation de 75 516,40 €, soit 100% de la subvention allouée à la ville de Saint-Pierre par la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1311-1 du 23 juillet 2015 pour « la création du point de vue du fromager » au titre du contrat de progrès.

ARTICLE 2 : Est autorisée la réaffectation de 52 779,03 €, soit 79,49% de la subvention de 66 400 € allouée à la ville de Saint-Pierre par la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1311-1 du 23 juillet 2015 pour « la création d'un espace multisport au quartier Périnelle » au titre du contrat de progrès.

ARTICLE 3 : Les subventions réaffectées aux articles 1 et 2 soit cent vingt-huit mille deux cent quatre-vingt-quinze euros quarante-trois centimes (128 295,43 €) sont allouées à la ville de Saint-Pierre pour l'opération « rénovation de la cathédrale du Mouillage de Saint-Pierre phase 2 ».

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-224-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-224-1
AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

**PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE FRACTION D'UNE SUBVENTION (ACRC 2002-2003)
ATTRIBUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE FÉLIX BOISSON
VERS UNE OPÉRATION DE RÉNOVATION DE LA CATHÉDRALE DU MOUILLAGE
DE SAINT-PIERRE (PHASE 2)**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°03-804 du 10 juin 2003 portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'aide du conseil régional aux communes (ACRC programmes 2002-2003) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de la ville de Saint-Pierre ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), les transports et les sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la réaffectation de cent trois mille six cent quatre-vingt-quinze euros cinquante-cinq centimes (103 695,55 €), soit 39,13 % de la subvention de 265 000,00 € allouée à la ville de Saint-Pierre par la délibération du Conseil Régional de Martinique n°03-804 du 10 juin 2003 pour « l'aménagement de la Place Félix Boisson » au titre des programmes ACRC 2002 et 2003.


ARTICLE 2 : La subvention réaffectée à l'article 1 soit cent trois mille six cent quatre-vingt-quinze euros cinquante-cinq centimes (103 695,55 €) est allouée à la ville de Saint-Pierre pour l'opération « rénovation de la cathédrale du Mouillage de Saint-Pierre phase 2 ».

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-225-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-225-1
AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

**PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE FRACTION D'UNE SUBVENTION (ACRC 2002-2003)
ATTRIBUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE FÉLIX BOISSON
VERS UNE OPÉRATION DE RÉNOVATION DE LA CRÈCHE MUNICIPALE**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°03-804 du 10 juin 2003 portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'aide du Conseil régional aux communes (ACRC programmes 2002-2003) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de la ville de Saint-Pierre ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), les transports et les sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la réaffectation de treize mille neuf cent quatre-vingt-huit euros (13 988,00 €), soit 5,27 % de la subvention de 265 000,00 € allouée à la ville de Saint-Pierre par la délibération du Conseil Régional de Martinique n°03-804 du 10 juin 2003 pour « l'aménagement de la Place Félix Boisson » au titre des programmes ACRC 2002 et 2003.

ARTICLE 2 : La subvention réaffectée à l'article 1 soit treize mille neuf cent quatre-vingt-huit euros (13 988,00 €), est allouée à la ville de Saint-Pierre pour l'opération « rénovation de la crèche municipale ».

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-234-1-DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N°17-234-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 6 ET 7 AVRIL 2017

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 6 et 7 avril 2017, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR 



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JUL. 2017

DELIBERATION N° 17-235-1

COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2016

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Joachim BOUQUETY), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Sandra VALENTIN), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), Nadine RENARD (pouvoir donné à Michelle BONNAIRE), Patricia TELLE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marie-Frantz TINOT (pouvoir donné à Michelle MONROSE), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1 et suivants, L.1612-12 et L.3312-5 et L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis émis par le conseil de la culture de l'éducation et de l'environnement de la Martinique (CCEE) le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par le conseil économique social environnemental régional de Martinique (CESER), le 23 juin 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'exposé du Payeur de la Collectivité Territoriale sur le compte de gestion de l'exercice 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

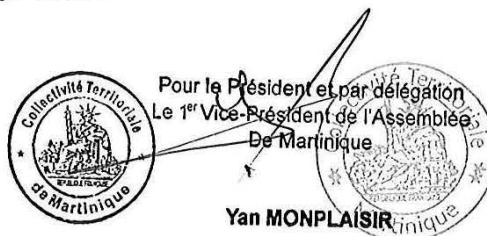
ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique, adopte tel qu'il figure en annexe à la présente délibération, le Compte de gestion de l'exercice 2016.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 33 voix pour et 15 voix contre, en sa séance publique du 26 juin 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE RESULTAT D'EXECUTION 2016 DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES					
PAIERIE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE Centre des Finances Publiques Route de Cluny - Schoelcher BP 605 97261 Fort-de-France Cedex Tél: 05 96 59 54 33 t103090@dgfp.finances.gouv.fr		INTEGRATION DES RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT (2015)	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT	RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 CTM	RESULTAT DE CLOTURE 2016 CTM
I BUDGET PRINCIPAL					
pour mémoire DEPARTEMENT INVESTISSEMENT		5 404 763,13			
pour mémoire DEPARTEMENT FONCTIONNEMENT		36 028 783,21			
total DEPARTEMENT		30 624 020,08			
pour mémoire REGION INVESTISSEMENT		42 495 349,44			
pour mémoire REGION FONCTIONNEMENT		29 510 927,70			
total REGION		12 984 421,74			
Total résultats INVESTISSEMENT DEPARTEMENT + REGION		47 900 112,57			
Total résultats FONCTIONNEMENT DEPARTEMENT + REGION		65 539 710,91			
Part affectée à l'investissement pour l'ex-Département			23 115 005,72		
Part affectée à l'investissement pour l'ex- Région			29 510 927,70		
CTM 2016 INVESTISSEMENT				51 794 901,58	3 894 789,01
CTM 2016 FONCTIONNEMENT				19 931 501,27	32 845 278,76
TOTAL I		17 639 598,34	52 625 933,42	71 726 402,85	36 740 067,77
II BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF					
LDH INVESTISSEMENT		265 161,34	-	108 842,41	156 318,93
LDH FONCTIONNEMENT		564 279,14	-	596 709,54	32 430,40
TOTAL II		299 117,80	-	487 867,13	188 749,33
III BUDGETS ANNEXES A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL					
PISE INVESTISSEMENT		-	-	-	-
PISE FONCTIONNEMENT		106 311,80	-	425 227,50	531 539,30
TOTAL III		106 311,80		425 227,50	531 539,30
TOTAL GENERAL		17 446 792,34	52 625 933,42	72 639 497,48	37 460 356,40
<p>Le Comptable Public de la paie de la collectivité territoriale de Martinique, certifie que le compte de gestion définitif et le compte administratif de la gestion 2016 de la CTM et ses budgets annexes, ont fait l'objet d'un pointage et que le parfait accord a été constaté. Par ailleurs, les opérations relatives à la reprise des résultats 2015 des gestions des ex-Département et ex-Région, ainsi que les affectations en section d'investissement, ont été comptabilisées selon les règles comptables, et conformément à la délibération CTM n°16-120-1 du 26 mai 2016 et rendue exécutoire le 07 juin 2016.</p> <p>Fort de France, le 15 juin 2017</p>					
Préfecture Martinique Contrôle de légalité REÇU LE 11 JUIL. 2017		Le PAYEUR de la CTM Gilles GRAZIANI Inspecteur divisionnaire Hors-classe des Finances Publiques			



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JUL. 2017

DELIBERATION N° 17-235-2

COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE L'EXERCICE 2016

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Joachim BOUQUETY), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Sandra VALENTIN), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), Nadine RENARD (pouvoir donné à Michelle BONNAIRE), Patricia TELLE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marie-Frantz TINOT (pouvoir donné à Michelle MONROSE), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1 et suivants, L.1612-12 et L.3312-5 et L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis émis par le conseil de la culture de l'éducation et de l'environnement de la Martinique (CCEE) le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par le conseil économique social environnemental régional de Martinique (CESER), le 23 juin 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 16 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 19 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 19 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 19 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 21 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 22 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 22 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 23 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique, après avoir débattu, adopte, tel qu'il figure en annexe, à la présente délibération, le compte administratif de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2016, et constate sa concordance avec le compte de gestion du Payeur Territorial.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 33 voix pour et 15 voix contre, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE RESULTAT D'EXECUTION 2016 DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES					
<div>PAIERIE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE Centre des Finances Publiques Route de Cluny - Schoelcher BP 605 97261 Fort-de-France Cedex Tél: 05 96 59 54 33 t103090@dgfip.finances.gouv.fr</div>					
I BUDGET PRINCIPAL		INTEGRATION DES RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT (2015)	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT	RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 CTM	RESULTAT DE CLOTURE 2016 CTM
pour mémoire DEPARTEMENT INVESTISSEMENT		5 404 763,13			
pour mémoire DEPARTEMENT FONCTIONNEMENT		36 028 783,21			
total DEPARTEMENT		30 624 020,08			
pour mémoire REGION INVESTISSEMENT		42 495 349,44			
pour mémoire REGION FONCTIONNEMENT		29 510 927,70			
total REGION		12 984 421,74			
Total résultats INVESTISSEMENT DEPARTEMENT + REGION		47 900 112,57			
Total résultats FONCTIONNEMENT DEPARTEMENT + REGION		65 539 710,91			
Part affectée à l'investissement pour l'ex-Département			23 115 005,72		
Part affectée à l'investissement pour l'ex- Région			29 510 927,70		
CTM 2016 INVESTISSEMENT				51 794 901,58	3 894 789,01
CTM 2016 FONCTIONNEMENT				19 931 501,27	32 845 278,76
TOTAL I		17 639 598,34	52 625 933,42	71 726 402,85	36 740 067,77
II BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF					
LDH INVESTISSEMENT		265 161,34		108 842,41	156 318,93
LDH FONCTIONNEMENT		564 279,14	-	596 709,54	32 430,40
TOTAL II		299 117,80	-	487 867,13	188 749,33
III BUDGETS ANNEXES A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL					
PISE INVESTISSEMENT		-		-	-
PISE FONCTIONNEMENT		106 311,80	-	425 227,50	531 539,30
TOTAL III		106 311,80		425 227,50	531 539,30
TOTAL GENERAL		17 446 792,34	52 625 933,42	72 639 497,48	37 460 356,40

Le Comptable Public de la paie de la collectivité territoriale de Martinique, certifie que le compte de gestion définitif et le compte administratif de la gestion 2016 de la CTM et ses budgets annexes, ont fait l'objet d'un pointage et que le parfait accord a été constaté. Par ailleurs, les opérations relatives à la reprise des résultats 2015 des gestions des ex-Département et ex-Région, ainsi que les affectations en section d'investissement, ont été comptabilisées selon les règles comptables, et conformément à la délibération CTM n°16-120-1 du 26 mai 2016 et rendue exécutoire le 07 juin 2016.

Fort de France, le 15 juin 2017

Préfecture Martinique
Contrôle de légalité
REÇU LE

11 JUIL. 2017

Le PAYEUR de la CTM

Gilles GRAZIANI
Inspecteur divisionnaire Hors-classe
des Finances Publiques



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-235-3

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JUL. 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT - EXERCICE 2016

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Joachim BOUQUETY), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Sandra VALENTIN), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), Nadine RENARD (pouvoir donné à Michelle BONNAIRE), Patricia TELLE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marie-Frantz TINOT (pouvoir donné à Michelle MONROSE), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1 et suivants, L.1612-12 et L.3312-5 et L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis émis par le conseil de la culture de l'éducation et de l'environnement de la Martinique (CCEE) le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par le conseil économique social environnemental régional de Martinique (CESER), le 23 juin 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 16 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 19 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 19 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 19 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 21 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 22 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 22 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 23 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique adopte tel qu'il figure en annexe, le rapport relatif aux autorisations de programme et d'engagement.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 33 voix pour et 15 voix contre, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



Annexe à la délibération n°17-235-3

Préfecture Martinique
Contrôle de légalité
REÇU LE

11 JUIL. 2017

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *			Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé	Chapitre (s)								
R375E03	ACRC 2014/2015/2016 ET CONTRACT TERRITORIAUX	905	20 000 000,00	0,00	0,00	31 065 939,58	12 311 306,78	18 754 632,80	2 223 939,64	16 530 693,16
R377E01	AP FEDER	9005	399 959 114,00	8 400 000,00	0,00	8 958 895,90	0,00	8 958 895,90	8 304 965,22	653 930,68
R377E04	AP-FEDER EXTENSION PORT	9005	0,00	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R377E05	AP-FEDER SAMAC	9005	0,00	19 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R377E06	AP-FEDER SMTVD	9005	0,00	19 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R300E05	AP-INVESTISSEMENT GIP	9005	960 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D173E04	AP05D - FRAFU PARTICULIERS	905	4 694 803,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D157E17	AP05D-PARTICIPATION INVESTISSEMENT SAEM GALION	906	466 850,69	0,00	63 750,00	228 262,50	0,00	292 012,50	223 533,75	68 478,75
D190E17	AP05D-PLAN DEVT DURABLE ET SOLIDAIRE LITTORAL STANNAIS-PPDS	905	200 000,00	0,00	182 891,37	0,00	0,00	182 891,37	0,00	182 891,37
D217E17	AP05D-TRVX REHABILITATION HOTEL CONSEIL GENERAL	900	80 812,22	0,00	0,00	90 000,00	10 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00
D190E21	AP07D-PLAN DE DEVT ET DE RENOVATION URBAIN FDF - PDRU	905	4 725 330,00	0,00	1 604 186,66	0,00	0,00	1 604 186,66	0,00	1 604 186,66
D227E23	AP08D- PLAN D'URGENCE POUR LOGEMENT SOCIAL	904	2 042 633,88	0,00	17 394,94	83 619,88	0,00	101 014,82	35 508,93	65 505,89
D173E25	AP09D-PROG REHABILITATION HABITAT LBU 2006-2007-2008	905	482 067,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D257E27	AP10D-CONFORTEMENT PARASISMIQUE DES COLLEGES	902	1 691 331,40	0,00	430 902,90	1 071 800,00	0,00	1 502 702,90	231 882,50	1 270 820,40
D235E27	AP10D-PLAN ENERGIE CLIMAT 1	907	3 682 413,55	0,00	21 515,40	0,00	0,00	21 515,40	0,00	21 515,40
D243E27	AP10D-PROGRAMME DEPARTEMENTAL DE MAITRISE DES DECHET (PDMD)	907	2 577 690,29	0,00	370 421,08	1 502 622,14	145 752,06	1 727 291,16	406 034,32	1 321 256,84
D274E27	AP10D-TRAV MISE A NIVEAU COLLEGE V PLACOLY	902	0,00	70 000,00	67 895,28	39 350,66	0,00	107 245,94	106 470,04	775,90
D173E29	AP11D-AIDE A LA CONSTRUCTION DE LLTS	905	200 000,00	0,00	5 931 683,00	775 736,00	2 595 700,00	4 111 719,00	1 565 107,00	2 546 612,00
D261E29	AP11D-CONSTRUCTION ETAT MAJOR SDIS BOUILLE ET PARKING	901	797 493,20	0,00	346 978,52	271 657,77	0,00	618 636,29	140 830,73	477 805,56
R017E31	AP12D-3-1-2 DYNAMISATION INDUSTRIE TOURISTIQUE	900	14 666 062,75	1 626 000,00	5 541 334,04	1 472 497,31	271 312,82	6 742 518,53	1 583 202,70	5 159 315,83
R086E31	AP12D-ACCOMPAGNEMENT CONDITIONNALITE	906	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
R085E31	AP12D-ACCOMPAGNEMENT PROJET STRUCTURAT.FILIERE	906	1 446 723,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R218E31	AP12D-ACHAT	903	2 556 617,46	20 000,00	35 783,00	130 285,00	6 800,00	159 268,00	67 813,07	91 454,93
R366E01	AP12D-ACHAT OEUVRES ART	903	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R003E31	AP12D-ACQUISITION DE LOGICIELS	900	1 536 294,80	50 000,00	536 502,89	890 003,00	230 300,01	1 196 205,88	4 394,25	1 191 811,63
R006E31	AP12D-ACQUISITION INFRAS. STOCKAGE SERVEURS	900	2 624 093,38	1 567 000,00	41 718,10	1 040 115,95	305 395,40	776 438,65	532 951,23	243 487,42
R015E31	AP12D-ACQUISITION LOGICIELS GESTION SI	900	1 836 765,53	2 693 000,03	908 122,30	393 886,50	448 284,10	853 724,70	360 561,44	493 163,26
R007E31	AP12D-ACQUISITION LOGICIELS GESTION SI	900	1 847 650,53	2 530 000,00	388 519,70	274 903,88	44 909,00	618 514,58	446 809,27	171 705,31
R010E31	AP12D-ACQUISITION VEHICULES LEGERS	900	1 797 199,38	200 000,00	0,00	167 400,00	0,00	167 400,00	0,00	167 400,00
R208E31	AP12D-ACRC 2011-2012 ET CONTRATS TERRITORIALS	905	17 312 093,69	15 039 000,00	51 796 696,35	3 686 899,90	27 026,70	55 456 569,55	2 291 580,08	53 164 989,47
R020E31	AP12D-AIDE A L'EMPLOI	906	1 244 535,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R019E31	AP12D-AIDE A LA CREATION ET EXTENTION	906	4 048 922,96	2 540 000,00	593 317,91	3 311 345,51	41 678,92	3 862 984,50	1 668 877,16	2 194 107,34
D190E31	AP12D-AIDE AUX COMMUNES	906	36 573,47	0,00	2 959 718,98	23 035,94	0,00	2 982 754,92	442 439,49	2 540 315,43
R021E31	AP12D-AIDE AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTE	906	1 329 490,10	215 000,00	300 754,88	541 897,20	352 095,60	490 556,48	212 614,58	277 941,90
R182E31	AP12D-AIDE AUX PARTICILIERS POUR LE SOLAIRE	907	3 812 634,79	186 999,30	1 637 909,93	8 987,25	0,00	1 646 897,18	378 465,84	1 268 431,34
R309E01	AP12D-AIDE EXCEPTIONNELLE/ CONJONCTURELLE COMMUNES	905	3 775 985,90	0,00	1 424 014,10	0,00	0,00	1 424 014,10	0,00	1 424 014,10
R128E31	AP12D-AIDES A L EQUIPEMENT	902	1 485 461,00	1 984 930,00	0,00	2 810 855,80	0,00	2 810 855,80	111 295,80	2 699 560,00
R129E31	AP12D-AIDES A L INVESTISSEMENT	902	1 836 245,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R027E31	AP12D-AMENAGEMENT DE CARREFOURS	908	6 822 971,21	956 116,66	3 710 412,91	832 925,43	0,00	4 543 338,34	93 766,14	4 449 572,20
R026E31	AP12D-AMENAGEMENT EN TRAVERSE AGGLOMERATION	908	9 463 396,86	1 807 666,66	3 272 847,35	5 311 045,26	500 000,00	8 083 892,61	2 239 387,42	5 844 505,19
R028E31	AP12D-AMENAGEMENT PAYSAGER OU ARTISTIQUE	908	4 757 197,42	8 166,67	113 984,52	0,00	0,00	113 984,52	0,00	113 984,52
R209E31	AP12D-ANCIEN DOSSIERS ACRC	905	10 305 254,24	450 000,00	2 759 255,05	1 123 093,23	77 449,16	3 804 899,12	642 901,25	3 161 997,87
R352E01	AP12D-APPEL A PROJET JEUNE ENTREPRENEUR	906	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R356E01	AP12D-APPEL A PROJETUNITÉ DE TRANSFORMATION	906	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R145E31	AP12D-ARCD	905	4 695 681,70	287 633,33	551 527,00	885 600,00	84 000,00	1 353 127,00	581 200,00	771 927,00
R110E31	AP12D-ATTRACTIVITE DU TOURISME/ACCOMPAG.PROJET	906	3 824 494,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R109E31	AP12D-ATTRACTIVITE DU TOURISME/FINANCEMT. PROJ	906	8 802 034,25	185 799,00	1 155 943,71	266 339,12	307 182,89	1 115 099,94	244 165,17	870 934,77
R022E31	AP12D-AUTRES MODALITES AIDES ENTREPRISES/ASSOC	906	2 061 402,64	6 501,00	63 252,00	0,00	0,00	63 252,00	0,00	63 252,00

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
R150E31	AP12D-AUTRES OPERATIONS DE LOGEMENT	905	2 919 247,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R024E31	AP12D-AVANCE REMBOURSABLE	906	2 110 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R071E31	AP12D-AVANCE REMBOURSABLE	906	3 449 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R351E01	AP12D-AVANCE REMBOURSABLE	906	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R069E31	AP12D-AVANCE REMBOURSABLE	906	1 234 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
R035E31	AP12D-BATIMENT FORMATION PROF/APPRENTISSAGE	902	6 116 775,88	7 118 792,40	2 107 387,15	0,00	0,00	2 107 387,15	0,00	2 107 387,15
R033E31	AP12D-BATIMENTS DIVERS	900	7 806 397,14	895 473,49	4 669 547,79	108 160,20	0,00	4 777 707,99	516 391,32	4 261 316,67
R034E31	AP12D-BATIMENTS ENSEIGNEMENT	902	5 448 455,05	128 000,00	24 882,84	5 901 676,17	622 292,20	5 304 266,81	4 974 897,09	329 369,72
R087E31	AP12D-BOOSTERS ENTREPRISE/AIDE A EMPLOI	906	3 016,85	5 069 000,00	706 702,20	5 077 870,27	15 000,00	5 769 572,47	1 504 884,90	4 264 687,57
R214E31	AP12D-BUREAU ACCUEIL DES TOURNAGES	903	1 360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R345E01	AP12D-CENTRE CARIBEEN DE LA MER	906	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R142E31	AP12D-CHU FORT DE FRANCE	904	9 877 383,80	1 727 000,00	4 091 796,40	805 000,00	0,00	4 896 796,40	483 000,00	4 413 796,40
R023E31	AP12D-COMITE MARTINICAIS DU TOURISME	906	14 890 000,00	7 000 000,00	0,00	10 722 935,00	2 892 000,00	7 830 935,00	7 830 935,00	0,00
R176E31	AP12D-CONSERVATOIRE BOTANIQUE DE MARTINIQUE	907	1 004 005,95	376 366,66	1 221,48	10 642,20	0,00	11 863,68	8 392,20	3 471,48
R371E01	AP12D-CONSTRUCTION INTERNAT EXCELLEN	902	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R014E31	AP12D-CONSTRUCTION IRASS	906	830 416,00	346 006,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R037E31	AP12D-CONSTRUCTION IRFMSJ	903	3 647 946,90	0,00	278 965,87	0,00	0,00	278 965,87	0,00	278 965,87
R013E31	AP12D-CONSTRUCTION LYCEE DUCOS CENTRE SUD	902	1 300 784,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R044E31	AP12D-CONSTRUCTION MARCHES REGIONAUX	900	1 500 000,00	57 733,33	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	21 232,60	1 978 767,40
R038E31	AP12D-CONSTRUCTION POLE UNIVERSITAIRE DE SANTE	902	18 266 893,66	2 101 695,50	1 705 609,59	736 983,61	0,00	2 442 593,20	667 310,72	1 775 282,48
R042E31	AP12D-CONSTRUCTION ZAE REGIONALE MANGOT VULCIN	900	1 694 220,24	41 000,00	340 955,75	110,00	0,00	341 065,75	40 958,75	300 107,00
R043E31	AP12D-CONSTRUCTION ZAE REGIONALE SAINTE MARIE	900	7 663 134,37	22 100,00	240 544,71	17 100,00	0,00	257 644,71	21 788,43	235 856,28
R018E31	AP12D-CONTREPARTIE REGIONALE	906	24 714 286,42	1 142 700,00	3 335 961,45	1 361 867,54	0,00	4 697 828,99	1 692 757,43	3 005 071,56
R368E01	AP12D-CONTRIBUTION A TIERS	900	1 097,66	485 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R223E31	AP12D-CONTRIBUTION A TIERS	900	503 072,75	0,00	11 797,96	4 500,00	4 500,00	11 797,96	0,00	11 797,96
R036E31	AP12D-CONTRUCTION LYCEE BELLEFONTAINE NORD CAR	902	2 915 944,00	109 000,00	84 056,00	81 972,00	1 973,05	164 054,95	163 988,12	66,83
R212E31	AP12D-CONVENTION DEVELOP. CINEMATOGRAPI/AUDIO	903	4 360 714,55	1 248 500,00	2 688 148,03	145 150,00	7 000,00	2 826 298,03	263 184,94	2 563 113,09
R224E31	AP12D-COOPERATION REGIONALE	900	143 122,30	0,00	256 877,70	0,00	0,00	256 877,70	0,00	256 877,70

AUTORISATION DE PROGRAMME *			Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
		Chapitre (s)								
R105E31	AP12D-CREATION CENTRE APPLICATION AQUACOLE	900	3 592 286,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R321E01	AP12D-CREATION MAISON ACCUEIL PATIENT PARENT	904	612 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R222E31	AP12D-CRM CHEF DE FILE	900	285 189,75	15 000,00	14 810,25	14 811,00	0,00	29 621,25	14 810,25	14 811,00
R363E01	AP12D-CRSD CONTRAT REDYNAMISAT SITES DEF	905	24 720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R040E31	AP12D-DEMOLITION/ RECONSTRUC. LYCEE SCHOELCHER	902	0,00	2 892 500,00	22 037 061,21	477 096,98	0,00	22 514 158,19	4 382 656,05	18 131 502,14
R039E31	AP12D-DEMOLITION/CONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER	902	82 857 292,22	6 370 000,00	6 327 906,36	2 969 776,20	0,00	9 297 682,56	1 768 995,23	7 528 687,33
R149E31	AP12D-DISPO REHAB AAH	905	4 627 014,81	0,00	2 855 913,03	2 315 308,20	51 141,00	5 120 080,23	2 196 821,93	2 923 258,30
R060E31	AP12D-DSP HAUT DEBIT	905	3 233 012,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R332E01	AP12D-EAT	905	4 287 522,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R333E01	AP12D-EAT OPERATION NOUV PARTICIPATION REGION	905	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R140E31	AP12D-EHPAD	904	3 199 061,33	800 000,00	95 300,00	1 333 000,00	0,00	1 428 300,00	0,00	1 428 300,00
R180E31	AP12D-ENERGIES RENOUVELABLES	907	6 898 287,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R050E31	AP12D-ENTRETIEN BAT. FORMATION PROF. APPRENS	902	5 285 305,27	20 827,33	3 358,86	19 310,00	0,00	22 668,86	17 266,99	5 401,87
R049E31	AP12D-ENTRETIEN DE BATIMENTS DIVERS	900	5 347 700,88	501 146,99	366 990,95	954 805,31	2 500,00	1 319 296,26	366 860,22	952 436,04
R051E31	AP12D-ENTRETIEN ETABLISSEMENTS ENSEIGNEMENT	902	7 343 316,05	266 977,74	141 391,73	28 000,00	0,00	169 391,73	103 154,83	66 236,90
R132E31	AP12D-EQUIPEMENT	902	1 735 000,00	440 000,00	970 000,00	0,00	0,00	970 000,00	748 000,00	222 000,00
R154E31	AP12D-EQUIPEMENT	903	2 327 793,04	2 400,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	0,00
R151E31	AP12D-EQUIPEMENT	903	7 657 689,80	288 900,00	8 760,00	62 659,91	0,00	71 419,91	42 960,00	28 459,91
R215E31	AP12D-EQUIPEMENT CULTURE	903	785 819,81	140 500,00	391 764,10	77 230,92	1 000,00	467 995,02	151 295,81	316 699,21
R083E31	AP12D-ETUDE AUDIT SATELL/SEM/ABATTOIR/FMOTS/	906	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R346E01	AP12D-ETUDE OCTROI DE MER ET FISCALITE	906	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R106E31	AP12D-ETUDES	906	576 674,27	1 000 000,00	230 152,53	17 409,99	0,00	247 562,52	0,00	247 562,52
R177E31	AP12D-ETUDES ET RECHERCHES ENVIRONNEMENTALES	907	3 173 538,78	5 466,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R084E31	AP12D-ETUDES ZAE	906	250 000,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R005E31	AP12D-EVOLUTION COEUR DU SI	900	754 747,23	40 000,00	57 549,72	5 713,00	26 340,56	36 922,16	36 922,16	0,00
R079E31	AP12D-EXTENSION DU PORT / CPERD	906	5 460 000,00	1 000 000,00	3 540 000,00	0,00	0,00	3 540 000,00	0,00	3 540 000,00
R317E01	AP12D-FGMP / FEDER	900	2 003 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R317E02	AP12D-FGMP /REGION	906	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
R012E01	AP12D-FGSF / PART REGION	906	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R012E31	AP12D-FGSF/ PART FEDER	900	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R330E01	AP12D-FILIERE TRAITEMENT DECHETS	907	2 300 000,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R347E01	AP12D-FINANCEMENT DE LA CHAINE LOGISTIQUE	906	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R139E31	AP12D-FONDAT. CAISSE EPARGNE SOLIDARITE EHPAD	904	1 900 800,00	59 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R011E31	AP12D-FPH / PART FEDER	900	250 000,00	0,00	330 000,00	0,00	0,00	330 000,00	0,00	330 000,00
R011E02	AP12D-FPH / PART REGION	906	640 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R148E31	AP12D-FRAFU	905	3 632 898,35	8 118 000,00	4 695 859,95	3 208 587,78	0,00	7 904 447,73	355 162,36	7 549 285,37
D173E31	AP12D-FRAFU PARTICULIERS (PO 2008-2013)	905	387 621,54	0,00	0,00	51 401,15	0,00	51 401,15	51 401,15	0,00
R323E02	AP12D-HARMONISATION AVEC LE CG MARTINIQUE	900	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R082E31	AP12D-HOTELS / PEPINIERS/ NURSEY ENTREPRISES	906	10 922 852,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R068E31	AP12D-INDUSTRIE - DISPOSITIF REGIONAL (ANCIEN REGIME) - SUBV EQUIP PERS DE DROIT PRIVE	906	14 951 461,79	15 000 000,00	1 160 147,84	83 759,97	57 567,97	1 186 339,84	0,00	1 186 339,84
R070E31	AP12D-INDUSTRIE - DISPOSITIF REGIONAL (NOUVEAU DISPOSITIF) - SUBV EQUIP PERSONNES DE DROIT PRIVE	906	17 275 315,25	6 343 000,00	11 986 448,13	19 912 195,12	505 550,20	31 393 093,05	8 041 445,89	23 351 647,16
R072E31	AP12D-INDUSTRIE - PO 1-2-4 AIDES INVESTISSEMENTS - SUBV EQUIP PERS DROIT PRIVEE (FEDER)	900, 906	3 964 635,03	1 579 000,00	11 463 638,58	1 231 557,58	838 118,37	11 857 077,79	1 302 690,34	10 554 387,45
R073E31	AP12D-INDUSTRIE - PO 1-2-4 AIDES INVESTISSEMENTS - SUBV EQUIP PERS DROIT PRIVEE (REGION)	906	5 129 483,34	850 000,00	728 899,26	2 541 764,53	0,00	3 270 663,79	586 561,83	2 684 101,96
R074E31	AP12D-INDUSTRIE - PO 1-2-5 ACTIONS COLLECTIVES PME - SUBV EQUIP PERSONNE DE DROIT PRIVEE (FEDER)	906	2 444 020,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R075E31	AP12D-INDUSTRIE - PO 1-2-5 ACTIONS COLLECTIVES PME - SUBV EQUIP PERSONNE DE DROIT PRIVEE (REGION)	906	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R076E31	AP12D-INDUSTRIE - PO1-2-3 STRUCTURE ACCUEIL - SUBV EQUIP PERSONNE DE DROIT PRIVEE (FEDER)	906	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R077E31	AP12D-INDUSTRIE - PO1-2-3 STRUCTURE ACCUEIL - SUBV EQUIP PERSONNE DE DROIT PRIVEE (REGION)	906	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R001E31	AP12D-INFRASTRUCTURE DE RESEAU LOCAL	900	2 651 248,99	2 460 000,00	994 056,92	1 540 000,00	312 899,12	2 221 157,80	18 812,94	2 202 344,86
R002E31	AP12D-INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION	900	3 551 025,00	155 000,00	8 175,64	30 128,50	0,00	38 304,14	6 128,50	32 175,64
R062E31	AP12D-INNOVATION PART FEDER	900	1 779 771,25	20 000,00	79 447,42	211 072,08	0,00	290 519,50	234 239,00	56 280,50
R063E31	AP12D-INNOVATION PART REGION	906	1 847 025,14	1 507 000,00	317 712,07	1 571 267,37	187 825,57	1 701 153,87	154 442,64	1 546 711,23
R104E31	AP12D-INSTALLATION DCP LOUDS	906	807 098,12	0,00	67 500,00	0,00	0,00	67 500,00	0,00	67 500,00
R004E31	AP12D-INTEGRATION D'APPLICATIONS ET EXTRANETS	900	277 279,04	5 000,00	145 232,58	0,00	145 232,58	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME *			Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
		Chapitre (s)								
R133E31	AP12D-INTERNAT SOCIO EDUCATIF	904	1 522 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R108E31	AP12D-KALENDA PROJET	906	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R107E31	AP12D-KALENDA RACHAT	906	10 100 000,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R324E01	AP12D-LES HORS PR	905	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R370E05	AP12D-LEYRITZ	906	5 663 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R370E06	AP12D-LEYRITZ PROJET	906	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R344E01	AP12D-LIAISON NORD/SUD PORT	906	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R032E31	AP12D-MAINTENANCE DU RESEAU ROUTIER	908	50 855 612,58	4 937 000,00	16 783 763,13	27 571 381,34	129 000,00	44 226 144,47	17 094 683,05	27 131 461,42
R078E31	AP12D-MAISON DE L ENTREPRISE	906	3 624 221,08	84 000,00	112 823,35	0,00	0,00	112 823,35	0,00	112 823,35
R342E01	AP12D-MAISON DU NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION	905	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R354E01	AP12D-MARCHE AGRICOLE	906	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R119E31	AP12D-METAMORPHOSE URBAINE	903	2 485 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R374E01	AP12D-METAMORPHOSE CULTURELLE	903	653 200,00	3 000,00	2 720,00	0,00	0,00	2 720,00	2 720,00	0,00
R116E31	AP12D-METAMORPHOSE CULTURELLE/MGSP	906	715 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R118E31	AP12D-METAMORPHOSE DU REGARD	905	792 500,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00	0,00
R120E31	AP12D-METAMORPHOSE ECONOMIQUES ET SOCIALES	906	808 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R113E31	AP12D-METAMORPHOSE PARTICIPATIVE	905	1 411 367,95	0,00	34 360,00	0,00	0,00	34 360,00	34 360,00	0,00
R372E01	AP12D-METAMORPHOSE PARTICIPATIVE	905	200 000,00	0,00	0,00	191 052,18	0,00	191 052,18	191 052,18	0,00
R114E31	AP12D-METAMORPHOSE URBAINE	903	8 608 907,55	0,00	24 157,20	0,00	0,00	24 157,20	0,00	24 157,20
R115E31	AP12D-METAMORPHOSE URBAINE/ VILLE BLEUE	903	668 819,00	0,00	2 947,25	0,00	0,00	2 947,25	0,00	2 947,25
R117E31	AP12D-METAMORPHOSE URBAINE/ VILLE HISTOIRE	906	1 008 000,00	0,00	10 800,00	0,00	0,00	10 800,00	0,00	10 800,00
R121E31	AP12D-METAMORPHOSES TOURISTIQUES	906	410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R134E31	AP12D-MISE A DISPOSITION DE BOX	904	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R031E31	AP12D-MISE A NIV.VOIRIES/OUVRAGES AV DECLASSEM	908	279 130,01	442 000,00	5 669 967,48	177 232,86	0,00	5 847 200,34	385 440,78	5 461 759,56
R056E31	AP12D-MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	900, 901	5 927 589,67	28 000,00	27 411,92	2 000,00	0,00	29 411,92	27 112,72	2 299,20
R030E31	AP12D-MISE EN SECURITE ITINEAIRES	908	20 913 220,25	362 333,33	640 320,57	3 433 453,83	0,00	4 073 774,40	921 363,83	3 152 410,57
R008E31	AP12D-MOBILIERS	900	1 041 217,12	59 666,66	276 766,88	367 460,00	0,00	644 226,88	123 201,75	521 025,13
R135E31	AP12D-MODERNISATION CENTRE HOSPITALIER CARBET1	904	1 999 158,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME *	Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D268E31	AP12D-MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DES SAP	904	34 921,13	0,00	38 870,00	0,00	38 870,00	38 870,00	0,00
R029E31	AP12D-MODERNISATION ITINERAIRE/ VOIRIE NOUVELLE	908	31 033 716,98	9 969 690,00	7 600 759,19	25 792 134,23	3 004 228,35	30 388 665,07	8 308 572,15
R137E31	AP12D-MODERNISATION MISE AUX NORMES-EQUIPEMENT	904	3 262 698,06	22 000,00	22 000,00	75 000,00	0,00	97 000,00	22 000,00
R041E31	AP12D-MUSEE PIERRE PINCHON ET ARCHIVES	900	10 439 024,95	0,00	3 500 667,20	130 000,00	0,00	3 630 667,20	620 853,16
R067E31	AP12D-NUMERIQUE A L'ECOLE	905	900 000,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R217E31	AP12D-OEUVRE ART CONTEMPORAIN	903	190 590,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00
R175E31	AP12D-OFFICE NATIONAL DES FORETS	907	1 810 228,58	1 590 000,00	177 050,00	2 024 500,00	0,00	2 201 550,00	920 500,00
R191E31	AP12D-OPE.CO-FIN.FEDER COMMUNE/COMMUNAUTE/PNRM	900, 905	14 912 909,94	4 697 129,32	11 238 412,42	1 174 647,06	3 428 461,44	8 984 598,04	3 691 309,53
R190E31	AP12D-OPE.COFINAN.REG/COMMUNE/COMMUNAUTE/PNRM	906	10 149 712,43	1 133 500,00	2 063 348,77	284 283,33	0,00	2 347 632,10	719 987,48
R216E31	AP12D-OPERATION DE RESTAURATION	903	615 000,00	36 000,00	40 000,00	18 000,00	0,00	58 000,00	20 000,00
R159E31	AP12D-OPERATIONS ANT. SUBV.INV.MAIRIES ESS	904	17 890,04	0,00	78 509,96	10 000,00	0,00	88 509,96	0,00
R156E31	AP12D-OPERATIONS ANTERIEURES	904	1 632 785,87	721 000,00	1 374 202,00	1 657 159,96	739 990,00	2 291 371,96	626 969,99
R325E01	AP12D-OPERATIONS ANTERIEURES AM	904	1 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R326E01	AP12D-OPERATIONS ANTERIEURES CRECHES	904	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R189E31	AP12D-OPERATIONS INTERET REGIONAL	905	23 836 498,97	1 010 000,00	5 208 502,71	6 090 655,99	455 000,00	10 844 158,70	1 521 887,90
R174E31	AP12D-PARC NATUREL REGIONAL DE LA MARTINIQUE	907	7 065 068,62	3 871 000,00	5 974 499,78	2 242 512,04	8 047,04	8 208 964,78	1 220 236,44
R178E31	AP12D-PARTENARIAT	907	4 733 131,06	137 500,00	243 908,62	181 843,00	0,00	425 751,62	103 172,39
R186E31	AP12D-PARTENARIAT	907	4 992 370,21	498 166,67	1 808 476,75	0,00	0,00	1 808 476,75	34 507,00
R304E15	AP12D-PARTICIP.REGIONALE ETAT MAJOR/CASERNES	905	9 750 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R088E31	AP12D-PARTICIPATION FINANCIERE AU CSOP	906	2 550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R364E01	AP12D-PATENARIAT	907	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R365E01	AP12D-PCS DE 2 COMMUNES	907	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R089E31	AP12D-PHARMACOPÉE	906	804 854,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R009E31	AP12D-PHOTOGRAPHES	900	701 059,52	140 333,34	300 000,00	163 000,00	137 500,00	325 500,00	312 464,66
R329E01	AP12D-PHOTOVOLTAIQUE BATIMENT ENSEIGNEMENT	902	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R340E01	AP12D-PHOTOVOLTAIQUE BATIMENT REGIONAUX	900	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R146E31	AP12D-PLAN DE RELANCE AAH/LES	905	4 387 528,97	95 733,33	2 834 178,11	454 805,80	0,00	3 288 983,91	420 894,20

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
R090E31	AP12D-PLAN DE RELANCE COMMUNE ET EPCI	905	35 934 036,17	1 862 000,00	6 036 093,94	7 825 689,04	0,00	13 861 782,98	6 277 065,87	7 584 717,11
R350E01	AP12D-POLE DE COMPETITIVITE/POINT SIMON	906	12 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R130E31	AP12D-POLE UNIVERSITAIRE DE SANTE	902	2 205 000,00	480 000,00	119 250,00	0,00	0,00	119 250,00	0,00	119 250,00
R144E31	AP12D-PR AAH/LES	905	1 064 469,00	0,00	164 711,40	0,00	0,00	164 711,40	0,00	164 711,40
R318E03	AP12D-PREMIER EQUIPEMENT REFORME ENSEIGNEMENT	902	870 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
R211E31	AP12D-PREVENTION, GESTION RISQUES TERRITOR.	907	2 339 400,00	490 000,00	510 000,00	5 000,00	0,00	515 000,00	6 547,60	508 452,40
R181E31	AP12D-PRME	907	6 742 636,16	208 000,00	814 522,72	6 950 000,00	0,00	7 764 522,72	0,00	7 764 522,72
D227E31	AP12D-PROG NAT REQ QUARTIERS ANCIENS DEGRADES-"PORTE CARAIBE	905	2 155 425,00	0,00	122 903,00	71 651,00	0,00	194 554,00	42 534,00	152 020,00
R193E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / AJOUA BOUILLON	905	638 585,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R194E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / ANSES DARLETS	905	689 850,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R360E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / CACEM	905	457 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R373E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / CAESM	905	457 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R334E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / CARBET	905	627 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R195E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / CASE PILOTE	905	719 264,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R207E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / CCNM	905	566 092,95	0,00	71 953,53	0,00	0,00	71 953,53	0,00	71 953,53
R335E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / DIAMANT	905	871 008,70	0,00	7 375,33	0,00	0,00	7 375,33	0,00	7 375,33
R196E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / DUCOS	905	710 162,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R336E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / FONDS SAINT DENIS	905	864 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R337E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / FORT DE FRANCE	905	3 700 122,36	0,00	182 938,82	721 963,10	0,00	904 901,92	0,00	904 901,92
R338E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / FRANCOIS	905	770 671,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R339E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / GRAND RIVIERE	905	830 975,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R197E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / GROS MORNE	905	939 808,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R341E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / LAMENTIN	905	918 122,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R198E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / LORRAIN	905	721 625,16	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
R343E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / MARIN	905	550 353,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R199E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / MORNE ROUGE	905	1 055 333,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R349E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / MORNE VERT	905	654 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
R200E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / PRECHEUR	905	687 591,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R201E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / RIVIERE SALEE	905	813 571,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R353E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / ROBERT	905	962 842,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R202E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SAINT ANNE	905	849 325,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R203E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SAINT ESPRIT	905	683 287,75	0,00	26 022,13	0,00	0,00	26 022,13	0,00	26 022,13
R204E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SAINT JOSEPH	905	805 973,94	0,00	7 623,00	0,00	0,00	7 623,00	0,00	7 623,00
R205E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SAINT PIERRE	905	651 982,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R355E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SAINTE LUCE	905	666 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R357E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SCHOELCHER	905	937 375,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R362E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SCNA	905	747 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R361E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SICSM	905	457 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R206E31	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / TRINITE	905	843 801,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R358E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / TROIS ILETS	905	750 799,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R359E01	AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / VAUCLIN	905	710 180,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R188E31	AP12D-PROGRAMME INV. STRATEGIE REGIONALE	907	3 168 965,04	10 600 000,00	6 688 177,04	2 068 484,75	0,00	8 756 661,79	1 921 195,30	6 835 466,49
R101E31	AP12D-PROGRAMME MODERNISATION SEM/COMMUNES	906	1 414 017,52	326 666,67	178 500,00	591 113,00	0,00	769 613,00	372 828,75	396 784,25
R179E31	AP12D-PROGRAMME REGIONAL GESTION DECHETS	907	25 248 878,31	20 713 500,00	943 318,70	16 231 700,85	0,00	17 175 019,55	701 052,53	16 473 967,02
R348E01	AP12D-PROJET PILOTE CARAIBES	906	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D274E31	AP12D-RECONSTRUCTION DU COLLEGE DE MORNE ROUGE	902	1 093 686,39	0,00	166 627,47	70 000,00	0,00	236 627,47	80 060,92	156 566,55
D267E31	AP12D-RECONSTRUCTION LDA	904, 906	4 580 672,40	0,00	2 567 123,07	3 376 032,48	655 912,03	5 287 243,52	3 795 977,62	1 491 265,90
D261E31	AP12D-RECONSTRUCTION OVSM	901	908 710,86	0,00	4 518 699,34	1 296 210,00	724 000,00	5 090 909,34	2 794 007,07	2 296 902,27
R057E31	AP12D-REDUCTION VULNERABILITE SISMIQUE BAT ENS	902	5 531 499,35	1 027 189,02	2 569 994,19	971 568,37	0,00	3 541 562,56	285 435,63	3 256 126,93
R183E31	AP12D-REFORME TRANSPORTS/TRANSP.MARCHANDISES	908	52 679,54	119 660,23	505 000,00	0,00	0,00	505 000,00	0,00	505 000,00
R184E31	AP12D-REFORME TRANSPORTS/TRANSPORT VOYAGEURS	908	13 851 949,00	17 603 364,30	59 415,30	8 546 031,57	2 157 345,97	6 448 100,90	6 388 685,60	59 415,30
R147E31	AP12D-REHABILITATION FILIERE REGION	905	9 053 875,59	4 455 633,34	16 729 191,79	6 514 061,24	959 932,86	22 283 320,17	5 943 342,13	16 339 978,04
R367E01	AP12D-REMBOURSEMENT PARTS EGALES AUTRES	900	7 999,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R127E31	AP12D-RENOUVELLEMENT MODERNISATION EQUIPEMENT	902	276 303,41	8 210 070,00	7 835 749,91	8 170 868,73	40 000,00	15 966 618,64	4 651 929,57	11 314 689,07

AUTORISATION DE PROGRAMME *			Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
		Chapitre (s)								
R047E31	AP12D-RENOVATION BAT. FORMA. PROFES. APPRENTIS	902	9 130 474,05	3 121 699,43	1 434 582,13	2 311 685,31	8 679,60	3 737 587,84	1 458 410,04	2 279 177,80
R046E31	AP12D-RENOVATION BATIMENTS DIVERS	900	7 661 581,33	106 778,36	1 322 503,11	1 331 842,87	105 226,91	2 549 119,07	632 103,68	1 917 015,39
R048E31	AP12D-RENOVATION BATIMENTS ENSEIGNEMENT	902	30 300 918,66	620 053,90	11 005 781,98	6 993 680,48	214 779,28	17 784 683,18	5 759 541,49	12 025 141,69
R045E31	AP12D-RENOVATION BATIMENTS SPORT ET LOISIRS	900	2 449 746,57	100 000,00	216 497,42	430 920,86	17 410,00	630 008,28	167 939,60	462 068,68
R152E31	AP12D-RENOVATION/AMENAGEMENT INSTALLATION SPORT	903	1 934 313,81	725 900,00	290 089,05	633 600,00	299 100,00	624 589,05	229 293,20	395 295,85
R112E31	AP12D-RESEAU IRRIGATION	905, 906	1 457 211,52	103 000,00	445 788,48	17 039,93	445 788,48	17 039,93	0,00	17 039,93
R131E31	AP12D-RESTRUCTURATION REHABILITATION	902	620 000,00	90 000,00	1 440 000,00	0,00	0,00	1 440 000,00	84 000,00	1 356 000,00
R055E31	AP12D-SECURITE BAT. CULTURE SPORT/ LOISIRS	903	2 614 873,74	0,00	0,00	23 239,21	0,00	23 239,21	0,00	23 239,21
R052E31	AP12D-SECURITE BATIMENTS DIVERS	900, 901	5 263 686,47	238 233,33	317 565,02	1 175 246,82	0,00	1 492 811,84	413 573,56	1 079 238,28
R054E31	AP12D-SECURITE BATIMENTS ENSEIGNEMENT	902	2 408 655,65	3 003 546,27	1 360 479,71	3 132 877,96	62 184,68	4 431 172,99	2 453 467,34	1 977 705,65
R053E31	AP12D-SECURITE BATIMENTS FORMAT.PROF.APPRENTIS	902	4 373 120,11	80 000,00	145 102,31	199 004,72	0,00	344 107,03	122 018,40	222 088,63
R066E31	AP12D-SERVICES ET USAGES NUMERIQUES	905	980 000,00	1 050 166,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R091E31	AP12D-SOUTIEN PRESTAT. CONSEIL ACC. ENTREPRISE	900	1 106 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R213E31	AP12D-SOUTIEN PROJETS CINEMATOGRAPHIQUES	903	3 163 260,04	97 000,00	1 044 930,10	500 023,41	0,00	1 544 953,51	458 737,55	1 086 215,96
R153E31	AP12D-STADE PIERRE ALIKER	903	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R141E31	AP12D-STRUCTURES PRIVEES DE SANTE	904	2 176 531,83	407 666,67	124 180,29	433 443,60	0,00	557 623,89	81 558,60	476 065,29
R320E01	AP12D-STRUCTURES PRIVEES DE SANTE	904	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R136E31	AP12D-STRUCTURES PUBLIQUES DE SANTE	904	2 142 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R099E31	AP12D-SUBV A INVEST ENTREPRISE AGRICOLE/AGRO	906	12 991 250,61	1 195 097,00	3 355 958,09	1 410 054,95	41 741,26	4 724 271,78	1 115 011,31	3 609 260,47
R100E31	AP12D-SUBV A INVESTISSEMENT AUX COMMUNES	906	302 502,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R103E31	AP12D-SUBV INVESTISSEMENT PECHE/AQUACULTURE	906	5 435 435,23	1 603 333,33	554 057,28	59 409,48	0,00	613 466,76	75 422,15	538 044,61
R157E31	AP12D-SUBVENT INV ASS MATERNELLES	904	1 308 286,34	0,00	297 375,52	55 081,80	0,00	352 457,32	74 558,22	277 899,10
R143E31	AP12D-SUBVENTION HLM	905	4 556 243,04	967 000,00	2 437 792,40	2 259 775,39	138 000,00	4 559 567,79	1 428 475,39	3 131 092,40
R155E31	AP12D-SUBVENTION INVEST ASSOCIATION ESS	903, 904	2 076 760,60	626 000,00	1 736 157,28	1 515 010,50	0,00	3 251 167,78	1 186 380,78	2 064 787,00
R158E31	AP12D-SUBVENTION INVESTISSEMENT CRECHES	904	1 385 427,20	0,00	13 400,00	0,00	0,00	13 400,00	2 000,00	11 400,00
R319E01	AP12D-SUBVENTION PERSONNE DE DROIT PRIVE	904	1 654 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R058E31	AP12D-SYSTEME DE RECUPERATION EAU	907	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R187E31	AP12D-SYSTEME RECUPERATION EAUX DE PLUIE/SREP	907	990 324,05	2 600 000,00	2 049 295,11	491 034,88	0,00	2 540 329,99	1 415 250,62	1 125 079,37

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
R025E31	AP12D-TCSP MARTINIQUE	908	87 512 346,44	42 755 830,10	80 012 640,75	13 822 300,63	250 825,41	93 584 115,97	25 718 726,92	67 865 389,05
R192E31	AP12D-TERMINAL DE CROISIERE DE SAINT PIERRE	906	903 850,23	87 500,00	359 851,09	45 457,68	0,00	405 308,77	22 708,06	382 600,71
R097E31	AP12D-TRAVAUX PROPRIETES AGRICOLES REGIONALES	900	2 490 000,00	0,00	0,00	65 986,20	0,00	65 986,20	60 244,42	5 741,78
R061E31	AP12D-TRES HAUT DEBIT ET ZONES RURALES	905	3 576 755,40	137 183 507,67	65 316,16	2 150 000,00	0,00	2 215 316,16	0,00	2 215 316,16
R059E31	AP12D-UTILISATION DU POTENTIEL PHOTOVOLTAIQUE	907	3 174 122,31	200 000,00	900 554,01	469 822,93	0,00	1 370 376,94	148 458,07	1 221 918,87
R331E01	AP12D-VHU	907	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R081E31	AP12D-ZAE/ CONTRAT DE PROGRES ET LABELLISATION	906	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R080E31	AP12D-ZAE/ PARTICIPATION AU FINANCEMENT	906	8 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D258E09	AP13D - TRAVX RETABLISSEMT CHAUSSEE RD1 LA CARRIERE	908	61 360,19	0,00	250 544,67	134 732,65	108 625,81	276 651,51	231 085,09	45 566,42
R098E33	AP13D-ACQUISITION FONCIER AGRICOLE	900	3 522 525,24	700 000,00	314 732,15	938 700,35	0,00	1 253 432,50	566 514,89	686 917,61
D258E33	AP13D-DISPOSITIF INFO ROUTE	908	38 529,66	0,00	102 752,69	542,50	0,00	103 295,19	29 621,85	73 673,34
D227E33	AP13D-EXTINCTION DES OPERATIONS DE LOGTS (EX ADI)	905	623 936,53	0,00	10 827,67	102 081,60	0,00	112 909,27	0,00	112 909,27
R111E33	AP13D-SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES HOTELS	906	6 800 000,00	0,00	0,00	6 800 000,00	0,00	6 800 000,00	0,00	6 800 000,00
D274E33	AP13D-TRAVAUX SUR SAH DANS LES COLLEGES	902	620 985,49	0,00	417 445,48	123 000,00	0,00	540 445,48	139 803,89	400 641,59
D274E04	AP14D - CONSTRUCTION LOCAUX COLLEGE STE ANNE	902	574 167,41	0,00	558 744,06	160 000,00	0,00	718 744,06	98 680,75	620 063,31
D230E01	AP14D - LIAISON RD43/ RD44 RACCORDEMT SCHOELCHER	908	216 569,99	0,00	174 721,99	17 277,69	40,00	191 959,68	44 031,87	147 927,81
D230E03	AP14D - MISE HORS D'EAU RD 15 CARREFOURS MAHAULT - PETIT PRE	908	5 332 128,40	0,00	1 329 928,81	1 183 249,94	0,00	2 513 178,75	1 718 757,60	794 421,15
D230E05	AP14D - REALISATION GIRATOIRE A TAUPINIERE -DIAMANT	908	497 341,75	0,00	2 658,25	0,00	2 658,25	0,00	0,00	0,00
D274E03	AP14D -CONSTRUCTION COLLEGE LAMENTIN 3	902	1 912 479,58	0,00	252 708,96	60 000,00	0,00	312 708,96	55 778,41	256 930,55
D178E03	AP14D -PORT DE PECHE ET COMMERCE MARIN- PROG EQT	908	600 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D190E35	AP14D-AIDE AUX COMMUNES 2014	905	591 984,75	0,00	3 600 854,33	611 707,20	82 001,67	4 130 559,86	500 000,00	3 630 559,86
D178E35	AP14D-AMENAGEMENT APID CANAL AU FRANCOIS	906	179 089,79	0,00	420 910,21	165 074,11	0,00	585 984,32	345 903,61	240 080,71
D267E35	AP14D-DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRVX BAT ET COLLEGES	900, 902	195 500,00	0,00	4 500,00	429 835,00	234 335,00	200 000,00	21 038,15	178 961,85
D258E35	AP14D-ECLAIRAGE RD41 ROCADE FORT DE FRANCE	908	804 554,92	0,00	64 436,67	18 734,68	0,00	83 171,35	38 890,08	44 281,27
D173E35	AP14D-FRAFU PARTICULIERS (PO 2014-2020)	905	376 427,17	0,00	276 629,11	366 767,91	66 744,25	576 652,77	172 192,61	404 460,16
D222E35	AP14D-MISE EN VALEUR DU PNA -AFIBAD	9044	44 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00	24 000,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D230E35	AP14D-RECONSTRUCTION PONT PRECHEUR RD10	908	5 529 694,44	0,00	1 155 069,03	6 239 925,51	991 748,42	6 403 246,12	5 410 272,84	992 973,28
D282E35	AP14D-REHABILITATION DE FONDS SAINT JACQUES	903	1 391 992,70	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	9 755,26	244,74
D159E35	AP14D-REHABILITATION DES SERRES DE LA SEA	906	450 000,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00	12 541,83	3 458,17
D274E35	AP14D-REHABILITATION DU COLLEGE LA JETEE	902	2 930 000,00	0,00	143 735,13	259 000,00	90 000,00	312 735,13	189 664,25	123 070,88
D258E07	AP15D - AMENAGEMENT GIRATOIRES LA MEYNARD	908	785 522,40	1 900 000,00	896 758,29	2 220 131,35	655 490,63	2 461 399,01	2 044 766,29	416 632,72
D104E06	AP15D - CONSTRUCTION NEUVES CASERNES	901	3 279 959,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D258E06	AP15D - RD7 SAINTE-LUCE - VOIE VERTE HOTEL/BOURG	908	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D243E07	AP15D - SMTVD/COMPLEXE ENV TRAITEMT ET VALORISATION DECHETS	907	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D206E04	AP15D- MISE A NIVEAU INFRASTRUCTURE DE STOCKAGE	900	2 969 250,00	0,00	1 030 750,00	1 400 000,00	0,00	2 430 750,00	0,00	2 430 750,00
D119E05	AP15D- PARTICIPATION AU CAPITAL SOCIAL DE LA SPL	905	900 000,00	0,00	0,00	900 000,00	0,00	900 000,00	0,00	900 000,00
D258E08	AP15D- RD48 - ECHANGEUR ROUTE DE MOUTTE	908	2 000 000,00	0,00	0,00	1 334 193,70	59 656,66	1 274 537,04	4 343,26	1 270 193,78
D203E04	AP15D- REHABILITATION GOLF DEPARTEMENTAL	903	5 250 000,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	700 000,00	285 094,89	414 905,11
D207E05	AP15D-AMENAGEMENT MAISON RETRAITE (EHPAD) DU	904	450 000,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	450 000,00	450 000,00	0,00
D242E05	AP15D-AMENAGEMENT SERVICES SOCIAUX ET CMS	904	303 186,00	0,00	60 000,00	302 730,00	0,00	362 730,00	323 449,04	39 280,96
R376E01	AP15D-CYCLOTON	904	100 000,00	0,00	12 840 000,00	16 275,00	16 275,00	12 840 000,00	0,00	12 840 000,00
R302E06	AP15D-FONCIER AGRICOLE	906	3 710 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D206E07	AP15D-MATERIELS INFORMATIQ ET PERIPHERIQ PR	900	0,00	0,00	242 212,90	0,00	0,00	242 212,90	170 233,07	71 979,83
D230E06	AP15D-REALISATION GIRATOIRE DIT CHOCO-CHOISY - RD15	908	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D252E06	AP15D-RENOV LOCAUX MECS/POUPONIERE-EQUIPT CENTRE GASCHE	904	295 000,00	0,00	55 000,00	537 500,00	242 500,00	350 000,00	0,00	350 000,00
D197E09	AP15D-RESTAURATION COLLECTIONS CERAMIQUES	903	1,58	0,00	155 356,42	0,00	0,00	155 356,42	39 366,00	115 990,42
R303E02	AP15D-SARGASSES	907	12 633,00	1 250 000,00	487 367,00	0,00	0,00	487 367,00	60 560,00	426 807,00
D261E11	AP15D-TRAVAUX DE PROTECTION DE FERRONNERIE ET D'AUVENTS	900, 902	1 800 000,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00	68 551,26	281 448,74
D257E04	AP15D-TRVX MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE ET INCENDIE	902	1 645 650,10	0,00	54 349,90	1 773 650,10	160 000,00	1 668 000,00	504 399,78	1 163 600,22

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D230E07	AP16D - REFECTION OUVRAGE FOND MAN NOEL - RD7 DIAMANT	908	0,00	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D209E08	AP16D- ACCOMP. PROG. INVEST ETABL. PERSONNES HANDICAPEES	904	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D207E09	AP16D- ACCOMP. PROG. INVESTISSEMENT ETABL. PERS. AGEES	904	0,00	4 624 633,00	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
D242E09	AP16D- ACCOMP. PROG. INVESTISSEMENT ETABL. ENFANTS DIFFICULTE	904	0,00	1 099 500,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00
D211E08	AP16D- MIGRATION MEMBRANES D'ULTRAFILTRATION- USINE VIVE	907	0,00	1 502 000,00	0,00	1 473 904,15	27 993,00	1 445 911,15	0,00	1 445 911,15
D211E09	AP16D- REAL. UNITE SECHAGE SOLAIRE DE BOUES - USINE VIVE	907	0,00	575 662,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D159E04	AP16D- SEMAM ABATTOIR	906	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D203E05	AP16D-AMENAGEMENT PISCINE DU CARBET	903	0,00	500 000,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
D173E03	AP99D -FRAFU COMMUNES	905	2 871 030,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R322E01	EXTENSION MUSEE ETHNOGRAPHIQUE ET CONSTRUCTION MUMAP	903	64 004,80	0,00	7 800,00	0,00	0,00	7 800,00	0,00	7 800,00
R315E01	FIRM	900, 906	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R314E02	FPMP	900, 906	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R316E02	FPRM	900	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R382E01	GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE - AP-CO FINANCEMENT CR FEA	9005	15 984 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R381E01	GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE - AP-CO.FINANCEMENT CR	9005	406 500 000,00	180 000,00	0,00	25 378 554,14	0,00	25 378 554,14	17 592,00	25 360 962,14
R327E01	RENOVATION BATIMENTS CULTURE	900	3 593 871,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R328E01	TRVX DIVERS DEVELOP DURABLE BT REGIONAUX	900	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			2 112 284 839,57	484 133 643,64	431 291 070,90	363 344 426,23	40 191 356,06	754 444 141,07	191 362 636,41	563 081 504,66

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	1,77	2,94

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *			Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé	Chapitre (s)								
R300E02	AE - FONCTIONNEMENT	930, 9305	19 694 252,00	503 000,00	7 485,26	1 500 000,00	0,00	1 507 485,26	1 003 391,21	504 094,05
D180E05	AE02D- CONGE SOLIDARITE	936	35 186,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D235E02	AE10D - MAITRISE DE L'ENERGIE- PLAN CLIMAT	937	47 263,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D173E30	AE11D-FONDS DE GARANTIE A L'HABITAT SOCIAL MQUE - FGHM	935	1 080 000,00	0,00	135 000,00	0,00	0,00	135 000,00	0,00	135 000,00
R306E02	AE12D-ACCOMPAGNEMENT DE LA FONCTION FINANCIERE	930	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R123E32	AE12D-ACTION ECONOMIQUE EN FAVEUR DU TOURISME	936	13 707 833,61	3 100 000,00	1 514 657,03	16 232 548,32	52 451,47	17 694 753,88	4 450 807,64	13 243 946,24
R125E32	AE12D-ACTIONS ECONOMIQUES GENERALES	936	54 152,61	193 500,00	3 070 766,79	220 151,60	3 160,00	3 287 758,39	460 991,60	2 826 766,79
R171E32	AE12D-ACTIONS SOCIALES	933, 934, 935	555 971,88	12 286 000,00	44 258 378,05	19 585 366,10	16 114 905,25	47 728 838,90	6 741 441,69	40 987 397,21
R124E32	AE12D-AGRICULTURE, PECHE ET ACTIONS ECONOMIQUES	936	11 531 345,61	4 895 721,67	5 648 544,21	8 018 566,99	141 629,20	13 525 482,00	5 866 744,72	7 658 737,28
R310E01	AE12D-AIDES ETUDIANTS POUR ACTIONS PEDAGOGIQUES	932	3 560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R092E32	AE12D-AMO PADM	930	2 634 367,25	0,00	346 372,45	0,00	0,00	346 372,45	27 701,60	318 670,85
R185E32	AE12D-AMO REFORME DES TRANSPORTS	938	895 824,58	131 166,67	1 101 170,41	735 000,00	0,00	1 836 170,41	199 568,43	1 636 601,98
R165E32	AE12D-APPRENTISSAGE	932	31 992 249,64	23 732 792,50	8 344 174,36	25 571 658,48	672 048,40	33 243 784,44	9 852 483,50	23 391 300,94
R307E01	AE12D-ASSISTANCE ADMINISTRATIVE	930	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R221E32	AE12D-ASSISTANCE TECHNIQUE	930	3 308 903,76	72 000,00	212 777,80	0,00	0,00	212 777,80	0,00	212 777,80
R095E32	AE12D-BOOSTER LA MATURITE D'ENTREPRISE/ FEDER	930	1 297 964,16	0,00	739 867,53	0,00	0,00	739 867,53	0,00	739 867,53
R094E32	AE12D-BOOSTER LA MATURITE D'ENTREPRISE/ REGION	936	3 249 775,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R162E32	AE12D-BOURSES	932	62 042,00	3 100 000,00	2 685 047,00	1 637 889,50	0,00	4 322 936,50	1 577 988,00	2 744 948,50
R369E01	AE12D-COMMUNICATION	930	18 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R224E32	AE12D-COOPERATION REGIONALE	930	3 049 452,04	25 000,00	383 902,75	62 720,00	0,00	446 622,75	31 216,00	415 406,75
R219E32	AE12D-CULTURE	933	8 467 539,13	5 714 183,26	5 764 165,48	15 003 807,45	2 284 671,17	18 483 301,76	4 872 415,44	13 610 886,32

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
R173E32	AE12D-DISPOSITIF CONTRATS D'AVENIR	934	21 164 919,00	42 000,00	188 241,90	0,00	0,00	188 241,90	9 057,60	179 184,30
R166E32	AE12D-EDUCATION ET ENSEIGNEMENT	932	35 333 158,61	30 585 724,78	7 849 640,73	27 988 452,66	1 435 712,78	34 402 380,61	17 381 198,27	17 021 182,34
R210E32	AE12D-ENVIRONNEMENT ET POLITIQUE TERRITORIALE	937	7 073 029,01	10 197 206,50	3 028 688,40	15 876 456,08	0,00	18 905 144,48	4 790 513,44	14 114 631,04
R164E32	AE12D-FOND SOCIAL EUROPEEN CONTREPARTIE	930	17 342 697,63	0,00	12 098 941,19	427 507,48	49 874,17	12 476 574,50	446 766,40	12 029 808,10
R313E01	AE12D-FONDATION AIME CESAIRE	933	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R163E32	AE12D-FORMATION PROFESSIONNELLE	932	131 904 726,99	56 620 416,67	63 624 882,04	86 991 080,04	17 873 738,57	132 742 223,51	28 711 414,01	104 030 809,50
R311E01	AE12D-FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE	932	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R122E32	AE12D-INDUSTRIE, SERVICES ET ACTION ECONOMIQUE	936	12 617 950,10	3 186 500,00	4 577 708,17	1 860 832,42	108,00	6 438 432,59	1 847 196,51	4 591 236,08
R161E32	AE12D-INSTITUTS PRIVES	932	4 361 423,00	2 183 000,00	300 000,00	1 500 000,00	0,00	1 800 000,00	975 000,00	825 000,00
R160E32	AE12D-INSTITUTS PUBLICS	932	6 310 196,66	3 217 000,00	1 270 000,00	2 620 000,00	0,00	3 890 000,00	2 358 000,00	1 532 000,00
R172E32	AE12D-JEUNESSE	934	8 716 765,26	16 000,00	1 202 692,18	1 562 170,66	210 000,00	2 554 862,84	96 000,00	2 458 862,84
R168E32	AE12D-LOGEMENT	935	6 002 742,00	217 000,00	108 000,00	347 000,00	60 000,00	395 000,00	247 000,00	148 000,00
R016E32	AE12D-MISE EN PLACE COLLECT. TERRIT. MARTINIQUE	930	3 422 900,42	50 000,00	1 429 935,36	58 103,30	0,00	1 488 038,66	5 518,80	1 482 519,86
D268E32	AE12D-PLAN D'APUREMENT ADARPA	934	490 086,80	0,00	0,00	490 086,80	0,00	490 086,80	490 086,80	0,00
R167E32	AE12D-SANTE	934	5 533 974,76	0,00	704 890,08	223 278,00	110 278,55	817 889,53	307 099,41	510 790,12
R169E32	AE12D-SOLIDARITES	934	7 409 088,00	216 000,00	180 466,62	0,00	0,00	180 466,62	0,00	180 466,62
R170E32	AE12D-SPORT	933	12 049 107,35	4 546 650,00	5 565 828,65	9 425 041,48	516 700,00	14 474 170,13	6 914 347,60	7 559 822,53
D173E08	AE13D - PARTICIPATION A LA CACS	935	444 012,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R211E02	AE13D-ACQUISITION KIT DE SURVIE	937	871 232,44	200 000,00	403 767,56	0,00	0,00	403 767,56	165 333,51	238 434,05
R064E34	AE13D-AMO AMENAGEMENT NUMERIQUE	930	10 532 415,16	174 000,00	111 027,66	0,00	0,00	111 027,66	0,00	111 027,66
R065E34	AE13D-AMO SERVICES ET USAGES NUMERIQUES	930, 935	1 636 354,75	216 600,44	71 452,68	0,00	0,00	71 452,68	0,00	71 452,68
R308E01	AE13D-CONTRAT PARTENARIAT PUBLIC/PRIVE TCSP	930	7 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D157E34	AE13D-DISPOSITIF PRE RETRAITE AGRICULTEUR PDRM 2007-2013	936	87 805,95	0,00	36 838,48	62 372,00	0,00	99 210,48	62 372,00	36 838,48
R312E01	AE13D-IMSEPP	930	780 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D217E34	AE13D-LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES POUR CG	930	766 144,29	0,00	162 201,37	927 215,24	161 070,95	928 345,66	881 886,34	46 459,32
D222E34	AE13D-PARTICIPATION MISE EN OEUVRE EMPLOIS D'AVENIR	9344	1 027 242,00	3 905 810,00	0,00	2 145 045,78	32 239,82	2 112 805,96	1 059 466,14	1 053 339,82
D173E34	AE13D-PROG NAT REQ QUARTIERS ANCIENS DEGRADES-PNRQAD	935	0,00	0,00	232 375,00	0,00	0,00	232 375,00	0,00	232 375,00
D222E04	AE14D - AIDE AUX EMPLOYEURS CAE (CAOM 2014)	9344	0,00	0,00	672 788,56	13 684,58	50 000,00	636 473,14	236 726,68	399 746,46
D222E07	AE14D - SUBV FONCTIONNEMENT AU PNA - AFIBAD	9344	63 848,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	33 000,00	33 000,00	0,00
D222E36	AE14D-INSERTION SOCIALE ET PROF- IAE 2014	9344	757 044,00	0,00	4 650,50	199 365,50	0,00	204 016,00	187 616,00	16 400,00
R299E02	AE14D-INVEST MARTINIQUE	930, 936	358 576,00	0,00	839 524,00	0,00	0,00	839 524,00	0,00	839 524,00
D222E02	AE15D - AIDES AUX EMPLOYEURS CAE CAOM 2015	9344	2 110 693,73	0,00	1 299,14	2 104 737,10	0,00	2 106 036,24	2 106 036,24	0,00
D267E06	AE15D - DEMOLITION BATIMENTS VETUSTES	930	456 674,55	0,00	68 879,15	18 000,00	0,00	86 879,15	27 859,90	59 019,25
D224E07	AE15D - GESTION LOGICIEL 2 SCHOOL	930	140 541,55	0,01	11 101,20	155 100,76	67 546,68	98 655,28	68 688,85	29 966,43
D305E01	AE15D - SUBVENTION GLOBALE FSE 2014-2020	930	31 192 760,87	0,00	0,00	2 359 622,02	500 000,00	1 859 622,02	148 635,05	1 710 986,97
D225E05	AE15D- AXE 5 DU PO FSE 2014-2020	934	921 923,63	0,00	0,00	38 295,00	0,00	38 295,00	0,00	38 295,00
D231E04	AE15D- DSP POUR DESSERTE MARITIME BAIE DE FORT DE FRANCE	938	18 543 959,00	0,00	408 250,00	2 151 337,75	163 694,75	2 395 893,00	2 395 893,00	0,00
D209E06	AE15D- FRAIS DE SEJOUR POUR L'AIDE SOCIALE	934	5 900 000,00	0,00	0,00	5 900 000,00	0,00	5 900 000,00	2 485 922,58	3 414 077,42
D271E03	AE15D- MAPA AFNOR COMPETENCES PHASE 2	934	0,00	0,00	74 306,75	0,00	0,00	74 306,75	65 572,50	8 734,25
D231E10	AE15D- PARTICIPATION A MARTINIQUE TRANSPORT-AUTORITE UNIQUE	938	290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D242E07	AE15D- SUBVENTION AUX CRECHES PRIVEES	934	225 300,20	0,00	108 100,00	468 700,00	245 000,00	331 800,00	250 800,00	81 000,00
R301E01	AE15D-AGENCE DE LA CULTURE	933	5 753 333,33	179 966,67	57 266,70	2 807,10	0,00	60 073,80	11 329,81	48 743,99
D225E04	AE15D-AXE 3 DU PO FSE 2014 - 2020	934	33 136 232,69	0,00	0,00	402 574,13	54 906,00	347 668,13	37 676,91	309 991,22
D242E08	AE15D-MARCHES PRODUITS SANTE ET PROTECTION INFANTILE	934	1 428 218,00	0,00	0,00	292 613,03	0,00	292 613,03	52 058,42	240 554,61

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
R305E01	AE15D-MARTINIQUE DEVELOPPEMENT	936	1 080 000,00	800 000,00	0,00	818 333,34	266 666,67	551 666,67	391 666,67	160 000,00
D222E12	AE16D- AIDE AUX EMPLOYEURS CAE (CAOM 2016)	9344	0,00	4 400 000,00	0,00	2 823 763,00	0,00	2 823 763,00	1 884 975,00	938 788,00
D222E14	AE16D- INSERTION SOCIALE ET PROF - IAE 2016	9344	0,00	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00
D222E11	AE16D- PARTICIPATION AUX EMPLOIS D'AVENIR - OPERATION CTM	9344	0,00	9 607 368,00	0,00	1 376 000,00	0,00	1 376 000,00	1 376 000,00	0,00
D222E09	AP15D- SUBVENTION AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION	9344	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00	460 000,00	196 100,00	263 900,00
R384E01	EPA	932	25 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R379E03	GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANC - AE-FSE	9305	73 338 478,00	0,00	0,00	25 448 808,14	0,00	25 448 808,14	1 513 727,72	23 935 080,42
R383E01	GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE - AE-CO FINANCEMENT CR FED	9305	44 800 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	0,00
R378E03	GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE -AE FEDER AIDE AU FRET	9305	45 142 408,00	0,00	0,00	18 718 185,37	0,00	18 718 185,37	0,00	18 718 185,37
R380E02	GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE-AE-IEJ	9305	2 511 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			706 372 422,93	186 014 607,17	180 066 053,19	306 100 277,20	41 066 402,43	445 099 927,96	115 306 291,99	329 793 635,97

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	1,34	2,86



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-235-4

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JUL. 2017

COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE EXERCICE 2016 AFFECTATION DES RESULTATS

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Joachim BOUQUETY), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Sandra VALENTIN), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), Nadine RENARD (pouvoir donné à Michelle BONNAIRE), Patricia TELLE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marie-Frantz TINOT (pouvoir donné à Michelle MONROSE), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1 et suivants, L.1612-12 et L.3312-5 et L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis émis par le conseil de la culture de l'éducation et de l'environnement de la Martinique (CCEE) le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par le conseil économique social environnemental régional de Martinique (CESER), le 23 juin 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 16 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 19 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 19 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 19 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 21 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 22 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 22 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 23 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 23 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique, après avoir analysé et voté le compte administratif de l'exercice 2016 dans sa séance du 26 juin 2017, constate que le compte administratif 2016 présente les résultats suivants :

COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2016

AFFECTATION DU RESULTAT

Mouvements Réels + Ordre

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement	
Recettes Totales de Fonctionnement	905 700 589,38
Dépenses Totales de Fonctionnement	885 769 088,11
Résultat de l'Exercice	19 931 501,27
002 Résultat Net de Fonctionnement reporté N-1	12 913 777,49
Résultat Cumulé de l'Exercice	32 845 278,76
Recettes Reportées	1 960 419,82
Dépenses Engagées Non Mandatées	6 766 957,16
Résultat Cumulé de l'Exercice (+ Reste A Réaliser) (I)	28 038 741,42
Section d'investissement	
Recettes Totales d'Investissement	356 803 491,30
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	52 625 933,42
Dépenses Totales d'Investissement	357 634 523,14
Solde d'Exécution de la Section d'Investissement	51 794 901,58
001 Résultat Net d'Investissement reporté N-1	- 47 900 112,57
Résultat Net d'Investissement	3 894 789,01
Recettes Reportées	15 276 088,34
Dépenses Engagées Non Mandatées	48 551 666,02
Besoin de Financement (II)	- 29 380 788,67
DEFICIT GLOBAL DE L'EXERCICE	- 1 342 047,25

DECISION DE L'ASSEMBLEE PLENIERE	
RESULTAT CUMULE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	32 845 278,76
AFFECTATION DU RESULTAT (ARTICLE 1068)	29 380 788,67
001 EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	3 894 789,01
002 REPORT A NOUVEAU A CONSTATER EN SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 464 490,09
BESOIN DE FINANCEMENT APRES AFFECTATION DES RESULTATS	- 1 342 047,25

COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2016

AFFECTATION DU RESULTAT

Mouvements Réels + Ordre

LABORATOIRE TERRITORIALE D'ANALYSE

Section de fonctionnement	
Recettes Totales de Fonctionnement	3 588 687,63
Dépenses Totales de Fonctionnement	2 991 978,09
Résultat de l'Exercice	596 709,54
002 Résultat Net de Fonctionnement reporté N-1	- 564 279,14
Résultat Cumulé de l'Exercice	32 430,40
Recettes Reportées	265 741,96
Dépenses Engagées Non Mandatées	147 101,81
Résultat Cumulé de l'Exercice (+ Reste A Réaliser) (I)	151 070,55
Section d'investissement	
Recettes Totales d'Investissement	
Dépenses Totales d'Investissement	- 108 842,41
Solde d'Exécution de la Section d'Investissement	- 108 842,41
001 Résultat Net d'Investissement reporté N-1	265 161,34
Résultat Net d'Investissement	156 318,93
Recettes Reportées	
Dépenses Engagées Non Mandatées	146 195,90
Excédent de Financement (II)	10 123,03
EXCEDENT GLOBAL DE L'EXERCICE	161 193,58

DECISION DE L'ASSEMBLEE PLENIERE	
001 EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	156 318,93
002 REPORT A NOUVEAU A CONSTATER EN SECTION DE FONCTIONNEMENT	32 430,40

COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2016

AFFECTATION DU RESULTAT

Mouvements Réels + Ordre

B.G.P.I.S.E

Section de fonctionnement	
Recettes Totales de Fonctionnement	1 955 637,72
Dépenses Totales de Fonctionnement	1 530 410,22
Résultat de l'Exercice	425 227,50
002 Résultat Net de Fonctionnement reporté N-1	106 311,80
Résultat Cumulé de l'Exercice	531 539,30
Recettes Reportées	
Dépenses Engagées Non Mandatées	187 938,02
Résultat Cumulé de l'Exercice (+ Reste A Réaliser) (I)	343 601,28
Section d'investissement	
Recettes Totales d'Investissement	
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	
Dépenses Totales d'Investissement	
Solde d'Exécution de la Section d'Investissement	
001 Résultat Net d'Investissement reporté N-1	
Résultat Net d'Investissement	
Recettes Reportées	
Dépenses Engagées Non Mandatées	
Excédent de Financement (II)	
EXCEDENT GLOBAL DE L'EXERCICE	343 601,28

DECISION DE L'ASSEMBLEE PLENIERE	
002 REPORT A NOUVEAU A CONSTATER EN SECTION DE FONCTIONNEMENT	531 539,30

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 33 voix pour et 15 voix contre, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-236-1-DE
Date de télétransmission : 07/07/2017
Date de réception préfecture : 07/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-236-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 7 JUIL. 2017

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL CHOCO SYNERGIE MQ0003758 « EXTENSION DE LA BLANCHISSERIE INDUSTRIELLE LOCAVET DANS LE CADRE DE SON DÉMÉNAGEMENT À LA ZONE CHOCO SAINT-JOSEPH (CONSTRUCTION ET EXTENSION)

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu la décision n°C (2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission Européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP- programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour attribuer, par arrêtés délibérés pris en Conseil Exécutif, les aides relevant des fonds européens et celles intervenant en cofinancement de ces dossiers pour lesquels le coût total des projets relevant du FEDER est inférieur à 800 000 € ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-93-1 du 6 avril 2017 portant rejet de la demande de cofinancement formulée par la SARL CHOCO pour l'opération SYNERGIE MQ0003758 « extension de la blanchisserie industrielle Locavet dans le cadre de son déménagement à la zone CHOCO à Saint-Joseph » (construction et extension) ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de l'entreprise du 26 août 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance technique Partenariale du 30 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 19 juin 2017 ;
Considérant la transmission de documents complémentaires par le porteur de projet à savoir :
- Un courrier du cabinet OC2 consultants attestant l'état d'avancement des démarches ISO14001 (mise en place d'un système de management environnemental) et la norme ISO50001 (management de l'énergie) entamées depuis 2015 sur l'entreprise et son projet à venir ;
- La copie du Permis de construire attribué par la Ville de Saint-Joseph le 14 décembre 2016 avec la lettre d'avis d'Odyssi indiquant qu'en aucun cas les eaux industrielles ne doivent être reversées dans l'égout public ni avoir de maillage avec le réseau domestique ;
- La réponse technique à cette obligation réglementaire par l'équipement de l'usine par une station d'épuration conteneurisée et de recyclage de l'eau industrielle permettant la réutilisation des eaux traitées par le processus de production (en boucle fermée) et le rejet des boues de traitement par une société agréée ;
- La copie de l'attestation de dépôt de la demande de financement d'un équipement de traitement des eaux auprès de l'Office de l'Eau (ODE) ;
- Une attestation sur l'honneur de Locavet s'engageant à réaliser cet investissement ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-93-1 du 6 avril 2017 portant rejet de la demande de cofinancement formulée par la SARL CHOCO pour l'opération SYNERGIE MQ0003758 « extension de la blanchisserie industrielle Locavet dans le cadre de son déménagement à la zone CHOCO à Saint-Joseph, est annulée.

ARTICLE 2 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de un million neuf cent soixante-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf euros (1 964 799 €), soit 22% de l'assiette éligible, est attribuée la SARL CHOCO, pour l'opération « Synergie MQ0003758 : « extension de la blanchisserie industrielle Locavet dans le cadre de son déménagement à la zone Choco Saint-Joseph (construction et extension) ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à huit millions neuf cent trente mille neuf cent sept euros (8 930 907,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 3 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à deux cent soixante-sept mille neuf cent vingt-sept euros (267 927 €) soit 3% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part FEDER, s'élevant à un million six cent quatre-vingt-seize mille huit cent soixante-douze euros (1 696 872 €) soit 19 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 80% en crédits de paiement 2018
- 20 % en crédits de paiement 2019.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-237-1-DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-237-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 JUIL. 2017

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1793-1 DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ LE FOURNIL DE DIDIER

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération n° 15-1793-1 du 20 octobre 2015 portant octroi d'une aide à la restructuration d'entreprises en difficulté à l'entreprise le Fournil de Didier ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la Commission développement économique et tourisme le 19 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-1793-1 du 20 octobre 2015 portant octroi d'une subvention à la société Le Fournil de Didier au titre de l'aide aux entreprises en difficultés est modifié comme suit :

« Une aide à la restructuration d'entreprises en difficulté d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille six cent quarante-six euros (94 646 €) est attribuée à l'entreprise Le Fournil de Didier.

Elle est répartie comme suit :

- 59 646 € au titre de l'aide à la modernisation pour une assiette éligible de 119 292 € HT.
- 35 000 € au titre de l'aide à la reconstitution du fonds de roulement ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



Annexe à la délibération n°17-237-1

REPUBLIQUE FRANCAISE



CONVENTION DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

**AXE 1 : ENCOURAGER L'INITIATIVE PRIVEE PAR UN ACCOMPAGNEMENT
COMPLET DES ENTREPRISES ET PORTEURS DE PROJETS**

4- Aide à la restructuration d'entreprise en difficulté

**FONDS DE SUBVENTION
(Reconstitution du fonds de roulement)
(Modernisation)**

Bénéficiaire : LE FOURNIL DE DIDIER	
Qualité du signataire : M.	
Intitulé de l'opération Restructuration d'une boulangerie –pâtisserie	
Critère d'éligibilité :	Procédure collective et capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social
Type de fonds :	➤ Reconstitution du fonds de roulement ➤ Modernisation
Montant de l'aide régionale :	Quatre-vingt -quatorze mille six cent quarante-six euros (94 646 €)
Répartie comme suit :	
- Modernisation	59 646 €
- au titre de la reconstitution du fonds de roulement	35 000 €
Imputation budgétaire :	906-632-20421
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique

Comptable assignataire

Le Payeur Régional de la Martinique

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil Exécutif,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

d'une part,

ET

Nom ou Raison sociale : LE FOURNIL DE DIDIER
Objet social : Boulangerie, pâtisserie
Adresse ou siège social : 61 rue du Pr Raymond GARCIN
97200 Fort de France
Forme juridique : SARL
Registre et n° d'immatriculation : 52952768100017
Code APE : 1071C
représentée par : M.
dûment habilité(e)
désigné(e) dans tout ce qui suit par le mot "**contractant**"

d'autre part,

VU La demande du porteur en date du **01/09/2015** sous le n° **GRC 53849**

VU la décision du Conseil exécutif et l'arrêté délibéré n° du ;

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE :

La Collectivité territoriale de Martinique a pour mission de mettre en œuvre les moyens et les structures nécessaires pour le développement du tissu industriel et économique du territoire de Martinique.

A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique a mis en place des mesures incitatives à caractère financier, en vue de favoriser la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire.

Ayant reconnu l'intérêt de l'opération projetée, la Collectivité Territoriale de Martinique accorde à l'entreprise ci-dessus désignée, une subvention au titre de l'*Aide à la restructuration*

d'entreprises en difficulté, dont les modalités d'application sont définies par la délibération n° 11-1433-2 du 27 septembre 2011, portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axes 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement des entreprises).

Le contractant, après avoir élaboré un programme de développement des investissements et de l'emploi sur une durée de deux ans, déclare souscrire aux objectifs du contrat de développement territorial dont il est le co-signataire et s'engage à en respecter les termes.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CO-SIGNATAIRES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Dans le cadre des aides aux entreprises,

Axe 1 : 4 – Aide à la restructuration d'entreprise en difficulté

le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante :

« Restructuration d'une entreprise de boulangerie, pâtisserie ».

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans l'annexe technique et financière jointe (précisant le coût de l'opération, le plan de financement et son descriptif et le programme d'emploi) qui constitue, avec le présent document, la pièce contractuelle de la convention.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DE L'OPERATION

1 - Localisation : 97200 Fort de France

2 - Montant des besoins sur deux ans : **285 259 €**

3 - Financement du programme (voir annexe 1)

4- Programme d'emploi (voir annexe 2)

5 - Période de réalisation : 24 mois. Seront pris en considération les investissements réalisés à compter de la date d'attestation de dépôt du dossier complet.

6 – Plan de redressement : le contractant s'engage à réaliser le plan de redressement dont les axes principaux sont les suivants :

*Modernisation de l'outil de production en s'équipant de matériels de dernière génération afin d'améliorer la productivité de l'entreprise

*Aménagement de l'espace de vente afin de le rendre plus attractif,

*Recrutement de 2 salariés afin d'améliorer la production de pâtisserie.

ARTICLE 3 - MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE

La subvention d'un montant de **Quatre-vingt-quatorze mille six cent quarante-six euros (94 646 €)**, imputée sur le budget de la Collectivité territoriale, chapitre 906 fonction 632 article 2042-1, est répartie comme suit :

- 59 646 € au titre de la modernisation
- 35 000 € au titre de la reconstitution du fonds de roulement

Le coût éligible est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Si les engagements du bénéficiaire ne sont pas respectés, il sera automatiquement procédé à un ajustement du montant de la prime pour tenir compte de la différence entre les prévisions et les résultats atteints. Cet ajustement pourra au besoin entraîner un reversement partiel ou total de l'acompte déjà versé.

ARTICLE 4 - DUREE ET MODALITES D'EXECUTION

La durée de réalisation de l'opération ne doit pas excéder **deux ans** à compter de la notification de la présente convention, sauf prorogation accordée par un avenant, en cas de nécessité justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le projet ne soit pas dénaturé.

Il est convenu entre les parties signataires de la convention que la subvention sera automatiquement annulée, si l'opération ne connaît pas un début d'exécution dans un délai d'un an, à compter de la notification de la subvention, sauf autorisation donnée par le Président du Conseil exécutif et formalisée par un avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service instructeur du commencement d'exécution de l'opération sur présentation d'une demande de versement, conformément à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Le contractant s'engage à souscrire une assurance qui couvrira au moins la valeur totale des immobilisations corporelles du programme. La police d'assurance devra notamment garantir les risques suivants :

- incendie,
- pertes d'exploitation consécutives à un incendie,
- honoraires d'experts.

ARTICLE 6 - MODALITES DE MANDATEMENT

Le mandatement de la subvention a lieu en deux fois au plus, soit :

UN MANDATEMENT EN DEUX PHASES

➔ **Une avance au démarrage** de 60% sera mandatée dès que le présent contrat aura été rendu exécutoire et sur présentation des documents suivants en double :

1° attestation par un expert-comptable, un comptable agréé, un organisme financier d'un apport initial en fonds propres ou de justificatifs permettant l'appréciation de l'objet et de la nature des fonds propres, représentant au moins 25% des besoins du programme

2° justificatif d'immatriculation de l'entreprise de moins de trois mois (extrait k'bis, certificat d'inscription à la Chambre de métiers ou carte des professions libérales),

3° un relevé d'identité bancaire

4° notification de la décision régionale

5° attestation de régularité de la situation fiscale (Service des impôts des entreprises) et sociale de l'entreprise (URSSAF ou RSI).

➔ **mandatement du solde** : le solde de cette subvention sera calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel, déduction faite des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles ou au prorata des dépenses acquittées.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées ou d'une attestation comptable précisant la date, l'origine et l'état de paiement des investissements.

Le bénéficiaire devra aussi produire :

- un exemplaire du contrat d'assurance couvrant les investissements primés,
- un relevé d'identité bancaire.

ARTICLE 7 - CONTROLE

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Président de la Collectivité Territoriale

Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

ARTICLE 8 - REVERSEMENT ET RESILIATION

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil exécutif décide de mettre fin à l'aide et exige le **reversement partiel ou total des sommes versées**.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération.

Il s'engage dans les deux cas à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Dans le cas où, dans les 5 ans suivant la réalisation de l'opération, celle-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indus au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement de la propriété de l'objet de la subvention, soit de l'arrêt ou du changement de localisation d'une activité productive, le Président du Conseil exécutif exigerait le reversement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 9 – PUBLICITE ET CONCURRENCE

Publicité : le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation régionale (panneaux, information des publics concernés,...).

Respect des politiques communautaires : le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques communautaires (qui lui sont opposables) et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

ARTICLE 10 - LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable des différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention. Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif.

Fait à Fort-de France, le

Le Contractant

Signature (précédée de la
Mention « lu et approuvé »)

Le Président

du Conseil Exécutif de Martinique

ANNEXE 1

Annexe financière et technique

Programme de développement

LE FOURNIL DE DIDIER

M

I – Plan de financement

(à réaliser sur 24 mois maximum)

Besoins	
Total des investissements éligibles	119 292 €
Plan de continuation prévu par le TC	54 000 €
Total des besoins	173 292 €

Ressources	
Apport personnel	29 646 €
Reconstitution du Fonds de Roulement	35 000 €
AED Modernisation	59 646 €
Capacité d'autofinancement	33 207 €
Total des ressources	157 499 €

Dont : 0 Ecoconditionnalité #N/A Zone prioritaire

Détail des investissements hors programme :

Détail des autres ressources :

II – Programme d'investissements

Nature	Montant
Signalétique	4 950 €
Matériels professionnels	104 742 €
Electricité	5 600 €
Ingénierie	4 000 €
Total	119 292 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-238-1-DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-238-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 JUIL. 2017

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ENTREPRISE NATIREL SASU POUR SON PROJET DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS COSMÉTIQUES NATURELS POUR CHEVEUX VALORISANT LA BIODIVERSITÉ ANTILLAISE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aides à finalité régionale et aux zones d'aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande du porteur de projet en date du 22 septembre 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 23 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'entreprise NATIREL SASU une subvention de quatre mille six cent trente euros quarante-et-un centimes (4 630,41 €) pour son projet de commercialisation de produits cosmétiques naturels pour cheveux valorisant la biodiversité antillaise.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



Annexe à la délibération n°17-238-1

REPUBLIQUE FRANCAISE



CONVENTION CTM17 -

Bénéficiaire : NATIREL SASU	
Qualité du signataire : , Gérante	
Intitulé de l'opération : Commercialisation de produits cosmétiques naturels pour cheveux valorisant la biodiversité antillaise	
Assiette éligible :	10 860 euros
Montant de l'aide territoriale :	4 630,41 euros
Imputation budgétaire :	906-67-20421
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale Martinique
Comptable assignataire	Paierie de la Collectivité de Martinique

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représenté par son Président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

d'une part,

ET

Nom ou Raison sociale : **NATIREL SASU**

Objet social : Vente de produits cosmétiques naturels

Adresse ou siège social : 28 voie des Grivés – Cité Bazeilles
97 215 RIVIERE-SALEE

Forme juridique : société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU)

Registre et n° d'immatriculation : 818 731 721 000 10 – APE 4799A

représentée par : la gérante,

dûment habilité(e)
désigné(e) dans tout ce qui suit par le mot "contractant"

d'autre part.

- VU le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aides à finalité régionale et aux zones d'aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020,
- VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – aides à l'innovation en faveur des PME,
- VU la demande de financement et le dossier technique présentés par le bénéficiaire en date du 27 septembre 2016 sous le numéro ACR0-2265822 ;
- VU la délibération n°17- XXXX du XXXX ;

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ :

L'innovation est un des facteurs déterminants du maintien de la compétitivité, et donc des objectifs de croissance, d'investissements et d'emploi.

La Collectivité Territoriale de Martinique, chef de file du développement économique, a pour mission de mettre en œuvre les moyens et les structures nécessaires pour le développement des secteurs économiques tels que l'industrie, de l'artisanat, du commerce et des services de la Région Martinique.

A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique a mis en place des mesures incitatives à caractère technique et financier, en vue de favoriser la création, le développement, le maintien d'entreprises et d'emplois dans la Région Martinique.

Le contractant, après avoir élaboré un programme d'investissements et d'emploi sur une durée de six mois, déclare souscrire aux objectifs de la présente convention dont il est le co-signataire et s'engage à en respecter les termes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Conformément au régime cadre exempté de notification n°SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) 2014-2020 - aides à l'innovation en faveur des PME :

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante :

« Commercialisation de produits cosmétiques naturels pour cheveux valorisant la biodiversité antillaise »

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans l'annexe technique et financière jointe (précisant l'objectif, le coût de l'opération, le plan de financement et son descriptif) qui constitue, avec le présent document, la pièce contractuelle de la convention.

ARTICLE 2 - PRESENTATION DE L'OPERATION

1 - Localisation : 28 voie des Grivés – Cité Bazeilles
97 215 RIVIERE-SALEE

2 - Montant des besoins sur six mois : 10 860€ .

3 - Financement du programme (voir annexe 1)

4 - Période de réalisation : 6 mois. Seront pris en compte les investissements réalisés à compter de la date d'attestation de dépôt du dossier.

ARTICLE 3 - MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE

La subvention territoriale d'un montant de quatre mille six cent trente euros et quarante-et-un centimes (4 630,41 €), sera imputée sur le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, chapitre 906, fonction 67 article 20421 et représente 42,64% du coût prévisionnel éligible.
Le coût éligible est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Si les engagements du bénéficiaire ne sont pas respectés, il sera automatiquement procédé à un ajustement du montant de la prime pour tenir compte de la différence entre les prévisions et les résultats atteints. Cet ajustement pourra au besoin entraîner un reversement partiel ou total de l'acompte déjà versé.

ARTICLE 4 - DUREE ET MODALITES D'EXECUTION

La durée de réalisation de l'opération ne doit pas excéder six mois à compter de la notification de la présente convention, sauf prorogation accordée par un avenant, en cas de nécessité justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le projet ne soit pas dénature.

Il est convenu entre les parties signataires de la convention que la subvention sera automatiquement annulée, si l'opération ne connaît pas un début d'exécution dans un délai de trois mois, à compter de la notification de la subvention, sauf autorisation donnée par le Président du Conseil Exécutif et formalisée par un avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service instructeur du commencement d'exécution de l'opération sur présentation d'une demande de versement, conformément à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Le contractant s'engage à souscrire une assurance qui couvrira au moins la valeur totale des immobilisations corporelles du programme. La police d'assurance devra notamment garantir les risques suivants : incendie, pertes d'exploitation consécutives à un incendie, honoraires d'experts.

Il s'engage en outre à produire une attestation à toute réquisition des services régionaux.

ARTICLE 6 - MODALITES DE PAIEMENT

L'aide territoriale sera versée comme suit :

❖ **Acomptes intermédiaires** : au prorata des dépenses justifiées et dans la limite de 80% du montant de l'aide accordée.

Le bénéficiaire s'engage à déposer auprès du service instructeur, à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes intermédiaires, un état récapitulatif détaillé qu'il certifie exact, des dépenses réalisées conformément au programme retenu ou d'une attestation comptable précisant la date, l'origine et l'état de paiement des dépenses et les pièces comptables (factures acquittées).

✶ **Versement du solde** : le solde de cette subvention de 20% sera calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel, déduction faite des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles ou au prorata des dépenses acquittées.

✶ **Versement intégral** : Le versement de la totalité de la subvention a lieu sur présentation de l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus.

ARTICLE 7 - CONTRÔLE

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Président du Conseil Exécutif.

Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

ARTICLE 8 - REVERSEMENT ET RESILIATION

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil Exécutif décide de mettre fin à l'aide et exige le **reversement partiel ou total des sommes versées**.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération.

Il s'engage dans les deux cas à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Dans le cas où, dans les 5 ans suivant la réalisation de l'opération, celle-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indus au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement de la propriété de l'objet de la subvention, soit de l'arrêt ou du changement de localisation d'une activité productive, le Président du Conseil régional exigerait le reversement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 9 – PUBLICITE ET CONCURRENCE

Publicité : le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (panneaux, information des publics concernés,...).

Respect des politiques communautaires : le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques communautaires (qui lui sont opposables) et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

ARTICLE 10 - LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable des différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention. Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif.

Fait à Fort-de France, le

Le Contractant

Signature (précédée de la
Mention « lu et approuvé »)

Le Président

du Conseil Exécutif de la Collectivité de
Martinique

Annexe 1 :

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE

Libellé de l'opération :	Commercialisation de produits cosmétiques naturels pour cheveux valorisant la biodiversité antillaise
Bénéficiaire :	NATIREL SASU

Descriptif et objectifs de l'opération :

L'entreprise a créé une nouvelle gamme de produits 100% naturels sans traitement chimique pour cheveux, composée essentiellement de plantes de la pharmacopée locale : le cactus. Cette plante, encore méconnue du public, a été choisie pour ses vertus revitalisantes, hydratantes, anti-oxydantes et a été reconnu comme réel soin de beauté. Cette gamme se compose de lotion végétale pour tous types de cheveux, de sculpt pour locks et d'huiles végétales pures.

L'entreprise souhaite répondre ainsi à une demande importante de la population, qui recherche et utilise de plus en plus de produits naturels pour leurs cheveux. L'entreprise entend se démarquer sur ce secteur et créé donc sa marque *NATIREL UNIV'HAIR*. Elle est la première marque martiniquaise de produit capillaire naturel à base de cactus.

Pour la conception de ces produits, l'entreprise collabore avec un laboratoire de R&D en Guadeloupe (en Martinique, il n'existe pas de laboratoire agréé pour ce type de recherche et conception). Le laboratoire s'occupe également de l'approvisionnement en matières premières (plantes de Guadeloupe et de Martinique). Ce dernier, après la formulation et stabilisation des produits, réalise les tests réglementaires permettant la mise sur le marché des produits. Aujourd'hui, NATIREL SASU souhaite racheter les formules de composition au laboratoire et en être propriétaire afin de poursuivre sa commercialisation.

Devis estimatif de l'opération :

<u>DEPENSES</u>	Coût total de l'action Montant HT (€)	Assiette éligible retenue (€)
Frais de conseil	1 200	1 200
Rachat de formules produits cosmétiques	9 660	9 660
Matériels informatiques et armoire	2 013,32	
TOTAL	12 873,32	10 860

Plan de financement

<i>FINANCEURS</i>	Coût total éligible	
	<i>Montant (€)</i>	<i>%</i>
Union Européenne		
CTM	4 630,41	42,64
Initiative Martinique – Prêt d'honneur	799,59	7,36
Etat		
Autofinancement	5 430	50
TOTAL	118 791,53	100



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-241-1_subst-
DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-241-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 JUIL. 2017

PORTANT APPROBATION DU RÈGLEMENT DES TRANSPORTS SCOLAIRES TERRITORIAUX (RTST)

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des transports ;
Vu le code de l'éducation ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L2001 et suivants ;
Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) et ses décrets d'application ;
Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Général de la Martinique n°CG/101-14 du 20 février 2014 relative à la réforme des transports scolaires départementaux ;
Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Martinique n°CP /671-14 du 18 septembre 2014 adoptant le Règlement Départemental des Transports Scolaires (RDTS) ainsi que la tarification des internes, des élèves post bac et autres catégories d'usagers ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 16 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission transport le 19 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le Règlement des Transports Scolaires Territoriaux (RTST) annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Est adoptée la grille de remboursement suivante en cas d'annulation de la demande d'inscription au transport scolaire et sur présentation des pièces justificatives :

Annulation avant le 15 septembre	Annulation entre le 15 et fin septembre	Annulation avant les vacances de Noël	Annulation au-delà
Remboursement de 90% du tarif	Remboursement de 80% du tarif	Remboursement de 50 % du tarif	Pas de remboursement

ARTICLE 3 : Est autorisée la prise en charge des frais de transport par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) des élèves dont les dossiers auraient été dûment validés par les services sociaux de la CTM ou d'autres organismes.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





ANNEXE A LA DELIBERATION 17-241-1

REGLEMENT DES TRANSPORTS SCOLAIRES TERRITORIAUX

règlement des transports scolaires 2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Education,
Vu le Code des Transports,
Vu la loi de décentralisation,
Vu la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982 et ses décrets d'application,

Le présent règlement détermine les modalités et conditions de prise en charge des élèves transportés **sur les services de transports scolaires organisés par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)**. Il ne concerne pas par conséquent les transports relevant d'autres organisateurs (CACEM, CAESM, CAP Nord Martinique).

L'utilisation des transports scolaires n'est pas obligatoire. Celui qui demande à bénéficier de ce service public, conçu pour répondre aux besoins du plus grand nombre, s'engage à accepter les clauses du présent règlement.



SOMMAIRE

I.	ORGANISATION DES TRANSPORTS SCOLAIRES	3
II.	REGLES GENERALES.....	4
III.	LES AYANTS DROITS.....	5
IV.	LES NON AYANTS DROITS.....	6
V.	TITRE DE TRANSPORT ET PARTICIPATION FAMILIALE.....	6
VI.	LES AIDES AUX TRANSPORTS SCOLAIRES.....	7
VII.	RETARD DE PAIEMENT ET RELANCES.....	8
VIII.	RESPONSABILITE, SÉCURITÉ ET DISCIPLINE	9
IX.	INFORMATIONS.....	20
X.	ANNEXE TARIFICATION	



I. ORGANISATION DES TRANSPORTS SCOLAIRES

Le transport est organisé selon les règles relatives à la carte scolaire qui définissent quel établissement scolaire doit fréquenter un élève en fonction de sa commune de résidence.

A ce titre, la CTM organise et finance le transport au quotidien des élèves vers les établissements d'enseignement (Ecoles primaires, Collèges, Lycées et certains établissements spécialisés) selon quatre modalités :

- **le Type A** : services interurbains spécialement mis en place pour le transport des élèves,
- **le Type B** : prise en charge financière par la collectivité en l'absence de Type A,
- **le Type H** : services aménagés pour les élèves relevant de handicap scolarisés de la maternelle aux études supérieures, et transportés soit en Véhicule Sanitaire Léger (VSL), en ambulance, en taxi, en Transport de Personnes à Mobilité Réduite (TPMR), soit par un service spécial exécuté par une entreprise de transport scolaire, soit par leur famille.

A. Procédures d'inscription, de paiement et de remboursement des frais de transports scolaires

La demande d'inscription doit être effectuée auprès de la CTM selon un calendrier et des modalités portés à la connaissance du public.

Les tarifs forfaitaires figurent à l'annexe 1 du présent règlement. Ils sont payables au moment de l'inscription et ne peuvent être soumis à aucune modification, quelle qu'en soit la raison (maladie, départ en stage, fin de scolarité anticipée, grève, ...).

Cependant, les inscriptions tardives **intervenant après le 1^{er} mars**, pourront, sur présentation d'un justificatif, donner lieu à une réduction de 50% du montant forfaitaire exigible.

En cas d'annulation de l'inscription, il pourra, sous réserve de présentation de pièces justificatives à l'appui de la demande, être procédé au remboursement partiel des frais d'inscription comme suit :

<i>Annulation avant le 15 septembre</i>	<i>Annulation entre le 15 et fin septembre</i>	<i>Annulation avant les vacances de Noël</i>	<i>Annulation au-delà</i>
Remboursement de 90% du tarif	Remboursement de 80% du tarif	Remboursement de 50% du tarif	Pas de remboursement

Tout changement dans la situation personnelle ayant une incidence sur l'utilisation des transports scolaires doit être signalé auprès de la CTM. Les élèves qui cessent de



fréquenter leur établissement scolaire devront restituer leur titre de transport à la CTM.

B. Définition des itinéraires

L'organisation technique (définition des itinéraires et des points d'arrêt) est de la responsabilité exclusive de la CTM.

La CTM n'est pas tenue de financer un allongement du circuit de transport scolaire destiné à permettre à certains élèves de prendre le car à proximité de leur domicile.

Lors de l'examen d'une demande d'allongement de circuit, l'appréciation de la CTM se fonde sur le coût de cet allongement au niveau kilométrique, sur la durée supplémentaire du transport qui en résulte pour les élèves situés en bout de trajet, et sur les caractéristiques de la voirie à emprunter.

La CTM se réserve le droit de ne pas créer ou maintenir un circuit s'il concerne moins de dix (10) élèves. Dans ces deux cas de figures, ces élèves pourront être pris en charge dans le cadre du type B (Cf. Chapitre VI).

Toute demande d'inscription tardive ne pourra remettre en cause les circuits préalablement établis.

II. REGLES GENERALES

A. Les critères de prise en charge

La prise en charge financière par la CTM du transport scolaire est assujettie à des critères d'éligibilité :

- **Critère de scolarité** : les dessertes concernent essentiellement les établissements publics d'enseignement :

- Établissements d'enseignement général et technologique (lycées polyvalents),
- Établissements d'enseignement professionnel (lycées professionnels),
- Établissements du 1er cycle (collèges et SEGPA),
- Établissements d'enseignement général et technologique agricole (LEGTA),
- Établissements d'enseignement professionnel agricole (LPA).

- **Critère de résidence familiale** : sous réserve du respect de la carte scolaire, l'accès aux transports scolaires départementaux est ouvert :

- aux élèves de Cap Nord scolarisés dans un établissement secondaire situé hors de leur commune de résidence mais dans le périmètre de Cap Nord,
- aux élèves de Cap Nord scolarisés dans un établissement secondaire situé hors de la zone de Cap Nord,



- aux élèves de l'Espace Sud scolarisés dans un établissement secondaire situé hors de la zone de l'Espace Sud,
 - aux élèves de la CACEM scolarisés dans un établissement secondaire situé hors de la zone CACEM,
- **Critère de distance** : le domicile de l'élève doit être distant d'au moins 3 km de l'établissement scolaire fréquenté par le plus court chemin empruntant la voie publique.

B. Cas particuliers

- **Cas particulier des options** : La fréquentation d'un établissement scolaire en raison d'un enseignement spécifique hors du secteur de rattachement, donne droit à la délivrance d'une carte de transport scolaire dérogatoire. Cette possibilité est accordée dans la limite des places disponibles et sur les circuits existants. Les options facultatives ne donnent pas lieu à dérogation de transport.
- **Cas de changement de situation des élèves en cours d'année** : Un élève qui déménage, qui change d'établissement ou qui est en stage, sera pris en charge par la CTM jusqu'à la fin de son cycle scolaire lorsqu'une desserte existe et dans la limite des places disponibles. Dans ce cas, un laissez-passer ou une nouvelle carte sera émise par la Collectivité.

III. LES AYANTS DROIT

La capacité des cars et le tracé des circuits spéciaux sont définis en fonction des seuls élèves ayants droit, en évitant "le porte à porte", compte tenu de la volonté de limiter autant que possible le temps de parcours journalier.

Sauf cas particulier, aucune modification dans le tracé ou dans les arrêts prévus n'interviendra en cours d'année scolaire. Les enfants devront alors se rapprocher d'un point d'arrêt existant proche de leur domicile.

Sont "ayants droit", les élèves satisfaisant aux critères d'éligibilité (Cf. Chapitre II. A) y compris les élèves post bac fréquentant les établissements desservis par les services de transports scolaires départementaux. Le fait d'être "ayant droit" ouvre droit à un financement du transport scolaire par la CTM.

Ils bénéficient alors d'un aller-retour journalier selon le calendrier défini par l'Inspection Académique.

Pour les élèves et étudiants handicapés, un service spécifique est organisé et entièrement financé par la CTM ou une subvention pour le transport est versée à la famille qui transporte son enfant, quand l'élève présente (cf. Chapitre VI) :



- une incapacité permanente d'un taux égal ou supérieur à 80% sans autre condition,
- une incapacité permanente d'un taux compris entre 50 et 79% quand l'intéressé fréquente un établissement scolaire public ou privé, s'il bénéficie d'une rééducation ou de soins au titre de l'Éducation Spéciale.

Le taux d'incapacité est fixé par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (C.D.A.P.H). Au sein de la Maison Martiniquaise des Personnes en situation de Handicap (MMPH), cette commission prend les décisions relatives à l'ensemble des droits de la personne handicapée, notamment en matière de prestations et d'orientations.

Quel que soit le niveau de scolarisation de l'élève handicapé (de la maternelle aux études supérieures), la CTM prend en charge la totalité des frais de transports engagés.

Les élèves en garde alternée : si les deux parents résident dans le secteur de l'établissement de rattachement, ou si l'un des lieux de résidence n'appartient pas au secteur de rattachement, un seul droit d'accès sera dû mais une carte correspondant à chaque trajet sera délivrée, si le trajet relève de la compétence de la CTM.

IV. LES NON AYANTS DROIT

Ne relèvent pas du bénéfice des transports scolaires territoriaux, les étudiants de l'enseignement supérieur, les apprentis de 16 ans et plus et toutes autres personnes ne relevant pas des circuits desservis et ne rentrant pas dans le cadre des critères définis ci-dessus.

Toutefois, dans la limite des places disponibles, peuvent être admis et transportés :

- le personnel des établissements scolaires desservis,
- les parents des élèves transportés quand ils ont à se rendre à l'établissement d'enseignement.

Les demandes dérogatoires sont soumises au Bureau des Transports Scolaires de la Direction des Transports de la CTM et sont analysées au cas par cas. Les tarifs seront alors précisés.

V. TITRE DE TRANSPORT ET PARTICIPATION FAMILIALE

A. Titre de transport

Le titre de transport mis en place est nominatif. Celui-ci est obligatoire pour accéder au transport scolaire territorial (Cf. Article 2B du Règlement Territorial relatif à la Sécurité et à la Discipline (RTSD)).



Ce titre devra également être présenté sur demande du conducteur ou des agents de contrôle mandatés par les entreprises, ou la CTM.

En application de l'article L.441-2 du Code Pénal, il est rappelé que toute falsification du titre de transport fourni par la collectivité, est passible de poursuites judiciaires.

Ainsi, la falsification du titre de transport scolaire pourra entraîner, outre l'exclusion définitive des transports scolaires départementaux, un dépôt de plainte de la collectivité contre l'élève ou contre les parents, ou représentants légaux si celui-ci est mineur.

B. Édition d'un duplicata

En cas de perte, de détérioration ou de vol de la carte, il convient de le signaler auprès de la CTM, dans les 24 heures et de refaire une nouvelle carte. Dans les deux premiers cas (perte ou détérioration), un duplicata sera délivré à titre onéreux. **Une somme de 5€ sera demandée par renouvellement.** La Collectivité se réserve le droit d'actualiser ce montant et portera, le cas échéant, l'information aux usagers. Les renseignements pour l'obtention d'un duplicata sont disponibles sur le site internet de la CTM.

C. Participation familiale et modalités de paiement

Afin d'avoir accès aux circuits spécialisés, les familles doivent s'acquitter du montant des tarifs du transport scolaire défini à l'annexe 1.

Les services de transports scolaires territoriaux fonctionnant sur une durée de dix mois conformément au calendrier de l'Éducation Nationale, la contribution due par l'utilisateur, non représentative du coût du service, est exigible sur l'intégralité de l'année scolaire.

Les modalités de paiement sont précisées dans la facture envoyée avec le titre de transport.

VI. LES AIDES AUX TRANSPORTS SCOLAIRES

En l'absence de tout moyen de transport collectif adapté (secteurs, horaires, effectifs insuffisants), les élèves relevant de la compétence de la CTM peuvent bénéficier de l'octroi de bourses individuelles, destinées à indemniser l'usage d'un véhicule personnel, ou d'un autre mode de transport à raison d'un aller-retour par jour (Cf. Chapitre I-B).

- **Le Type B** : versement annuel aux familles d'une allocation calculée sur une base du coût kilométrique moyen et de la distance parcourue quotidiennement entre le domicile et l'établissement scolaire sur la base d'un aller-retour, la demande doit



être faite ou renouvelée obligatoirement chaque année auprès des services compétents.

● **Le Type H** : prise en charge intégrale (100%) des frais versée par :

- virement bi annuel (septembre à décembre et janvier à juin) pour les sociétés d'ambulances sur présentation de factures et pour les familles (sur la base d'un prix kilométrique),
- virement mensuel des sommes dues à l'Entreprise.

● **Aides spécifiques** : Le fonds social pour les collégiens et lycéens

En cas de difficultés des parents d'élèves à s'acquitter des tarifs subventionnés pour le transport scolaire, ces derniers peuvent se rapprocher de l'établissement d'affectation de leur enfant où il existe un fond spécial réservé aux demandes à caractère social.

Ce fonds est destiné à faire face rapidement à des situations difficiles que peuvent connaître des familles de collégiens et de lycéens pour assumer les dépenses de scolarité et de vie scolaire. Cette aide exceptionnelle peut prendre la forme d'une aide financière directe ou de prestations en nature (frais de demi-pension ou d'internat, fournitures diverses, etc.).

La décision d'attribution de l'aide relève du chef d'établissement après avis de la commission, présidée par lui et constituée par des membres de la communauté éducative, des délégués d'élèves et de parents d'élèves si l'élève est scolarisé dans un collège ou lycée public, et par le recteur de l'Académie, sur proposition du chef d'établissement pour les élèves des collèges et des lycées de l'enseignement privé sous contrat.

Par ailleurs, les établissements devront indiquer dès la rentrée à la CTM la liste des élèves bénéficiaires et s'engageront à s'acquitter des frais de transport par virement à la régie des transports scolaires de la CTM avant la fin du premier trimestre scolaire.

● **Autres aides sociales** :

Les frais de transports des élèves relevant des services sociaux de la CTM ou d'autres organismes peuvent, après examen de leur demande et sur présentation des pièces justificatives, être pris en charge par la Collectivité.

VII. RETARD DE PAIEMENT ET RELANCES

Lorsque l'élève se retrouve dans l'incapacité de payer son transport ou qu'il ne s'est simplement pas acquitté du paiement de son titre de transport, avant de mettre en place toute procédure d'exclusion, une période de tolérance de un (1) mois, sera



observée par les services de la CTM. Durant cette période, le conducteur sera autorisé à accepter à bord de son véhicule l'élève.

Cette situation de retard de paiement donnera lieu à l'envoi d'une lettre de relance.

Les décisions d'exclusion temporaire ou définitive pour cause de non-paiement sont prises par la CTM.

La CTM appréciera les situations au cas par cas.

Il est porté à la connaissance des parents d'élève l'existence d'un Fond social Éducation (Cf. Chapitre VI).

VIII. RESPONSABILITE, SÉCURITÉ ET DISCIPLINE

C'est une préoccupation constante de la CTM. Les itinéraires et les points d'arrêt des autocars sont étudiés dans ce cadre.

Dans le cadre de l'éducation à la sécurité et au civisme dans les transports scolaires, la CTM impulse et coordonne dans les établissements scolaires des exercices d'évacuation d'un car scolaire en feu. Ils s'organisent en partenariat avec l'Association Nationale pour les Transports Éducatifs de l'Enseignement Public (ANATEEP) qui préconise la méthodologie pour leur déroulement, avec les entreprises de transport scolaire qui met un car à disposition et les établissements scolaires. A cette occasion, les élèves sont amenés à identifier les issues de secours et les différentes possibilités d'évacuation du car scolaire qu'ils utilisent sur le trajet de l'école. Ils sont sensibilisés au respect et à l'utilisation du matériel mis à leur disposition (ceinture de sécurité, marteaux brise-glace) ainsi qu'au comportement respectueux à adopter entre eux et à l'égard du conducteur.

A. Assurance

Chaque partie (Collectivité, exploitants, parents d'élèves) est tenue de souscrire un contrat d'assurance pour la couverture des risques qu'elle supporte.

- L'assurance du Département couvre : le trajet emprunté par le véhicule de transport ainsi que le parcours suivi par les élèves entre leur résidence et le point de montée dans le véhicule et entre le point de descente et l'établissement d'enseignement.
- L'assurance du transporteur : le transporteur est tenu d'assurer ses véhicules.
- L'assurance des parents d'élèves : la responsabilité des parents d'élève peut être engagée sur les trajets (du domicile au point de montée et du point de descente à l'établissement et vice versa) et pendant le transport (du fait notamment du comportement de l'élève). Les parents doivent donc s'assurer que leurs



responsabilités personnelles ainsi que celles de leurs enfants soient réellement couvertes par une assurance scolaire ou par un contrat "responsabilité civile chef de famille".

B. Règlement Territorial relatif à la sécurité et à la discipline (RTSD)

ARTICLE 1 - OBJET ET APPLICABILITE DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement s'applique aux usagers du service public des transports scolaires territoriaux. Il a pour but :

- de prévenir les accidents,
- d'assurer les règles d'utilisation, de sécurité et de discipline à respecter, aussi bien à l'intérieur des véhicules que lors de la montée ou de la descente aux arrêts.

Ces usagers sont assujettis au présent règlement du fait de bénéficier de la prestation de transport ou de la solliciter. Ils sont réputés accepter ce règlement du seul fait de demander à bénéficier du service public de transport scolaire, comme du fait d'en bénéficier.

Le présent règlement pourra être modifié, en tant que de besoin, par la CTM. La modification sera applicable de plein droit, dès qu'elle aura été publiée.

Sont également soumis audit règlement, dans les dispositions qui les concernent, les agents du service public des transports scolaires, qu'il s'agisse des agents de la CTM ou des transporteurs et leurs agents.

ARTICLE 2 - SECURITE - OBLIGATIONS DES USAGERS

A. Au point d'arrêt

Le conducteur n'est autorisé à s'arrêter qu'aux points d'arrêts prévus dans le circuit et inscrits au cahier des charges du contrat d'exploitation.

Pour sa propre sécurité et celle des personnes qui attendent le car, il est indispensable que l'élève :

- ne chahute pas,
- se présente à l'arrêt avant l'heure indiquée par le transporteur scolaire pour sa prise en charge,
- reste sous l'abri-voyageur, s'il existe, ou sur le trottoir, ou en dehors de la route,
- attende l'arrêt complet du véhicule, aussi bien pour monter que pour descendre.



B. Accès du véhicule

Pour monter dans le véhicule, l'élève doit systématiquement avoir sa carte de transport à la main et la montrer au conducteur.

En cas de non présentation de la carte de transport scolaire délivrée par la collectivité (perte ou oubli), le conducteur autorise la montée de l'élève dans le véhicule. Toutefois, il doit recueillir l'identité de l'élève, son adresse, l'établissement scolaire fréquenté et l'informer de la nécessité d'une régularisation rapide de la situation.

Dans l'hypothèse où un élève se soustrait à cette obligation, le conducteur signale les faits au responsable de son entreprise qui informe la CTM grâce à la "fiche incident" dont les modalités sont déterminées à l'article 4 du présent Règlement. La CTM engage éventuellement la mise en œuvre de l'une des sanctions prévues à l'article 4-B.

La tolérance est d'une semaine au-delà de laquelle l'élève ne sera plus admis à monter dans le véhicule, sauf en cas de présentation d'une autorisation délivrée par la collectivité. Il est rappelé que cet élève, s'il a été transporté le matin, doit être ramené le soir.

En cas de récidive et sous réserve de l'application d'une sanction, dès lors que le conducteur aura été formellement informé de celle-ci par la CTM, le conducteur doit refuser la montée de l'élève dans le véhicule.

La montée et la descente du véhicule sont des opérations délicates, aussi :

- les élèves ne doivent pas s'appuyer sur le véhicule et doivent attendre l'arrêt complet du véhicule avant de s'avancer pour la prise en charge et avant la descente,
- ces opérations doivent se faire sans précipitation ni bousculade,
- les élèves doivent présenter au conducteur leur titre de transport au moment de la montée dans le véhicule,
- après la descente, les élèves ne doivent s'engager sur la chaussée qu'en s'assurant qu'ils peuvent le faire en toute sécurité et uniquement après le départ du car,
- lorsqu'ils montent ou descendent du car, les élèves doivent porter leur cartable ou leur sac à la main. En effet, un cartable porté sur l'épaule ou sur le dos peut blesser un autre élève assis.

Au même titre, le transporteur devra veiller à ce que l'arrivée et le départ de l'établissement scolaire s'effectuent selon les dispositions suivantes :

- l'arrivée à l'établissement scolaire s'effectuera au plus tôt 20 minutes et au plus tard 10 minutes avant le début des cours,



- après la fin des cours, le véhicule devra être présent sur l'aire de stationnement avant la sortie des élèves afin d'éviter toute manœuvre dangereuse en leur présence ou toute attente prolongée,
- le transporteur ne pourra quitter l'établissement moins de 15 minutes après la fin des cours,
- l'arrêt devra être assuré au point prévu, devant le poteau indicateur ou sur les emplacements spécifiques lorsqu'ils existent.

Toute marche arrière aux arrêts (principalement ceux qui sont situés devant les établissements) est à proscrire, sauf aménagements prévus à cet effet.

C. Comportement dans le véhicule

La courtoisie et la politesse envers le conducteur sont nécessaires à la bonne exécution du service.

Tout comportement dans le véhicule susceptible de gêner le conducteur, de mettre en péril la sécurité des élèves, ou celle des autres véhicules ou des piétons, entraînera la mise en œuvre de sanctions.

A ce titre, les élèves doivent **notamment** respecter les consignes suivantes :

- rester assis et attachés durant toute la durée du trajet.

Pour information :

En application du Code de la Route (articles R.412-1 et R412-2), "le port de la ceinture est obligatoire à bord des véhicules qui en sont équipés". Aussi, suite à un constat par toute personne habilitée à cet effet, le passager concerné s'expose, en cas de non port, à une amende forfaitaire (contravention de 4^{ème} catégorie). La seule exception concerne les enfants dont la morphologie est manifestement inadaptée au port de celle-ci, et les enfants de moins de trois ans qui ne peuvent porter une ceinture à trois points sans rehausseur.

- ne pas distraire l'attention du conducteur, de quelque façon que ce soit,
- placer, autant que possible, leurs sacs et cartables sous les sièges ou dans les soutes à bagages quand elles existent et éviter l'utilisation des porte-bagages,
- le couloir de circulation ainsi que l'accès à la porte de secours doivent rester libres,
- les déplacements à l'intérieur du véhicule ne doivent se faire qu'en cas d'extrême urgence,
- s'asseoir à l'emplacement indiqué par le conducteur, lorsque ce dernier l'estime nécessaire pour des raisons de sécurité ou pour maintenir le calme dans le véhicule.



ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DES PARENTS OU REPRÉSENTANTS LÉGAUX ET DES CONDUCTEURS

A. Obligations des parents et représentants légaux

Tout élève qui adopte un comportement allant à l'encontre du règlement engage sa propre responsabilité s'il est majeur ou celle de ses parents s'il est mineur. En effet, selon les dispositions du Code Civil (article 1384), les parents ou les représentants légaux sont civilement responsables des dommages causés par les enfants dont ils ont la charge.

Ils sont également responsables de leurs enfants, du domicile à la montée du véhicule, de la descente du car à l'entrée à l'intérieur de l'établissement, et vice versa lors du retour au domicile.

Ainsi, il appartient aux parents ou aux représentants légaux des enfants mineurs de les inciter à respecter le présent règlement.

Ils doivent à ce titre, demander à leurs enfants de respecter l'obligation du port de la ceinture de sécurité.

Indépendamment des sanctions disciplinaires administratives que la CTM pourra prendre en application du présent règlement, le transporteur et la CTM se réservent la possibilité d'intenter toute action en justice contre les personnes civilement responsables afin d'obtenir réparation d'éventuels préjudices.

B. Obligations des conducteurs

Sous l'autorité du transporteur qui est en tout état de cause seul responsable devant la CTM, le conducteur doit :

- s'assurer du bon état de fonction du car (éléments visibles), contrôler les périodes de révision et de contrôle technique,
- éviter les accélérations ou freinages brusques (sauf en cas d'urgence),
- respecter le code de la route et l'itinéraire quels que soient les horaires,
- exclure totalement toute utilisation de son téléphone portable hormis lorsqu'il est à l'arrêt,
- respecter les prescriptions figurant au contrat qui lie le transporteur avec la CTM,
- s'assurer des conditions d'évacuation d'urgence du véhicule en cas de nécessité,
- de manière générale, avoir une attitude conforme à la bienséance, particulièrement en présence de mineurs.



ARTICLE 4 - CONTRÔLES ET SANCTIONS POUR INOBSERVATION DU PRESENT REGLEMENT

A. Contrôles

La CTM et toute personne habilitée par lui, le transporteur et ses représentants, peuvent à tout moment contrôler l'application du présent règlement. En cas de non-respect par les usagers du présent règlement, le transporteur doit immédiatement informer la CTM.

Puis, il devra exposer de manière formelle les faits à la CTM par l'intermédiaire de la "fiche incident" disponible à la Direction des Transports mais également sur le site de la collectivité à l'adresse suivante : <https://transportscolaire.collectivitedemartinique.mq>

La fiche devra impérativement parvenir à la Direction des Transports de la CTM dans un délai de 72h maximum après les événements.

D'une manière générale, toute personne constatant une anomalie dans l'exécution du service peut en faire état auprès des services de la CTM, notamment par Internet à l'adresse citée ci-dessus, en veillant toutefois à ne pas se livrer à une dénonciation calomnieuse.

B. Comportements susceptibles d'entraîner une sanction

Sont notamment considérés comme agissements susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire, tout acte mettant en danger la sécurité du transport et/ou portant atteinte à la qualité et au bon fonctionnement du service.

Sans préjudice du pouvoir d'appréciation dont dispose l'autorité disciplinaire, sont de nature à justifier les sanctions ci-dessous définies, les comportements fautifs suivants :

Niveau 1 Avertissement	Niveau 2 Exclusion d'un jour à une semaine	Niveau 3 Exclusion de plus d'une semaine à un mois	Niveau 4 Exclusion définitive
Désordre : chahut, cris, sifflements, bousculades, déplacements intempestifs...	Insolence : propos et/ou attitudes impertinentes ou méprisantes envers le chauffeur, les accompagnateurs et toute autre personne présente dans le car.	Menaces envers toute autre personne présente dans le car.	Agression et violence physique graves envers toute personne présente dans le car.
Oubli de la carte de transport ou carte invalide pour le trajet effectué au moment du contrôle.	Refus de présentation de carte.		



Dégradation involontaire du véhicule.	Gestes injurieux, grossiers ou déplacés envers une/des personne(s) présente(s) dans le car.	Bagarres (sans blessure grave).	Introduction et / ou manipulation d'objet dangereux : arme blanche (cutter, couteau...) et toutes autres catégories d'armes.
Non respect des consignes de sécurité : non bouclage de la ceinture de sécurité, suspension du corps au porte-bagages, non rangement des effets personnels sous le siège ou dans le coffre du car, se pencher au dehors du car.	Manipulation des portes, des ouvertures de secours, des extincteurs sans autre incident.	Introduction et usage de produits dangereux : allumettes, pétards, fumigènes...	Elève non inscrit. Falsification du titre de transport fourni par la CTM.
Parler au conducteur sans motif valable.	Récidive niveau 1.	Manipulation et ou projection de produits à l'intérieur ou à l'extérieur du car, pouvant causer une gêne dans la conduite (farine, gomme, bombe à eau, bouteilles vides, canettes, déchets alimentaires, papiers divers, mouchoirs en papier...),	Manipulation des portes, des ouvertures de secours, des extincteurs entraînant un incident.
Tenue vestimentaire incorrecte : une tenue vestimentaire correcte est obligatoire dans le car, aucun dessous ne doit être apparent.		Incitation ou/et consommation de cigarette, d'alcool et/ou de substances illicites. Dégradation ou destruction volontaire du véhicule. Vol d'élément(s) du véhicule. Vol d'élément(s) de sécurité (marteau, extincteur...).	Récidive niveau 3.
		Récidive niveau 2	

Cette liste des manquements de nature à justifier une sanction n'est pas exhaustive ; tout manquement de nature à perturber le bon fonctionnement du service et en particulier d'affecter la sécurité des personnes et des biens est susceptible de justifier une sanction.



Outre les sanctions disciplinaires susceptibles d'être prononcées, la CTM se réserve le droit de demander réparation des préjudices causés par les usagers du service, y compris des dégradations causées aux véhicules de transport. A cet effet, la CTM se réserve la faculté d'émettre des titres de recettes à l'encontre des responsables, pour le recouvrement de l'indemnité correspondant à une créance de réparation de la collectivité ou une indemnité due au transporteur victime du dommage. De même, le prononcé d'une sanction disciplinaire, intervient sans préjudice de poursuites pénales éventuelles sur plainte ou citation directe ; le cas échéant avec constitution de partie civile.

C. Procédures disciplinaires

1. Procédure générale

La CTM est seule compétente pour procéder à l'application des sanctions prévues au présent règlement. Le Président du Conseil Exécutif, chef de l'administration territoriale, est l'autorité disciplinaire. Il exerce le pouvoir disciplinaire directement ou par voie de délégation de fonction ou de signature.

Les sanctions vont de l'avertissement à l'exclusion temporaire ou définitive des transports territoriaux.

Celles-ci ne pourront donner lieu ni à indemnité, ni à remboursement.

La sanction, de quelque catégorie qu'elle soit, est prononcée par le Président du Conseil Exécutif de la CTM ou son représentant et notifiée à l'intéressé ou au représentant légal pour les usagers mineurs, au responsable de l'établissement dont il relève et au transporteur.

Avant tout prononcé d'une sanction, le principe du contradictoire destiné à préserver les droits de la défense sera mis en œuvre comme suit, à l'appréciation de l'autorité disciplinaire :

Soit :

- la personne visée par la procédure sera invitée à présenter ses observations orales sur le comportement reproché, qui devra lui avoir été exposé par écrit, assorti du rappel de ses droits de la défense.

En cas d'impossibilité de se rendre à la convocation, la personne visée par la procédure, devra faire parvenir à la CTM, au plus tard cinq jours avant la date de la convocation, ses observations écrites.

Si elle n'est pas convoquée par l'autorité disciplinaire, la personne concernée sera invitée à rédiger une lettre lui permettant d'exposer les faits relatifs à l'incident et faire valoir les considérations utiles à l'examen de l'exactitude



matérielle des faits, leur qualification juridique et leur gravité. Elle devra parvenir à la CTM dans un délai de 10 jours après réception de la demande.

Il en va de même pour le transporteur.

Soit :

le Président du Conseil Exécutif de la CTM ou son représentant convoquera dans les locaux de la collectivité, les parents (ou les représentants légaux) et l'élève pour permettre à ce dernier d'exposer sa version des faits à l'occasion d'un débat contradictoire. Le transporteur et/ou le conducteur sera (seront) également convoqué(s) afin également de relater sa (leur) version des événements.

2. Procédure d'urgence

En revanche, à l'appréciation exclusive du pouvoir disciplinaire, si la gravité de l'incident le nécessite, **une mesure conservatoire d'urgence de suspension d'accès au transport peut être mise en œuvre**. Le transporteur devra solliciter immédiatement la Direction des Transports pour obtenir l'accord de la suspension de l'accès au service des transports scolaires à titre conservatoire. La décision conservatoire est immédiatement portée à la connaissance de l'intéressé par tout moyen, y compris verbalement. Cette notification devra se faire calmement et de façon non équivoque à l'élève.

La suspension sera maintenue jusqu'à ce que l'autorité disciplinaire obtienne tout élément de nature à lui permettre d'apprécier la situation et de statuer dans un délai de 10 jours, selon la procédure ci-dessus définie.

En fonction du contexte ou des circonstances, l'autorité disciplinaire se donne toute latitude pour adapter la sanction à la gravité de la faute, en tenant compte également d'éléments relatifs à l'attitude répréhensible de l'élève, que le transporteur aurait transmis à la CTM, durant l'année scolaire précédente.

Sont considérés comme incidents graves, les événements qui ont notamment conduit à perturber, à interrompre et/ou à détourner le service.



TRANSPORT SCOLAIRE - INCIVILITE

FICHE INCIDENT TRANSPORTEUR

Fiche à remplir par le transporteur et à transmettre dans un délai de 72h maximum après la date des faits par retour de fax au 0596 71.10.44 ou courrier à la CTM, Direction des Transports, Rue Gaston DEFFERRE CS 30137 - 97201 Fort-de-France, Martinique.

IDENTIFICATION TRANSPORTEUR

Gérant Nom : Prénom :	Marché n° : Lot n° :
Raison sociale :	Service :
Adresse :	

IDENTIFICATION DE LA VICTIME (élève, chauffeur ou autre)

IDENTIFICATION DE L'ELEVE-AUTEUR DE L'INCIVILITE

Nom :	Nom :
Prénom :	Prénom :
Qualité/Fonction :	Nom/Prénom du responsable légal :
<input type="checkbox"/> Dépôt de plainte (joindre copie de celle-ci à l'envoi)	Adresse :
	Tél :
	Etablissement scolaire :
	<input type="checkbox"/> Majeur

OBJET DE L'INCIVILITE

Description détaillée des faits (problèmes rencontrés, circonstances...)		
Date des faits :	Heure :	Lieu :
Avez-vous pris une mesure d'urgence ? oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		

Date :

Signature et cachet de l'entreprise :



TRANSPORT SCOLAIRE - INCIVILITE

FICHE INCIDENT TIERS DECLARANT

Fiche à remplir par le déclarant et à transmettre dans un délai de 72h maximum après la date des faits par retour de fax au 0596 71.10.44 ou courrier à la CTM, Direction des Transports, Rue Gaston DEFFERRE CS 30137 - 97201 Fort-de-France, Martinique.

Nom du déclarant : Prénom :	Adresse :
Qualité/Fonction (parent d'élève, élève...) :	Tél :

IDENTIFICATION DE LA VICTIME (Elève, chauffeur ou autre)

IDENTIFICATION DE SON TRANSPORTEUR

Nom :	Gérant Nom :
Prénom :	Prénom :
Qualité/Fonction :	Raison sociale :
<input type="checkbox"/> Dépôt de plainte (joindre copie de celle-ci à l'envoi)	Marché n° : Lot n° : Service :

IDENTIFICATION DE L'ELEVE-AUTEUR D'INCIVILITE

IDENTIFICATION DE SON TRANSPORTEUR

Nom :	Gérant Nom :
Prénom :	Prénom :
Etablissement scolaire :	Raison sociale :
Autres informations :	Marché n° : Lot n° : Service :

OBJET DE L'INCIVILITE

Description détaillée des faits (problèmes rencontrés, circonstances...)		
Date des faits :	Heure :	Lieu :

Date :

Signature :



IX. INFORMATIONS

Pour toute réclamation, vous pouvez adresser votre correspondance à :

**Monsieur le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique
Direction Générale Adjointe chargée des Infrastructures et de l'Équipement
Direction des Transports
Service des Transports Interurbains et Scolaires (STIS)
Bureau des Transports Scolaires
Centre Administratif Louis Delgrès
Bât. B - 5^{ème} étage
Route de la Pointe des Sables
97200 FORT-DE-FRANCE**

Numéros à contacter :	
Direction des Transports :	Tél. : 05 96 71 60 00 Fax : 05 96 71 10 44
Bureau des Transports Scolaires (Type A) :	Tél. : 05 96 71 10 68 Tél. : 05 96 71 10 91
Remboursements de Types B et H-THI :	Tél. : 05 96 71 10 49
Remboursements de Type H-THA :	
Elèves et étudiants handicapés :	
Toutes informations utiles complémentaires peuvent être obtenues par consultation du site Internet de la CTM : https://transportscolaire.collectivitedemartinique.mq	
Numéro Vert : 0800 202 424	

Tout cas non prévu par le présent règlement des transports scolaires fera l'objet d'une étude.



Annexe 1 : Tarification

Grille tarifaire d'accès au transport scolaire

	Externes	Internes	Elèves post bac externes	Elèves post bac internes
Elèves habitant et étudiant dans l'une des communes de la Cap Nord : Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe, Bellefontaine, Carbet, Case-Pilote, Fond Saint-Denis, Grand-Rivière, Gros-Morne, Lorrain, Macouba, Marigot, Morne-Rouge, Morne-Vert, Prêcheur, Robert, Sainte-Marie, Saint-Pierre et Trinité	150 € pour l'année	120 € pour l'année	300 € pour l'année	240 € pour l'année
Dans tous les autres cas (services de transports scolaires reliant les différents PTU)	200 € pour l'année	160 € pour l'année		

Rappel :

Les autres catégories d'usagers occasionnels ou réguliers (parents d'élèves, personnels des établissements scolaires), s'acquitteront des tarifs fixés par la CTM et établis selon la grille tarifaire des Taxis Collectifs.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-242-1-DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 JUIL. 2017

DELIBERATION N° 17-242-1

PORTANT CRÉATION DE POSTES SUITE AUX COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES (CAP) ET MISE EN ŒUVRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL CARRIÈRES ET RÉMUNÉRATIONS (PPCR)

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2016-604 du 12 mai 2016 portant rééchelonnement indiciaire des grades des cadres d'emplois de catégorie C ;

Vu le décret n°2016-1372 du 12 octobre 2016 relatif à la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) et à l'avenir de la fonction publique concernant notamment les cadres d'emplois de catégorie C ;

Vu l'avis des commissions administratives paritaires (CAP) des 13 et 14 décembre 2016 relative à l'avancement de grades et à la promotion interne au titre de 2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant vote du budget primitif de la CTM pour l'exercice 2017 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont créés pour les besoins des :

- Promotions et avancements de grade des agents suite aux commissions administratives paritaires (CAP)
- Reclassements des agents titulaires de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) suite au protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR),
- Intégrations des personnels OPA (ouvriers des parcs et ateliers) transférés par l'État à la CTM

les emplois permanents à temps complet suivants :

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie	Ancien grade	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C	Adjoint Administratif de 1 ^{ère} classe (IB 336-424)	341	Adjoint Administratif principal de 2 ^{ème} classe (IB 351-479)	341
TOTAL C		341	TOTAL C	341

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C	Adjoint Administratif principal de 2 ^{ème} classe (IB 336-424)	10	Adjoint Administratif principal de 1 ^{ère} classe (IB 374-548)	10
TOTAL C		10	TOTAL C	10

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
A	Attaché (IB 434-810)	5	Attaché principal (IB 579-979)	5
TOTAL A		5	TOTAL A	5

FILIÈRE CULTURELLE

Catégorie	Ancien grade	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C	Adjoint du patrimoine de 1 ^{ère} classe (IB 336-424)	29	Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe (IB 351-479)	29
TOTAL C		29	TOTAL C	29

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C	Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe (IB 351-479)	1	Adjoint du patrimoine principal de 1 ^{ère} classe (IB 374-548)	1
TOTAL C		1	TOTAL C	1

FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
A	Puéricultrice classe supérieure (IB 449-736)	3	Puéricultrice hors classe (IB 465-741)	3
TOTAL A		3	TOTAL A	3

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
A	Psychologue classe normale (IB 379-801)	1	Psychologue hors classe (IB 587-986)	1
TOTAL A		1	TOTAL A	1

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
A	Infirmier classe supérieure (IB 367-570)	3	Infirmier hors classe (IB 449-736)	3
TOTAL A		3	TOTAL A	3

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
A	Médecin classe supérieure (IB 801-HEA3)	1	Médecin hors classe (IB 901-HEB3)	1
TOTAL A		1	TOTAL A	1

FILIÈRE MEDICO-TECHNIQUE

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
B	Technicien paramédical classe normale (IB 358-621)	1	Technicien paramédical classe supérieur (IB 498-683)	1
TOTAL B		1	TOTAL B	1

FILIÈRE SOCIALE

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
B	Assistant socio-éducatif (IB 358-621)	25	Assistant socio-éducatif principal (IB 431-683)	25
TOTAL B		25	TOTAL B	25

FILIÈRE TECHNIQUE

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
B			Technicien principal de 2 ^{ème} classe (IB 377-631)	7
TOTAL B			TOTAL B	7

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
B	Technicien principal de 2 ^{ème} classe (IB 377-631)	6	Technicien principal de 1 ^{ère} classe (IB 442-701)	6
TOTAL B		6	TOTAL B	6

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
B	OPA	6	Technicien principal de 1 ^{ère} classe (IB 442-701)	6
TOTAL B		6	TOTAL B	6

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C		7	Agent de maîtrise (IB 353-549)	7
TOTAL C		7	TOTAL C	7

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe (IB 348-465)	5	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe (IB 364-543)	5
TOTAL C		5	TOTAL C	5

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe (IB 342-432)	138	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe (IB 348-465)	138
TOTAL C		138	TOTAL C	138

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des EPLE (IB 348-465)	12	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe des EPLE (IB 364-543)	12
TOTAL C		12	TOTAL C	12

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C	Adjoint technique de 2 ^{ème} classe des EPLE (IB 340-400)	40	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des EPLE (IB 348-465)	40
TOTAL C		40	TOTAL C	40

Catégorie	Grade actuel	Nombre	Nouveau grade après avancement et reclassement	Nombre
C	Adjoint technique de 1 ^{ère} classe des EPLE (IB 342-432)	302	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des EPLE (IB 348-465)	302
TOTAL C		302	TOTAL C	302

ARTICLE 2 : Ces postes seront inscrits au tableau des emplois et des effectifs et pourvus par les agents de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) ayant bénéficié d'une intégration (OPA), d'un avancement de grade au titre de l'année 2016 et /ou concernés par le reclassement prévu par le dispositif PPCR.

Le tableau des emplois et des effectifs de la CTM sera modifié en conséquence selon l'annexe joint.

ARTICLE 3 : La dépense de fonctionnement est imputée sur les crédits inscrits au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



Annexe à la délibération n°17-238-1

Collectivité Territoriale de Martinique - Budget principal CTM - BP (projet de budget) - 2016

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2017	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2017

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)			POSTES VACANTS
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS CONTRACTUELS	TOTAL	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS ET COLLABORATEURS DE CABINET (1)				15			15	0
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	A*	1	0	1	1		1	0
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DES SERVICES	A	9		9	9		9	0
COLLABORATEUR DE CABINET	A	5	0	5	2	3	5	0
FILIERE ADMINISTRATIVE (2)				1595			1316	279
ADMINISTRATEUR TERRITORIAL	A*	5		5	1	1	2	3
Directeur territorial	A	40		40	24	4	28	12
Attaché principal	A	65		65	49	6	55	10
Attaché	A	216		216	119	74	193	23
TOTAL ATTACHE TERRITORIAL				326			276	50
Rédacteur principal 1ère classe	B	59		59	42	5	47	12
Rédacteur principal 2ème classe	B	53		53	33	0	33	20
Rédacteur	B	231		231	183	16	199	32
TOTAL REDACTEUR TERRITORIAL				343			279	64
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	61		61	59	0	59	2
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	422		422	393	0	393	29
Adjoint administratif 2ème classe	C	438		438	301	6	307	131
TOTAL ADJOINT ADMINISTRATIF				921			759	162
TECHNIQUE (3)				2072			1826	246
Ingénieur en Chef hors classe	A*	2		2	1	0	1	1
Ingénieur en Chef	A*	19		19	17	0	17	2
Ingénieur Principal	A	34		34	29	3	32	2
Ingénieur	A	82		82	44	14	58	24
TOTAL INGENIEUR				137			108	29
Contrôleur des transports	B	1		1	0	0	0	1

Collectivité Territoriale de Martinique - Budget principal CTM - BP (projet de budget) - 2016

Technicien principal 1ère classe	B	61		61	54	1	55	6
Technicien principal 2ème classe	B	59		59	44	2	46	13
Technicien	B	116		116	82	16	98	18
TOTAL TECHNICIEN				237			199	38
Agent de maîtrise principal	C	36		36	33	0	33	3
Agent de maîtrise	C	53		53	40	1	41	12
TOTAL AGENT DE MAITRISE				89			74	15
Adjoint technique principal 1ère classe	C	31		31	31	0	31	0
Adjoint technique principal 2ème classe	C	248		248	242	0	242	6
Adjoint technique 2ème classe	C	391	18	409	268	17	285	124
TOTAL ADJOINT TECHNIQUE				688			558	130
Adjoint technique principal 1ère classe Etblts scol.	C	64		64	62	0	62	2
Adjoint techn. principal 2ème classe Etblts scolaires	C	441		441	439	0	439	2
Adjoint technique des Etablissements scolaires	C	416		416	235	151	386	30
TOTAL ADJT TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT				921			887	34
MEDICO SOCIALE (4)				172			115	57
Médecin du travail hors classe	A*	1		1	0	1	1	0
Médecin hors classe échelon spécial	A*	1		1	1		1	0
Médecin hors classe	A*	5		5	5		5	0
Médecin 1ère classe	A*	8		8	3		3	5
Médecin 2ème classe	A*	9		9	0	3	3	6
Psychologue hors classe	A	6		6	6		6	0
Psychologue classe normale	A	15		15	8	5	13	2
Sage Femme classe exceptionnelle	A	8		8	8		8	0
Sage-Femme classe supérieure	A	8		8	3		3	5
Sage-femme classe normale	A	7		7	3		3	4
Puéricultrice hors classe	A	10		10	10		10	0
Puéricultrice cadre de santé	A	1		1	0	0	0	1
Puéricultrice classe supérieure	A	14		14	9		9	5
Puéricultrice classe normale	A	24		24	16	4	20	4
Infirmier soins généraux hors classe	A	10		10	9		9	1
Infirmier soins généraux classe supérieure	A	19		19	11		11	8
Infirmier soins généraux classe normale	A	25		25	10		10	15
Chargé de mission	A	1		1	0		0	1
MEDICO - TECHNIQUE				28			19	9
Entomologiste	A	1		1			0	1
Biologiste, Pharmacien ou vétérinaire	A	2		2		1	1	1
Technicien paramédical classe supérieure	B	6		6	6		6	0
Technicien paramédical classe normale	B	19		19	7	5	12	7
SOCIAL				255			230	25

Collectivité Territoriale de Martinique - Budget principal CTM - BP (projet de budget) - 2016

Conseiller socio-éducatif de classe supérieur	A	2	2	1		1	1
Conseiller socio-éducatif	A	12	12	6		6	6
Assistant socio-éducatif principal	B	102	102	100	0	100	2
Assistant socio-éducatif	B	131	131	81	35	116	15
Educateur de jeunes enfants	B	7	7	1	6	7	0
Agent social de 2ème classe	C	1	1	0		0	1
SPORTIVE			15			12	3
Conseiller territorial activités sportives principal de 1ère classe	A	1	1	0		0	1
Conseiller territorial activités sportives principal de 2ème classe	A	1	1	0		0	1
Conseiller territorial activités sportives	A	2	2	1	1	2	0
Educateur APS principal de 2ème classe	B	1	1	1		1	0
Educateur APS	B	8	8	6	2	8	0
Opérateur territorial activités sportives	B	2	2	1		1	1
CULTURELLE (8)			149			114	35
Conservateur du patrimoine en chef	A*	3	3	2	0	2	1
Conservateur du patrimoine	A*	1	1	0		0	1
Conservateur De bibliothèque en chef	A*	2	2	1		1	1
Conservateur De bibliothèque	A*	2	2	1		1	1
Attaché de conservation	A	6	6	4		4	2
Bibliothécaire	A	15	15	12		12	3
Conseiller haute technicité	A	1	1	0		0	1
Chargé de mission archéologie	A	1	1	0		0	1
Assistant de Conserv. du Patrim. Principal 1è cl.	B	7	7	6		6	1
Assistant de Conserv. du Patrim. Principal 2ème cl.	B	16	16	12		12	4
Assistant de Conserv. du Patrim. 2è cl.	B	20	20	10	3	13	7
TOTAL ASSISTANT DE CONSERVATION			43			31	12
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	2	2	1		1	1
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	27	27	26		26	1
Adjoint du patrimoine	C	46	46	31	5	36	10
TOTAL ADJOINT DU PATRIMOINE			75			63	12
ANIMATION (9)			1			0	1
Adjoint d'Animation de 1ère classe	C	1	1	0		0	1
EMPLOIS NON CITES (10)							
TOTAL GENERAL			4302			3647	655



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-20005507-20170626-17-243-1-DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 01 JUIL. 2017

DELIBERATION N° 17-243-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CASE SOCIALE DES OUTRE-MER (CSDOM)

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 22 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 23 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt-mille euros (20 000,00 €) à la Case Sociale des Outre-Mer (CSDOM).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-244-1-AR
Date de télétransmission : 19/07/2017
Date de réception préfecture : 19/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2017

DELIBERATION N° 17-244-1

PORTANT MODIFICATION DU DISPOSITIF « ACTION PLURIACTIVITÉ POLY-COMPÉTENCE IMMERSION (APPI) » EN PROJET « ATOUT INCLUSION »

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 23 juin 2017 ;

Considérant que la conseillère à l'Assemblée de Martinique, Madame Josiane PINVILLE, n'a pas pris part au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adoptée la modification du dispositif « Action Pluriactivité Poly-compétence Immersion » (APPI) en « Atout Inclusion » dans le cadre de l'enveloppe Initiative pour l'Emploi des Jeunes portée par le Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 sous l'autorité de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

ARTICLE 2 : Le plan de financement de ce dispositif est le suivant :

- CTM : 1 640 000 € (un million six cent quarante mille euros)
- FSE : 2 511 695 € (deux millions cinq cent onze mille six cent quatre-vingt-quinze euros)
- IEJ : 2 511 695 € (deux millions cinq cent onze mille six cent quatre-vingt-quinze euros).

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique comme suit :

- Pour la rémunération des stagiaires au chapitre 932-25 article 65121.
- Pour le fonctionnement de l'action et les actions d'insertion au chapitre 934-4.

ARTICLE 4 : Les modalités de versement de la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sont définies dans le cadre du financement des projets pris au titre des dispositifs européens.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-245-1-DE
Date de télétransmission : 19/07/2017
Date de réception préfecture : 19/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 JUL. 2017

DELIBERATION N° 17-245-1

PORTANT HABILITATION TRANSPORT ADAPTATION DE LA CAPACITÉ FINANCIÈRE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu la Constitution et notamment ses articles 34 et 73, troisième alinéa ;

Vu le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil, et notamment ses articles 1-3 et 7 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°85-891 du 16 août 1985 modifié relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes, et notamment son article 6.1 ;

Vu le décret n°99-752 du 30 août 1999 modifié relatif aux transports routiers de marchandises et notamment son article 8 ;

Vu le décret n°2011-2045 du 28 décembre 2011 portant diverses dispositions relatives à l'accès à la profession de transporteur routier et à l'accès au marché du transport intérieur et notamment son article 5;

Vu l'arrêté du 3 février 2012 relatif à la capacité financière requise pour les entreprises de transport public routier et notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission transports le 19 juin 2017 ;

Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique bénéficie de la prorogation de l'habilitation transport obtenue par la loi susvisée n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, suite à la publication au Journal Officiel du 13 mai 2016 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-36-1 en date du 29 mars 2016 ;

Considérant que l'habilitation prorogée vise notamment à adapter les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier de personnes et de marchandises ;

Considérant que les dispositions envisagées pour la Martinique sont compatibles avec les objectifs déterminés au plan national en matière de sécurité routière et respectent le principe de libre concurrence ;

Considérant que les dispositions envisagées concernent des adaptations pour le transport effectué intégralement en Martinique par des entreprises qui y sont établies ;

Considérant le tissu économique du secteur des transports caractérisé par la prévalence d'entreprises individuelles tant pour le transport routier de voyageurs que de marchandises ;

Considérant la faiblesse des distances parcourues par les transporteurs pour les transports intérieurs du fait de la taille de l'île (superficie de 1128 km²) et de la structuration du territoire caractérisée par une extrême polarisation du centre (déplacement moyen dans un rayon de 20 km) ;

Considérant les difficultés structurelles du secteur des transports et l'impérieuse obligation de continuité du service public ;

Considérant la nécessité de ne pas détériorer l'exercice du droit au transport pour les martiniquais ;

Considérant la détermination de la Collectivité Territoriale de Martinique à développer un système de transport intérieur durable efficient ;

Considérant qu'il convient, dans cette perspective, de définir des conditions de capacité financière adaptées à la réalité du territoire au-delà de l'échéance du 3 décembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Par dérogation à l'article 6-1 du décret n°85-891 modifié et de l'article 8 du décret n°99-752 modifié, le montant de la capacité financière exigible pour les entreprises de transport routier établies en Martinique et qui auront déclaré limiter leur activité à la Martinique est adapté.

ARTICLE 2 : Pour les entreprises établies en Martinique, le montant pris en compte pour le calcul de la capacité financière exigible des entreprises de transport routier de personnes et de marchandises et qui auront déclaré limiter leur activité à la Martinique est fixé comme suit :

1° Pour le transport routier de personnes :

- a) 600 euros par véhicule n'excédant pas 9 places, conducteur compris ;
- b) 1000 euros par véhicule d'une capacité, conducteur compris, supérieure à 9 places et n'excédant pas 14 places ;
- c) 6000 euros pour le premier véhicule et 3000 euros pour chacun des véhicules suivants, pour les véhicules excédant 14 places conducteurs compris.

2° Pour le transport routier de marchandises :

- a) 600 euros par véhicule n'excédant pas un poids maximum autorisé de 3,5 tonnes ;
- b) 1 000 euros par véhicule d'un poids maximum autorisé supérieur à 3,5 tonnes et n'excédant pas 7,5 tonnes ;
- c) 6 000 euros pour le premier véhicule et 3 000 euros pour chacun des véhicules suivants, pour les véhicules excédant un poids maximum autorisé de 7,5 tonnes.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique qui pourra être diffusée partout autant que de besoin, est publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au Préfet, représentant de l'État en Martinique, et au Premier ministre aux fins de publication au Journal Officiel de la République française.

Conformément aux dispositions de l'article LO 7311-8 du code général des collectivités territoriales, la présente délibération entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal Officiel de la République française.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR 



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-246-1-DE
Date de télétransmission : 19/07/2017
Date de réception préfecture : 19/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 JUIL. 2017

DELIBERATION N° 17-246-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR LA RÉFECTION DE LA VOIE D'ACCÈS AU LYCÉE JOSEPH PERNOCK

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 21 juin 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 juin 2017 ;
Considérant que le conseiller à l'Assemblée de Martinique, Maire du Lorrain, Monsieur Justin PAMPHILE n'a pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention exceptionnelle d'un montant de quatre-vingt-quinze mille huit cent trente-neuf euros vingt centimes (95 839,20 H.T.) est allouée à la Ville du Lorrain pour la réfection de la voie d'accès au Lycée Joseph PERNOCK.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à la Ville du Lorrain selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-247-1-DE
Date de télétransmission : 19/07/2017
Date de réception préfecture : 19/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-247-1

PORTANT COMMUNICATION SUR LA LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE CONCERNANT L'OPÉRATION DE DÉSENCLAVEMENT DE LA ZONE HÔTELIÈRE DES TROIS-ILETS : LE CARAYOU

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique 05-2099 du 15 décembre 2005 portant reconduction du programme d'aide du Conseil régional aux communes pour les années 2005-2006-2007 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique 07-902-33, de la commission permanente du Conseil régional en date du 19 juin 2007 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-478-1 du 16 décembre 2016 portant mandat au Président du Conseil Exécutif pour lui permettre de lever en Conseil Exécutif la déchéance des opérations de l'ex aide régionale aux politiques d'équipement local (ARPEL) de l'aide du Conseil régional aux communes (ACRC) et opérations d'intérêt régional (OIR) ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu l'arrêté délibéré n°17-425 pris par le Président du Conseil Exécutif le 11 mai 2017 portant levée de déchéance quadriennale pour l'opération « Désenclavement de la zone hôtelière : Le Carayou/Pointe du Bout aux Trois-Ilets ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;


ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la communication relative à la levée de déchéance quadriennale qui affecte l'opération de la ville des Trois-Ilets « Désenclavement de la zone hôtelière : Le Carayou/Pointe du Bout ».

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-248-1-DE
Date de télétransmission : 19/07/2017
Date de réception préfecture : 19/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 JUL. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-248-1

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1ER DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE N°CG/36-95 DES 27 ET 28 JUIN 1995 ADOPTANT LA CRÉATION DU SITE DE "TAUPINIÈRE" AU DIAMANT COMME PORT DÉPARTEMENTAL – PROPOSITION DE LE CLASSER EN APIT

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Général de la Martinique n° CG/36-95 des 27 et 28 juin 1995 adoptant la création de trois (3) nouveaux ports et en l'occurrence celui de Taupinière au Diamant ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est modifié comme suit, l'article 1^{er} de la délibération du Conseil Général de la Martinique n°CG/36-95 des 27 et 28 juin 1995 adoptant la création et le classement de ports et d'appontements départementaux dans le patrimoine portuaire départemental :

« Est adoptée la création de nouveaux ports et d'équipements portuaires dans les communes suivantes et leur incorporation au sein du patrimoine portuaire territorial :
Grand-Rivière (Bourg) - Anse d'Arlet (Petite Anse) ».

ARTICLE 2 : Est adopté le reclassement de l'infrastructure de pêche sise sur le site de Taupinière au Diamant en « Aménagement de Pêche d'Intérêt Territorial » (APIT).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 14 abstentions, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-249-1-DE
Date de télétransmission : 17/07/2017
Date de réception préfecture : 17/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 JUL. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-249-1

PORTANT SUR LE RATTRAPAGE DU VERSEMENT DU COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE EN DISTILLERIES AGRICOLES POUR DEUX PLANTEURS AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2016

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°05-1602 portant valorisation du complément de prix à la tonne canne livrée en distilleries ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 23 juin 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement du complément de rémunération de la tonne de canne livrée en distilleries agricoles, au titre de la campagne 2016, pour montant total de onze mille cinq cent cinquante euros (11 550 €) répartie entre les deux planteurs suivants :

- Monsieur : 5 775 €
- SCEA : 5 775 €.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée aux bénéficiaires mentionnés à l'article 1.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR 



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-250-1-DE
Date de télétransmission : 17/07/2017
Date de réception préfecture : 17/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-250-1

PORTANT AUTORISATION À SIGNER UN AVENANT AU BAIL À CONSTRUCTION (AVJT) N° 14-1193-1 DU 20 MAI 2014 POUR MODIFICATION D'IDENTITÉ DES PARTIES

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1193-1 du 29 juillet 2014 portant mise à disposition d'un terrain régional à l'association Jardins et Vergers Tropicaux (installation de bureaux et installation d'un verger) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la modification de l'article 1 de la délibération du Conseil Régional de Martinique 14-1193-1 du 29 juillet 2014 susvisée comme suit :

« Un accord est donné pour la mise à disposition de la Société Coopérative Agricole des Vergers et Jardins Tropicaux de 1000 m² de la parcelle référencée N16 d'une surface totale de 2 750 m² au lieu dit « Croix-Rivail » (enceinte du LEGTA de Croix-Rivail) sur la commune de Ducos, pour la conclusion d'un bail à construction d'une durée de 25 ans en vue de la mise en place de bureaux ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment l'avenant y afférent conforme au projet joint.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-250-1



AVENANT N°1 AU BAIL À CONSTRUCTION AVJT N°14-1193-1

Définissant les conditions d'implantation de locaux à usage de bureaux sur la
parcelle territoriale située à Croix-Rivail

Vu la délibération n°14-1193-1 portant mise à disposition d'un terrain régional à l'association Jardins et Vergers Tropicaux (installation de bureaux et installation d'un verger),

Vu le bail à construction AVJT n°14-1193-1 définissant les conditions d'implantation de locaux à usage de bureaux sur la parcelle située à Croix Rivail,

ENTRE

LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique en exercice, Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

Ci-après dénommée « LE BAILLEUR »

ET

LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DES VERGERS ET JARDINS TROPICAUX

Représentée par son Président en exercice, Monsieur

Ci-après dénommée « LE PRENEUR »

ARTICLE 1

La dénomination « l'Association Vergers et Jardins Tropicaux » est remplacée par « la Société Coopérative Agricole des Vergers et Jardins Tropicaux »

ARTICLE 2

Les autres clauses du bail à construction AVTJ N° 14-1193-1 demeurent sans changement.

Fait à Fort-de-France en quatre exemplaires originaux, le

**Pour La Société Coopérative Agricole
des Vergers et Jardins Tropicaux**

**Pour la Collectivité Territoriale
de Martinique**

Le Président

Le Président du Conseil exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-251-1-DE
Date de télétransmission : 17/07/2017
Date de réception préfecture : 17/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-251-1

PORTANT COMMUNICATION RELATIVE À L'ÉLABORATION DU SCHÉMA TERRITORIAL DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la communication relative à l'élaboration du schéma territorial des infrastructures routières de la Martinique (STIRM) 2017-2037.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR 



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-252-1-DE
Date de télétransmission : 19/07/2017
Date de réception préfecture : 19/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-252-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 26 Avril au 31 Mai 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-253-1-DE
Date de télétransmission : 17/07/2017
Date de réception préfecture : 17/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-253-1

PORTANT LEVÉE DE LA DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA SUBVENTION D'ÉQUIPEMENT ATTRIBUÉE PAR LA DÉLIBÉRATION N°11-855-1 AU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA) DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-855-1 portant octroi d'une subvention d'équipement au CFA de la Chambre de Métiers ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La prescription quadriennale frappant la subvention de 324 741,40 € octroyée au CFA de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, par la délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-855-1 du 7 juin 2011 susvisée, pour le financement des dépenses d'équipements de la structure au titre de l'année 2011, est levée.

ARTICLE 2 : Est autorisée l'annulation du titre de recette n°429 Bordereau 54 du 04 juillet 2013 d'un montant de deux cent vingt mille six cent cinquante-six euros trente-sept centimes (220 656,37 €).

ARTICLE 3 : L'annulation mentionnée à l'article 2 est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-256-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2017
Date de réception préfecture : 10/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-256-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2017

PORTANT ABROGATION PARTIELLE DES DÉLIBÉRATIONS N°15-1472-1 DE LA RÉGION MARTINIQUE ET N° CG/62-15 ET DU DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE ET PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU CAPITAL SOCIAL DE LA SPL MARTINIQUE AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Général de la Martinique n° CG/62-15 du 17 septembre 2015 portant participation du Département de la Martinique au capital social de la société publique locale « SPL Martinique Aménagement et Équipement » ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1472-1 du 22 septembre 2015 portant prise de participation au capital de la SPL Martinique Aménagement Équipement et adoption des statuts ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les articles 1 et 2 de la délibération n°15-1472-1 du 22 septembre 2015 du Conseil Régional de Martinique, ainsi que les articles 1, 2, 3, et 4 de la délibération n°CG/62-15 du 17 septembre 2015 du Conseil Général de la Martinique, susvisées, sont abrogés.

ARTICLE 2 : Est décidée la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au capital social de la SPL Martinique Aménagement et Équipement pour un montant total de deux millions huit cent cinquante mille euros (2 850 000 €), soit 95% du capital social.

ARTICLE 3 : La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique est imputée aux chapitres et articles correspondants du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

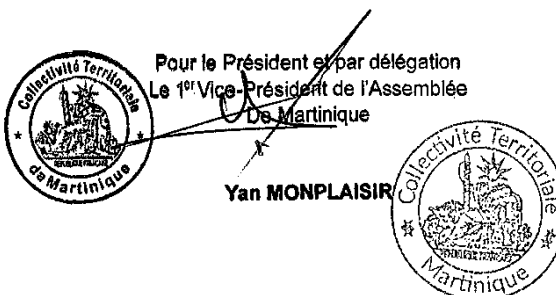
ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-257-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2017
Date de réception préfecture : 10/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-257-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2017

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION DÉFINISSANT LES CONDITIONS DE TRANSFERT DU DISPOSITIF « NOUVEL ACCOMPAGNEMENT POUR LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE » (NACRE) À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles D1611-16 et suivants relatifs aux modalités comptables et financières des mandats confiés par les collectivités territoriales en application notamment du II de l'article L.1611-7 du CGCT;

Vu le code du travail et notamment ses articles L.5141-5 et L.5522-21 relatifs à l'aide à la création ou à la reprise d'entreprise ;

Vu le code rural et de la pêche maritime notamment ses articles L.313-1, R.313-13 et D313-15 suivants relatifs à l'ASP ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 19 juin 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique prend acte :


- du transfert par l'ETAT, des conventions en cours relevant du dispositif NACRE établies entre lui et différents opérateurs ainsi que les sommes qui y sont affectées, en vue de permettre leur exécution jusqu'à leur terme prévu en décembre 2017 ;
- de la nécessité à cette échéance, de mettre en place sur ses fonds propres, un dispositif permettant l'accompagnement de ce public de créateurs d'entreprises.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour mettre en œuvre les procédures nécessaires à la mise en place de ces mesures et signer les conventions afférentes à leur réalisation.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.


Pour le Président par délégué
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR

REPUBLIQUE FRANCAISE



Agence de Services
et de Paiement

**CONVENTION RELATIVE AUX PRESTATIONS REALISEES PAR
L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT POUR LA COLLECTIVITE
TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA MISE EN
ŒUVRE DES ARTICLES L.5141-5 et L.5522-21 DU CODE DU TRAVAIL**

Bénéficiaire : AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	
Qualité du signataire : Direction régionale Martinique	
Intitulé de l'opération :	
Montant de l'aide :	Trois cent quarante-trois mille deux cent vingt-sept euros (343 227 €)
Imputation budgétaire :	906 - 632 - 20421
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique
Comptable assignataire	Le Payeur de la Collectivité territoriale de Martinique

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil Exécutif,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

d'une part,

ET

Nom ou Raison sociale : **AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)**

Objet social : **Etablissement Public à caractère administratif**

Adresse ou siège social : **7 Immeuble Exodom- Zone de Manhity
97232 LAMENTIN Cédex**

Forme juridique :

Registre et n° d'immatriculation : **30 006 372 00465**

représentée par : **Son Président directeur général**

dûment habilitée, désignée dans tout ce qui suit par le mot "contractant"

d'autre part,

- VU le code du travail et notamment ses articles L.5141-5 et L.5522-21 relatifs à l'aide à la création ou à la reprise d'entreprise,
- VU les articles D1611-16 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatifs aux modalités comptables et financières des mandats confiés par les collectivités territoriales en application notamment du II de l'article L. 1611-7 CGCT,
- VU l'avis du payeur territorial en date du
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1611-7 relatif à la délégation de l'instruction et du paiement d'aides,
- VU le code rural et de la pêche maritime notamment ses articles L.313-1, R.313-13 et D313-15 suivants relatifs à l'ASP,
- VU la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment ses articles 7 (II) relatif au transfert aux régions de la compétence en matière de financement d'actions d'accompagnement et de conseil à la création/reprise d'entreprise et 133 (XII) relatif à la sécurisation des engagements

contractuels souscrits par l'Etat avant la date du transfert de compétences,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

VU la décision de l'Assemblée de Martinique et la délibération n°..... de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du --/--/--- autorisant le Président à signer la présente convention,

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE :

Préambule

Aux termes de l'article 7 (II) de la loi du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), La Collectivité territoriale de Martinique dispose au 1^{er} janvier 2017 de la compétence pour participer au financement des actions de conseil et d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprises destinées à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi.

A partir du 1^{er} janvier 2017, les Régions ont l'obligation de proposer une offre de services en matière d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise, que ce soit pour les personnes déjà engagées dans un parcours d'accompagnement (Nacre) à la date du transfert ou pour celles qui solliciteront cette aide pour la première fois.

L'article 133 (XII) de cette même loi organise la sécurisation des engagements contractuels souscrits par l'Etat avant la date du transfert de compétences et dont les effets se poursuivent au-delà de cette dernière.

Cette disposition s'applique :

- aux conventions, annuelles ou pluriannuelles, signées entre l'Etat et les opérateurs d'accompagnement ;
- aux contrats d'accompagnement (CACRE), conclus par délégation de l'Etat, entre l'opérateur et le bénéficiaire de l'accompagnement, pour les phases en cours au moment du transfert ;
- au mécanisme conventionnel liant l'Etat et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour la gestion du système d'information et de paiement « Nacre ».

CECI EXPOSE, LES PARTIES CO-SIGNATAIRES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet, pour la collectivité, de confier à l'ASP la gestion des aides correspondant à la participation de la CTM au financement d'actions d'accompagnement et de conseil mentionnées en préambule et relatives aux phases de parcours engagées avant le 31

décembre 2016 et non achevées à cette date, afin d'assurer la continuité de la prise en charge des dossiers.

Elle précise ainsi les modalités du versement par la CTM à l'ASP des crédits destinés à permettre l'intervention des opérateurs conventionnés par l'Etat avant le transfert de la compétence à la CTM, ainsi que les modalités du versement par la CTM des frais de gestion exposés par l'ASP ».

La présente convention précise les modalités de :

- couverture par chacune des Régions des frais de gestion assumés par l'ASP pour les opérations de gestion liées à la poursuite en 2017 de phases de parcours engagées avant le 31 décembre 2016 et non achevées à cette date.
- versement des crédits destinés à rémunérer l'intervention auprès des opérateurs d'accompagnement conventionnés par l'Etat avant le 31 décembre 2016 pour les actions d'accompagnement engagées avant le 31 décembre 2016 et se poursuivant au-delà de cette date.

ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION

Les phases ou années de phase en cours engagées en 2016 et non achevées au 31 décembre 2016 telles que définies à l'article 1^{er}, seront traitées selon les modalités décrites au cahier des charges (annexe 1).

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique versée à l'ASP et relative, d'une part, au paiement des dossiers indiqués à l'article 3.1 et, d'autre part, aux frais de gestion indiqués à l'article 3.2, est communiquée à l'ASP pour l'année 2017. La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique au-delà du 31 décembre 2017 correspondant aux opérations de fin de gestion assurées par l'ASP comme précisées dans l'article 7 et pour lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique prévoit l'adoption du budget correspondant, sera notifiée à l'ASP.

3.1 Crédits d'intervention

Le budget prévisionnel des crédits d'intervention est établi par la Collectivité Territoriale de Martinique à hauteur de **343 227€** (*trois cent quarante-trois mille deux cent vingt-sept euros*) pour 2017. Il correspond à la dotation prévue pour la compensation financière des transferts de compétences.

Sur la base de ce budget prévisionnel, la Collectivité Territoriale de Martinique établit une prévision des paiements à réaliser.

Le versement des fonds au titre des crédits d'intervention par la Collectivité Territoriale de Martinique s'effectue de la manière suivante :

- Une avance d'un montant de **137 290,80€** correspondant à 40% du budget prévisionnel est versée à la date d'entrée en vigueur de la présente convention,
- Les avances suivantes seront débloquées sur appels de fonds trimestriels, dont le modèle est annexé à la présente convention.

Si entre deux versements, le solde de trésorerie disponible est inférieur à 30% de la dernière avance, l'ASP informe par écrit la Collectivité Territoriale de Martinique de la situation financière et sollicite un virement intermédiaire. L'ASP pourra être amenée à suspendre les paiements dans l'attente de réception de ces fonds. Elle assure le versement des aides dans la limite des sommes reçues.

Un compte d'emploi arrêté au dernier jour de chaque trimestre et signé par l'Agent comptable de l'ASP sera fourni à la Collectivité Territoriale de Martinique au début du trimestre civil suivant.

Au terme de la présente convention, les crédits d'interventions non versés seront reversés à la Collectivité Territoriale de Martinique à réception d'un titre de perception.

3.2 Frais de gestion

Les frais de gestion de l'ASP sont établis selon une unité d'œuvre (UO) et des forfaits.

L'UO pour la gestion des phases ou années de phase démarrées en 2016 et non achevées à la date du 31 décembre 2016, dénommée ci-après UO1 s'intitule : « réception des phases ou années de phase terminées ou rompues relatives aux annexes financières antérieures au 1^{er} janvier 2017 ». Cette unité d'œuvre comprend :

- La réception et l'instruction des pièces provenant des opérateurs justifiant la réalisation de phases ;
- L'envoi, le cas échéant, de courriers de demandes de pièces complémentaires aux opérateurs et leur traitement ;
- Le paiement de l'aide à la réception d'un dossier complet ;
- La réalisation d'opérations de clôture de dossiers pour les phases rompues (réalisation d'un ordre de recouvrer si l'opérateur a bénéficié d'une avance, clôture informatique) ;
- Gestion et suivi des recouvrements, suivi des créances et des demandes de recours gracieux ;
- Les activités connexes et notamment l'assistance aux opérateurs et l'archivage des pièces afférentes aux phases terminées ou rompues.

Les frais de gestion de l'ASP sont fixés au 1^{er} janvier 2017 à :

- UO1 « réception des phases ou années de phase terminées ou rompues relatives aux annexes financières antérieures au 1^{er} janvier 2017 » : 13,70€ HT (16,44 € TTC*964 bénéficiaires) soit 15 848 € par justificatif reçu ;
- Forfait annuel pour le suivi et le pilotage financier du dispositif (instrumentation technique, appels de fonds des crédits d'intervention, production de statistiques, appui technique à la Collectivité Territoriale de Martinique, y compris les habilitations à l'extranet, saisie des autorisations d'engagement dans l'extranet, formations à l'extranet) : 6 350 € HT - 7 620 € TTC;

Sur la base de 964 phases (phases antérieures au 1^{er} janvier 2017), les frais de gestion sont estimés à 23 468 € (19 557 € HT) pour 2017.

Ces tarifs sont actualisés au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation (tous ménages hors tabac-mois de référence : août).

L'ASP informe la Collectivité Territoriale de Martinique de l'actualisation des tarifs par courrier simple.

Les prestations relatives à UO1 sont facturées à l'issue de chaque trimestre civil. Les quantités affichées dans les factures correspondent au nombre d'unités réellement traitées.

Les forfaits sont facturés en une seule fois à l'occasion de la 1^{ère} facture de l'année considérée.

Ces factures sont envoyées à l'adresse suivante :

Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston DEFFERRE - CS 30137
97201 FORT DE FRANCE

ARTICLE 4 - MODALITES DE REGLEMENT

Le versement des fonds de la Collectivité Territoriale de Martinique sera effectué sur le compte de dépôt ouvert au Trésor Public au nom de l'Agent Comptable de l'ASP :

Trésorerie Générale de la Martinique
Jardin Desclieux - BP 645/655
97263 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Numéro de compte : 10071 97200 00001000065 80
IBAN : FR76 1007 1972 0000 0010 0006 580
BIC : TRPUFRP1

ARTICLE 5 - ORDRE DE RECOUVRER ET RECOUVREMENT DES INDUS

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer, de leur recouvrement amiable et forcé et de leur apurement selon les règles fixées par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Dans ce cadre, l'ASP peut accorder des délais de paiement aux débiteurs qui en font la demande.

Les demandes de remise gracieuse des personnes morales ne sont pas admises par l'ASP, ces dernières pouvant bénéficier des dispositions relatives aux procédures collectives.

Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance est constaté, l'ASP soumet à la Collectivité Territoriale de Martinique afin de prendre une décision, la liste des dossiers concernés et lui communique une copie de la pièce justifiant la demande. Cette liste ne contient pas les clôtures de créances pour l'insuffisance d'actif, l'effacement de créance ou le décès du débiteur ainsi que les créances initiales ou des restes à recouvrer inférieures ou égales à 30 € pour lesquelles l'ASP procédera à l'apurement automatique. La Collectivité Territoriale de Martinique informe l'ASP de sa décision. L'absence de réponse dans le délai de quatre mois vaut acceptation de la demande.

Si la Collectivité Territoriale de Martinique estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre une créance en

non-valeur, il communique à l'ASP dans le délai imparti les informations permettant de reprendre le recouvrement.

Les sommes admises en remise gracieuse ou en non-valeur sont à la charge de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 - QUALITE DES SIGNATAIRES

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle efficace avant paiement, en vue de garantir les intérêts de la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci transmettra à l'ASP, la liste des agents habilités à signer, par délégation du Président, les documents permettant la liquidation et le paiement des prestations prévues à la présente convention, ainsi qu'un spécimen de leur signature.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à actualiser ces délégations et spécimens de signature au fur et à mesure de nouvelles nominations et/ou changement de fonctions.

En l'absence de communication de ces documents à jour, la responsabilité de l'ASP sera dégagée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

ARTICLE 7 - DUREE-CLÔTURE-MODIFICATION-RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée permettant l'ensemble des opérations de paiement et de recouvrement relatives aux phases métiers engagées avant le 31 décembre 2016.

La clôture définitive de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement du dernier ordre de recouvrer.

Au terme de la convention, l'ASP opérera la reddition des comptes et produira une balance générale des comptes signée du comptable et intitulée « compte d'emploi », certifiant que les paiements effectués sont appuyés des pièces justificatives correspondantes, sauf si la justification est accessible dans l'extranet par la Collectivité Territoriale de Martinique. Le compte d'emploi sera complété d'une situation de trésorerie, faisant état des développements des soldes, qui sera signée par l'Agent Comptable.

L'ASP fournira par ailleurs un état des créances impayées par débiteur, qui précisera l'avancement du dossier du recouvrement (par exemple : l'existence de relances, la décision d'octroi d'un délai ou d'une remise gracieuse, l'abandon de créance ou l'admission en non-valeur). Il sera accompagné, d'une part, des pièces justificatives des recettes autorisant leur perception (ordre de recouvrer) et établissant la liquidation des droits, d'autre part, de la justification du caractère irrécouvrable de ces créances au regard des diligences que le comptable a accomplies.

Après le dernier paiement, l'ASP est chargée de poursuivre le recouvrement des ordres de recouvrer. A chaque fin d'exercice comptable suivant, le solde des sommes recouvrées au titre de l'exercice, diminué d'éventuels frais de gestion, est reversé à la Collectivité Territoriale de

Martinique s'il est positif, ou payé à l'ASP par la Collectivité Territoriale de Martinique s'il est négatif.

La convention pourra être modifiée à tout moment, après accord des parties, par voie d'avenant.

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois. Dans ce cas, l'ASP arrêtera toutes les interventions en cours à la date de résiliation, dans les conditions prévues à l'article 9.

ARTICLE 8 - ECHANGES ET DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Sans préjudice de conventions particulières, à l'occasion de la transmission ou de l'échange de toute donnée, de quelque nature qu'elle soit, effectuée dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à l'attention de parties ou de tiers autorisés, chacune des Parties est tenue de prendre toutes précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Chacune des parties se charge, pour ce qui la concerne, d'assurer le respect du présent article par ses prestataires ou sous-traitants.

Chacune des parties s'oblige à respecter et à faire respecter par ses prestataires ou sous-traitants les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés pour ce qui concerne les données à caractère personnel qu'elle détient ou dont elle a communication dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 - REVERSIBILITE

En cas de résiliation de la présente convention par une des parties, l'ASP s'engage à transmettre les fichiers de données nécessaires à la poursuite des opérations de paiements et de recouvrements.

L'ASP transmettra les données informatiques en cause dans un format exploitable conforme au référentiel général d'interopérabilité, remettra une documentation à la Collectivité Territoriale de Martinique et lui apportera, en tant que de besoin, toute assistance jusqu'à 2 mois après la date de réversibilité.

Les dossiers et les divers justificatifs sont conservés par l'ASP. Des copies de pièces relatives aux dossiers de paiement ou de recouvrement peuvent être transmises à la Collectivité Territoriale de Martinique sur demande écrite et après acceptation par celle-ci du devis produit par l'ASP présentant les coûts afférant à la charge à réaliser.

ARTICLE 10 - SUIVI D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Afin de suivre le traitement des phases en cours au moment du transfert de compétences et le cas échéant, des nouvelles entrées, et de connaître les montants restant à payer, la Collectivité Territoriale de Martinique peut consulter le tableau de suivi des annexes financières.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de la Martinique.

Fait à Fort-de France, le

**Le Président Directeur Général
de l'ASP**
Signature
(précédée de la Mention « lu et approuvé »)

**Le Président
du Conseil exécutif**

ANNEXE 1

Cahier des charges
ACCOMPAGNEMENT POUR LA CREATION ET LA REPRISE D'ENTREPRISE

PRESENTATION D'ENSEMBLE

Aux termes de l'article 7 (II) de la loi du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), La Collectivité territoriale de Martinique disposent au 01 janvier 2017 de la compétence pour financer des actions de conseil et d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise destinées à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi.

A cet effet, les articles L5141-5 et L5522-21 dans leur version entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2017 prévoient que la Collectivité Territoriale de Martinique participe, par convention, au financement d'actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes. Ces actions bénéficient à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, pour lesquelles la création ou la reprise d'entreprise est un moyen d'accès, de maintien ou de retour à l'emploi.

Le présent cahier des charges définit les modalités de gestion par l'ASP pour le compte de la Collectivité Territoriale de Martinique : des phases ou années de phases engagées avant le 31 décembre 2016 et non achevées à cette date afin d'assurer la poursuite de la prise en charge de ces dossiers.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette disposition législative, l'ASP est chargée pour le compte de la Collectivité Territoriale de Martinique :

- De verser aux opérateurs les crédits permettant l'accompagnement des bénéficiaires dont le parcours engagé avant le 31 décembre 2016 n'est pas achevé à la date du transfert de compétences ;
- De maintenir un extranet qui alimente une base de données dédiée, accessible aux services de la Collectivité Territoriale de Martinique, à la Caisse des Dépôts, aux opérateurs et, le cas échéant aux organismes d'appui technique auxquels la Collectivité Territoriale de Martinique peut faire appel si elle le souhaite,
- De maintenir les échanges, en étroite coopération avec le prestataire gestionnaire central des prêts à taux zéro, la Caisse des Dépôts, la DGEFP et la Collectivité Territoriale de Martinique, établis entre l'extranet et le système de gestion des prêts développé par ce prestataire,
- De tenir à jour la documentation à destination des utilisateurs de cet extranet (Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, opérateurs et organismes d'appui technique sollicités par les Régions). Il appartient alors aux services de la Collectivité Territoriale de Martinique, de mettre à disposition de ces acteurs les informations nécessaires au pilotage et au suivi de la mise en œuvre du dispositif,
- De rendre compte à la Collectivité Territoriale de Martinique dans les conditions prévues au cahier des charges, des activités mentionnées ci-dessus,
- De concevoir et de diffuser à la Collectivité Territoriale de Martinique les supports administratifs standardisés (CERFA) propres à la conclusion des conventions financières entre la Collectivité Territoriale de Martinique et les opérateurs.

1.	DIFFUSION, ENREGISTREMENT ET SUIVI DES CONVENTIONS SIGNEES PAR LES OPERATEURS.....	12
1.1	DIFFUSION DES SUPPORTS STANDARDISES DES CONVENTIONS	12
1.2	ANNEXE FINANCIERE ANNUELLE A LA CONVENTION D'OBJECTIF ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'OPERATEUR D'ACCOMPAGNEMENT.....	12
2.	VERSEMENT ET REVERSEMENT DES CREDITS ALLOUES PAR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE.....	12
2.1	ENGAGEMENT.....	12
2.2	MODALITES DE VERSEMENT.....	13
2.3	MODALITES DE REVERSEMENT DES SOMMES INDUMENT VERSEES.....	13
3.	ECHANGES ET EDITIONS DE DONNEES.....	14
3.1	PILOTAGE DE LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « EXTRANET ».....	14
3.2	DONNEES DE SUIVI ET D'EVALUATION	14
3.3	DISPONIBILITE DE L'EXTRANET.....	14
4.	CONTROLES	14
5.	PROPRIETE DES DONNEES ET DES TRAITEMENTS.....	14

1. DIFFUSION, ENREGISTREMENT ET SUIVI DES CONVENTIONS SIGNEES AVEC LES OPERATEURS

⇒ La mise en œuvre des articles L.5141-5 et L.5522-21 du code du travail implique :

Le versement par la Collectivité Territoriale de Martinique des crédits affectés à la mise en œuvre de la compétence transférée, dans le cadre des procédures budgétaires et comptables applicables ;

Destinataire des annexes financières signées entre le Président de l'Exécutif et les opérateurs, l'ASP constitue une base statistique et financière à partir notamment des éléments contenus dans l'annexe financière à la convention d'objectifs.

L'ASP enregistre ainsi l'ensemble des données de ces dossiers.

Les données à saisir sont indiquées dans l'annexe technique et référencées à l'article 1.2 du présent cahier des charges.

⇒ Le suivi du dispositif repose sur l'exécution d'un Contrat Accompagnement Création/Reprise d'Entreprise (CACRE).

Le CACRE formalise les engagements réciproques du porteur de projet et de l'opérateur d'accompagnement (qualité, délai, information...) et comprend l'ensemble des droits et devoirs du porteur de projet.

Pour les bénéficiaires engagés dans un parcours d'accompagnement en 2016 non achevé au 31 décembre de cette même année, le CACRE signé entre le bénéficiaire et l'opérateur produit ses effets jusqu'au terme de la phase en cours ou de l'année de phase en cours.

Au terme de la phase ou année de phase en cours, l'opérateur enregistre dans l'extranet les informations et les livrables remis au créateur, ainsi que les actions d'expertise spécialisée commandées (en cours) ou facturées (terminées) et imprime une annexe au Contrat Accompagnement Création/Reprise d'entreprise en trois exemplaires (un pour l'opérateur, un pour le créateur et le dernier pour l'ASP). Ces exemplaires devront être signés par les deux parties.

A réception de ce document, accompagné des pièces justificatives nécessaires, l'ASP enregistre les données et déclenche le paiement de l'opérateur sous réserve de disposer d'un dossier complet.

2. VERSEMENT ET REVERSEMENT DES CREDITS ALLOUES PAR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

2.1 Engagement

Concernant les poursuites de parcours, l'engagement est matérialisé par l'annexe signée dans les années antérieures à la date du transfert par les services de l'Etat.

2.2 Modalités de versement

2.2.1 Le montant des crédits versés par la Collectivité Territoriale de Martinique

Les crédits versés par la Collectivité Territoriale de Martinique comprennent :

- Une enveloppe annuelle affectée aux actions d'accompagnement généraliste, déterminée en fonction du type et du nombre d'actions d'accompagnement conventionnés assurant le financement des poursuites de parcours
- Une enveloppe annuelle allouée au titre de l'expertise spécialisée, plafonnée par opérateur et par phase de parcours pour le financement des poursuites de parcours.

Ces enveloppes seront communiquées à l'ASP afin de les saisir dans l'extranet.

Règle de gestion n°1 :

L'ASP s'assure que les Contrats Accompagnement Création/Reprise d'entreprise (CACRE) enregistrés par les opérateurs dans l'extranet respectent les modalités déterminées dans l'annexe financière à la convention d'objectifs.

2.2.2 Les autres versements

Les autres versements sont effectués mensuellement et sur service fait.

Le versement est déclenché à la fin de la phase, sur production de l'annexe de sortie de phase du CACRE contresignée par les parties.

A la réception du dossier complet, l'ASP procède à la mise en paiement dans un délai moyen de 15 jours.

Pour chaque année d'accompagnement en phase de post création ou reprise d'entreprise, le paiement est effectué en 2 fois, à raison de 50 % du montant forfaitaire annuel, sous réserve du nombre de points de gestion saisis dans l'extranet par l'opérateur :

- Pour la 1^{ère} année, le versement de l'acompte et du solde est effectué au terme de chaque semestre sous réserve qu'au moins 2 points de gestion aient été enregistrés au cours de chaque période,
- Pour les 2^{ème} et 3^{ème} années, le versement de l'acompte et du solde est effectué au terme de chaque semestre, sous réserve qu'au moins 1 point de gestion ait été enregistré au cours de chaque période, et que l'année précédente ait été validée dans l'extranet par l'ASP.

2.2.3 Versement de l'expertise spécialisée

Une fois la prestation réalisée, l'opérateur enregistre les informations complémentaires indiquées dans la facture du prestataire.

L'opérateur édite l'Annexe de clôture du Contrat d'Achat d'Expertise Spécialisée en 3 exemplaires dont l'un d'eux, dûment signée par les parties, doit être adressé en original à l'ASP, accompagnée d'une copie de la facture de l'acte d'expertise et des pièces justifiant de sa situation de bénéficiaire des minima sociaux le cas échéant (cf. article 1.4 supra).

A réception et vérification de l'ensemble des documents, l'ASP paie tout ou partie de la facture selon les règles suivantes :

Si le montant de la facture est inférieur ou égal au montant du devis, alors le versement doit correspondre à :

- 75% du montant de la facture si le créateur n'est pas bénéficiaire des minima sociaux,
- 100% du montant de la facture si le créateur est bénéficiaire des minima sociaux et en phase 1.

Si le montant de la facture est supérieur au montant du devis, alors le versement doit correspondre à :

- 75% du montant du devis si le créateur n'est pas bénéficiaire des minima sociaux,
- 100% du montant du devis si le créateur est bénéficiaire des minima sociaux et en phase 1.

2.2.4 Périodicité des paiements

L'ASP procède à la mise en paiement des opérateurs chaque semaine.

2.3 Modalités de versement des sommes indûment versées

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de reversement, du recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de reversements selon les règles fixées par le décret n°2012-1246 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les crédits ne sont pas versés et les sommes indûment perçues font l'objet de l'émission d'un ordre de reversement notamment dans les cas suivants :

- Au terme de la période conventionnée, si la facturation des actions d'accompagnement réalisées est inférieure au montant de l'avance qui a été versée,
- Dans le cadre d'une phase métier 3 et dès lors qu'un acompte a déjà été versé, en cas de rupture à l'initiative du porteur de projet ou de l'opérateur et sauf avis contraire motivé par la Collectivité Territoriale de Martinique après appréciation du service fait,
- En cas de dénonciation de la convention d'objectif par l'autorité signataire et suivant son avis motivé après appréciation du service fait.

Lorsque l'autorité signataire dénonce la convention pour non-respect des engagements de l'opérateur, ou en cas de constat de fraude, elle informe l'opérateur de sa décision, ainsi que l'ASP qui sur cette base émet un ordre de recouvrement à l'encontre de l'opérateur de l'intégralité des sommes perçues au titre des contrats concernés par cette dénonciation.

Les sommes récupérées viennent en déduction des demandes d'avances formulées auprès de la Collectivité Territoriale de Martinique par l'ASP.

3. ECHANGES ET EDITIONS DE DONNEES

3.1 Pilotage de la mise en œuvre du dispositif « Extranet »

L'ASP assure la mise en œuvre, l'administration (gestion des habilitations, mise à jour des référentiels...) et la maintenance d'un Extranet ainsi que celle de ses éventuelles évolutions. Cet extranet doit permettre, dans les conditions décrites ci-dessous, la saisie, le suivi, l'édition et la consultation des annexes financières, des Contrats Accompagnement Création/Reprise d'Entreprise et des Contrats d'Achat d'Expertise Spécialisée.

L'Extranet contribuant à la gestion de ce dispositif, permettra :

- aux services de la Collectivité Territoriale de Martinique d'accéder, aux fins de gestion et de consultation, à la fois aux données relatives aux annexes financières, aux Contrats Accompagnement Création/Reprise d'Entreprise, aux Contrats d'Achat d'Expertise Spécialisée ainsi qu'à des données agrégées et à des indicateurs reportés dans des tableaux de pilotage dont l'élaboration et la mise en ligne est réalisée par l'ASP selon les besoins exprimés par les services de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

- aux opérateurs d'accompagnement :

- de saisir et de suivre les données prévues au Contrat Accompagnement Création/Reprise d'Entreprise et au Contrat d'Achat d'Expertise Spécialisée,
- d'accéder aux données individuelles les concernant relatives à leurs annexes financières, aux indicateurs de pilotage dont l'élaboration et la mise en ligne est réalisée par l'ASP selon les besoins exprimés par les services de la Collectivité Territoriale de Martinique au regard des possibilités offertes par le système informatique au moment du transfert de compétences.

- aux organismes d'appui technique des services de la Collectivité Territoriale de Martinique d'accéder, à des fins de consultation, aux données individuelles de chaque opérateur et aux données agrégées ainsi qu'aux indicateurs reportés dans des tableaux de pilotage dont l'élaboration et la mise en ligne est réalisée par l'ASP.

Une passerelle permet l'échange de données informatisées entre l'extranet dédié à la gestion du dispositif et l'extranet « Prêts » développé par le gestionnaire central des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et consignations.

3.2 Données de suivi et d'évaluation

Les informations physico-financières relatives aux annexes financières, aux CACRE et aux Contrats d'Achat d'Expertise Spécialisée mis en paiement par l'ASP, sont consolidées par opérateurs, type d'opérateurs, département et région et restituées par l'Extranet. Ces informations sont mises à jour régulièrement pour en permettre le suivi.

3.3 Disponibilité de l'Extranet

L'ASP garantit une disponibilité de l'extranet tous les jours ouvrés de 8h à 19h.

L'ASP informera la Collectivité Territoriale de Martinique (5 jours ouvrés) de toutes les opérations de maintenance programmées.

4. CONTROLES

L'ASP met en place des procédures d'alerte notamment en direction des services régionaux, en particulier s'agissant des anomalies définies au présent cahier des charges : dépassement de l'objectif prévu, réception d'annexes financières non conformes aux prescriptions édictées.

5. PROPRIETE DES DONNEES ET DES TRAITEMENTS

L'acceptation du présent cahier des charges par l'ASP vaut cession de tout droit, sur toutes les données et traitements informatiques produits dans le cadre de la convention.

Au terme de la convention ou en cas de résiliation, les données sont transférées à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ANNEXE 1 .CERFA

**Opérateur d'accompagnement
conventionné notamment en phase 2**

.....

**ANNEXE FINANCIÈRE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS
AVEC L'OPÉRATEUR D'ACCOMPAGNEMENT
À LA CRÉATION/REPRISE D'ENTREPRISE**

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Votre demande doit être adressée au : Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail, et de l'Emploi ou au Directeur des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ou à la Région ou à l'ASPR.

AFCPH2

ASP 0713 11 16

**ANNEXE FINANCIÈRE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS
AVEC L'OPÉRATEUR D'ACCOMPAGNEMENT
À LA CRÉATION/REPRISE D'ENTREPRISE**

Numéro de l'annexe financière / avenant :
(cadre réservé à l'administration - saisi complète obligatoire)

1 1 7 1 A 0 M
date année n° d'ordre avis n° modification

L'OPÉRATEUR D'ACCOMPAGNEMENT (saisie complète obligatoire)	
Dénomination de l'opérateur local conventionné : _____	
Adresse principale	
Numéro : _____	Rue ou voie : _____
Complément d'adresse : _____	
Code postal : _____	
Commune : _____	
Adresse complémentaire	
Si l'adresse ci-dessus ne permet pas de localiser précisément le lieu, indiquer les documents administratifs et statistiques devant être envoyés par l'opérateur local conventionné, rempli la partie ci-dessous :	
Numéro : _____	Rue ou voie : _____
Complément d'adresse : _____	
Code postal : _____	
Commune : _____	
N° SIRET : _____	Nature juridique de l'opérateur (cf. codification) : _____
Activité principale : Code APE : _____	
Nom et prénom du correspondant : _____	
Adresse courriel : _____	
N° de fax : _____	
Affiliation nationale (cf. codification) : _____	

DURÉE DE L'ANNEXE FINANCIÈRE (saisie complète obligatoire)	
Date d'effet de l'annexe financière : 1 1 7 1	Date de fin d'effet de l'annexe financière : 1 1 7 1

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DE L'OPÉRATEUR D'ACCOMPAGNEMENT (saisie complète obligatoire)	
L'opérateur d'accompagnement est conventionné pour les phases métier suivantes : <input type="checkbox"/> Aide au montage <input checked="" type="checkbox"/> Structuration financière et intermédiation bancaire <input type="checkbox"/> Appui au démarrage et au développement	
Périmètre d'intervention territorial de l'opérateur d'accompagnement :	
Régional <input type="checkbox"/>	
Départemental <input type="checkbox"/> : _____	
Intra départemental <input type="checkbox"/> : _____	
SPV <input type="checkbox"/> : _____	
CUCS <input type="checkbox"/> : _____	

OBJECTIF EN NOMBRE DE CRÉATEURS/REPRENEURS ACCOMPAGNÉS (saisie complète obligatoire)	
Nombre maximum de nouvelles entrées 2017 : _____	

A produire en cinq exemplaires pour les destinataires suivants :
ASP (Version originale) / DIRECTE-DIRECTE de la Région / DRD / Le gestionnaire central des prêts à taux zéro / Copérateur

Page 2/3

FINANCEMENT DES ACTIONS DU PROJET D'ACCOMPAGNEMENT (tableau complet obligatoire pour chaque phase métier conventionnée)		
Objectifs :	Nombre d'actions	Montants
ACCOMPAGNEMENT GÉNÉRALISTE		
Phases métier à démarrer en 2017		
Phase métier 1 : aide au montage	_____	_____
Phase métier 2 : structuration financière et intermédiation bancaire *	_____	_____
Phase métier 3 : appui au démarrage et développement	_____	_____
TOTAL	_____	_____
EXPERTISES SPÉCIALISÉES		
Expertise spécialisée à la de au montage (phase métier 1)	_____	_____
Expertise spécialisée au démarrage et au développement (phase métier 3)	_____	_____
TOTAL	_____	_____

* L'enveloppe de projet est définie à partir de la convention d'appui entre la Région et le bénéficiaire. L'opérateur d'accompagnement est le gestionnaire central des prêts à la région.

L'engagement de l'État de l'État de la Région est assuré par l'État

Date de signature : _____

Pour l'État ou pour la Région
(nom, qualité, signature et cachet)

Pour l'opérateur d'accompagnement
(nom, qualité et signature)

A produire en cinq exemplaires pour les destinataires suivants :
ASP (version originale) / DIRECTORAT-REGIONAL DE LA RÉGION / DRCR / Le gestionnaire central des prêts à la région / État

AFCPH2

ASP 0703 11 16

Page 3/3

Opérateur d'accompagnement conventionné en phase 1 et 3

.....

ANNEXE FINANCIÈRE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'OPÉRATEUR D'ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION/REPRISE D'ENTREPRISE

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Votre demande doit être adressée au Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ou au Directeur des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ou à la Région ou à l'ASP.

AFCP33

ASP 0372 1116

Page 1/3

**ANNEXE FINANCIÈRE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS
AVEC L'OPÉRATEUR D'ACCOMPAGNEMENT
À LA CRÉATION/REPRISE D'ENTREPRISE**

Numéro de l'annexe financière / avenant :
(numéro réservé à l'administration - saisi en complément obligatoire)

1 1 7 A 0 1 M

L'OPÉRATEUR D'ACCOMPAGNEMENT (saisi en complément obligatoire)	
Dénomination de l'opérateur local conventionné :	N° SIRET :
Adresse principale :	Nature juridique de l'opérateur (et codification) :
Numéro : Rue ou voie :	Acte vici principal : Code AFE :
Complément d'adresse :	
Code postal : @ :	Nom et prénom du correspondant :
Commune :	
Adresse complémentaire :	Adresse courriel :
Si l'adresse à laquelle les documents administratifs et financiers doivent être envoyés est différente de l'adresse ci-dessus, remplir la partie ci-dessous :	
Numéro : Rue ou voie :	@ :
Complément d'adresse :	Numéro de fax :
Code postal : @ :	Adhésif ou nationale (et codification) :
Commune :	

DURÉE DE L'ANNEXE FINANCIÈRE (saisi en complément obligatoire)	
Date d'effet de l'annexe financière : 1 1 7	Date de fin d'effet de l'annexe financière : 1 1 7

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DE L'OPÉRATEUR D'ACCOMPAGNEMENT (saisi en complément obligatoire)	
L'opérateur d'accompagnement est conventionné pour les Phases métier suivantes : <input type="checkbox"/> Aide au montage <input type="checkbox"/> Appui au démarrage et au développement	
Périmètre d'intervention territorial de l'opérateur d'accompagnement :	
Régional <input type="checkbox"/>	
Départemental <input type="checkbox"/> : 1 1 7	
Intra départemental <input type="checkbox"/> :	
CPA <input type="checkbox"/> :	
CUCS <input type="checkbox"/> :	

OBJECTIF EN NOMBRE DE CRÉATEURS/REPRENEURS ACCOMPAGNÉS (saisi en complément obligatoire)	
Nombre maximum de nouvelles entrées 2017 : 1 1 7	

A produire en deux exemplaires pour les destinataires suivants : AS2 (Vers en original) / DIRECTE-DIRECTE ou la Région / Opérateur

ARCP03

ASP072.1.1.1A

FINANCEMENT DES ACTIONS DU PROJET D'ACCOMPAGNEMENT (cette partie est obligatoire pour chaque phase métier conventionnée)		
Objectifs :	Nombre d'actions	Montants
ACCOMPAGNEMENT GENERALISTE		
Phases métier à démarrer en 2017		
Phase métier 1 : aide au montage	_____	_____
Phase métier 2 : appui au démarrage et développement	_____	_____
TOTAL	_____	_____
EXPERTISES SPECIALISEES		
Expertise spécialisée à l'aide au montage (phase métier 1)	_____	_____
Expertise spécialisée au démarrage et au développement (phase métier 2)	_____	_____
TOTAL	_____	_____

Le versement de la dot de l'Etat ou de la Région est assuré par l'ASP

Date de signature : _____

Pour l'Etat ou pour la Région
(nom, qualité, signature et cachet)

Pour l'opérateur d'accompagnement
(nom, qualité et signature)

A produire en deux exemplaires pour les destinataires suivants : ASP (version originale) ; DIRECTE-DIRECTE ou la Région/ Opérateur

AFCP13

ASP 07/2 11 16

ANNEXE 2

A envoyer au plus tard le 10 du 2ème mois du trimestre

DEMANDE D'AVANCE

Convention entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'ASP du [date de signature convention]

Demande d'avance pour le trimestre [T+1]

Situation financière du 1^{er} janvier au [fin du trimestre t-1]

<p>1. Report : trésorerie disponible au 1^{er} janvier 201x.....</p> <p>2. Crédits encaissés par l'ASP sur la période(+)</p> <p>3. Crédits mandatés par l'ASP sur la période(-)</p> <p>4. Reversements et remboursements d'indus sur la période(+)</p> <p>5. Trésorerie disponible à la date d'arrêté (1+2+3+4)(=)</p> <p>6. Crédits ordonnancés au profit de l'ASP, non encaissés sur la période (+)</p> <p>7. Solde théorique (5+6)(=)</p> <p>8. Dépenses payées au cours du trimestre [t-1].....</p> <p>Prévisions de dépenses :</p> <p>9. Prévision actualisée de dépenses pour le trimestre [T]</p> <p>10. Prévision de dépenses pour le trimestre [T+1].....</p> <p>11. Fonds de roulement (60% de 8).....</p> <p>12. Avance à verser pour le trimestre [T+1] (9+10+11-7).....</p>	
---	--

Un compte d'emploi arrêté au dernier jour de chaque trimestre et signé par l'Agent comptable de l'ASP sera fourni à la Collectivité Territoriale de Martinique au début du trimestre civil suivant.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-258-1-DE
Date de télétransmission : 06/07/2017
Date de réception préfecture : 06/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 6 JUIL. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-258-1

PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE GESTION DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 262-13, L. 262-16, L. 262-25, R. 262-60 à D. 262-64 et D. 262-65 et suivants ;
Vu la loi n°78-17 de 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, en son article 87 – I et II ;
Vu l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 ;
Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active ;
Vu le décret n°2009-716 du 18 juin 2009 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel accompagnant la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active et portant diverses dispositions de coordination ;
Vu le décret n° 2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu le décret n° 2012-294 du 1^{er} mars 2012 relatif aux procédures d'orientation, de suspension et de radiation applicables aux bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active ;
Vu les décrets n° 2017-122 et n° 2017-123 du 1^{er} février 2017 relatifs à la réforme des minima sociaux ;
Vu l'arrêté du 7 mai 2009 fixant le modèle de formulaire de demande d'allocation de revenu de solidarité active, modifié par l'arrêté du 19 janvier 2011 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 23 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le renouvellement de la convention entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique (CAF) ayant pour objet de fixer les conditions dans lesquelles s'exercent les relations entre la CTM et la CAF de la Martinique, pour faciliter les opérations d'instruction de gestion, de contrôle et de suivi des dossiers de Revenu de Solidarité Active (RSA) .

ARTICLE 2 : La convention renouvelée mentionnée à l'article 1 est conclue pour une durée de trois années (1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2020).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment la convention de gestion y afférente.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N° 17-258-1

Annexe 1 – Tableau de répartition des compétences RSA entre CAF ET CTM

Légende :

D.R	: Compétence propre à la CTM qu'elle peut déléguer à la CAF de la Martinique CONTRE RETRIBUTION
D	: Compétence propre à la CTM qu'elle peut déléguer à la CAF de la Martinique SANS RETRIBUTION
X	: Compétence propre à la CTM NON DELEGABLE
X	: Compétence de plein droit de la CAF de la Martinique

	COMPETENCES	
	CTM	CAF 972
Examen des conditions d'éligibilité (à la liquidation du droit)		
examen de l'identité, de la composition familiale (charge d'enfants, isolement, concubinage...) (R262-32 CASF)		X
examen de la condition d'âge		X
examen des conditions de nationalité (titres de séjour, droit au séjour...) et de résidence		X
examen des conditions relatives à la situation socio-professionnelle des membres du foyer (congés, volontaires...)		X
Examen du statut des membres du foyer (notamment celui des étudiants salariés (plus ou moins de 500 €) (positionnement Cabinet – pas de fondement légal)		X
examen du statut des étudiants salariés sur une base différente du positionnement Cabinet ci-dessus	X	
examen des conditions relatives aux étudiants, stagiaires, élèves (hors dérogation)		X
dérogation aux conditions relatives aux étudiants, stagiaires, élèves (dérogation prévue à L262-8 CASF) avec règles prédéfinies	X	
examen des conditions pour les saisonniers		X
examen de la majoration pour isolement		X
Examen de la situation professionnelle (4° de l'article L. 262-4 CASF)		X
Examen des pièces justificatives fixées par arrêté (R262-31 CASF) / Examen des Pj nécessaires au contrôle des conditions d'ouverture de droit (R. 262-83 CASF)		X
ouverture de droit au Rsa (plus avantageuse) dans le cadre du règlement intérieur (Rsa local) (dérogation L262-26 CASF)	X	
Examen de la subsidiarité Rsa		
gestion des échéances, délais pour faire valoir les droits (R 262-83)		X
suspendre le droit Rsa lorsque l'intéressé n'a pas fait valoir ses droits à prestations		X
sanctionner le droit Rsa lorsque l'intéressé n'a pas fait valoir ses droits à créances d'aliments		X
examen demande de dispense de faire valoir ses droits à créances d'aliments (L262-11 CASF)	X	
Examen des ressources des membres du foyer pour le calcul du Rsa		
examen des ressources à prendre en compte et des ressources à exclure		X
Prise en compte des libéralités (hors dérogation)		X
dérogation : non prise en compte des libéralités (prévue à R262-14 CASF) avec règles prédéfinies	X	
examen des revenus exceptionnels		X
évaluation des ressources ETI (R262-23 CASF)	X	
examen pour l'application des mesures de neutralisation et des mesures d'abattement		X
Application de la mesure de neutralisation pour les démissionnaires (hors dérogation)		X
Dérogation : non application de la mesure de neutralisation pour les démissionnaires (prévue à R262-13 al 3 CASF)	X	
examen pour l'application du cumul intégral		X

Versement du Rsa		
paiement et notification de droit au Rsa (pour le compte du Cd)		X
paiement d'avances (notamment en cas de non-retour des DTR) (L262-22 CASF)	D	
versement à un tiers du Rsa à une association agréée à cet effet	D	
Examen des droits et devoirs		
information sur les droits et devoirs (L 262-17 CASF)		X
contrôle du respect des droits et devoirs		X
sanction 1 ^{er} niveau (pourcentage / montant) pour non respect des droits et devoirs (R 262-68 CASF)	X	
suspension pour non respect des droits et devoirs (R 262-68 CASF)	X	
Application de la sanction (y compris suspension) avec contrôle de conformité à la réglementation		X
Radiation du Rsa		
lorsque les conditions administratives ne sont pas remplies (R 262-40 CASF)	D	
à la suite d'une période de quatre mois de suspension de la prestation pour ressources supérieures au plafond (R 262-40 CASF)	D	
à la suite d'une période de quatre mois de suspension de la prestation pour non retour des pièces justificatives (pas de fondement légal)	D	
Gestion des indus		
notification de l'indu pour le compte du conseil départemental		X
récupération des indus Rsa sur les montants de Rsa à échoir et les prestations à échoir (fongibilité) (L262-46 CASF)		X
gestion des indus de Rsa non recouvrés sur Rsa ou prestations à échoir, pendant les 3 premiers mois	D	X
gestion des indus de Rsa non recouvrés sur Rsa ou prestations à échoir, au-delà des 3 premiers mois	X	
examen des demandes de remises de dettes relatives au RSA socle, quel qu'en soit le montant, dès lors que l'intéressé reste bénéficiaire d'une prestation de la CAF et que la créance demeure inscrite dans les comptes de l'organisme payeur	D	
Gestion du contentieux		
notification des voies de recours pour le compte du conseil départemental		X
Gestion de toutes contestations (fin de droit, refus de droit, indus...) de Rsa – examen du recours administratif préalable obligatoire (RAPO). Lorsque cette compétence est déléguée à la Caf, elle prend la forme d'un examen par la commission de recours amiable (Cra)	X	
Examen, pour avis, par la commission de recours amiable (Cra) (sauf avis contraire mentionnée dans la convention)		X
Défense des dossiers de Rsa en cas de recours contentieux devant le Tribunal administratif, suite à un RAPO (hors remise de dette)	X	
Défense des dossiers de Rsa en cas de recours contentieux devant le TA, suite à décision en matière de demande de remise de dette	X	
Gestion de la fraude		
Contrôle des conditions d'ouverture de droit et ressources (R 262-83 CASF)		X
Contrôle du train de vie (L262-41 CASF)		X
Gestion concertée de la fraude Rsa (qualification, gestion des sanctions) ;	X	X

Synthèse par typologie de compétences

R 262-60 CASF : « La convention prévue à l'article L 262-25 comporte des dispositions générales relatives à : [...] 3° La liste des compétences déléguées sur le fondement de l'article L 262-13 [...] »

R 262-62 CASF : « L'exercice des compétences déléguées qui ne se rattachent pas à l'instruction et au service de la prestation ainsi que les actions supplémentaires réalisées à la demande du président du conseil départemental peuvent donner lieu à rémunération des organismes chargés du service du revenu de solidarité active. Cette rémunération est, s'il y a lieu, fixée dans la convention »

Compétences CTM		Compétences CAF 972 de plein droit
Compétences CD de plein droit – sans possibilité de délégation	<p>Application des sanctions pour non respect des droits et devoirs</p> <p>Suspension du versement (pour non respect des droits et devoirs) lié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la non signature ou au non respect du projet personnalisé d'accès à l'emploi ou du contrat d'engagement réciproque ; - au refus de l'allocataire de se soumettre aux contrôles ; - à la radiation du bénéficiaire de la liste des demandeurs d'emploi ; <p>Défense des dossiers de Rsa en cas de recours contentieux devant le Tribunal administratif, suite à un RAPO, y compris lorsque le RAPO est délégué à la Caf (hors remise de dette)</p>	<p>Etude des conditions d'éligibilité</p> <ul style="list-style-type: none"> - examen de l'identité, - examen de la composition familiale (marié, pacsé, seul...), charge d'enfant - examen de la condition d'âge - examen des conditions de nationalité (titres de séjour, droit au séjour...) et de résidence - examen des conditions relatives à la situation socio-professionnelle des membres du foyer (étudiant, élèves, stagiaires, congés, volontaires, étudiants-salariés...) - examen de la majoration pour isolement - examen des conditions des saisonniers
Compétences CD pouvant être déléguées à la Caf (sans rétribution)	<p>Accorder le paiement d'avances (notamment en cas de non-retour des DTR)</p> <p>Radiation du Rsa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les conditions administratives ou de ressources ne sont pas remplies ; - à la suite d'une période de quatre mois de suspension de la prestation pour ressources supérieures au plafond (excepté en cas de contrat d'engagements réciproques ou projet personnalisé d'accès à l'emploi en cours) ; - à la suite d'une période de quatre mois de suspension de la prestation pour non retour des pièces justificatives nécessaires au traitement de la prestation ; <p>Gestion des indus de Rsa non recouverts sur le Rsa et prestations à échoir, pendant 3 mois,</p> <p>Examen des demandes de remises de dette de Rsa portant sur une somme inférieure à trois fois le montant forfaitaire pour un allocataire (ou autre montant à déterminer) ;</p>	<p>Examen de la subsidiarité Rsa</p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion des échéances, délais pour faire valoir les droits - application de la suspension lorsque le membre du foyer n'a pas fait valoir ses droits à prestations - application de la sanction lorsque le membre du foyer n'a pas fait valoir ses droits à créances d'aliments (à hauteur de l'Asf) <p>Examen des PJ telles que fixées par arrêté + Examen des Pj nécessaires au contrôle des conditions d'ouverture de droit (R. 262-83 CASF)</p>
Compétences CD pouvant être déléguées à la Caf AVEC rétribution	<p>Dérogation – décisions individuelles sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - application de règles dérogatoires pour l'examen des conditions administratives pour les étudiants, stagiaires (hors étudiants salariés) - non prise en compte des libéralités - non application de la mesure de neutralisation pour les démissionnaires - application de règles dérogatoires (par rapport aux règles Cabinet) pour les étudiants salariés 	<p>Examen des ressources des membres du foyer (sauf évaluations des ressources ETI) pour le calcul du Rsa</p> <ul style="list-style-type: none"> - examen des ressources à prendre en compte et des ressources à exclure - examen des revenus exceptionnels - prise en compte des libéralités (hors dérogations) - examen pour l'application des mesures de neutralisation (y compris démissionnaires hors

	<p>Ouverture de droit en application du règlement départemental d'aide sociale (Rsa local) ;</p> <p>Evaluation des ressources des ETI</p> <p>examen demande de dispense de faire valoir ses droits à créances d'aliments (L262-11 CASF).</p> <p>versement à un tiers du Rsa à une association agréée à cet effet</p> <p>gestion des indus de Rsa non recouverts sur Rsa ou prestations à échoir, au-delà des 3 premiers mois</p> <p>examen des remises de dette de Rsa portant sur une somme supérieure à trois fois le montant forfaitaire pour un allocataire (<i>ou autre montant</i>)</p> <p>Reprise du recouvrement des indus Rsa frauduleux ou non transférés au département, en cas de reprise des droits au Rsa.</p> <p>Gestion de toutes contestations (fin de droit, refus de droit, indus...) de Rsa- examen du recours administratif préalable obligatoire (RAPO). Lorsque cette compétence est déléguée à la Caf, elle prend la forme d'un examen par la commission de recours amiable (Cra)</p> <p>Défense des dossiers de Rsa (indus de Rsa en cas de recours contentieux devant le Tribunal administratif, suite à décision en matière de demande de remise de dette ;</p> <p>Gestion de la fraude Rsa (qualification, gestion des sanctions) ;</p>	<p>dérogation) et des mesures d'abattement</p> <p>Païement et notification de droit au Rsa</p> <p>Information sur les droits et devoirs</p> <p>Contrôle du respect des droits et devoirs</p> <p>Application des sanctions avec contrôle de conformité à la réglementation</p> <p>récupération des indus Rsa sur le Rsa et les prestations à échoir</p> <p>Notification des indus et voie de recours</p> <p>Examen, pour avis, par la commission de recours amiable (Cra) (sauf avis contraire mentionnée dans la convention)</p> <p>Contrôle des conditions d'ouverture de droit et ressources</p> <p>Contrôle, appréciation du train de vie</p>
--	---	--

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N° 17-258-1

Annexe 2 : compétences non déléguées

Dans le cadre de l'article 3 de la présente Convention de Gestion, certaines compétences ne sont pas déléguées à la Caisse d'Allocations Familiales et par conséquent, sous réserves d'éventuelles modifications législatives et/ou réglementaires, les décisions d'opportunités requises restent du ressort exclusif du Collectivité Territoriale de Martinique.

Le cas échéant, après émission par la CAF d'une demande de décision d'opportunité, il revient à la CTM de se prononcer dans les délais impartis.

1. Concernant les Employeurs et Travailleurs Indépendants (ETI)

De façon générale, l'évaluation des revenus des professionnels non salariés reste du ressort du Conseil Général. Celui-ci peut autoriser, à l'expiration de la période d'évaluation, une période de maintien par la CAF pour le même montant.

Le Département

Lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions d'accès, sauf dérogation du Président du Conseil Général, les intéressés sont exclus totalement du champ d'application du rSa, de même que l'ensemble des membres composant le foyer.

Le Conseil Général ne peut accorder de dérogation que pour les ETI pouvant prétendre au rSa généralisé (notamment, en cas de cumul d'une activité salariée et d'une activité ETI, à l'exception des auto-entrepreneurs).

2. Concernant certaines catégories exclues du champ d'application du rSa à titre personnel, en tant qu'allocataires :

- Les élèves ;
- Les étudiants ;
- Les stagiaires non rémunérés (y compris apprentis juniors) ;
- Les volontaires ;
- Les bénévoles ;

Le Président du Conseil Général peut accorder une dérogation, limitée toutefois aux demandeurs pouvant prétendre au rSa généralisé.

3. Concernant les Chefs d'entreprises connexes à l'agriculture et artisans ruraux :

Devant remplir les mêmes conditions d'accès au droit que les ETI, ils peuvent aussi bénéficier d'une dérogation émanant du Président du Conseil Général.

4. Concernant les étudiants en activité (salariée ou non salariée) :

L'étudiant dont la moyenne mensuelle de revenus d'activité perçus en trimestre de référence est inférieure au seuil (500 € à ce jour) est considéré comme étudiant au sens du rSa et de ce fait n'ouvre pas droit à cette prestation en tant qu'allocataire.

Le Président du Conseil Général peut accorder une dérogation, néanmoins, uniquement pour les bénéficiaires pouvant prétendre au rSa généralisé.

5. Concernant les libéralités détectées suite à contrôles :

Il revient au Président du Conseil Général de se prononcer quant à leur prise en compte.

6. Concernant la neutralisation de certaines ressources :

En principe, une mesure de neutralisation est applicable en cas de cessation volontaire d'activité (démission), individuellement à chaque membre du foyer, sauf décision contraire du Président du Conseil Général.

Il en est de même pour l'abattement pratiqué automatiquement dans certains cas.

7. L'orientation vers le Pôle Emploi des bénéficiaires non identifiés comme demandeurs d'emploi relève de la responsabilité du Département.

8. Le Président du Conseil Général peut décider de réduire puis de suspendre le rSa, quand :

- le projet personnalisé d'accès à l'emploi conclu entre le Pôle emploi et le bénéficiaire, si celui-ci est orienté vers cet organisme pour une insertion professionnelle, n'est pas établi dans les délais, n'est pas renouvelé ou n'est pas respecté du fait du bénéficiaire ;
- le contrat d'engagements réciproques, si celui-ci est orienté vers un organisme autre que le Pôle emploi, n'est pas établi dans un délai d'un mois à compter de la date de 1^{ère} mise en paiement du rSa, n'est pas renouvelé ou n'est pas respecté par l'allocataire ;
- le contrat d'engagements réciproques, lorsque celui-ci est orienté vers un accompagnement social, n'est pas établi ou renouvelé ;
- le bénéficiaire du rSa a été radié de la liste des demandeurs d'emploi ;
- le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles prévus : une note de procédure validée par les deux parties viendra fixer les modalités pratiques de mise en œuvre.

En cas de connaissance par la Caf de la radiation du bénéficiaire de la liste des demandeurs d'emploi, elle effectuera un signalement au Conseil Général et, dans l'attente de la décision, poursuivra le droit.

9. S'agissant des demandes de dispense relative aux obligations mentionnées aux deuxième à dernier alinéas de l'article L 262-10 du Code de l'action sociale et des familles :

Les informations désignant le non respect de l'obligation de faire valoir des droits aux créances d'aliments, ainsi que les raisons avancées, sont transmises au Département et les droits rSa poursuivis par la CAF, dans l'attente des décisions d'opportunités prévues à l'article L 262-12 du code susvisé.

Une note de procédure validée par les deux parties viendra fixer les modalités pratiques de mise en œuvre.

10. En cas de fausse déclaration, omission délibérée de déclaration ou travail dissimulé ayant abouti au versement indu de rSa, il appartient au Président du Conseil Général de mettre en application les mesures inscrites aux articles L 262-52 et L 262-53 du Code de l'action sociale et des familles, à la section lutte contre la fraude et sanctions.
11. En cas d'impossibilité de conclure un contrat rSa ou non de respect de celui-ci, lorsque le droit à l'allocation a été suspendu par le Président du Conseil Général : son rétablissement à compter de la date de conclusion du contrat est subordonné à une nouvelle décision.
12. Lorsque le droit au rSa a été radié par le Conseil Général, à la suite d'une situation liée à la non conclusion ou au non respect d'un contrat d'engagements réciproques, l'ouverture d'un nouveau droit dans l'année qui suit la décision est, d'une part, subordonnée à la signature d'un contrat d'engagements réciproques ou projet personnalisé d'accès à l'emploi et, d'autre part, la nouvelle demande est soumise au Département.
13. S'agissant des remises ou réductions de dettes relatives à l'allocation financée par le Département, dès lors que le demandeur ne bénéficie plus de prestations de la CAF et que la créance visée lui a été transférée, le Président du Conseil Général garde la compétence décisionnelle.

ANNEXE 3 À LA DÉLIBÉRATION N° 17-258-1

Annexe 3 Modalités de lutte contre la fraude

Aux termes des articles L 262-50 et suivant du code de l'action sociale et des familles :

- Sans préjudice de la constitution éventuelle du délit défini et sanctionné pénalement, le fait de se rendre coupable de fraude ou de fausse déclaration pour obtenir, faire obtenir ou tenter de faire obtenir le rSa est passible d'une amende prévue par le Code de la sécurité sociale.
- Le fait d'offrir ou de faire offrir ses services à une personne en qualité d'intermédiaire et moyennant rémunération, en vue de lui faire obtenir le rSa, est puni de peines prévues également par le Code de la sécurité sociale.
- La fausse déclaration ou l'omission délibérée de déclaration, ayant abouti au versement indu du rSa, est passible d'une amende administrative prononcée et recouvrée suivant des modalités définies par le Code de la sécurité sociale. La décision est prise par le Président du Conseil Exécutif de la CTM après avis de l'équipe pluridisciplinaire susmentionnée.
- Aucune amende ne peut être prononcée pour des faits remontant à plus de deux ans, ni lorsque le concerné a, pour les mêmes faits, déjà été définitivement condamné au pénal ou a bénéficié d'une décision définitive de non-lieu ou de relaxe - déclarant que la réalité de l'infraction n'est pas établie ou que cette infraction ne lui est pas imputable. Si une telle décision de non-lieu ou de relaxe intervient postérieurement au prononcé d'une amende administrative, la révision de cette amende est de droit. Si, à la suite du prononcé d'une amende administrative, une amende pénale est infligée pour les mêmes faits, la première s'impute sur la seconde.
- Le produit de l'amende est versé aux comptes de la collectivité débitrice du rSa.
- En cas de fausse déclaration, d'omission délibérée, ou de travail dissimulé ayant conduit au versement du rSa pour un montant indu supérieur à deux fois le plafond mensuel de la sécurité sociale, ou en cas de récidive, le Président du Conseil Exécutif de la CTM peut, après avis de l'équipe pluridisciplinaire susvisée, supprimer pour une durée maximale d'un an le versement du rSa - à l'exclusion des sommes équivalant à la différence entre le montant forfaitaire applicable et les ressources du foyer. Cette sanction est étendue aux membres du foyer lorsque ceux-ci se sont rendus complices de la fraude.
- La durée de la sanction est déterminée en fonction de la gravité des faits, de l'ampleur de la fraude, de sa durée et de la composition du foyer.
- La suppression ne peut être prononcée lorsque l'intéressé a, pour les mêmes faits, déjà été définitivement condamné par le juge pénal ou a bénéficié d'une décision définitive de non-lieu ou de relaxe déclarant que la réalité de l'infraction n'est pas établie ou qu'elle ne lui est pas imputable. Si une telle décision intervient après le prononcé de la suppression du service des allocations, celles-ci font l'objet d'un versement rétroactif au bénéficiaire.
- Si, à la suite du prononcé d'une décision prise en application du dispositif énoncé, une amende pénale est infligée pour les mêmes faits, les montants de rSa supprimé s'imputent sur celle-ci.
- La décision de suppression du rSa et l'amende administrative précitée ne peuvent être prononcées pour les mêmes faits.
- La décision de suppression prise par le Président du Conseil Exécutif de la CTM est transmise à la CNAF et à la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole qui en informent, pour son application, l'ensemble des organismes chargés du versement du rSa.

Un représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) participe à la commission administrative interne sur la fraude et, également, à la commission sur les pénalités.

ANNEXE 4 À LA DÉLIBÉRATION N° 17-258-1



Convention de Gestion du Revenu de Solidarité Active

Entre :

- **La Collectivité Territoriale de Martinique**, ci-après désignée « CTM », représentée par le Président du Conseil Exécutif : Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

Sise : Rue Gaston Defferre, Cluny CS 30137 - 97201 FORT-DE-FRANCE - CEDEX

Identifiant SIRET : 200 055 507 00012

et

- **La Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique**, ci-après désignée « CAF », représentée

Sise : Quartier Place d'Armes, BP 421 - 97291 LAMENTIN - CEDEX 2

Identifiant SIRET 314 307 828 00025

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le Code de l'action sociale et des familles (Casf), notamment ses articles L. 262-13, L. 262-16, L. 262-25, R. 262-60 à D. 262-64 et D. 262-65 et suivants ;
- Vu la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- Vu la Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
- Vu la Loi no 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
- Vu la Loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, en son article 87 - I et II
- Vu l'Ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 ;
- Vu le Décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;
- Vu le Décret n° 2009-716 du 18 juin 2009 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel accompagnant la mise en œuvre du revenu de solidarité active et portant diverses dispositions de coordination ;
- Vu le Décret no 2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;



Convention de Gestion du Revenu de Solidarité Active

- Vu le Décret n° 2012-294 du 1er mars 2012 relatif aux procédures d'orientation, de suspension et de radiation applicables aux bénéficiaires du revenu de solidarité active ;
- Vu les Décrets n° 2017-122 et n° 2017-123 du 1er février 2017 relatifs à la réforme des minima sociaux ;
- Vu l'Arrêté du 7 mai 2009 fixant le modèle de formulaire de demande d'allocation de revenu de solidarité active, modifié par l'arrêté du 19 janvier 2011.

Il est convenu ce qui suit :

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

Préambule

La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 qui généralise le revenu de solidarité active (RSA) et réforme les politiques d'insertion a confié aux Caisses d'Allocations Familiales (CAF), la charge de recevoir les demandes de RSA, de procéder à leur instruction administrative et, par ailleurs, d'assurer le calcul et le paiement de l'allocation. La loi garantit ainsi aux allocataires du RSA un interlocuteur privilégié pour l'accès au bénéfice de l'ensemble des prestations et une offre de service de qualité.

Le Décret n° 2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active outre-mer confirme les seules CAF ultramarines dans le service du RSA.

La gestion du RSA repose sur l'impératif du paiement juste, rapide et régulier.

L'efficacité des politiques de solidarité au service des usagers requiert une relation partenariale renforcée entre les acteurs qui s'incarne dans leur capacité à trouver des solutions pertinentes, efficaces et innovantes dans le respect du cadre réglementaire. La CAF et la CTM, en étroite collaboration, veilleront à s'inscrire dans une démarche qui place l'utilisateur au cœur du dispositif. L'amélioration continue de la qualité de service constitue un objectif partagé : les actions déployées doivent contribuer à simplifier les démarches des usagers, à lutter contre le non recours et obtenir un paiement juste.

Pour ce faire, l'ensemble des leviers participant à la réalisation de ces actions doivent être mobilisés : la CAF de la Martinique et la CTM s'appuieront sur les échanges de bonnes pratiques pour en optimiser l'efficacité.

La convention de gestion du RSA précise les modalités du partenariat avec la Collectivité et traduit une volonté forte de coopération dans l'intérêt des bénéficiaires du RSA.

Sur délégation de la CTM, la CAF peut aussi :

- apporter son concours à la Collectivité pour mettre en œuvre le dispositif d'orientation du bénéficiaire de RSA, en s'appuyant sur le référentiel national d'aide à la décision ;
- prendre en charge l'accompagnement social de familles monoparentales bénéficiaires du RSA, notamment avec un (des) enfant(s) âgé(s) de moins de trois ans.

Les conditions et modalités dans lesquelles s'exercent, le cas échéant, ces délégations sont fixées dans une convention spécifique et distincte signée avec la Collectivité Territoriale de Martinique intitulée : « convention relative au dispositif d'orientation et du droit à l'accompagnement ».

Article 1 - Objet de l'accord

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

La présente convention de gestion fixe les conditions dans lesquelles s'exercent les relations partenariales entre la CTM et la CAF de la Martinique, pour faciliter les opérations d'instruction, de gestion, de contrôle et de suivi des dossiers de RSA.

Article 2 - Qualité de service à l'allocataire

Les parties signataires veillent à la qualité et à la rapidité de l'instruction des dossiers qui conditionnent la qualité de service à l'allocataire, conformément à l'article D. 262-29 du Code de l'action sociale et des familles(Casf).

Article 2.1 : Respect du cadre légal et réglementaire

Les parties signataires s'engagent à ce que les modalités de gestion du RSA soient conformes au cadre légal et réglementaire défini notamment aux articles L. 262-1 et suivants et R. 262-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles(Casf).

Elles ont en charge de veiller à la bonne application du droit, garant de l'égalité de traitement des bénéficiaires sur le territoire national.

Les pièces justificatives nécessaires à l'ouverture du droit au RSA sont celles expressément énumérées dans le référentiel Cerfa qui a fait l'objet, conformément à l'article R. 262-31 du Casf, d'un arrêté en date du 7 mai 2009. Aucun appel de pièces complémentaires se situant au-delà du cadre juridique national ne peut être effectué.

Article 2.2 : Offre de service de la branche Famille

L'offre de service de la branche Famille est définie par une Convention d'objectifs et de gestion (Cog) signée par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) et l'État. Elle garantit, au moyen d'engagements mesurables, la rapidité, la maîtrise et la qualité de l'instruction, de la liquidation des droits et de l'information de l'ensemble de ses allocataires et de ses partenaires.

Ce socle de service de la CAF est une référence commune pour les parties signataires. Il est décrit dans le cadre du « référentiel RSA » qui s'applique à tous les actes de gestion de la prestation pour l'ensemble du réseau des CAF.

La CAF assure aux bénéficiaires du RSA un service équivalent à celui qu'elle propose dans le cadre de la Cog à l'ensemble des allocataires de la branche Famille.

À la demande de la CTM et après acceptation par la CAF, le socle de service peut faire l'objet d'adaptations figurant dans un avenant. Ces adaptations donnent lieu à rétribution au profit de la CAF, dont le montant est arrêté d'un commun accord entre les parties.

En l'absence de délégation, la CTM se prononce dans les domaines relevant de sa compétence et communique sa décision à la CAF dans des délais lui permettant de respecter le socle de service de cette dernière.

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

Article 3 : Les délégations de compétences sans compensation financière de la CTM à la CAF

L'ensemble des compétences non visées aux articles 3.1 et 3.2 relève soit de la compétence exclusive de la CTM, soit de la compétence de la CAF en sa qualité de gestionnaire de la prestation. Un tableau récapitulatif sur la répartition des compétences est placé en annexe 1.

Article 3.1 : Recueil et instruction des dossiers

La CTM délègue sans contrepartie financière à la CAF de la Martinique la compétence relative au recueil et à l'instruction des demandes de RSA sur le territoire, ainsi que l'information quant aux droits et devoirs éventuels des bénéficiaires.

Les modalités de recueil des informations requises dans le cadre de la constitution des dossiers relatifs au RSA sont organisées par la CAF qui en assume la responsabilité.

Les évolutions éventuelles dans la mise en œuvre par la CAF de cette compétence seront examinées par la Commission de suivi et de concertation prévue à l'article 9.

Article 3.2 : Activités déléguées à titre gratuit

La CTM désigne la CAF de la Martinique en tant que délégataire exclusif des compétences suivantes :

- L'attribution simple ou le rejet de la prestation lorsque les conditions administratives ou financières ne sont pas remplies ;
- La prorogation, le renouvellement ainsi que la révision des droits au RSA ;
- Le versement du RSA à une association agréée à cet effet ;
- L'examen des demandes de remises de dettes relatives au RSA socle, quel qu'en soit le montant, dès lors que l'intéressé reste bénéficiaire d'une prestation de la CAF et que la créance demeure inscrite dans les comptes de l'organisme payeur ;
- La radiation du RSA lorsque les conditions administratives ne sont pas remplies ;
- La radiation du RSA à la suite d'une période de quatre mois de suspension de la prestation pour ressources supérieures au plafond (excepté en cas de contrat d'engagements réciproques ou projet personnalisé d'accès à l'emploi en cours) ;
- La radiation du RSA à la suite d'une période de quatre mois de suspension de la prestation pour non-retour des pièces justificatives nécessaires au traitement de la prestation (excepté en cas de contrat d'engagements réciproques ou projet personnalisé d'accès à l'emploi en cours) ;

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

- La suspension des versements, non liée à la compétence exclusive de la CTM ;
- L'examen de la condition de résidence et les décisions relatives aux droits en cas d'absence du territoire supérieure à trois mois (suspension, rétablissement, révision ou fin), dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence de la CTM ;
- L'étude des demandes de dispense d'engagement d'une procédure en fixation ou en recouvrement de pension alimentaire et les décisions quant aux droits subsidiaires ;
- La gestion des indus de RSA et récupérations concernant des bénéficiaires en cours de droit ou pour lesquels subsistent des échéances dues au titre d'autres prestations - conformément aux dispositions de l'article L 262-46 du Code de l'action sociale et des familles, notamment en ses paragraphes 3 et 4 ;
- La gestion de la fraude au RSA relevant de la délégation ;
- le paiement d'avances ;
- L'instruction et la défense des dossiers RSA en cas de recours contentieux exercés lorsque les contestations portent sur une décision prise au titre des compétences déléguées à la CAF de la Martinique.

Article 3.3 : Compte rendu des activités déléguées

La CAF rend compte de ces missions selon des modalités arrêtées en commun par la Commission de suivi et de concertation prévue à l'article 9.

Les compétences en matière de décisions individuelles dont l'exercice n'a pas été délégué au titre de l'article L 262-13 § 2 du Code de l'action sociale et des familles font l'objet de l'annexe 2 à la présente.

Article 4 - Informations communiquées par la CAF à la CTM

Dans le cadre du RSA, les échanges d'informations sont expressément prévus par le Casf, notamment ses articles L. 262-40 et suivants, ainsi que D. 262-95 et suivants.

La CAF met à disposition de la CTM des informations administratives nominatives, financières et statistiques qui se fondent sur les travaux conduits en commun sous l'égide de la CNAF et de l'Assemblée des départements de France. La totalité des informations ainsi communiquées permet à la CTM d'avoir une vue d'ensemble des éléments nécessaires à la gestion du RSA et à la compréhension des événements intégrés par la CAF.

En cas de contentieux ou de recours administratif préalable, la CAF fournit gracieusement et diligemment à la CTM les éléments permettant à la collectivité d'organiser sa défense et de répondre aux contestations.

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

Article 4.1 : Modalités d'évolution des échanges d'information

Pour des raisons de cohérence d'ensemble et d'intégrité des données transmises, les parties signataires s'engagent à respecter le cadre fixé par la CNAF en concertation avec ses partenaires. En conséquence, la forme, la nature et les modalités de transmission de ces informations ne peuvent pas être modifiées par les signataires de la présente.

Ces éléments résultent des décisions prises par le Comité de pilotage des échanges d'informations (Cpei), lequel est une instance nationale pilotée par la Direction générale de l'action sociale (Dgcs).

Le Cpei a pour mission de faciliter les échanges d'informations entre les partenaires, en :

- améliorant les échanges de données et leur compréhension ;
- identifiant les anomalies éventuelles, les besoins et attentes des acteurs concernés;
- priorisant les travaux et les nouveaux développements informatiques nécessaires.

Ce comité coordonne et valide les évolutions informatiques des flux automatisés de données entre les différents acteurs. À ce titre, il doit être saisi de toute demande d'évolution des flux d'échanges relevant du RSA.

Il est également chargé de recenser, d'examiner, de prioriser et de valider les évolutions des flux informatiques nécessaires au pilotage du RSA et au suivi des actions d'insertion.

Les évolutions validées par le Cpei font ensuite l'objet de travaux communs, en groupes dédiés réunissant les différents opérateurs.

Les signataires des présents accords s'engagent à mettre en œuvre les nouveaux flux ou les évolutions de flux existants priorisés par le Cpei.

Article 4.2 : Modalités de transmission des informations

Les informations sont mises à disposition sur une plateforme dédiée au Centre serveur national (Csn) de la CNAF. Par suite, la CTM convient avec le Csn des modalités de récupération des flux visés.

Les transmissions respectent les impératifs de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La CTM dispose aussi d'un accès privilégié aux informations nominatives concernant les dossiers des bénéficiaires de RSA, via un service Extranet : CDAP (consultation des données des allocataires par les partenaires). Un système d'habilitation, individuelle et strictement personnelle des agents autorisés à consulter les données de ce service, permet d'en garantir la confidentialité. A ce titre, la CAF se réserve la possibilité d'effectuer tout contrôle sur les consultations au moyen de l'application CDAP, à la demande des corps de contrôle ou de la CNAF, comme de son propre chef.

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

La CTM dispose aussi d'un accès privilégié à la Boîte à lettre fonctionnelle (BALF) mise en place par la CAF pour faciliter les échanges et le partage de données.

Article 5 – Maîtrise des risques et lutte contre la fraude

La politique de maîtrise des risques menée par la Branche Famille est décrite au travers d'un plan annuel de contrôle interne qui fixe les objectifs, les méthodes et les orientations, pour l'ensemble des caisses du réseau. Au-delà de ce socle national de contrôles, des compléments locaux peuvent être réalisés dans la limite des moyens humains, juridiques et techniques. La CAF de la Martinique facture à la CTM les contrôles supplémentaires réclamés.

Dans le souci de renforcer la coopération en matière de gestion et de contrôle du droit, deux profils « contrôle » et « contentieux » - créés dans l'application CDAP - sont rendus disponibles, à l'usage exclusif des agents de la CTM chargés du contrôle, de la lutte contre la fraude au RSA et du contentieux. L'attribution des dits profils est soumise à la ratification d'une convention de coordination avec la CAF.

5.1 : Modalités de coordination des contrôles

Les contrôles RSA mis en œuvre par la Branche Famille s'intègrent dans le cadre global de la politique nationale de sécurisation des données entrantes, décrite au travers du plan de contrôle interne annuel.

Les données entrantes sont définies comme des informations transmises par les allocataires, les tiers et les partenaires et prises en compte pour ouvrir et gérer les droits des allocataires, notamment les droits au Revenu de Solidarité Active.

Ce plan de contrôle s'appuie sur :

- . Des échanges de fichiers automatisés avec la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle Emploi, la CGSSM...
- . Des contrôles de cohérence, annuels et trimestriels, pour sécuriser les risques majeurs liés aux ressources et aux situations professionnelles,
- . Des contrôles systématiques de multi affiliation des bénéficiaires,
- . Des contrôles ciblés en fonction des situations identifiées comme étant les plus à risque (ciblage par un dispositif de modélisation du risque de donnée entrante avancé, dénommé « datamining »),
- . Des contrôles sur place ou sur pièces, à la demande du gestionnaire conseil allocataire, en présence d'incohérences détectées sur le dossier.

La stratégie de sécurisation des risques sur les données entrantes, initiée par la Branche Famille, repose sur les principes suivants :

- . Sécuriser les données entrantes, en amont du versement, en utilisant la dématérialisation (contrôles de cohérences lors de la télé-procédure RSA) ou la circularisation avec les tiers (échanges avec les partenaires, du type web service),

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

- . Cibler les sécurisations sur les dossiers et les informations les plus à risques, notamment par l'intermédiaire du datamining,
- . Déployer suffisamment de contrôles pour garantir leur effet dissuasif.

Le plan national peut, le cas échéant, être complété d'actions établies d'un commun accord entre la CAF et la CTM sur la base d'une analyse des risques partagée.

Éventuellement, des actions de contrôle supplémentaires sont mises en œuvre dans la limite des moyens humains, juridiques et techniques dont dispose la CAF.

Un bilan annuel des contrôles réalisés sur le RSA est fourni conjointement par la CAF et la CTM, à échéance du 30 juin de l'année suivante.

5.2 : Modalités de prévention et de gestion des indus

Dans le cadre de la volonté partagée par la CTM et la CAF d'une qualité de service optimale aux bénéficiaires du RSA, la CAF s'engage à mobiliser tous les moyens tendant à réduire les indus :

- . par une stricte observation des conditions d'éligibilité au RSA et la mise à jour régulière des situations de tous les concernés ;
- . par une information active des intéressés quant à leurs droits et devoirs, aussi sur les risques encourus en cas de fraude avérée ou de fausse déclaration.

Ainsi, conformément au 3° de l'article D 262-61 du Code de l'action sociale et des familles, un plan d'action visant les indus sera élaboré, afin de les prévenir, d'améliorer l'information de la CTM à leur sujet et, le cas échéant, sur les changements de domicile ou de résidence des débiteurs, également pour en faciliter le recouvrement.

Les indus RSA sont recouvrés par la CAF prioritairement par retenue sur le montant des prestations à échoir dans le cadre du dispositif réglementaire en vigueur (fongibilité).

En application de l'article L 262-46 § 8 du code susvisé, après la mise en œuvre de la procédure de recouvrement sur prestations à échoir et à l'expiration d'un délai de trois mois révolus, la CAF transmet les créances de la CTM au Président du Conseil Exécutif pour mise en recouvrement public. La liste nominative et détaillée des indus du RSA non recouvrés est communiquée par flux mensuel dématérialisé (cf. article 4 supra).

5.3 : Modalités de lutte contre la fraude

La CTM et la CAF s'engagent à rechercher une harmonisation des politiques respectives de sanctions et à une effectivité quant à leur application en cas de fraude, lorsque la fraude porte uniquement sur le RSA.

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

Un représentant de la CTM participera à la commission administrative interne sur la fraude et, également, à la commission sur les pénalités.

En cas de fausse déclaration, faux et usage de faux, acte délibéré, abstention ou omission délibérée portant sur les ressources professionnelles ou d'origine locative, ou sur la situation familiale, sur le lieu de résidence, ou sur le nombre d'affiliation, et ayant eu pour effet de conduire au versement indu du RSA causant ainsi un préjudice aux finances publiques, ce sont les dispositions de l'article L 262-51 et suivants du CASF qui s'appliquent.

Lorsqu'un contrôle met en évidence un cas de fraude, le dossier est soumis à la commission administrative interne sur la fraude précitée.

En fonction de la gravité de la fraude, et du préjudice subi par chacune des deux institutions, une sanction est proposée par cette commission. (Cf. en annexe 3 : fiche de procédure).

5.4 : Modalités de recours en matière de remise de dette

Il est fait référence à la note d'information de la Direction générale de l'action sociale (DGCS) du 10 mai 2012 relative aux voies de recours contre les décisions prises sur les demandes de remise de dette de RSA.

Les décisions de refus (ou accord partiel) de remise de dette de RSA socle ou prime d'activité peuvent être directement contestées devant le tribunal administratif (TA) sans recours administratif préalable obligatoire (RAPO).

En ce qui concerne le RSA, en cas de manœuvre frauduleuse ou de fausses déclarations, aucune remise de dette ne peut être effectuée en application de l'article L 553-2 in fine du code de la sécurité sociale.

Concernant la répartition de la gestion des contestations devant le tribunal administratif :

a) S'agissant des décisions de remise de dette en matière de RSA socle ;

La CTM reste compétente pour assurer la défense devant le tribunal administratif des décisions de remise de dette relatives au RSA socle, y compris celles prononcées par la CAF en qualité de délégataire.

La CAF fournit gracieusement et diligemment à la CTM les éléments permettant à la collectivité d'organiser sa défense et de répondre aux contestations.

b) . S'agissant des décisions de remise de dette en matière de RSA mixte socle et prime d'activité :

En cas de décision de refus (ou accord partiel) de remise de dette pour des indus mixtes (RSA socle et prime d'activité), la CAF assurera la défense devant le

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

tribunal administratif pour la globalité de l'indu, afin de permettre à un seul et même organisme de présenter tout le dossier.

Article 6 - Outils informatiques

Le système d'information relatif au traitement des prestations légales est arrêté par la CNAF, qui en a la responsabilité exclusive, de façon à assurer une gestion homogène par l'ensemble des CAF. Par voie de conséquence, toute demande d'évolution est soumise à l'organisme national selon les procédures en vigueur.

Article 6.1 : Instruction du RSA

L'enregistrement de la demande de RSA et l'instruction sont assurés au moyen de l'application @Rsa dont toutes les fonctions (gestion du premier contact, instruction, appui à l'orientation) sont accessibles par Internet via un navigateur sécurisé.

La demande de RSA peut également être réalisée directement auprès de la CAF par téléservice ou par le dépôt d'un formulaire complété.

Le partage d'informations essentiellement dématérialisées est assuré, selon leur nature et leur fréquence, soit dans une logique d'échanges de données informatisées (échanges de fichiers), soit dans une logique de portail Extranet.

Les flux peuvent être quotidiens ou mensuels et comportent des informations correspondant à l'instruction des demandes, à la gestion et au suivi des bénéficiaires, ainsi qu'au suivi financier du RSA.

Ces flux peuvent prendre la forme de :

- . fichiers informatiques, qui transitent par le centre serveur national des CAF (Csn),
- . « Webservices »,
- . consultation directe, au moyen du portail Extranet des CAF (CDAP).

Le mode retenu pour la transmission des informations est celle du flux « Xml » conforme aux standards du W3C.

Aucune information nominative relative à la gestion du RSA ne peut être transmise ou communiquée par d'autres supports.

Pour accéder aux différents services proposés dans l'offre @Rsa, les utilisateurs doivent faire l'objet d'une habilitation explicite délivrée par la CAF.

Un dispositif spécifique gère l'ensemble des habilitations des partenaires : tout utilisateur de l'offre @Rsa devra être référencé dans ce système. La CAF garde le droit de s'assurer de sa bonne utilisation par les personnes désignées par la CTM.

Les conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa aux partenaires désignés par la CTM figurent dans un document joint en annexe 2.

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

Les signataires s'engagent à promouvoir l'harmonisation de l'instruction du RSA sur le territoire, notamment par la généralisation de l'outil @Rsa au niveau des instructeurs.

Article 6.2 : Traitement du RSA

Le calcul et le paiement du RSA sont assurés par la CAF au moyen d'un système d'information national (Cristal).

Article 7 - Coûts de gestion du RSA

Conformément au socle de base, défini à l'article 2 supra, l'instruction administrative et le versement du RSA sont assurés à titre gratuit par la CAF pour le compte de la CTM.

Les autres compétences susceptibles d'être déléguées peuvent faire l'objet d'une rétribution.

Les modalités de cette rétribution éventuelle seront définies et formalisées dans un avenant à la présente convention, signé après délibération de l'organe délibérant compétent de la CTM.

Article 8 - Dispositions comptables et financières

Article 8.1 : Traitement comptable

Article 8.1.1 : Demande d'acompte mensuel

La CAF transmet chaque mois, en application des articles L. 262-25 II et D. 262-61 du Casf, une demande d'acompte mensuel qui récapitule l'ensemble des opérations constatées le mois civil précédent sur les droits des allocataires au RSA socle et socle majoré.

Conformément à l'article L. 262-25-II du Casf, cette demande ventile les opérations par nature de prestation et par type d'opérations comptables. Parallèlement à ce document papier de synthèse, un flux financier dématérialisé (Xml) est adressé à la CTM : il justifie chacune des opérations nominativement, bénéficiaire par bénéficiaire.

Article 8.1.2 : Régularisation annuelle

Au mois de décembre de chaque année, il est procédé à une régularisation annuelle qui consiste à traiter l'écart qui peut exister entre :

- la somme des douze acomptes mensuels, issus de l'applicatif de gestion "Cristal", appelés auprès de la collectivité territoriale de janvier à décembre N,
- et les opérations constatées, dans l'applicatif comptable "Magic", sur la période de décembre N-1 à novembre N.

Cette régularisation fait l'objet d'une facture, adressée par la CAF à la CTM au mois de décembre de chaque année, si le solde est en défaveur de la CAF.

8.2 - Traitement financier

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

Les flux financiers prévus sont neutres pour la trésorerie des organismes assurant le service du revenu de solidarité active, conformément à l'article L. 262-25 I 4° du Casf.

La neutralité des flux financiers pour la trésorerie de la CAF est assurée par :

- l'avance de trésorerie mise en place, d'un montant de xxx€ à la date de signature de la présente convention ;
- la refacturation à la CTM, en début d'année suivante, du coût financier supporté le cas échéant par la CAF à raison du différentiel de trésorerie entre les encaissements et les décaissements ;
- le respect des échéances de paiement des facturations mensuelles par les collectivités.

Article 8.2.1 : Remboursement de la demande d'acompte par la CTM

La demande d'acompte mensuelle d'un mois M doit être réglée par la CTM à la CAF de la Martinique le 5 du mois M+1 ou le jour ouvré le plus proche suivant cette date.

Article 8.2.2 : Intérêts de retard

Tout retard dans le règlement des acomptes donnera lieu au versement, au moins une fois par an, de pénalités de retard calculées comme suit :

$(\text{Montant qui aurait dû être versé au titre du mois M}) \times (\text{moyenne mensuelle du dernier taux EONIA connu} + 1) \times (\text{nombre de jours de retards} / 360 \text{ jours})$

Article 9 - Concertation régulière entre les parties et règlement des litiges

Une commission de concertation est créée entre la CTM et la CAF de la Martinique, afin de suivre la bonne mise en œuvre de la présente convention et son évolution éventuelle.

Pour tout différend qui pourrait survenir dans son application, les parties conviennent de rechercher une solution amiable, avant d'engager une éventuelle procédure contentieuse devant le tribunal administratif de la Martinique.

Nonobstant, les conditions d'application des accords font l'objet d'un examen annuel.

Article 10 - Durée de la convention

La présente prend effet à dater de sa signature par les parties, pour une durée de trois ans.

Elle peut être renouvelée, de façon expresse, par périodes successives de trois ans, par la signature d'une nouvelle convention.

Article 11 - Modification de la convention

Annexe 2 - Conditions techniques et organisationnelles de mise à disposition de l'offre de service @Rsa

Les accords peuvent être adaptés ou modifiés en cours de période par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties, notamment pour tenir compte des éléments extérieurs qui mettraient en cause substantiellement ou durablement leur équilibre.

Article 11.1 : Modalités de révision

Toute adaptation ou modification de la présente ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par les deux parties.

Toute demande de prestation ou de service supplémentaire, fait l'objet d'un avenant à la convention et peut donner lieu à rétribution dont le montant est décidé par les parties.

Article 11.2 : Modalités de résiliation

La présente peut être résiliée à la demande de l'une ou l'autre partie, formulée par lettre recommandée avec avis de réception adressée au minimum un an avant l'échéance de la période contractuelle en cours. La résiliation prend alors effet à la date d'échéance de ladite période contractuelle.

Fait en trois exemplaires originaux à Fort de France, le

Pour la Collectivité Territoriale de
Martinique

Le Président du Conseil Exécutif

Pour la Caisse d'Allocations Familiales
de la Martinique

Le Directeur Général

Alfred MARIE-JEANNE



ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170630-2017-PAM-7-AI
Date de télétransmission : 30/06/2017
Date de réception préfecture : 30/06/2017

ARRETE N°2017 - PAM – 7 du 30 JUIN 2017

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein de la Conférence des financeurs

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015 portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 portant délégation donnée au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu la délibération n°16-99-1 portant partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la Caisse d'Allocations Familiales;

Vu la convention cadre CV 21 07.16-0160 entre Collectivité Territoriale de Martinique et la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique

ARRETE

Article 1 : Sont désignées pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Conférence des financeurs :

- Madame Louise TELLE dans le domaine de la parentalité et de la petite enfance
- Madame Josiane PINVILLE dans le domaine de l'insertion, de l'économie sociale et solidaire
- Madame Christiane BAURAS dans le domaine du logement et de l'habitat

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressées. /



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

[Signature]
Yan MONPLAISIR